

CAMINANDO

VOL. 31 10\$

2016



40 ANS EN MARCHÉ Défis et luttes pour les droits humains

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Couverture, Anouk Nadeau-Farley, 2016

56 *Huipil of the Sky*, Freda Guttman, 2014

81 *Milpa zapatista*, Beatriz Aurora, 1999

99 *Hommage à Berta Cáceres*, Fanny Aïshaa, 2016

105 *¿Dónde están?*, Freda Guttman, 2014

111 *Entre les cendres et les étoiles*, Claudia Bernal, 2006

116 *Gwaii Haanas' Earthbeat*, Fanny Aïshaa, 2013

138 *Assemblée pour la souveraineté alimentaire*, Angie Vanessita, 2013

Quatrième de couverture, Comité chilien pour les droits humains, 2013

PÉRIODES HISTORIQUES ET CRÉDITS DES IMAGES

- 3 Dictatures et répression dans le Cône Sud
Photographie d'une manifestation à Santiago par le Mouvement contre la torture Sebastián Acevedo
- 38 Conflits armés dans Amérique centrale
Photographie de Steven Kaal lors de la cérémonie du 8^e anniversaire de la Révolution sandiniste, juillet 1987
- 72 Expansion néolibérale et accords de libre-échange
Photographie de J. Narrin lors d'une manifestation contre l'OIT à Seattle, 1999
- 100 Néocolonialisme, extractivisme, violences et criminalisation des luttes sociales
Photographie d'une mine à ciel ouvert

ILLUSTRATRICES DE CAMINANDO 2016

Fanny Aïshaa est une artiste visuelle, nomade et autodidacte. Elle recherche un équilibre entre la rencontre des savoirs traditionnels, ancestraux et les perspectives modernes et scientifiques. L'imaginaire est un territoire de liberté, d'affirmation, de rencontre pour transmettre des poésies.

Beatriz Aurora, née au Chili de parents exilés d'Espagne, est une artiste engagée qui se consacre à la peinture depuis 1985 et a exposé au Japon, au Chili, en Uruguay, en France, en Espagne et en Italie, entre autres. Le soulèvement zapatiste, avec sa vision d'un autre monde possible basé sur la dignité, l'a inspirée pour réaliser des œuvres qu'elle nomme « histoires peintes », qui relatent les grandes transformations sociales possibles lorsque les êtres humains unissent leurs rêves et leur forces.

Les œuvres de **Claudia Bernal** se situent à la croisée des arts visuels, du théâtre performatif et de la littérature. Dans ses œuvres, les concepts de mouvement, de migration, d'espace, d'identité, sont récurrents. Claudia Bernal, qui vit à Montréal, a participé à des expositions individuelles et collectives au Canada, en Amérique latine et en Europe et y a présenté des performances dans des théâtres et des espaces publics.

Jennifer Galewski est une graphiste et illustratrice montréalaise. À travers son travail, elle appuie de nombreuses luttes sociales au Québec et au Mexique. Elle a réalisé le logo du Tribunal des peuples sur l'industrie minière canadienne et les couvertures des volumes 28 et 29 et la quatrième de couverture du volume 30 de Caminando.

Freda Guttman, originaire de Montréal, est une artiste et activiste dont le travail durant plus de 50 ans a porté sur des questions importantes : le génocide guatémaltèque, l'ensemble du système de production alimentaire, le féminisme, la Palestine et les leçons du 20^e siècle. Elle a toujours lié sa pratique artistique et son activisme, pour tenter de situer son travail dans le domaine du politique afin de rejoindre un plus grand nombre de spectateurs.

Anouk Nadeau-Farley a été présidente du Conseil d'administration du CDHAL entre 2013 et 2016. Elle est présentement chargée de projet à Coule pas chez Nous, une campagne de sensibilisation citoyenne qui diffuse de l'information sur les enjeux pétroliers. Militante environnementale, elle s'est notamment impliquée avec le collectif du Mur de femmes contre les oléoducs et les sables bitumineux.

Angie Vanessita est une artiste graphique colombo-équatorienne. Illustratrice autodidacte, ses créations sont organiques et colorées. Elle a travaillé avec plusieurs organisations de défense de l'environnement pour la réalisation de dessins, illustrations et campagnes.

Caminando est publié par



40 ans de solidarité et de luttes

Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)
1425 boul. René-Lévesque Ouest,
3^e étage
Montréal (Québec) H3G 1T7
Canada

514.257.8710 poste 334

info@cdhal.org

www.cdhal.org

Dépôt légal
Bibliothèques et Archives
nationales du Québec et du
Canada
ISSN 1490-0661

CAMINANDO

Comité d'édition

Roselyne Gagnon, Marie-Eve Marleau, Carla Christina Ayala Alcayaga, Martha Lucía Gómez, Amelia Orellana, Éva Mascolo-Fortin, Rocío Barba

Coordonnatrice

Roselyne Gagnon

Conception graphique

Roselyne Gagnon

Comité de traduction

Amelia Orellana, Émilie Noël, Sarah Múnera, Macarena Lara, Valérie Martel, Alice Doucet, Jorge Parra, Ana Carolina Veiga, Éva Mascolo-Fortin

Comité de révision linguistique

Constance Vaudrin, Marie France Labrecque, Éva Mascolo-Fortin, Laurence Brière, Jérôme Lafitte, Thérèse Guay, Roselyne Gagnon, Sandrine L'Homme, Laïla Faivre, Adriana Eslava, Alexandra Ferland, Marie-Eve Marleau, Marie Bordeleau, Paulina Leyva

L'ÉQUIPE DU CDHAL

Coordonnatrice

Marie-Eve Marleau

Responsable des actions urgentes

Amelia Orellana

Chargées de projet « 40 ans de luttes pour la défense des droits humains en Amérique latine et au Québec »

Martha Lucia Gómez
Carla Christina Ayala Alcayaga

Chargées de projet « Luttes des femmes pour la défense des territoires »

Carla Christina Ayala Alcayaga
Rocío Barba

Chargée des communications

Roselyne Gagnon

Agente aux médias numériques et au développement organisationnel

Éva Mascolo-Fortin

Stagiaires

Anne-Lise Pierre, Rosalie Nadeau, Isabela Del Carpio,

David Hoyos, Ariane Dinkel, Alexandra Ferland, Marie Bordeleau, Sandrine L'Homme, Erick de los Rios, Sofia Chehbouni, Adriana Sanchez-Sanfaçon, Gustavo Martinez Basaldua

Collaborateurs-trices

Diana Potes, Constance Vaudrin, Priscylla Joca, Alessandra Devulsky, Nadxieli Jareda, Sarah Múnera, Gerardo Aiquel, Rodrigo Arancibia, Jazmin Verdugo, Michel Poulin, Giulietta Dimambro, Maëlys Poisson, Nadja Palomo

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente

Adriana Pozos

Trésorier

Pierre Lemay

Secrétaire

Yussef Kahwage

Administratrices-teurs

Adriana Eslava, Ximena Cuadra, Thérèse Guay, Beatriz Munoz, Carolina Campos

Table des matières

- 4 Exil | *Aspasia Worlitzky*
- 5 Le Chili et le Québec : exil, solidarité et intégration | *Roberto Hervas*
- 9 La théologie de la libération : origine et développement en Amérique latine | *Richard Renshaw*
- 13 Les missionnaires canadiens-français et la défense des droits humains en Amérique latine | *Maurice Demers*
- 18 La création du CISO et la solidarité avec l'Amérique latine | *Clotilde Bertrand*
- 20 Une carte visuelle de la mémoire | *Gaston A. Ancelovici*
- 25 Pour une solidarité humaine | *Yves La Neuville*
- 28 Le Comité chilien pour les droits humains | *Armando Navarrete*
- 30 Stratégies de la solidarité en sol québécois : l'expérience de la Bolivie | *Ana María Seifert, Jaime del Carpio et Gustavo Saavedra*
- 34 Les jumeaux boréal et austral des Amériques : les « Printemps » chilien (2011) et québécois (2012) dans une perspective historique de solidarité | *Ricardo Peñafiel*
- 39 Le contexte historique des crises des années 1980 en Amérique centrale | *Catherine LeGrand*
- 42 Moi, Mateo Pablo, maya chuj, et l'histoire d'extrêmes violences de mon peuple, à travers celle de ma famille | *Mateo Pablo*
- 46 La solidarité internationale et la révolution nicaraguayenne (1979-1990) | *Pierre Beauceage*
- 52 Participation dans le mouvement syndical et populaire du Salvador | *Alejandro Danila Garcia*
- 54 Solidarité avec la guérilla salvadorienne | *Lorraine Guay*
- 58 Parcours guatémaltèque | *Mary Ellen Davis*
- 60 Une histoire de solidarité avec l'Amérique centrale | *Steven Kaal*
- 66 Le Québec et les Amériques : quatre décennies de solidarité | *Jean-Pierre Boyer et Jean Desjardins*
- 73 Solidarité : Amérique latine et libre-échange (1960-2016) | *Georges Lebel*
- 76 Participation aux brigades d'observation des droits humains avec les communautés zapatistes | *Sophie Demers*
- 78 Journal d'une observatrice | *Marie Laberge*
- 80 L'État mexicain ne respecte toujours pas les droits des peuples autochtones | *Frayba*
- 82 16 ans de luttes anticapitalistes à Montréal | *Tania Hallé*
- 88 14 février | *Sarah Charland-Faucher*
- 90 Solidarité avec les femmes de Ciudad Juárez, Mexique | *Marie France Labrecque*
- 94 La résistance des femmes dans les Amériques | *Émilía Castro*
- 97 Nous ne sommes pas les mortes de Juárez | *Itzel González*
- 99 La rivière me l'a dit | *Laura Zuniga*
- 101 Les mères et la disparition forcée de leurs enfants : plus de 50 ans pour repousser les frontières du droit | *Adriana Pozos Barcelata*
- 106 Hier, ce que nous craignons est arrivé | *Hans Labra*
- 108 « L'avenir, c'est pas les ententes » | *PASC*
- 112 Défis et succès du mouvement de défense du territoire au Guatemala | *Stéphanie Bacher*
- 117 « Le territoire ne nous appartient pas, nous appartenons au territoire, à la terre » | *Viviane Michel*
- 118 Rencontre des femmes des zones rurales et urbaines | *Front de femmes défenseuses de la Pachamama*
- 121 Les actions urgentes | *Anne-Lise Pierre*
- 122 Les invisibles | *Inti Barrios*
- 123 « Je suis affectée par Mariana! » | *Soniamara Maranhó*
- 124 Initiatives de mobilisation collective et de résistance vis à vis des entreprises transnationales d'extraction | *Mélanie Dufour-Poirier, Denise Gagnon, Daniel Mallette et Frédérick Ste-Croix Lévesque*
- 127 Le droit à la ville dans un site de patrimoine mondial de l'humanité | *Vildan Bahar Tuncay*
- 130 La violence au Mexique : un mal qui dure depuis longtemps | *Javier Buenrostro*
- 134 La solidarité internationale et le mouvement des personnes affectées par les barrages | *MAB*
- 136 Mes salutations coloniales | *PAQG*

Éditorial

Par Carla Christina Ayala Alcayaga, Roselyne Gagnon et
Martha Lucía Gómez

À l'occasion du 40^e anniversaire du Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL), retracer les liens tissés entre les mouvements sociaux et les peuples des Amériques est devenu un travail incontournable. Ce travail a mené à une campagne d'éducation et d'engagement du public « 40 ans de luttes pour la défense des droits humains en Amérique latine et au Québec »¹.

Depuis les années 1970, les contextes sociopolitiques de l'Amérique latine ont eu une résonance au sein de la société québécoise. Les diverses conjonctures, notamment les dictatures militaires, les conflits armés, les politiques néolibérales et l'expansion des mégaprojets extractifs aux dépens des communautés locales ont engendré différentes vagues de répression, de criminalisation et de migrations. Au Québec, les vagues d'immigration en provenance d'Amérique latine ont créé et renforcé les liens de solidarité qui ont influencé les luttes pour la justice sociale. Le CDHAL, fondé en 1976 par des membres des Églises chrétiennes, suite à l'arrivée de régimes militaires dans le Cône Sud, est un exemple des nombreuses organisations qui ont vu le jour au Québec, en réponse aux événements survenus en Amérique latine.

Cette édition spéciale de *Caminando* est consacrée à l'histoire de quatre périodes de mobilisations et de solidarités emblématiques dans les Amériques :

- *Dictatures et répression dans le Cône Sud* (1973-1990)
- *Conflits armés en Amérique centrale* (1979-1996)
- *Expansion néolibérale et accords de libre-échange* (1990-2005)
- *Néocolonialisme, extractivisme, violences et criminalisation des luttes sociales* (2005 à aujourd'hui).

Cela n'aurait pu être possible sans le soutien de nos allié-e-s et collaborateurs-trices, et plus particulièrement de militant-e-s qui ont contribué à la campagne. C'est donc à travers des panels, des rencontres de conversation café, des entrevues et de la contribution de nombreuses personnes pour la compilation d'archives audiovisuelles que nous avons

retracé les événements marquants de chaque période, et rassemblé des expériences, savoirs et apprentissages liés à la défense des droits humains.

Ces différentes activités de mobilisation du public, ainsi que les outils d'éducation ont été orientés notamment sur la récupération de la mémoire et la mise en rétrospective des luttes sociales d'hier et d'aujourd'hui. Ce numéro donne ainsi la voix à des personnes réfugiées et immigrantes, militant-e-s des mouvements de solidarité et de résistance, d'organisations de droits humains et de solidarité internationale qui se sont impliqué-e-s au cours de ces périodes. Les témoignages par les acteurs-trices qui portent cette histoire à travers différentes expressions de solidarité et stratégies de résistance et de dénonciations qui ont eu lieu au cours de ces dernières décennies (activités de sensibilisation, campagnes d'éducation populaire, activités politiques et culturelles, manifestations, accompagnement international, mission d'observation des droits humains, etc.), sont une source d'inspiration et d'apprentissage qui contribuent à la construction d'une vision critique et populaire des droits humains et de la solidarité internationale.

Les textes qui suivent illustrent les quatre périodes historiques identifiées et permettent de construire un panorama général de l'évolution de la solidarité internationale à travers un regard sur les différents événements marquants et les regroupements de solidarité qui ont vu le jour au Québec. Cela permet également mettre en lumière les transformations vécues au fil du temps et les enjeux et défis actuels pour la défense des droits humains devant la répression, la criminalisation et les violations des droits humains.

Nous tenons à remercier les auteur-e-s d'avoir accepté de partager leurs expériences, connaissances et archives visuelles, ainsi que toutes les personnes qui ont appuyé solidairement la révision et traduction des articles et qui ont partagé leurs illustrations et poèmes.

Bonne lecture !

¹ Ce projet a été rendu possible grâce à l'appui financier du Ministère de Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) à travers le Fonds d'éducation et d'engagement du public en solidarité internationale (FEEPSI), qui est attribué à l'Association québécoise de coopération internationale (AQOCI).

Dictatures et répression dans le Cône Sud

1973 à 1990

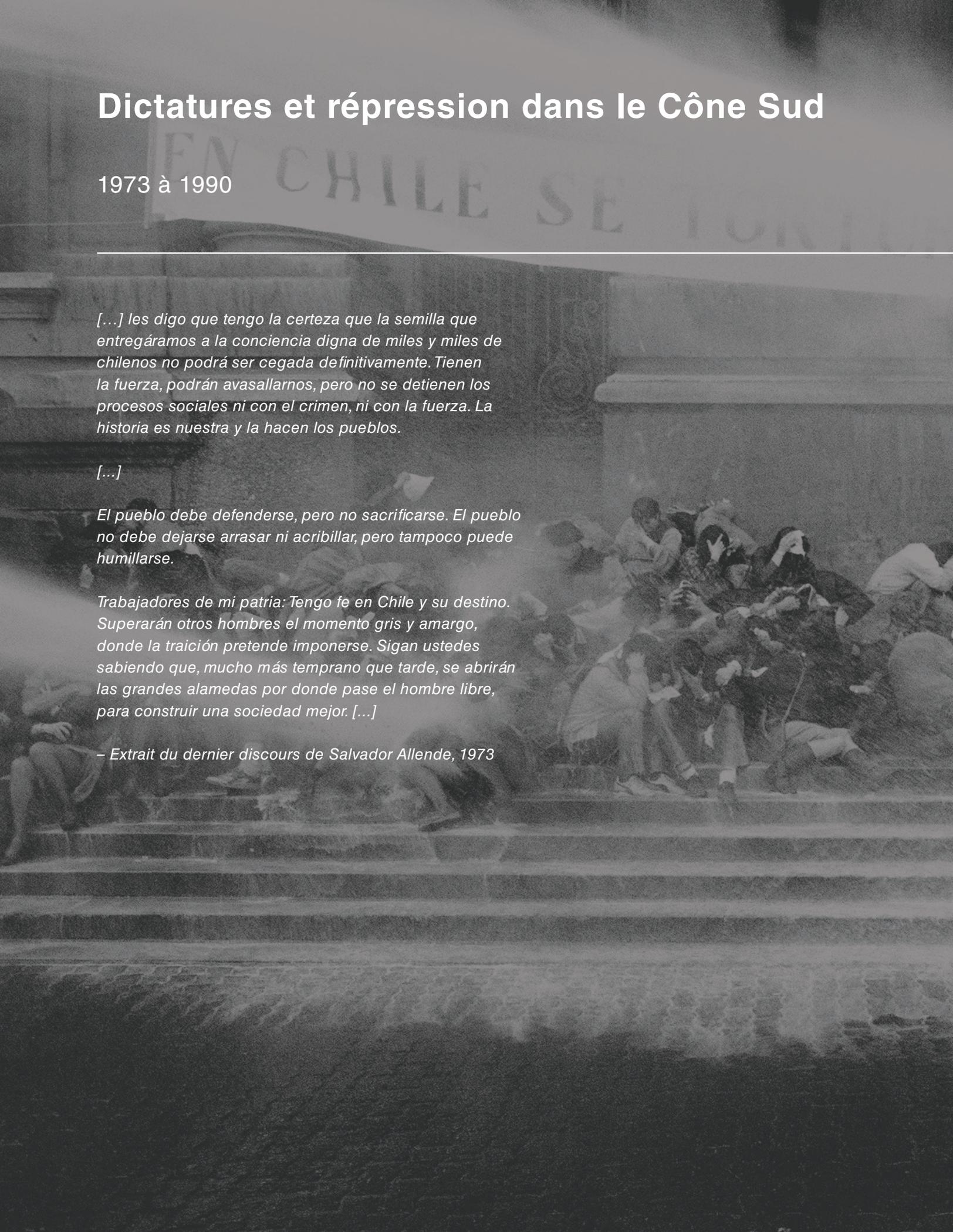
[...] les digo que tengo la certeza que la semilla que entregáramos a la conciencia digna de miles y miles de chilenos no podrá ser cegada definitivamente. Tienen la fuerza, podrán avasallarnos, pero no se detienen los procesos sociales ni con el crimen, ni con la fuerza. La historia es nuestra y la hacen los pueblos.

[...]

El pueblo debe defenderse, pero no sacrificarse. El pueblo no debe dejarse arrasar ni acribillar, pero tampoco puede humillarse.

Trabajadores de mi patria: Tengo fe en Chile y su destino. Superarán otros hombres el momento gris y amargo, donde la traición pretende imponerse. Sigán ustedes sabiendo que, mucho más temprano que tarde, se abrirán las grandes alamedas por donde pase el hombre libre, para construir una sociedad mejor. [...]

– Extrait du dernier discours de Salvador Allende, 1973



Exil / Exilio

Par Aspasia Worlitzky

*J'appelle les montagnes
Avec un cri viscéral
Je leur demande de la compassion.*

*Ces énormes hauteurs, elles savent comment on convoquait les désignés
Les uns après les autres pour les anéantir...
Détruire leurs rêves la forteresse de leur loyauté...*

*On les a emmené fumée noir couloirs sans fin
Leurs plaintes transformés en échos
Ont été imprimés
dans des journaux des revues.*

*Certains sont partis bagages de cuir usé
Vêtements ternes, hivernaux
Inlassablement en file
Ils ont attendu dans les aéroports du monde
jusqu'à se convertir en tumulte.*

*Leurs corps ont commencé à sentir l'exil
Juifs, espagnols, peuples divers
Senteur des colis oubliés...
«empanadas» périmées
pleurs d'enfants abandonnés.*

*Moi aussi, j'ai été imprégnée de cette détresse.
Des étrangers m'ont demandé mon nom
J'en ai presque oublié la musique à force de l'épeler.*

*J'ai complété des documents interminables
Interrogé mes enfants
Les ai priés d'attendre en silence
En bas de l'escalier en ciment.*

*« Un petit autobus viendra vous chercher »
« N'oubliez pas vos cahiers »
Je n'ai pas eu le temps
De passer la main dans leurs cheveux.*

*Ils ont pleuré, m'ont supplié
M'ont demandé de retourner
Dans l'autre maison, la nôtre.
Je leur ai enseigné à être forts
à serrer les poings...*

*« Si quelqu'un vous parle, ne répondez pas »
« Si quelqu'un vous agresse, défendez-vous »
Accès interdit.*

ASPASIA WORLITSKY a été contrainte de quitter le Chili, suite au coup d'État de 1973. Elle a été professeure de langues et d'expression dramatique pendant 30 ans dans divers collèges du Québec. Elle est aussi poète et comédienne. Elle est auteure du livre de poèmes «¿Adónde vas madre? » publié aux Editions Alondras à Montréal, 2007.

Le Chili et le Québec : exil, solidarité et intégration (de 1970 à aujourd'hui)

Par Roberto Hervas

Révision par Carla Christina Ayala Alcayaga

Le présent article se penche sur les organismes et comités de solidarité qui se sont créés lors du coup d'État au Chili et tout au long des 17 ans de dictature par la population québécoise et la communauté chilienne exilée à Montréal. Cet article sera divisé en deux périodes afin de mettre en évidence l'évolution de ces différents organismes et de leur travail de solidarité pour la défense des droits humains et du retour à la démocratie : les organismes de droits humains et solidarité québécois et chiliens (1973-1989) et les organismes chiliens de solidarité, de coopération et d'intégration (1990-2015).

Antécédents

Le 11 septembre 1973, le Chili fut ébranlé par un violent coup d'État militaire. Le nouveau gouvernement composé d'une junte militaire mit en œuvre une politique autoritaire et répressive. Tous les partis politiques, groupes et mouvements sociaux qui s'appuyaient sur la théorie marxiste furent dissous, et leurs membres et sympathisant-e-s furent victimes d'une violente répression. Cela eut pour effet d'obliger plusieurs Chiliens et Chiliennes à devenir des réfugié-e-s politiques. Les transformations économiques néolibérales imposées par la junte militaire provoquèrent également une émigration économique massive.

La politique d'immigration du gouvernement canadien concernant les réfugié-e-s chilien-ne-s était menée avec circonspection, puisqu'on soupçonnait ces réfugié-e-s d'être marxistes-léninistes. Les pressions des Églises, des groupes progressistes du Québec, du reste du Canada et de la part des Nations Unies firent en sorte que le gouvernement du Canada adopta une politique plus flexible pour les immigrant-e-s et réfugié-e-s chilien-ne-s.

La population québécoise et la solidarité avec le Chili (1970-1980)

C'est au début des années 1970 que divers milieux québécois démocratiques et progressistes s'intéressèrent au gouvernement de l'Unité populaire. À la suite du coup d'État, des centaines de voix individuelles et collectives cherchèrent à se rassembler pour condamner la junte militaire et donner leur appui au peuple chilien. Pour tenter de coordonner le travail de solidarité, des militant-e-s du Centre de formation populaire (CFP) et du Secrétariat Québec-Amérique latine (SQAL) commencèrent à s'organiser par le biais de ce qui deviendra connu sous le nom de Comité Québec-Chili, le 19 septembre 1973.

Le Comité était formé de trois centrales syndicales (CSN, FTQ et CEQ) et d'une quinzaine de syndicats locaux, de groupes populaires et du SQAL. Durant cette période, de 1973 à 1980, le comité organisa une série d'activités et d'actions de solidarité, notamment des conférences de presse, le bulletin Chili-Québec Informations, ainsi que des pétitions condamnant la politique canadienne au Chili et demandant l'ouverture de l'ambassade et l'accueil des exilé-e-s chilien-ne-s et latino-américain-e-s.

Suite au coup d'État, différentes manifestations furent organisées, démontrant comment les dénonciations et la solidarité avec le peuple chilien prirent de l'ampleur. La première, le 12 septembre 1973, fut lancée par des militant-e-s du Comité de citoyens du centre-ville de Montréal, qui ont manifesté devant le consulat chilien. La deuxième fut organisée par divers syndicats et groupes populaires, et rassembla mille personnes qui se dirigèrent vers le consulat des États-Unis pour

ROBERTO HERVAS, chilien d'origine, s'est exilé au Canada en 1977 et il habite à Montréal depuis 1981. En 2001, il a publié le livre « Les organisations de solidarité avec le Chili », un travail de recherche effectué dans le cadre de sa maîtrise au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Il continue à travailler sur l'immigration chilienne et latino-américaine.

dénoncer le rôle joué par ce pays dans le sabotage de l'expérience chilienne vers le socialisme¹. Le 1^{er} décembre de la même année, une manifestation plus importante eut lieu au Forum de Montréal. Plus de 5 000 personnes se rassemblèrent en appui au peuple chilien. Les syndicats et les groupes populaires invitèrent la veuve du président Allende et le président du Syndicat des travailleurs agricoles des États-Unis, César Chávez.

Le Comité cessa ses activités en 1980. Sa disparition est due en grande partie à la fatigue naturelle et à la non-réactivation de l'opposition au Chili. La crise économique et politique au Québec contribua également à sa disparition.

Les organisations de solidarité chilienne (1974-1980)

Vers la fin de 1974 et au début de 1975, la communauté chilienne tout juste arrivée à Montréal créa deux organisations de solidarité avec le Chili : l'Association des Chiliens de Montréal (1974-1980) et le Bureau des prisonniers politiques (1975-1980). Cette réactivation des partis à l'intérieur de la communauté en formation allait mener à des divisions, non seulement au niveau politique et idéologique, mais aussi dans les actions de solidarité, ce qui se manifesta par l'émergence des deux organisations de solidarité.

La fondation de l'Association des Chiliens de Montréal, l'organisation la plus importante, au mois d'octobre 1974, fut le résultat d'une première entente unitaire entre les partis de l'Unité populaire. Durant toute son existence, l'Association maintint principalement les objectifs suivants : être un front unitaire contre la dictature de Pinochet et mobiliser l'opinion publique contre les violations des droits humains au Chili. Elle visait également à développer la culture chilienne et latino-américaine au sein de la communauté et de la société d'accueil, tout en étant un centre d'aide sociale pour toute la communauté.

Le Bureau des prisonniers politiques du Chili qui émergea à Montréal en 1975 fut une représentation officielle du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR). L'objectif du bureau était de divulguer l'information sur les prisonniers et prisonnières de la gauche chilienne et de stimuler des campagnes publiques pour sauver leur vie.

L'Association et le Bureau recrutèrent un nombre considérable de membres au cours des premières années. Au fur et à mesure que passèrent les années d'exil, les dirigeants et membres se retirèrent

graduellement. Suite à la disparition de ces organisations en 1980, seuls les groupes politiques et culturels subsistèrent avec un certain nombre de membres.

La culture comme instrument de solidarité (1974-1980)

Si l'Association et le Bureau servirent de lieu pour se regrouper et s'identifier, la communauté chilienne en exil désirait également trouver une identité culturelle et politique. Les organisations culturelles et sportives qui naquirent durant cette période ne cherchaient pas seulement à consolider leur propre culture, mais également à l'inclure dans le travail de solidarité. Dans cette recherche d'identité et d'actions solidaires, des centaines de Chiliens participèrent aux activités culturelles en exil. La culture joua également un rôle de dénonciation sur ce qui se passait au Chili. Les organisations de la communauté souhaitaient renforcer les activités culturelles grâce à la nouvelle chanson chilienne et latino-américaine, le nouveau théâtre et le nouveau cinéma. Sur la scène sportive, la communauté chilienne fut un exemple unique en démontrant que le sport pouvait également se pratiquer comme une activité de solidarité pour la défense des droits humains.

Les actions de solidarité québécoises et chiliennes (1980-1989)

Durant la période de 1980 à 1984, le travail de solidarité avec le Chili à Montréal surmonta plusieurs difficultés dues à l'absence d'instances unitaires de solidarité au Chili. Toutefois, la solidarité ne manquait pas et fut réalisée par quelques institutions et syndicats québécois, ainsi que par des institutions culturelles et sportives chiliennes.

En 1980, le Comité des femmes chiliennes de Montréal pour les prisonnières politiques apparut, établissant ses relations de solidarité avec le Chili à travers l'Association des familles des détenus disparus et l'Association des familles d'exécutés politiques. À Montréal, le Comité travailla avec le Centre international de solidarité ouvrière (CISO), et par son entremise, avec différents organismes syndicaux. Dès 1981, différents syndicats et organismes québécois commencèrent à visiter le Chili afin de mieux connaître la réalité chilienne. Cette solidarité se manifesta par un appui moral et financier.

Cette période fut très riche en solidarité grâce à la grande variété d'activités, le pluralisme idéologique de ses participants et les nouveaux contacts qui

**Le maire de Montréal,
Jean Doré (1986-1994),
reçoit Carmen Quintana
et les représentant-e-s
de la communauté
chilienne,
11 juillet 1988.**

Photographie de l'auteur



se développèrent au Chili, spécialement avec les groupes de défense des droits humains, ainsi qu'avec la population et les prisonniers politiques. Tout cela contribua à la réalisation d'un meilleur travail de solidarité entre les peuples.

Entre 1984 et 1989, le travail de solidarité avec le Chili fut plus important, influencé par deux facteurs : la réactivation de l'opposition au Chili et la naissance de nouvelles instances unitaires dans les communautés chilienne et québécoise. Entre 1983 et 1985, quatorze journées de protestation nationale eurent lieu au Chili en plus des mobilisations sociales et des grèves qui continuèrent jusqu'à la grève nationale des 2 et 3 juillet 1983.

Comme conséquence directe de la réactivation politique et sociale de l'opposition au régime militaire, la communauté chilienne créa différentes instances, soit le Mouvement démocratique populaire (1984-1985), la Table de concertation de solidarité avec le peuple du Chili (1985-1986) et l'Instance de coordination de la solidarité avec le Chili (1986-1989). Cependant, ces instances furent de courte durée, signe des relations conflictuelles qui continuaient d'exister.

Nous devons mentionner également les activités solidaires réalisées par les chilien-ne-s et québécois-e-s avec Carmen Quintana², la mission québécoise d'observation du plébiscite au Chili, ainsi que les manifestations publiques et les activités culturelles qui contribuèrent à réaffirmer la culture des exilés chiliens.

Les organisations chiliennes de solidarité, de coopération et d'intégration (1990-2013)

Répondant à une nouvelle période historique de démocratisation au Chili, des nouvelles organisations émergèrent au sein de la communauté chilienne : le Conseil chilien du Québec (CCHQ) (1990-1993), l'Association des professionnels, des techniciens et des artistes chiliens du Québec (PROTACH) (fondée en 1994), l'Association hispanophone de Laval (fondée 1994) et l'Association des Chiliens du Québec (fondée en 1999). Ces trois dernières associations existent encore aujourd'hui.

Pour sa part, le CCHQ répondait à une nouvelle étape de la communauté chilienne en exil, en établissant trois priorités

dans ses travaux, soit la coopération, la solidarité et l'intégration. En ce qui a trait au Chili, le CCHQ permit de passer d'un travail de solidarité à une coopération avec le gouvernement chilien et ses institutions. Au niveau local, il passa par un processus d'intégration à la société d'accueil tout en maintenant les valeurs culturelles chiliennes et latino-américaines, comme le signale son premier président, Osvaldo Nuñez :

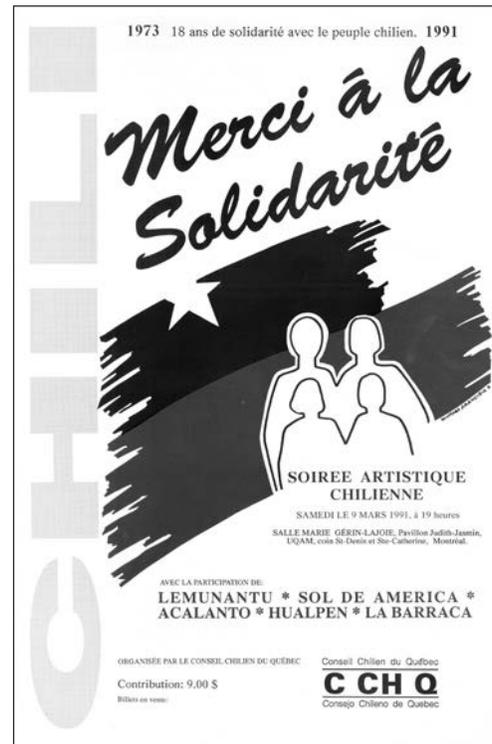
La principale décision à prendre était celle de rentrer au Chili ou d'organiser définitivement leur vie au Québec. Certains, une petite minorité, ont décidé de retourner au Chili, mais la vaste majorité a décidé de rester au Québec, notamment à cause des enfants qui ont grandi et ont été éduqués ici. Pour faire face à cette nouvelle étape, le Conseil chilien au Québec est créé³.

Une activité emblématique de cette période eut lieu le 9 mars 1991 à la salle Marie-Gérin Lajoie de l'UQAM. Le CCHQ anima alors une soirée de remerciements au peuple québécois pour les 18 ans de solidarité avec la cause chilienne.

Un facteur qui altéra la dynamique du travail de solidarité fut l'aspect temporel, soit les 18 années d'exil. Il est fort probable qu'aucune des organisations et associations ne pensait que la période d'exil serait aussi longue. Tout cela produisit un affaiblissement des organisations politiques et culturelles qui, dès le retour de la démocratie au Chili, entrèrent dans une phase de décroissance.

Conclusion

Il est difficile d'évaluer les effets engendrés par les actions solidaires des organismes québécois et chiliens, et leurs répercussions sur le Chili. Au cours des 17 ans d'exil et de dictature, les organisations québécoises et chiliennes, par leur travail actif, développèrent une conscience collective à Montréal en ce qui a trait au non-respect des droits humains au Chili. Ces organisations réalisèrent aussi de nombreuses activités de financement afin d'aider non seulement les prisonniers et les prisonnières politiques,



Soirée artistique chilienne organisée pour célébrer 18 ans de solidarité entre le Chili et le Québec, 9 mars 1991.

Courtoisie de José del Pozo

mais également les organismes de défense des droits humains au Chili. Des dizaines d'ex-prisonniers et d'ex-prisonnières, de dirigeant-e-s syndicaux et politiques, et des représentant-e-s pour les droits humains furent invité-e-s à Montréal afin de parler de leurs propres expériences et de la situation au Chili.

Enfin, de nombreuses personnes représentant différents syndicats, des Églises, des partis politiques et des Québécois-es furent présents au Chili lors du plébiscite d'octobre 1988 pour démontrer la solidarité du Québec avec le peuple chilien. Toutes ces actions de solidarité réalisées par les organisations québécoises et chiliennes auraient été impossibles à réaliser sans la collaboration et la participation active du secteur syndical et populaire de la communauté montréalaise en général.

RÉFÉRENCES

1 Le Devoir.1973. « 1000 Québécois manifestent contre la Junte Chilienne face au consulat américain » 14 septembre. p.7.

2 Jeune femme brûlée vive par les militaires lors d'une journée nationale de protestation à Santiago, le 2 juillet 1986. Quelques mois plus tard, le gouvernement canadien a facilité son arrivée à Montréal avec sa famille pour qu'elle reçoive des soins médicaux.

3 Osvaldo Nuñez (1992). « Les chiliens fêtent les 350 ans de Montréal ». *La communauté chilienne : présence, travail et créativité à Montréal*, p.5.

La théologie de la libération : origine et développement en Amérique latine

Par Richard Renshaw

Traduction par Émilie Noël

Dans cet essai, j'examinerai la portée de la théologie de la libération pour les droits humains en Amérique latine pendant les années 1970, 1980 et 1990. Je commencerai par expliquer comment la théologie de la libération a émergé dans un contexte de luttes pour que ces droits soient respectés en Amérique latine et je décrirai les orientations principales de la théologie de la libération. Ensuite, je discuterai de quelques événements majeurs dans l'histoire de la théorie de la libération durant la période en question. Finalement, je conclurai en offrant une réflexion sur la portée présente de la théologie de la libération au début du XXI^e siècle.

Le contexte

La théologie de la libération est née entre 1966 et 1973, suite à la conclusion du Deuxième concile du Vatican. Cependant, pour réellement comprendre son émergence, il faut reculer au siècle précédent. Après les guerres d'indépendance du Portugal et de l'Espagne au XIX^e siècle, presque tous les évêques et les membres du clergé sont retournés en Europe, laissant ainsi l'Église aux mains des communautés locales et des membres de quelques ordres religieux comme les Dominicains et les Franciscains. Ces derniers consacraient la majeure partie de leur attention aux centres urbains et ne visitaient les zones rurales qu'occasionnellement. Le peuple était donc laissé à lui-même. Vers 1960, le pape Jean XXII demanda à l'Europe et à l'Amérique du Nord d'envoyer des prêtres en Amérique latine. Les prêtres répondirent à l'appel en grand nombre et prirent souvent des postes dans des régions éloignées. Les évêques et les théologiens devaient faire face au défi de donner à ces prêtres une certaine orientation sur la façon d'approcher leur mission dans ces régions.

Pendant ce temps, le Deuxième concile du Vatican était inauguré à Rome à l'automne de 1962 et prenait fin en 1965, après quatre sessions. Plus de deux mille évêques et autant de théologiens y ont assisté. Le but déclaré du concile était d'aligner l'Église sur les défis du XXI^e siècle. Pendant cette période, le clergé latino-américain était plutôt discret, mais constitué d'observateurs attentifs. Alors qu'ils étaient à Rome, les membres du clergé de l'Amérique latine prirent le temps d'écouter des théologiens européens et de consulter des sociologues comme François Houtart de l'Université de Louvain. Aussi, l'Amérique latine était la seule région dans l'Église qui avait une organisation de coordination centralisée, le Conseil épiscopal latino-américain (CELAM), qui était sous la judicieuse supervision de Dom Helder Camera, l'archevêque de Recife au Brésil.

Il est nécessaire de mentionner que, lors des décennies précédant le concile, la théologie était basée sur la défense de la doctrine officielle de l'Église, comme la comprenaient les autorités du Vatican. Malgré cela, les théologiens catholiques européens portaient une certaine attention aux théologiens protestants et à leurs recherches bibliques, particulièrement en Europe et en Allemagne. La théologie protestante avait développé de nouveaux outils pour interpréter la Bible. Elle avait aussi été considérablement influencée par la philosophie kantienne, hégélienne et existentialiste.

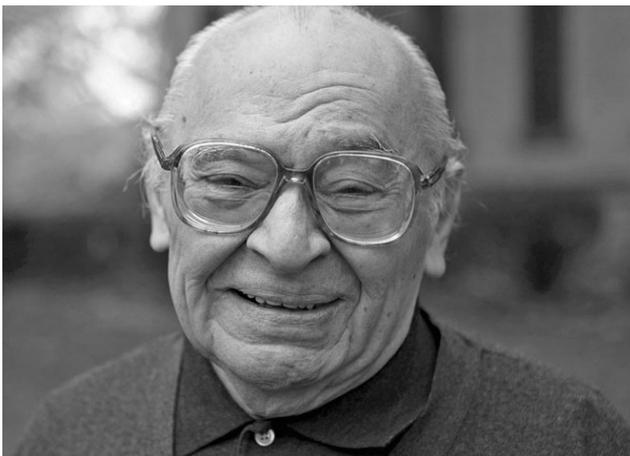
En 1963, au Vatican, Jean XXII avait, juste avant sa mort, publié un document intitulé « *Pacem in terris* ». Celui-ci renversait complètement la position de l'Église catholique sur la question des droits humains¹. Jusqu'à ce moment, l'Église avait été méfiante, sinon entièrement opposée, envers le discours sur les droits humains. Soudainement,

RICHARD RENSHAW est membre de la Congrégation de Sainte-Croix et a vécu et a travaillé au Pérou entre 1980 et 1991. Il a étudié à l'Université Notre-Dame (États-Unis), à l'Université pontificale grégorienne (Italie), à l'Université de Toronto (Canada) et à l'Université d'Ottawa (Canada). Il a des diplômes en philosophie, en théologie et en éducation. Dans les 45 dernières années, il a pratiqué, écrit, traduit et publié sur la théologie de la libération.

l'Église soutenait la notion des droits humains comme étant enracinés dans la dignité humaine. De plus, elle demandait aux catholiques de s'engager sur la scène mondiale pour la défense des droits humains. Cela causa tout un émoi à l'ONU.

À la suite du concile, deux choses arrivèrent : la première au Vatican et la deuxième en Amérique latine. Au Vatican, le pape Paul VI publia un document intitulé « *Populorum progressio* », dans lequel il déplorait le sous-développement de continents entiers et demandait un effort majeur afin de développer ces sociétés. En 1968, le CELAM organisait une assemblée générale à Medellín en Colombie. Le document final de cette assemblée lançait un appel à l'Église afin qu'elle s'implique dans la résolution de la plus importante préoccupation des sociétés de l'Amérique latine : la pauvreté de ses peuples.

Ces deux événements eurent lieu dans un contexte de croissante effervescence de la créativité théologique des théologiens catholiques et protestants d'Amérique latine pour interpréter la situation de la région et pour tirer des conclusions sur le travail des Églises. François Houtart, mentionné précédemment, et Paulo Freire, un pédagogue brésilien, sont devenus de précieuses références pour le début de l'analyse sociale des sociétés latino-américaines. Plusieurs théologiens importants commencèrent à émerger. En 1973, Gustavo Gutiérrez, un prêtre de Lima, donna une conférence sur la théologie de la libération. Celle-ci fut suivie par la publication d'un livre qui eut une grande influence autour du monde². Dans ce livre, Gutiérrez critiquait la théologie européenne (incluant celle du Vatican) pour son interprétation de la situation de l'Amérique latine comme étant marquée par le sous-développement et suggérait plutôt qu'elle était marquée par l'oppression. L'oppression exige la libération, et Gutiérrez offrait d'abondantes preuves



de source biblique pour appuyer l'importance de cette exigence, depuis l'histoire de l'exode d'Égypte à l'œuvre de Jésus parmi son peuple. Il créa une expression qui serait incorporée à l'assemblée générale de 1974 du CELAM de Puebla au Mexique : l'« option préférentielle pour les pauvres ». Cette expression signifiait que Dieu avait démontré de manière répétée une préférence particulière pour la cause des pauvres.

Les réactions ne se sont pas fait attendre. D'un côté, la théologie de la libération fut décriée comme étant le travail de marxistes extrémistes qui s'étaient engagés pour la cause de la révolution. Le fait que beaucoup de ces théologiens utilisaient un vocabulaire marxiste pour analyser le contexte social de l'Amérique latine jeta de l'huile sur le feu. D'un autre côté, les évêques, les prêtres et les religieuses des communautés locales de partout en Amérique latine commencèrent à accomplir leur travail en suivant les principes de cette nouvelle analyse théologique qui contournait les sources théologiques traditionnelles et se concentraient plutôt sur la jonction entre les conclusions des sciences sociales et la nouvelle compréhension de l'histoire biblique.

Quoique la doctrine de l'Église ne fut certainement pas ignorée, l'approche n'était plus simplement sa répétition, mais plutôt la libération des pauvres comprise selon la tradition de la Bible. De plus, cette théologie n'était pas pratiquée dans les facultés universitaires, mais plutôt dans les petites communautés qui caractérisaient les zones rurales et dont la foi avait survécu seule pendant plus d'un siècle et demi. Plutôt que d'endoctriner ces communautés, les prêtres et les évêques les invitaient à découvrir leur société en examinant leurs propres expériences et en les jugeant à la lumière de l'histoire biblique de la libération. Plutôt que de consacrer tout leur temps à étudier les conclusions des documents de l'Église européenne, les théologiens commencèrent à étudier la sociologie, l'anthropologie et la science politique pour comprendre la réalité de leur peuple. Avec cette compréhension, ils se tournèrent vers une réinterprétation des sources bibliques en utilisant les outils modernes de la recherche biblique. Au Brésil, Carlos Mesters fournit les connaissances de base bibliques; au Nicaragua, Ernesto Cardenal montra comment les pauvres pouvaient « lire » leur réalité dans

Gustavo Gutiérrez

Courtoisie de l'auteur

les histoires bibliques de la libération. Tout ceci eut lieu avec le soutien des évêques latino-américains comme Dom Helder Camera au Brésil, Samuel Ruiz au Mexique, Leonidas Proaño en Équateur, José Dammert au Pérou, Enrique Angelelli en Argentine et Manuel Larrain au Chili, parmi tant d'autres.

La politique étrangère américaine détermina rapidement que la théologie de la libération était l'ennemi numéro un des intérêts américains en Amérique latine et commença à conseiller les gouvernements de la région quant à la manière de s'en occuper. Plusieurs personnes de petites zones rurales et urbaines furent assassinées, tout comme de nombreux prêtres, de nombreuses religieuses et un certain nombre d'évêques, notamment Oscar Romero, l'archevêque de San Salvador, et d'autres qui pourraient être nommés. Le plus grand groupe de personnes visées était composé de paysan-ne-s, de jeunes et de membres des communautés autochtones. C'était la plus grande persécution de chrétien-ne-s depuis les temps de l'Empire romain. Des centaines de milliers de personnes périrent lors des dictatures militaires de plusieurs pays d'Amérique latine. Leur exemple ne fit qu'inspirer plus d'engagement et de dévouement dans les communautés.

Pendant ce temps, en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient, chez les femmes et les peuples autochtones du monde entier, chez les Noirs des États-Unis et de l'Afrique du Sud, des théologiens, qui pouvaient aider les communautés locales à comprendre leur réalité au travers des sciences sociales et trouver de l'inspiration dans des histoires bibliques, émergèrent. L'oppression, à toutes les époques et dans toutes les parties du monde, est passablement la

même chose. La libération est un parcours avec des traits similaires, que cela soit en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud, il y a 2 000 ans ou de nos jours. Aujourd'hui, nous pouvons dire que la théologie de la libération a été acceptée dans la famille des théologies de l'Église catholique romaine. Puisqu'il y a moins de controverse, son nom n'apparaît plus autant dans les médias. Cependant, son influence est présente dans presque tous les pays du Sud, ainsi que dans les secteurs défavorisés et persécutés de l'hémisphère nord. Des associations de théologiens de la libération fournissent un appui. Celles-ci incluent Amerindia (en Amérique latine) et l'Association œcuménique des théologiens du tiers-monde (ASETT)³ qui regroupent des théologiens de partout au monde, catholiques comme protestants.

Sergio Torres, un théologien du Chili, s'est réfugié à Toronto il y a plusieurs années et a contribué à inspirer un intérêt pour la théologie de la libération dans cette ville. Gregory Baum et Lee Cormie, qui étaient des théologiens au Collège Saint Michael (Université de Toronto), initièrent aussi plusieurs personnes à la théologie de la libération.

Le Québec a plutôt été influencé par l'émergence de la théologie de la libération alors que la province vivait la Révolution tranquille. Des prêtres et des religieuses qui avaient travaillé en Amérique latine sont revenu-e-s au Québec avec l'idée d'établir des communautés religieuses locales. La théologie de la libération inspirait beaucoup de chrétien-ne-s, catholiques ou protestant-e-s, qui voyaient la théologie de la libération comme la fondation de leur engagement pour le changement social dans l'Église, ainsi que dans la société québécoise.

RÉFÉRENCES

1 Baum, Gregory (2006). *Étonnante Église, L'émergence du catholicisme solidaire*. Bellarmin.

2 Gutiérrez, Gustavo (1971). *Teología de la liberación, perspectivas*. Lima : CEP.

3 Une excellente ressource sur la théologie de la libération, en espagnol, peut être consultée en ligne : <http://servicioskoinonia.org>.

BIBLIOGRAPHIE

Boff, Clodovicos (1990). *Théorie et pratique, La méthode des théologies de la libération*. Paris : Cerf.

Carrier, Yves (2013). *Théologie pratique de libération au Chili de Salvador Allende : Une expérience d'insertion en milieu ouvrier*. Paris : l'Harmattan. [Les premiers chapitres fournissent une excellente introduction à la théologie de la libération.]

Comblin, José (1964). *Vers une théologie de l'action*. Bruxelles-Paris : La pensée catholique; Office général du livre.

Comblin, José (1970). *Théologie de la révolution*. Paris : Éditions universitaires.

Freire, Paulo (1974). *Pédagogie des opprimés*, Éditions Maspéro (écrit en 1969).

Gutiérrez, Gustavo (1971). *Teología de la liberación, perspectivas*. Lima: CEP, 11th édition 2005 (première édition en 1971).

Mesters, Carlos (1997). *Dios, ¿dónde estás? Una introducción práctica a la Biblia*, Verbo Divino, 1997 [Il a publié de petits livres décrivant une approche à la plupart des livres du Nouveau Testament.]

Tamez, Elsa (2015). « Derechos humanos de las mujeres », *Agenda Latinoamericana Mundial*, 2015. [L'édition 2015 portait sur les droits humains.]

COLLECTIONS

[Ces précieuses collections offrent des documents pour la période en question.]

Convocados por el evangelio, 25 años de reflexión teológica (1971-1995), CEP, Lima, 1995.

Signos de renovación 1966-1969, CEAS, Lima, 1969.

Signos de liberación, 1969-1973, CEP, Lima, 1973.

Signos de lucha y esperanza, 1973-1978. CEP, Lima, 1978.

Signos de vida y fidelidad, Testimonios de la Iglesia en América Latina 1978-1982, CEP, Lima 1983.

Signos de nueva evangelización, Testimonios de la Iglesia en América Latina 1983-1987, CEP, Lima, 1988.

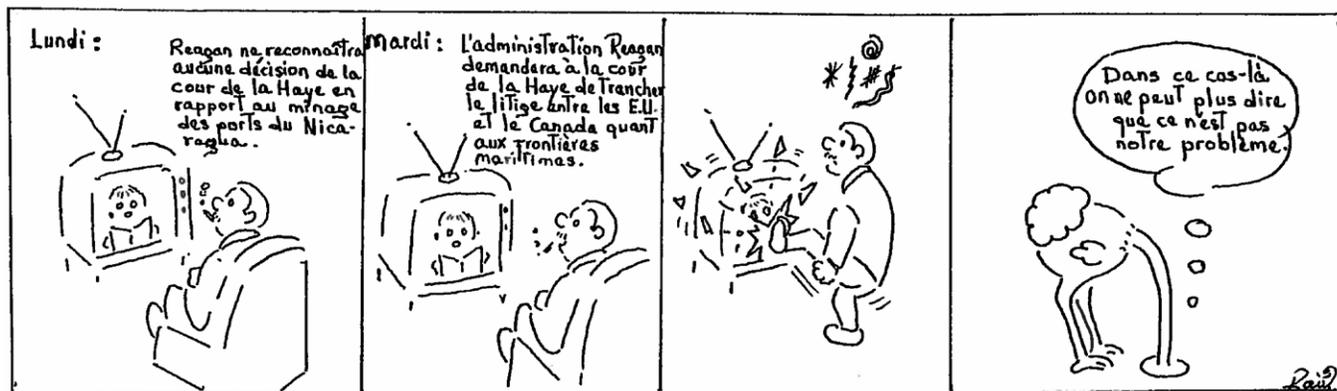
[De plus, le centre de documentation LADOC (Lima) publiait mensuellement une série de documents en anglais qui discutaient de l'engagement des Églises de l'Amérique latine sur l'option préférentielle pour les pauvres. Le centre n'existe plus, mais la collection peut être trouvée dans plusieurs bibliothèques universitaires. J'étais le directeur de cette collection entre 1985 et 1989.]

Bandes dessinées tirées du document « Jouons-nous à cache-tête » réalisé et publié par le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine en juillet 1984.

« La croyance populaire veut que, à l'approche d'un danger, l'autruche se cache la tête dans le sable, se croyant ainsi entièrement protégée. C'est fou, évidemment. Mais cette image en est venue à symboliser de façon caricaturale une personne qui, par stupidité, mauvaise volonté, ou par besoin de se défendre, se refuse à voir une situation en face et préfère ignorer les questions plutôt que de chercher les vraies réponses. On dit alors de cette personne qu'elle « joue à l'autruche », une expression guère flatteuse ni pour l'une ni pour l'autre.

Au plan social et au plan politique, on qualifie aussi d'attitude d'autruche certains préjugés ou stéréotypes qui permettent de classer d'un coup des groupes entiers de nos semblables, ou encore d'évacuer du revers de la main des situations embarrassantes par des décisions à l'emporte-pièce. Les exemples ne manquent pas, chez nous comme ailleurs. [...]

Ces bandes dessinées veulent justement nous aider à prendre conscience de notre attitude d'autruche face à l'information qui nous parvient chaque jour de l'autre moitié de notre propre continent, l'Amérique latine. Les réflexions de l'autruche nous feront découvrir que, trop souvent, nos attitudes sont en fait des mécanismes de défense que nous pouvons transformer en mécanismes d'action, et d'action efficace. La prise de conscience est le début de la conversion. »



Les missionnaires canadiens-français et la défense des droits humains en Amérique latine

Par Maurice Demers

Plusieurs missionnaires catholiques ont joué un rôle important en Amérique latine en s'impliquant dans des groupes de défense de droits humains. Ceci fut le résultat d'une longue évolution des objectifs du missionariat québécois dans la région et de l'implication individuelle de missionnaires dans des pays affectés par les aléas de la Guerre froide.

Il faut dire au départ que la situation de l'Église québécoise avant les années 1960 – avec une population très pratiquante qui lui fournit un personnel religieux abondant – était très avantageuse par rapport aux Églises nationales latino-américaines qui, pour leur part, souffraient d'un manque d'effectifs et se butaient à de multiples difficultés sociopolitiques dont l'anticléricalisme d'acteurs politiques influents. Voilà la raison pour laquelle on fit appel aux religieux du Nord pour répondre aux besoins au Sud.

Cette présence missionnaire canadienne-française en Amérique latine date du XIX^e siècle. De 1853, date d'arrivée des premiers missionnaires, à 1943, les contacts sont plutôt limités, même si onze communautés sont présentes dans dix pays latino-américains, mais la situation change au tournant de la Deuxième Guerre mondiale. En effet, de 1943 à 1945, huit communautés s'installent en Haïti, trois débudent leur mission au Brésil et deux à Cuba. Finalement, trois autres communautés vont au Chili, au Pérou et en République dominicaine. Au-delà de cette présence missionnaire accrue, deux événements vont jouer un rôle crucial pour établir des contacts entre l'Église québécoise et les Églises nationales latino-américaines : les fêtes en l'honneur de

la Vierge de Guadeloupe à Mexico en 1945, et le congrès panaméricain d'Action catholique à Santiago la même année.

Le premier événement est important, car il permet de diffuser une image triomphaliste de l'Église catholique québécoise auprès de l'épiscopat latino-américain qui incite ce dernier à tisser des liens avec le Québec par la suite. Rappelons le contexte : en 1945, l'Église mexicaine organise des célébrations en l'honneur de la Vierge en espérant que ces célébrations publiques marquent la fin de la persécution religieuse des deux dernières décennies. Pendant des semaines, le Mexique devient ainsi le centre d'attention du monde catholique et attire une bonne partie de l'épiscopat latino-américain. Des foules immenses se rassemblent pour rendre hommage à la Vierge et rencontrer le légat pontifical, le cardinal de Québec, Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve, qui est alors le premier cardinal à fouler le sol mexicain. Les Mexicain-e-s le reçoivent avec tous les égards dus à sa fonction et plusieurs membres du clergé en profitent pour donner le Québec en exemple et entretenir durant toute la période des célébrations l'image forte qui se dégage de l'Église catholique québécoise.

Le congrès panaméricain d'Action catholique qui a lieu au Chili en 1945 renforce cette image. En effet, dans le numéro d'avril 1959 de la revue *L'Apostolat*, l'oblat Maurice Veillette rappelait ce qui suit à propos de ce congrès :

La vitalité de la Jeunesse ouvrière catholique (JOC) canadienne frappa le Cardinal [Caro] qui demanda l'aide d'un oblat canadien à la direction de l'Action catholique chilienne. Le père Albert

MAURICE DEMERS est professeur agrégé en histoire des Amériques à l'Université de Sherbrooke. Les relations Québec-Amérique latine au XX^e siècle sont au cœur de ses recherches. Il a publié en 2014 le livre « *Connected Struggles: Catholics, Nationalists, and Transnational Relations between Mexico and Quebec, 1917–1945* » à MQUP. Il a aussi codirigé la même année, avec Patrick Dramé, le livre « *Le Tiers-Monde postcolonial. Espoirs et désenchantements* » publié aux PUM. Il a réalisé deux projets de recherche subventionnés par le CRSH. Le premier est intitulé « *La militance pour les droits humains en Amérique latine durant la guerre froide racontée par les missionnaires catholiques canadiens-français* » et le deuxième, codirigé par Michel Nareau, « *Mise en récit de l'Amérique latine au Québec. Transferts de sens d'une autochtonie continentale (1940-2010)* ». Il travaille présentement sur un projet subventionné par le FRQ-SC intitulé « *Professer la lutte contre l'injustice en Amérique latine. Le Centre interculturel de documentation de Cuernavaca et son influence sur la pensée des missionnaires catholiques du Québec* ».

Sanschagrín [...], fut désigné pour cette mission spéciale. Peu de temps après [...] le Cardinal Caro ainsi que [l']évêque d'Iquique sollicitaient des Oblats pour leurs diocèses respectifs¹.

Les Oblats seront par la suite très actifs dans les zones les plus défavorisées du Chili, du Pérou et de la Bolivie.

L'élargissement de l'effort missionnaire dans la région est aussi le résultat des appels des papes Pie XII et Jean XXIII pour que le clergé des pays développés vienne en aide à leurs confrères latino-américains. Les Églises font alors face à l'accroissement fulgurant de la population de la région (qui augmente de 73 % de 1920 à 1950, contrairement à 35 % pour le reste de la planète)². La publication de l'encyclique *Fidei donum*, en 1957, incite les évêques à répondre à l'appel de Pie XII pour que des prêtres diocésains soient envoyés en mission. Yves Carrier a décrit comment l'expérience de terrain de Mgr Cambron, missionnaire arrivé au Brésil dans le contexte de l'envoi des prêtres diocésains en mission, a permis de renouveler les objectifs du missionariat en développant un programme qui, sans oublier le culte de Dieu et la promotion de la famille, comporte néanmoins une dimension sociale bien concrète qui met l'accent sur l'assistance sociale, l'assistance médicale et l'enseignement des arts et des métiers.

À la fin des années 1950, c'est toute l'Église canadienne-française qui se mobilise pour répondre à la lettre de Jean XXIII demandant aux catholiques de faire un effort pour « sauver » l'Amérique latine. Cet objectif sera atteint en 1967 alors que 1 902 missionnaires canadiens œuvrent dans la région. Évidemment, cette augmentation fulgurante des effectifs missionnaires s'effectue dans un contexte extrêmement tendu, les pays latino-américains étant tiraillés entre la mobilisation des groupes sociaux et les pressions de Washington pour maintenir le statu quo. Ce qui fera dire à Lionel Groulx que le Canada français apportait une contribution inestimable pour maintenir la paix sociale et combattre l'infiltration communiste dans cet hémisphère.

Mais l'histoire du missionariat québécois en Amérique latine n'est pas que celle d'une rencontre entre les épiscopats canadien-français et latino-américain, mais aussi celle de la rencontre entre des missionnaires venus du Nord avec des populations marginalisées du Sud. De ce fait, plusieurs missionnaires canadiens-français vont jouer un rôle crucial pour appuyer le mouvement de réforme du catholicisme en Amérique latine et favoriser un rapport plus équitable avec les populations marginalisées. On

pense, entre autres, au père Jean-Marie Paiement qui a favorisé l'essor d'un mouvement coopératif au Guatemala; au rôle joué par l'oblat André Godin dans le même domaine au Pérou; à l'activisme de son confrère Maurice Lefebvre dans le milieu universitaire de Bolivie et dans les cercles progressistes catholiques d'Amérique du Sud où il anime la réflexion sur la question de la justice sociale; du père de Ste-Croix Lionel Corbeil dans le milieu de l'éducation et de l'Action catholique spécialisée au Brésil³. De 1945 à la fin des années 1980, l'action de plusieurs missionnaires en faveur d'une plus grande justice sociale et les dénonciations téméraires de la violence infligée aux populations défavorisées par les dictatures militaires constituent, à mon sens, une page mémorable de l'histoire canadienne-française et de son Église missionnaire.

Avant la création de Développement et Paix, l'action des Canadiens français en Amérique latine était coordonnée par l'Office catholique canadien de l'Amérique latine (OCCAL), organisme créé à la fin des années 1950. Le Comité d'entraide missionnaire et son Centre d'études missionnaires (qui deviendra le CECI en 1968) assistent aussi les religieux en les aidant, entre autres, à donner un sens à leurs expériences individuelles ponctuelles. Ce vécu provoquera un changement de perspective dans les années 1960 à propos des mouvements sociaux réformistes et des mouvements de résistance du peuple pour contrer les violences systémiques des États.

En plus de l'expérience de terrain – qui met les missionnaires en contact avec la pauvreté extrême et plusieurs formes de violence qui affligent les populations marginalisées – la publication des encycliques *Mater et Magistra*, *Gaudium et Spes*, et *Populorum Progressio* contribue à changer la compréhension du missionariat dans le tiers-monde ce qui après l'adoption d'une position favorable aux pauvres par l'épiscopat latino-américain à Medellín en 1968, valorisera davantage les perspectives du Sud. Une lecture radicalement différente de la situation latino-américaine voit le jour dans les publications catholiques québécoises au tournant des années 1966-1968. Les textes de théologiens latino-américains circulent aussi abondamment, quand ils ne sont pas tout simplement de passage au Québec. Claude Lacaille raconte l'importance de sa rencontre avec un des ténors de la théologie de la libération :

J'ai eu le privilège d'entendre Gustavo [Gutiérrez] à Montréal en 1969, à ma sortie d'Haïti : ce fut une véritable lumière sur le chemin que j'allais parcourir. Je découvrais enfin une théologie qui

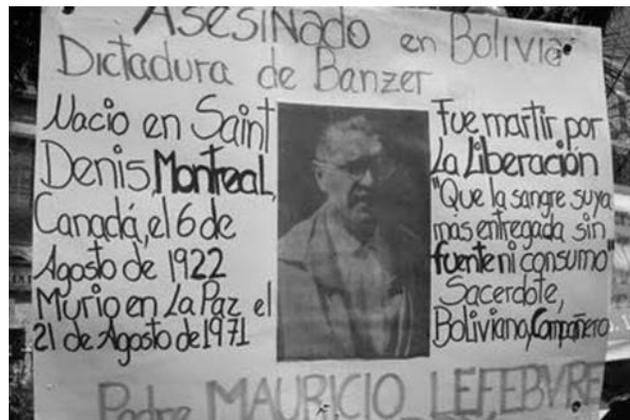
éclairait mon vécu. Hier, ligoté par l'impuissance devant tout ce mal social, je commençais à me percevoir comme un acteur de changement en exerçant mon métier de missionnaire⁴.

La théologie de la libération s'enrichira de ces rencontres interculturelles; les théologiens latino-américains venant chercher expertise et appui au Nord, les missionnaires canadiens-français trouvant une nouvelle « manière de vivre l'Évangile dans la proximité et la solidarité avec les personnes exclues, appauvries » au Sud⁵.

Dès lors, une réelle communauté d'intérêts aux dimensions transnationales émerge liant les acteurs catholiques du Nord et du Sud. Cette nouvelle solidarité entraîne la publication au Nord de témoignages de missionnaires œuvrant auprès des populations les plus opprimées qui font référence à des analyses scientifiques marxistes dénonçant la violence qui est faite aux pauvres au nom de l'anticommunisme. La déclaration de Pedro Arrupe, supérieur général de la Compagnie de Jésus, est largement discutée en 1966 dans la revue *Relations*, car elle exhortait les missionnaires à promouvoir les changements structurels nécessaires pour favoriser le développement humain des populations de l'Amérique latine⁶. Cela change les perspectives et transforme le regard désapprobateur d'antan en dénonçant plutôt le sous-développement de la région. Yves Vaillancourt affirme d'ailleurs qu'une « chose est certaine : en climat prérévolutionnaire, les sociétés se divisent en deux camps et il est difficile d'être des deux côtés à la fois. Il faut choisir : pour la dépendance... ou pour la libération »⁷.

Maurice Lefebvre et les Oblats œuvrant en Amérique du Sud opteront pour la libération et exerceront des pressions politiques sur Ottawa en soumettant en 1970 un mémoire intitulé « Canada's External Relations with Latin America » demandant au gouvernement de se détourner des élites latino-américaines exploiteuses et de faire obstacle à l'impérialisme étatsunien. Ce document reflète bien le caractère engagé des prises de positions des Oblats en Amérique du Sud, un engagement qui comporte des risques, car Maurice Lefebvre sera assassiné en 1971 par la dictature bolivienne pour ses prises de position.

Ayant évité la mort, les missionnaires expulsés du Chili en 1973 suite au coup d'État d'Augusto Pinochet témoignent de leurs expériences traumatisantes et réagissent en publiant, à leur retour au Québec, un manifeste qui dénonce les « conditions infrahumaines » des masses



Affiche mentionnant la mort de Maurice Lefebvre en Bolivie.

Courtoisie de l'auteur

exploitées et qui condamne la complicité abjecte « de pays capitalistes étrangers, dont le nôtre »⁸. Ces missionnaires organisent de plus des groupes de solidarité pour favoriser l'accueil des réfugiés chiliens au Canada.

Au début des années 1970, la communauté d'intérêts aux dimensions transnationales liant Latino-américains et Québécois est bien active. Ainsi, lorsque *Solidarités* (publication de Développement et Paix, organisme officiel de solidarité internationale de l'Église catholique canadienne) commence à être publiée au milieu des années 1970, l'influence de la théologie de la libération est déjà manifeste et cette publication dénonce avec vigueur la violence des dictatures latino-américaines. Toutefois, les gens qui prennent la parole dans la revue vont plus loin et tentent d'identifier les racines du mal qui ronge la région : le sous-développement causé par un système économique injuste, maintenu par la violence et par l'impérialisme des États-Unis. Ainsi, face aux injustices qui affligent la région, les religieux ne doivent surtout pas être « neutres » :

Jésus n'est pas politiquement « neutre » ; il n'est pas, comme on le représente souvent, « à égale distance » des parties en cause, des riches et des pauvres, des exploités et des exploités, etc. Par sa façon de vivre, tout autant que par ses discours, il prend sans cesse parti pour les pauvres, les opprimés, les démunis, et contre les riches, les exploités, les puissants. Non pas qu'il déteste les personnes qui sont riches et puissantes. Mais il ne peut tolérer l'exploitation et l'asservissement des hommes et des femmes⁹.

Il n'est donc pas surprenant que les articles de *Solidarités* portant sur le Chili ne fassent pas que dénoncer les crimes de la dictature contre les droits de la personne, mais qu'ils dénoncent tout autant les réformes économiques néolibérales qui sont instaurées par les Chicago Boys. Développement et Paix s'insurge particulièrement de la complicité canadienne dans ce processus :

Pourquoi les Canadiens doivent-ils se solidariser avec le peuple du Chili ? D'abord, parce que le Canada est le deuxième plus grand investisseur au Chili depuis le coup d'État. Les banques canadiennes ont été d'importants prêteurs au gouvernement militaire et à ses agences. Cela veut dire que le peuple canadien a la possibilité d'aider à mettre fin à la violation des droits humains au Chili en obtenant que cessent ces investissements et ces prêts du Canada au Chili. Leur comportement et l'impact de leurs décisions financières parlent plus clairement au sujet de la politique étrangère canadienne que les déclarations les plus

progressistes du gouvernement fédéral. Acceptons-nous que les banques et les sociétés canadiennes appuient la junte militaire et continuent à écraser le peuple chilien¹⁰ ?

Ainsi, les publications catholiques tentaient de solidariser les Canadiens avec leurs confrères latino-américains.

À la fin des années 1970, l'Argentine alors sous la dictature militaire fera, pour sa part, l'objet d'une attention particulière. De nombreux articles sont publiés pour dénoncer la répression contre l'Église, la répression économique, les prisonniers politiques et l'abolition des droits, mais la question des disparus, ainsi que le soutien aux Mères et Grands-mères de la place de Mai occuperont une place prépondérante. On appuie les initiatives du prix Nobel Adolfo Pérez Esquivel et on organise aussi des campagnes de soutien en reproduisant une lettre type que les lecteurs peuvent faire parvenir aux autorités politiques canadiennes et argentines. Cet appui a été salué par les Argentins : deux grands-mères d'Argentine, Mmes Carlotto et Mariani étaient de passage au Canada à la fin de novembre 1982. [...] Les grands-mères



Les mères de la place de Mai, 1979.

Archives de Développement et paix

soulevaient avec émotion : « les Canadiens ont été les premiers à manifester leur solidarité par des milliers de lettres d'encouragement et d'espoir ». Développement et Paix avait lancé cette campagne à l'automne 1979. L'organisme était aussi le premier à leur accorder un appui financier¹¹.

Les articles portant sur l'Amérique centrale méritent d'être mentionnés afin de clore cet article, car au tournant des années 1980, tous les acteurs impliqués dénoncent les abus. Dans un contexte où les dictatures voulaient anéantir la gauche, jusqu'à en extirper la mémoire même du tissu latino-américain, la prise de parole pour dénoncer les pires atrocités commises – quitte à risquer sa vie, comme ce fut le cas pour M^{gr} Oscar Romero au Salvador – constituait un acte de résistance subversif. Les prêtres des missions étrangères en seront témoins au Guatemala lorsqu'ils recevront des menaces de mort. L'assassinat du missionnaire laïc Raoul Léger par la dictature guatémaltèque en 1981 confirme leurs craintes et a fait couler beaucoup d'encre dans les cercles catholiques. À ce propos, M^{gr} Jean-Guy Hamelin, évêque de Rouyn-Noranda, a écrit dans *Caminando* :

Raoul Léger est mort mystérieusement. Le gouvernement du Guatemala n'a pas éclairci de façon satisfaisante les circonstances de ce tragique décès. Mais personne ne se fait d'illusions. Il est disparu parce qu'il prenait le parti des petits et des pauvres¹².

Pour sa part, Roland Laneuville, p.m.é., renchérit :

La mort de Raoul montre à l'évidence la gravité du péché social qui écrase le Guatemala. [...] Déjà la répression a coûté plus de 50 000 morts depuis 27 ans. [...] Nous avons une grave responsabilité de faire connaître ces massacres et d'encourager toutes les formes de solidarité de nature à libérer ce peuple¹³.



Couverture de *Caminando*, vol. 2, n° 3, octobre 1981.

Archives du CDHAL

Ces événements-chocs en Amérique centrale susciteront une grande mobilisation au Québec à propos de la question du respect des droits de la personne, avec l'organisation annuelle, entre autres, d'une marche commémorant l'assassinat de M^{gr} Romero au Salvador. Néanmoins, des recherches subséquentes seront nécessaires afin de déterminer si cet événement-choc galvanisa ou découragea les missionnaires en Amérique latine. Il est à souhaiter, en guise de conclusion, que cette mémoire militante ne s'efface pas complètement avec le départ des missionnaires qui avancent en âge, car ce type de prise de parole est toujours aussi vital afin de dénoncer, au Nord, la complicité des gouvernements qui font affaire au Sud avec des régimes politiques dont on voudrait occulter la sombre nature.

RÉFÉRENCES

- 1 Veillette, Maurice, o.m.i. (1959). « Un bon coup du Cardinal Caro! », *L'Apostolat*, avril, p. 8.
- 2 « Regards sur l'Amérique Latine », *Missions étrangères*, vol. 8, no. 21, novembre 1960, p. 656.
- 3 Ogelsby, John Charles Martin (1976). « The Canadian Catholic Effort in Latin America, 1853-1970 », *Gringos from the Far North: Essays in the History of Canadian-Latin American Relations, 1866-1968*. Toronto: Macmillan, p. 205-219.
- 4 Lacaille, Claude (2014). *En mission dans la tourmente des dictatures*. Montréal : Novalis, p. 43.
- 5 *Ibid.*, p. 12
- 6 Sans auteur (1967). « Les Jésuites et l'apostolat social en Amérique latine », *Relations*, no. 317, juin, p. 183.
- 7 Vaillancourt, Yves (1971). « Les chrétiens révolutionnaires en Amérique latine », *Relations*, no. 361, mai, p. 139.
- 8 Collectif (1973). « Manifeste des missionnaires québécois expulsés du Chili. Document. », *Relations*, no. 388, décembre, p. 336.
- 9 « Justice sociale et tradition chrétienne », *Solidarités*, vol. 3, no.3, mars 1979, p. 7.
- 10 « Dossier Solidarités 1. Le Chili après 7 ans de dictature », *Solidarités*, vol. 5, no. 1, septembre 1980, p. 6.
- 11 « Les grands-mères d'Argentine ne désarment pas », *Solidarités*, vol. 7, no. 3, janvier 1983, p. 3.
- 12 Hamelin, Jean-Guy (1981). « Un martyr de chez-nous », *Caminando*, vol. 3, no. 2, octobre.
- 13 Laneuville, Roland (1981). « Propos de martyrs », *Caminando*, vol. 3, no. 2, octobre.

La création du CISO et la solidarité avec l'Amérique latine

Par Clotilde Bertrand

Les luttes populaires et syndicales en Amérique latine ont joué un grand rôle dans la préparation de la Conférence internationale de solidarité ouvrière (la CISO) qui s'est tenue à Montréal du 13 au 15 juin 1975 et qui a été suivie par la création d'un organisme permanent, le Centre international de solidarité ouvrière (CISO). Les « voyages politiques » effectués par des groupes de militant-e-s au Moyen-Orient, soit en Palestine, en Syrie, au Liban et en Libye, avaient également contribué à la création de l'organisme, notamment après la promesse faite par Michel Chartrand à Yasser Arafat (alors récemment revenu en Palestine) de tenir une telle conférence. Cependant, c'est surtout la participation même de Michel Chartrand, alors président du Conseil central de Montréal de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), à la Conférence internationale de solidarité à Santiago au Chili en 1972, organisée par la Centrale unique des travailleurs (CUT) de ce pays, qui en a été l'élément déclencheur. À cette époque, il n'avait pu rencontrer le président Salvador Allende, qui avait été élu à la tête de l'Unité Populaire en 1970, mais il avait pu constater les progrès sociaux et politiques réalisés au Chili depuis cet événement.

Si je puis partager ici des souvenirs personnels, j'avais vu moi-même, après mon arrivée dans ce pays en octobre 1970, l'amplitude des réformes entreprises par ce nouveau gouvernement. Je m'étais aussi impliquée pour une modeste part dans la défense d'un régime de plus en plus menacé telle; les vigiles nocturnes dans les usines nationalisées et ma participation aux nombreuses manifestations syndicales et populaires.

Après mon enlèvement en pleine nuit, à la suite du coup d'État de Pinochet en 1973, et mon retour au Québec, j'ai rencontré d'autres exilé-e-s, notamment Robert Quevillon, qui ont participé activement à la préparation de la CISO avec les militant-e-s du Conseil central de Montréal de la CSN, de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), du SUCO, du Secrétariat Québec Amérique latine (SQAL), du Comité Québec-Palestine, d'Oxfam-Québec et de Développement et Paix. C'est aussi à cette époque que fut créé le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine (CCDHAL).

Par la suite, l'Amérique latine a été au cœur même des activités du CISO par l'organisation de nombreux stages, de missions et de tournées au Québec avec des représentant-e-s d'organisations syndicales latino-américaines. C'est pourquoi, après les premières expériences à Cuba, c'est en Amérique centrale et du Sud qu'a eu lieu la majorité des stages du CISO.

Dès 1980, après le soulèvement sandiniste et le renversement de la dictature de Somoza, plusieurs stages se sont déroulés au Nicaragua, pays qui avait alors un urgent besoin d'aide, notamment pour sa campagne d'alphabétisation. Des cahiers, crayons et gommes à effacer, par exemple, ont été recueillis dans les écoles du Québec. Cette campagne exemplaire a d'ailleurs été reconnue par l'UNESCO comme la meilleure de ce genre au monde.

Dans les années qui suivirent, d'autres stages ont eu lieu au Guatemala, au Pérou et en Argentine. Parallèlement, des tournées à travers le Québec

CLOTILDE BERTRAND a passé ses vingt dernières années sur le marché du travail à faire de l'éducation à la solidarité internationale au CISO. Elle a pris part à des sessions de formation, des colloques et des missions d'observation au Liban, au Chili et au Nicaragua ainsi que des stages en Amérique du Sud, à Cuba, en Amérique centrale et en Palestine. Au cours des années 1970 et 1980, elle a participé activement à l'accueil des réfugié-e-s chilien-ne-s, salvadorien-ne-s et guatémaltèques au Québec. Militante infatigable, elle s'est impliquée pour la protection de l'environnement et la justice sociale au cours des dernières années. Elle a été candidate pour Québec solidaire aux élections provinciales de 2014.



**Conférence
internationale de
solidarité ouvrière,
juin 1975**

*Photographie tirée du
bulletin Solidarité n° 1,
mai 1976, du CISO*

ont été organisées pour permettre à de nombreuses personnalités en provenance de l'Amérique latine de rencontrer des syndicats de base, des comités de solidarité internationale dans les régions et même des parlementaires du Québec et des représentant-e-s des affaires étrangères du Canada.

À ces activités s'ajoutent des missions répondant à des objectifs précis, telles que :

- une mission de femmes québécoises pour rencontrer les prisonnières politiques du Chili en 1987;
- une mission à l'occasion du plébiscite de Pinochet au Chili en 1988;
- une mission d'observation électorale au Nicaragua en 1990;
- des missions de suivi sur les Accords de paix au Salvador et au Guatemala en 1998.

Ces quelques exemples démontrent bien les liens étroits qui ont toujours existé entre le CISO et l'Amérique latine. Ces actions ont continué à mobiliser beaucoup de militant-e-s qui y ont participé et elles les ont incités à s'impliquer dans de nombreux domaines liés à l'Amérique latine, notamment dans une mission d'observation internationale des élections au Venezuela, la mise sur pied de la Fondation Salvador Allende pour le Chili, etc. Le CISO s'est révélé être une pépinière de militants et de militantes dévoué-e-s à toutes les causes concernant l'Amérique latine et cela se poursuit encore aujourd'hui.

Bien entendu, il est aussi très important de mentionner que la base de l'action du CISO a toujours été de susciter dans le mouvement syndical québécois une ouverture et un engagement à la solidarité internationale, un volet qui, jusqu'alors, n'existait pratiquement pas à la base des syndicats locaux avant les années 1975. Des comités locaux de solidarité internationale ont été mis sur pied dans la plupart des régions du Québec et certains existent encore aujourd'hui ou se sont transformés en petites organisations locales fonctionnant de manière autonome.

Il importe aussi de souligner la présence très active du CISO en Afrique australe, notamment en Afrique du Sud (lutte intensive contre l'apartheid), au Mozambique, en Angola, au Zimbabwe, en Namibie, en Guinée-Bissau, ainsi qu'au Burkina Faso en Afrique occidentale.

Dans cette optique, l'Amérique latine a servi de « laboratoire » pour le développement international du CISO et restera très chère au cœur de tous les militants et militantes de cet organisme!

Une carte visuelle de la mémoire

Par Gaston A. Ancelovici

La mémoire fait ressurgir des sentiments, des émotions et des images. C'est un élément essentiel de la vie qui permet d'accéder à une identité grâce à la reconnaissance des expériences vécues. Ce souvenir est un processus de socialisation, qui nous permet non seulement de nous reconnaître, mais aussi ce qui nous entoure.

Enquêter, documenter, enregistrer, photographier ou filmer pendant les 17 années qu'a duré la dictature de Pinochet n'a jamais été une tâche innocente. Dès le coup d'État du 11 septembre 1973, le pays dirigé par la Junte militaire était en état de siège et le couvre-feu fut imposé. Le Parlement a été fermé, les partisans du président Salvador Allende ont été arrêtés et persécutés. Malgré la censure, sans aucune liberté de presse, des correspondants étrangers, des journalistes, photographes, cameramen chiliens ont capté et diffusé la partie visible et invisible du quotidien, de la répression et de la résistance.

Dans ce contexte, toute image, tout témoignage, pamphlet ou affiche, tout objet artisanal modelé en prison a été classé comme subversif pour ce qui est révélé et donc dénoncé, ce qui constitue mille pièces d'un puzzle, véritable carte visuelle de la douleur, de la violation des droits humains, de la révolte et de la soif de liberté et de démocratie. À cette époque, Internet n'existait pas, ni les téléphones cellulaires, et les appareils photo et caméras n'utilisaient que des négatifs.

C'est ainsi qu'est restitué, pièce par pièce, ce voyage dans la mémoire de ce pays, mémoire douloureuse, souvent étouffée sous le poids du silence, mais aussi mémoire vivante, tremplin vers l'avenir, porteuse d'espérances à recréer, de chemins à tracer, de vies à « écrire ».

Des photos, affiches et documents audiovisuels de cette « carte de la mémoire » font partie de l'exposition itinérante « Lieux de la mémoire : un musée contre l'oubli » qui regroupe trois expositions différentes organisées par le Musée de la mémoire et droits humains du Chili.

Un putsch pour se débarrasser d'un président élu démocratiquement

Les images du bombardement du palais présidentiel, filmées par Peter Hellmich, sont uniques et ont été prises de l'hôtel Carrera, en face de La Moneda. De son côté, le cameraman Pedro Chaskel est le seul à avoir filmé, juste avant le bombardement, les avions Hawker Hunter.

La Moneda, en feu, est le premier icône qui annonce le renversement du président Allende, comme une allégorie éloquente de la perte de la démocratie, des libertés et de la voie chilienne vers le socialisme. Le drapeau qui brûle sur la façade du palais et la fumée qui l'enveloppe, se sont inscrits à jamais dans la mémoire.

Une des dernières photos du président Salvador Allende à La Moneda, sur laquelle il porte un casque et s'adresse, armé, au peuple en annonçant qu'il ne se rendra pas, a été publiée anonymement par le New York Times. Fin 1973, la Fondation mondiale de la photo de presse l'a élue « photo de l'année ». Ce n'est qu'en 2007, après la mort de Luis Orlando Lagos, à l'âge de 94 ans, qu'il a été révélé que c'était lui qui avait pris ces photos. Au moment du coup d'État, il était photographe officiel du palais présidentiel.

À partir du 16 septembre 1973, des correspondants et photographes étrangers ont débarqué à Santiago. Parmi eux, Chas Gerretsen, ancien correspondant de la guerre

GASTON A. ANCELOVICI est architecte et journaliste de formation. Durant de nombreuses années, il a travaillé comme producteur et réalisateur de documentaires d'auteur, dont les thèmes se situent en Amérique latine (Chili, Mexique, Brésil, Équateur). Plusieurs d'entre eux ont été diffusés à la télévision canadienne, française et chilienne. Entre autres, Merci la vie - Chacabuco, la mémoire du silence - Valparaiso au cœur, Jour des morts, fête du souvenir - Neruda au cœur - Le Chili en transition, Les nouveaux croisés - Récits d'une guerre quotidienne, Chili, je n'invoque pas ton nom en vain.



**Le président Salvador Allende à
La Moneda s'adressant au peuple
chilien, 11 septembre 1973.**

*Photographie de
Luis Orlando Lagos*

du Vietnam, qui travaillait alors pour l'agence Gamma et la revue Time. Il fut choisi par les hautes autorités militaires pour photographier une cérémonie religieuse.

C'est de là que vient la fameuse photo de Pinochet, avec des lunettes noires, qui a aussi fait le tour du monde. Deux portraits qui symbolisent la tragédie que va connaître le Chili.

La Moneda détruite devient, une semaine après, un lieu qui attire des centaines de personnes, bouleversées et muettes. Des photographes chiliens indépendants, tels que Marcelo Montecino et Luis Poirot, ainsi que de nombreux journalistes étrangers ont laissé des témoignages visuels qui sont de véritables pièces d'un puzzle qui, aujourd'hui, nous aident à construire une carte visuelle de la mémoire.

Autodafés des archives de la mémoire

L'autodafé était considéré comme un acte de foi à l'époque de l'Inquisition espagnole. Avec le temps, ce terme est devenu synonyme d'une exécution d'hérétiques par le feu. Ce terme fut employé pour désigner la destruction par le feu que l'Allemagne nazie, l'Espagne franquiste ou la révolution culturelle de Mao appliquèrent aux ouvrages dissidents. Les putschistes proclamaient qu'il fallait extirper le cancer marxiste qu'incarnait le gouvernement d'Allende.

Avec les cendres de La Moneda commence le deuil, et le portrait d'Allende devient une image proscrite, dangereuse pour ceux et celles qui conservent des affiches ou des livres avec son visage. Des images à mettre au feu.

Avec la liturgie putschiste, le feu est devenu un élément distinct. L'image de militaires brûlant des livres est une autre icône. Ce sont des livres, des affiches, des revues confisquées lors de perquisitions. Les partisans d'Allende brûlaient aussi, ou cachaient, leurs livres et des disques de vinyle. Des bibliothèques entières ont été cachées sous les toits et des archives de films ont été sorties clandestinement du pays.

Des camps de prisonniers de guerre?

Les arrestations des opposant-e-s au régime militaire se sont multipliées, du nord au sud du pays, des camps de concentration ont été ouverts : plus de sept mille prisonniers de guerre, comme on les appelait, sont passés par le Stade national, c'est là qu'on interrogeait, torturait et fusillait. Des images de correspondants étrangers, comme David Burnett et de photographes tels que Marcelo Montecino et Domingo Politi en témoignent.

En même temps, au centre du pays fonctionnaient des centres de détention : 3 et 4 Alamos, Villa Grimaldi, Ritoque, Tejas Verdes et Puchuncavi. À l'extrême sud, un camp a été instauré sur l'île Dawson. Au nord, des camps de concentration fonctionnaient à Chacabuco et Pisagua, où deux correspondants étrangers, Peter Hellmich et Miguel Herberg, ont été autorisés à entrer et à filmer dans un but de relation publique.

Opération nettoyage

C'est « l'Opération nettoyage » effectuée par l'armée pour effacer tout ce qui pouvait évoquer le gouvernement d'Allende. Les registres électoraux ont aussi été brûlés,

n'étant plus nécessaires. Le droit de vote, l'exercice de la démocratie et la liberté d'expression partaient en fumée, et toutes ces images révélaient l'installation de la dictature.

Des musiciens ont été interdits : Quilapayun, Inti-illimani, Victor Jara, Violeta Parra, ainsi que les instruments de musique andine, dont la quena et le charango.

Le chemin de l'exil fut donc la seule échappatoire pour ne pas être arrêté, torturé ou porté disparu. À l'occasion du deuxième anniversaire du coup d'État, lors d'une cérémonie militaire, Pinochet a allumé la « flamme de la liberté » et a ordonné de construire un « autel de la patrie » qui devrait accueillir cette flamme perpétuelle.

Restaurer et réhabiliter le Palais présidentiel de la Moneda a pris plus de sept ans. Pendant tout ce temps, la Junte militaire continuait à éliminer toute trace des années passées, un véritable attentat contre la mémoire, une manière d'imposer l'amnésie de tout un peuple.

Vivants ils les ont emmenés, vivants nous les voulons

L'ordre régnait, l'état de siège et le couvre-feu ont été imposés durant plusieurs années, la censure et l'autocensure ont régné du nord au sud. Toute activité culturelle était surveillée ou interdite, le pays vivait dans la noirceur.

Grâce au Vicariat de la solidarité lié à l'Église catholique, les premiers signes de résistance culturelle et politique sont apparus. La défense des droits humains était au centre de son action. Les parents des détenus disparus se sont organisés, ce sont eux qui, les premiers, se servirent des photos de leurs proches en les portant sur leurs vêtements ou en les montrant sur la voie publique pour dénoncer les disparitions.

Les femmes se regroupèrent dans des ateliers d'*arpilleras*. Par la broderie, elles ont représenté la vie quotidienne sous la dictature, dénoncé les abus et les violations des droits humains et la résistance. Être surpris avec une arpillera lors d'une perquisition était fatal. Il fallait absolument les cacher. Les portraits des détenu-e-s disparu-e-s, les *arpilleras* et les œuvres d'artisanat sont des icônes qui permettent de se souvenir et de comprendre.

Dans les camps de détention, les prisonniers faisaient de l'artisanat et dessinaient. Des dizaines de leurs œuvres, minuscules, ont été cachées et conservées, une icône de plus qui aide à imaginer la carte visuelle de la

mémoire. Ces photos portraits, ces *arpilleras*, artisanat et dessins faits en prison font aujourd'hui partie de la collection du Musée de la mémoire.

La consigne, c'est résister à l'oppression

En 1980, Pinochet imposa une nouvelle constitution qui est toujours en vigueur aujourd'hui. En même temps, le début des années 1980 fut marqué par un bouleversement de la situation politique. Des journées de protestation nationale eurent lieu régulièrement : des manifestations dans les rues, des barricades, des grèves, ainsi que des affrontements avec la police et les militaires. L'état de siège fut réinstauré.

Malgré la censure et la répression, des journalistes, photographes et cameramen étaient présents, c'est leur travail très risqué qui a été l'une des sources essentielles pour rassembler les pièces d'une carte visuelle de la mémoire en décrivant la vie urbaine sous la dictature et la cruauté de la répression. Ils se sont transformés en la voix et les yeux de la société et se sont regroupés en l'Association des photographes indépendants (AFI). À la fin des années 1980, l'AFI comptait plus de 300 photographes, beaucoup de leurs photos font partie de l'exposition itinérante « Lieux de la mémoire : un musée contre l'oubli ».

Leurs images ont commencé à faire le tour du monde. Au Chili même, de temps en temps, dans des revues et journaux d'opposition, certaines photos illustraient des articles. En septembre 1984, après plusieurs mois de protestation, le communiqué n° 19 du ministère de la Défense nationale ordonna que les revues et journaux « Análisis », « Apsi », « Cauce » et « Fortín Mapocho » restreignent leur contenu à des textes exclusivement écrits et ne publient aucun type d'images de protestations contre le gouvernement militaire.

À ce même moment, le registre audiovisuel indépendant émerge. Des groupes comme Ciné-Ojo et Tele-Analisis qui regroupaient des journalistes, des cameramen et des documentaristes au Chili et en exil, ont permis d'évoquer et de remémorer, 30 ans plus tard, les journées de protestation contre la dictature.

Une partie de la collection de pamphlets et affiches de la résistance et de la solidarité internationale du Musée de la Mémoire avec la collection d'affiches provenant des archives du Centre de recherche en imagerie populaire (CRIP) de l'UQAM, nous permettent de mesurer la

diversité des icônes de cette carte visuelle de la mémoire qui témoignent de l'ampleur du mouvement de solidarité envers la lutte du peuple chilien.

Non, jusqu'à vaincre!

En octobre 1988, la Junte militaire organisa un référendum. La question était : « Êtes-vous d'accord, oui ou non, pour que le général Pinochet reste au pouvoir huit ans de plus ? » Les Chiliens votèrent massivement. Le NON triompha avec 54,71 % des voix. C'est le début de la fin du régime militaire et, en décembre 1989, des élections présidentielles et parlementaires ont lieu. Patricio Aylwin est élu président du Chili et c'est une transition démocratique qui commence après 17 ans de dictature.

Le peuple chilien comprit que la récupération de la démocratie devait accompagner la nécessité de vérité et de justice, c'est pourquoi des commissions d'enquête ont été constituées pour honorer et dédommager les victimes et construire la mémoire du passé.

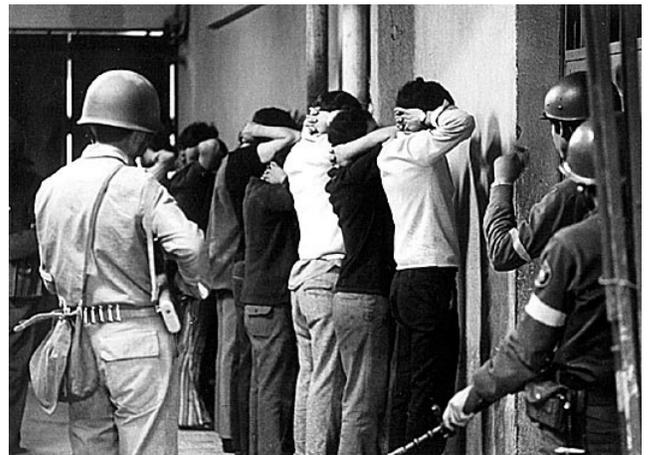
En 1991, la Commission nationale de vérité et réconciliation (Rapport Rettig) confirma que durant la dictature, 3 215 cas d'exécution politique et de disparition de personnes avaient été commis. Ce rapport évoquait l'idée de créer un musée comme réparation symbolique aux victimes de violations des droits humains et comme projet éducatif pour les nouvelles générations.

En 2005, la Commission nationale sur la prison politique et la torture (Commission Valech) a identifié 1 132 lieux de réclusion à travers tout le Chili et 38 254 personnes ont été reconnues victimes de torture et d'emprisonnement.

Ce n'est qu'en 2007 que la présidente Bachelet a annoncé la création du Musée de la mémoire et des droits humains qui fut inauguré en 2010. Les rapports Rettig et Valech ont été conservés dans ce musée.

Aujourd'hui, la collection du musée comprend plus de 200 000 documents et objets dont un nombre important de matériel photographique et audiovisuel, ce qui permet de découvrir et de comprendre une partie importante de l'histoire du Chili entre 1973 et 1990 : le coup d'État, la répression, l'exil, la résistance, la solidarité internationale et la réparation pour les victimes des violations des droits humains.

C'est dans le Musée que sont regroupées mille pièces de ce puzzle qui permettent de constituer cette carte visuelle de la mémoire.



**Photographies prises au
Stade National de Santiago le
26 septembre 1973, 15 jours
après le coup d'État**

*Photographies de
Marcelo Montecino (haut) et
David Burnett (bas)*

À 40 ans du coup d'État

En mai 2011, les étudiant-e-s chilien-ne-s ont déclenché une grève générale illimitée qui a duré sept mois. L'enjeu? Des universités trop chères, des programmes de piètre qualité et un système mal géré. Des écoles secondaires se sont également jointes au mouvement avec leurs propres revendications. Le mouvement étudiant a mis en évidence l'héritage de la dictature 20 ans après le retour de la démocratie et a donné un nouvel élan à l'urgence d'approfondir cette dernière. Le pays se trouve face à des enjeux qui exigent de vrais changements.

Dans ce contexte, la commémoration des 40 ans du coup d'État eut lieu en septembre 2013. La société chilienne vécut une sorte de catharsis collective, alors que plusieurs cérémonies conviaient une génération née dans la démocratie, et qui a pris conscience du passé récent qu'elle ne connaissait que par ce qu'elle avait entendu et appris de la génération des parents et des grands-parents.

Les images, une fois de plus, permettent de compléter ou de reconstruire cette carte visuelle de la mémoire toujours chargée d'émotion, d'omissions, de colère et de tristesse.

- Le Stade National a été déclaré, en 2003, monument historique. Dix ans plus tard, une partie des vestiaires et des gradins où des milliers de personnes avaient été arrêtées et torturées a été restaurée symboliquement comme un lieu de mémoire.
- À la télévision, en septembre 2013, plusieurs programmes commémoratifs et des documentaires ont été diffusés avec un taux d'écoute très élevé. La série qui a eu le plus d'impact est « Chili, images interdites – 40 ans après ».
- Sur une des avenues les plus importantes de Santiago, la Alameda, près de 1 210 jeunes surprisent les piétons en formant pendant plus de 10 minutes

une chaîne humaine de corps étendus par terre sur presque 2 kilomètres, en souvenir des personnes assassinées et torturées sous la dictature.

- À la Bibliothèque Nicanor Parra de l'Université Diego Portales l'exposition « Livres brûlés, cachés et récupérés après 40 ans du coup d'État » a été inaugurée. Les étudiant-e-s ont découvert les autodafés au moment du coup d'État, avec les photos des militaires brûlant des livres, des affiches, des disques vinyle et une collection des œuvres et des auteurs qui ont été transformés en cendres.
- Le Musée de la mémoire et droits de la personne a inauguré l'exposition « Fragments / Mémoire / Images : après 40 ans du coup d'État », qui est un hommage au travail de photographes, de journalistes et de personnes anonymes qui témoignent de leur rôle à différents moments des 17 ans de la dictature militaire.

Des photos de cette exposition font partie de l'exposition itinérante « Lieux de la mémoire : un musée contre l'oubli ».

En 2013, 23 000 personnes ont participé à des visites guidées du musée. Plus de 55 % de ces visites ont été effectuées par des élèves des écoles primaires et secondaires et presque 20 % des visiteurs sont des touristes étrangers.

Depuis sa création, le Musée de la mémoire est devenu une véritable école. En janvier 2016, il vient de commémorer son sixième anniversaire. Plus de deux millions de personnes l'ont visité ou l'ont découvert à travers Internet. C'est un des musées les plus fréquentés du pays, surtout par des jeunes : 80 % des visiteurs ont moins de 30 ans.

Découvrir le Musée de la mémoire est comme relire et compléter la Carte visuelle de la mémoire, toujours en cours, cela m'évoque ces vers de Mario Benedetti : « L'oubli est tellement plein de mémoire, que parfois les souvenirs n'entrent plus. »



Musée de la mémoire et des droits humains, Santiago, Chili.

*Photographie de
Matias Poblete Aravena*

Pour une solidarité humaine

Par Yves La Newville

Des coups contre les droits humains

En ce 15^e anniversaire du 11 septembre 2001, les médias n'en finissent plus de remémorer la tragédie de l'effondrement des tours jumelles de New York, sous les attaques de deux avions états-uniens, réquisitionnés pour cette opération meurtrière qui a causé la mort de 2 700 personnes et provoqué la souffrance de milliers d'autres.

Mais les mêmes médias font silence sur un autre 11 septembre, celui du Chili en 1973. Là aussi, des avions nationaux ont été utilisés pour attaquer le siège même du gouvernement chilien. En plus des 3 000 personnes assassinées, 30 000 autres ont été jetées en prison et torturées, et des milliers sont disparues. Il ne faut pas non plus oublier la souffrance des familles de ces victimes, ainsi que de celle de milliers de Chiliens-ne-s devenu-e-s des réfugié-e-s politiques au Québec et de centaines de milliers d'autres dans le monde.

Qui sont les responsables ?

Les pilotes de ces avions peuvent être condamnés, mais nous savons bien qu'ils ne sont que des exécutants. Dans les deux cas, les responsables sont les fous de Dieu ou les fous du capitalisme pour qui les vies humaines doivent être terrassées, si nécessaire, pour arriver au but ultime : le pouvoir et l'argent.

Tandis que l'attentat de New York avait été commandé par l'Arabie Saoudite, Ben Laden et consorts, celui du Chili en 1973 avait été l'œuvre des grands actionnaires nationaux et internationaux. Ils avaient passé la commande au Président Nixon des États-Unis et son sbire Kissinger, et l'avaient fait exécuter par la CIA et Augusto Pinochet, chef des armées. L'histoire ne retiendra que le nom de Pinochet et de ses militaires, aucun des vrais

responsables ne sera nommé, encore moins condamné. Tout au plus, on mentionnera les noms des compagnies chiliennes El Mercurio et Chilectra, puis états-uniennes : Kennecott, Anaconda et ITT. Mais derrière ces noms de compagnie, quelles personnes ont commandé ce coup pour en profiter ? Cherchez-les.

Après le coup, les actionnaires sont vite passés à la caisse, car c'est là le but de tous les coups d'État. Ils ont exigé la privatisation des entreprises nationalisées, des universités, des sociétés d'État, des fonds de pension et la privatisation de presque tout l'État.

Salvador Allende lui-même avait dénoncé ce système de dictature économique dans son discours à l'ONU¹. Un an avant le coup d'État, il expliquait :

Nous sommes face à des forces qui opèrent dans l'ombre, sans drapeau, avec des armes puissantes, postées dans des zones d'influence directe. Nous sommes face à un conflit frontal entre les multinationales et les États. Ceux-ci sont court-circuités dans leurs décisions fondamentales (politiques, économiques et militaires) par des organisations qui ne dépendent d'aucun État, et qui à l'issue de leurs activités ne répondent de leurs actes et de leurs fiscalités devant aucun parlement, aucune institution représentative de l'intérêt collectif. En un mot, c'est toute la structure politique du monde qu'on est en train de saper.

À peine un an plus tard, les présidents de différents pays, à genoux devant le capital, ont salué le coup d'État au Chili et ont vite emboîté le pas aux charognards locaux. Le premier ministre du Canada, Pierre Elliott Trudeau, qui pourtant avait applaudi Allende, n'est pas demeuré en reste et le Canada fut l'un des premiers

YVES LA NEUVILLE a travaillé en coopération internationale au Chili pendant 13 ans, jusqu'après le coup d'État. Réfugié politique au Canada, il a ensuite été conseiller syndical au Conseil central du Montréal métropolitain CSN pendant 23 ans. Il est retraité depuis près d'une vingtaine d'années.

pays à reconnaître Pinochet comme étant un dirigeant légitime. Les compagnies canadiennes et les minières surtout, comme la Noranda, avaient déjà passé leurs commandes elles aussi et attendaient justement ce moment pour investir et engraisser leurs actionnaires, dont les banques de Toronto du Noir Canada². Ici encore, les droits des capitalistes venaient de gagner contre les droits humains.

Un cas d'espèce : solidarité locale et internationale

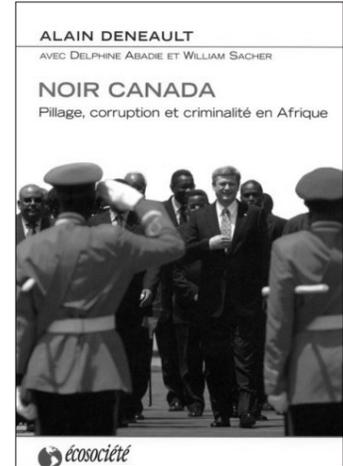
À Santiago au Chili, l'usine d'Andrés Hidalgo était une compagnie électro-mécanique où une centaine de travailleurs fabriquaient des poteaux d'électricité en béton armé et autres artefacts et installaient des lignes électriques. Le non-paiement des salaires, des vacances et des autres bénéfices sociaux avait mis les travailleurs en colère. Face à l'échec des négociations, ils déclarèrent la grève à la fin de décembre 1968. Puis, voyant la menace de fermeture, ils occupèrent l'usine, forts de l'appui de leurs femmes qui leur disaient : « Si vous n'êtes pas capable de prendre l'usine, nous, on va le faire! » Ce fut alors le premier *asentamiento industrial* (confiscation d'usine) au Chili et la mise en pratique d'un slogan devenu populaire : *Expropiar sin pagar, justicia popular*³.

Un nouveau nom fut donné : *Cootralaco* (Coopérative de travailleurs de la construction). Sans patron, ça pouvait aller, mais sans contrat de travail, ça devenait difficile : nous étions surtout des sous-contractants de deux compagnies d'électricité nationales. Comme c'était avant l'arrivée au pouvoir de l'Unité populaire d'Allende, ces compagnies ne nous donnaient pas de contrats facilement. Ce fut la solidarité des autres travailleurs, syndiqués ou non, des jeunes universitaires, des membres de la Jeunesse ouvrière catholique (JOC), des paysans, des femmes, des curés et d'autres citoyens qui nous permirent de nous affirmer comme entreprise. Même un organisme de solidarité du Québec nous avait appuyés et nous avons pu ainsi acheter un camion moins usagé que ceux de 20 et 30 ans qui fonctionnaient à peine. Comment un ami avait-il bien pu convaincre Développement et Paix de nous appuyer ? Cela était pour nous un mystère. Par ailleurs, nous avons refusé l'aide d'une ONG chilienne qui nous posait des conditions de contrôle inacceptables.

L'orientation sociale de l'usine primait : nous étions officiellement une coopérative, mais nous nous définissions comme une entreprise de travailleurs et plus

Livre « Noir Canada : Pillage, corruption et criminalité en Afrique »

Alain Deneault avec
Delphine Abadie et
William Sacher



tard, une brigade de travailleurs, et avec une orientation de fonctionnement bien sociale. Quelques citations suffisent à en témoigner :

Le dirigeant doit être le premier à se sacrifier et le dernier à en profiter. Il pourra être réélu une 3^e fois, mais s'il obtient 95 % des votes. Ce que tu sais faire, tu l'enseignes à l'autre. Chacun est nécessaire, mais personne n'est indispensable. Pour faire une nouvelle société, il faut un nouvel humain. Nous travaillons pour l'humain pas pour l'exploiter. La façon de décider des salaires sera élaborée en assemblée et révisable après 6 mois. Tu seras payé en partie selon ton effort pour la production et ta participation aux décisions et non seulement pour ta classification. Les statuts et règlements seront décidés en assemblée.

Certaines affirmations ne faisaient pas plaisir à d'autres militants de gauche qui nous refusaient même leur appui : « Le parti doit être au service des travailleurs et non l'inverse. Le drapeau de la patrie est plus grand que le fanion de n'importe lequel parti. Travailleurs au pouvoir ». Nos dirigeants déclaraient : « Nous continuons à croire possible la réalisation de l'Homme nouveau. Il y a certaines valeurs qui sont plus importantes que les valeurs économiques, les seules reconnues actuellement »⁴.

Ça bougeait partout. Ce que nous vivions à l'usine se vivait ailleurs de différentes façons. Avec le temps, on comptait 80 coopératives de production et même une station de télévision. Partout dans le pays, la conception traditionnelle de la production et des services changeait. Un autre cas typique : des travailleurs municipaux, en plus de travailler en équipe, s'enseignaient mutuellement leurs métiers et exigeaient d'être payés pour l'équipe,

se chargeant eux-mêmes de répartir les salaires. Le changement de société se faisait déjà avant l'élection du gouvernement populaire d'Allende en 1970. Le coup d'État visait à remplacer le gouvernement, mais surtout à mettre fin à ce grand mouvement du peuple qui mettait en péril leur pouvoir et leurs bénéfices.

C'est pourquoi, à peine quelques semaines après le coup d'État, l'ancien propriétaire de l'usine était arrivé, avec un autobus plein de militaires bien armés, pour s'accaparer de « notre usine ». Je dis « notre » parce que nous l'avions achetée légalement lors de ventes à l'encan, exigées par les nombreux créanciers de ce propriétaire véreux. Même d'autres petits capitalistes ont su profiter de la nouvelle dictature économique, comme les propriétaires de camions qui avaient fait grève contre Allende. Comme nous l'avons mentionné, les gros actionnaires s'emparaient des grosses entreprises sous la protection des militaires qui s'étaient emparés du gouvernement.

Les acteurs de la solidarité humaine

Un organisme de solidarité se pose toujours la question : comment notre appui pourrait-il être le plus profitable? La réponse est claire : frapper sur les causes de la situation d'exploitation et du non-respect des droits humains. Si Salvador Allende avait raison de dire que ce sont les multinationales qui décident, il faut donc les viser d'une certaine façon. Dans ce sens, Ivan Illich,⁵ qui dirigeait « l'école d'acculturation » à Cuernavaca au Mexique, disait aux futur-e-s coopérant-e-s venu-e-s du Nord : retournez donc chez vous, vous y trouverez là des causes de l'exploitation dans les pays du Sud.

À la fin de son discours, Allende invitait les dirigeants des pays du monde entier à la « solidarité humaine », tout en étant bien conscient que la « solidarité humaine » était loin d'être une priorité pour la très grande majorité d'entre eux : « Le sens de la solidarité humaine qui régit les pays développés doit regarder avec répugnance le fait qu'un groupe d'entreprises puisse intervenir impunément dans les rouages les plus importants de la vie d'une nation ». Les dirigeants du monde n'ont pas écouté et n'écoutent pas l'appel à la solidarité d'Allende. Les traités de libre-

échange en sont la preuve et les peuples souffrent des conséquences : inégalités, oppression, famines, guerres. Des dirigeants nous offrent un curieux choix : la charia de l'argent ou la charia pseudo-religieuse.

Les États ne sont pas les garants de la solidarité humaine. Et, comme le disait Allende, « c'est la confiance en nous-mêmes qui renforce notre foi dans les grandes valeurs de l'humanité, dans la certitude que ces valeurs prévaudront et ne pourront jamais être annihilées ». Heureusement, partout dans le monde, la solidarité s'est créée entre les humains et entre les peuples. Ici même, des organisations québécoises, des militant-e-s, historien-ne-s, sociologues, économistes, chercheurs et chercheuses, et autres intellectuel-le-s nourrissent quotidiennement cette solidarité. Ils signalent aussi les foyers de contamination qui existent dans notre pays et ont des effets néfastes pour les pays du Sud. Il s'agit maintenant de ne pas se perdre, de viser juste et ne pas attendre après les gouvernements pour développer davantage une véritable solidarité humaine.



Image tirée du bulletin **Quebec-Chili Informations**, n° 33, octobre 1978

Courtoisie de l'ancien Comité Québec-Chili

RÉFÉRENCES

1 Toutes les citations d'Allende réfèrent au discours qu'il a prononcé aux Nations Unies en 1972. On en trouve des extraits en ligne : https://www.youtube.com/watch?v=EAwrS_M_FJ8; <http://salvador-allende-france2.blogspot.ca/2011/09/salvador-allende-extraits-du-discours.html>.

2 Ecosociété a dû retirer le livre *Noir Canada* d'Alain Deneault avec Delphine Abadie et William Sacher; un coup d'État littéraire. Le texte est accessible en ligne : http://www.congoforum.be/updocs/EBOOK%20FRan%C3%A7ais%20Noir%20Canada%20Pillage%20corruption%20et%20criminalit%C3%A9%20en%20Afrique%20Al_.pdf.

3 Exproprier sans payer, justice populaire.

4 Pour plus d'explications, voir l'entrevue avec l'auteur, parue dans *Nouveaux cahiers du socialisme*, no. 16, Montréal, automne 2016, p 174-180.

5 Voir Cayley, David (1996). *Entretiens avec Ivan Illich*, Bellarmin.

Le Comité chilien pour les droits humains

Par Armando Navarrete

Traduction par Sarah Múnera

Le Comité chilien pour les droits humains est né à Montréal le 26 juin 1999, alors que le dictateur Pinochet était détenu à Londres. Le Comité est formé de familles de détenu-e-s disparu-e-s et d'exécuté-e-s politiques, ainsi que de militant-e-s pour les droits humains. Le premier objectif était de se joindre aux manifestations et aux moyens de pression réalisés tant au Chili qu'ailleurs afin que le dictateur détenu à Londres à ce moment-là soit extradé en Espagne. Dix-sept ans plus tard, le Comité est établi dans la communauté chilienne et latino-américaine de Montréal comme organisme solidaire et engagé auprès de tout ce qui touche les droits humains.

Le 26 juin, la date de fondation de notre Comité est également la date de naissance du président Salvador Allende. Elle correspond également à la Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture et elle arrive peu de temps avant la célébration du « We Tripantu », le Nouvel An du peuple mapuche. Notre comité fête donc sa fondation parmi de grands événements qui font partie de l'histoire de nos peuples.

Il est inscrit dans la déclaration de principes du Comité que celui-ci a pour objectifs principaux de défendre et de promouvoir les droits humains tels que reconnus dans la Déclaration universelle des droits humains des Nations Unies. Nous sommes également déterminé-e-s à travailler pour la vérité et la justice dans les cas de violation des droits humains et contre l'impunité des crimes.

Le Comité se déclare indépendant de tout parti politique, ce qui n'empêche d'aucune manière ses membres d'adhérer à un parti ou de prendre part à ses activités. Il se déclare également autonome des organismes gouvernementaux et de toute croyance religieuse.

Peu de temps après sa fondation, le Comité a unanimement adopté la résolution de soutenir l'Association des familles de détenus-disparus (AFDD,

Chili). C'est dans ce but que nous organisons chaque année, le premier samedi du mois d'octobre, le « *Dieciocho Chico* », une fête traditionnelle chilienne. Cette activité politique et culturelle nous permet de collecter des fonds qui sont ensuite envoyés au Chili à l'AFDD.

En tant que comité, notre première action concrète s'est déroulée le 11 septembre 1999. Nous avons planté 600 croix blanches sur le versant est du mont Royal, du côté de la rue du Parc, à la mémoire des détenu-e-s disparu-e-s. Nous souhaitons démontrer à la population de Montréal que nos proches détenu-e-s, disparu-e-s et exécuté-e-s réclamaient justice par le biais d'un NON catégorique à l'impunité.

L'année suivante, nous avons rencontré monsieur Irwin Cotler, alors doyen de la Faculté de droit de l'Université McGill, qui connaissait la situation à Londres avec le dictateur Pinochet. Il nous a invités au Parlement canadien à Ottawa afin de donner une conférence de presse et de présenter au gouvernement canadien une pétition soutenant le processus d'extradition de Pinochet.

Le Comité est membre de la Ligue des droits et libertés, section du Québec, et représente l'Association des familles de détenus-disparus (AFDD, Chili) au Canada. Nous recevons l'appui solidaire d'un grand nombre d'organismes sociaux et politiques qui nous aident lors des activités que nous réalisons. D'autre part, le Comité propose sa participation et présence à toutes les activités solidaires, sociales et politiques en lien avec les droits et les libertés fondamentales.

Chaque 11 septembre depuis dix-sept ans, le Comité organise ou participe à l'hommage solennel rendu au président Salvador Allende et à toutes les victimes de la dictature qui a lieu au Parc Jeanne-Mance, au pied de l'arbre de la mémoire.

ARMANDO NAVARRETE, chilien d'origine, est coordonnateur du Comité chilien pour les droits humains et membre du Comité d'appui au peuple mapuche. Il travaille présentement à l'Université McGill et il est travailleur autonome dans le domaine de l'informatique et de la photographie.



Cimetière symbolique à la mémoire des détenu-e-s disparu-e-s dans le cadre de la commémoration des 26 ans du coup d'État au Chili, Montréal, 11 septembre 1999.

Photographie du Comité chilien pour les droits humains

18 CHICO de Montréal

Gran Fiesta Tradicional Chilena 2013

"La cueca"
Óleo sobre tela (39 x 46 cms.)
de Pedro Olmos, (1911-1991)

El 18 Chico es una actividad familiar solidaria a beneficio de la Agrupación de Familiares de Detenidos Desaparecidos (AFDD-Chile)

**Le « Dieciocho Chico »,
une fête traditionnelle chilienne, 2013.**

*Courtoisie du Comité chilien pour les
droits humains*

COMMÉMORATION
40e ANNIVERSAIRE DU COUP D'ÉTAT AU CHILI
Récupération de la mémoire collective CHILI : 1973-2013
DU 9 AU 14 SEPTEMBRE 2013

ART ET CULTURE-DOCUMENTAIRES-CONFÉRENCES-POÉSIES-LECTURES

EXPOSITION D'ART ET PRÉSENTATION D'IMAGES ET ARCHIVES SUR L'IMPACT DES 17 ANS DE LA DICTATURE CHILIENNE

PROGRAMMATION D'ACTIVITÉS

LUNDI 17 h : Ouverture officielle
(vin d'honneur)

MARDI 19 h : Documentaire de Patricio Henriquez "LE DERNIER COMBAT DE SALVADOR ALLENDE"

MERCREDI 8 h : Hommage au Président Salvador Allende

JEUDI 19 h : Lectures et poésies

VENDREDI 18 h : Soirée témoignage Carmen Gloria Quintana

SAMEDI 19 h : Soirée de clôture

PROJET COLLECTIF :
L'ARPILLERA
comme outil de résistance!
Ouvert au public toute la semaine. Participez à la création d'une 'arpillera' (toile artisanale cousue à la main).

3720, avenue du Parc, 2e étage (SALLE DE CONFÉRENCE)
Ouvert de 10h00 à 20h00

PRÉSENTÉ PAR LE COMITÉ CHILIEN POUR LES DROITS HUMAINS À MONTRÉAL.

www.rescatandolamemoriacolectivachile.com COMITÉ CHILIEN POUR LES DROITS HUMAINS À MONTRÉAL surechileddhh@yahoo.com

**Commémoration du 40^e anniversaire du
coup d'État du 9 au 14 septembre 2013.**

*Courtoisie du Comité chilien pour les
droits humains*

Stratégies de la solidarité en sol québécois : l'expérience de la Bolivie

Par Ana María Seifert, Jaime del Carpio et Gustavo Saavedra¹

Le Comité de solidarité avec le peuple bolivien (CSPB) fut fondé en janvier 1974 par quatre personnes exilées boliviennes afin de dénoncer le massacre de centaines de paysan-ne-s par la dictature du général Hugo Banzer Suarez (1971-1978). Le Comité se proposait de diffuser l'information sur les violations des droits humains en Bolivie et sur les luttes menées contre cette dictature.

Ce récit est un retour, en trois étapes, sur les actions et les stratégies qui définissent l'action du Comité. La première comprend la période des dictatures militaires (1974-1982); la deuxième se rapporte aux premières années de retour à la démocratie (1982-début 1990) et la troisième, touche les luttes contre les tentatives de privatisation des ressources naturelles, telles que les dénommées « Guerre de l'eau » et « Guerre du gaz » (2000-2002).

L'époque des dictatures : construire les réseaux de solidarité pour promouvoir les droits humains

Initialement menées par seulement quatre personnes, les actions du Comité ont été modestes face à l'énorme tâche de dénonciation de la dictature de Banzer Suarez. Les souvenirs des fondateurs sont gravés de nuits passées à rédiger des textes de dénonciation, de longues journées à présenter nos pétitions à signer

aux organisations syndicales (CSN, FTQ et CEQ), ainsi qu'à chercher des organismes qui voulaient bien polycopier² les pamphlets et les distribuer.

Ce travail de longue haleine a cependant permis de faire connaître le CSPB et de tisser des liens avec d'autres militant-e-s québécois, grecs, portugais et de l'Amérique du Sud.

C'est en 1978 que le travail du Comité connut un tournant important. La grève de la faim de quatre femmes de mineurs secouait les fondements de la dictature militaire (décembre 1977). Les premières heures ont été décisives, puisque pesait une menace d'expulsion ordonnée par le dictateur : vite fait et « *Aquí no ha pasado nada* ». Ces événements nous menèrent à solliciter les centrales syndicales pour l'envoi d'un télégramme de solidarité.

Des responsables de la CSN et de la FTQ ont envoyé rapidement un télégramme de solidarité. Lors de la visite à Montréal en 1981 de l'une des grévistes, Domitila Chungara, celle-ci raconta l'importance de ces premiers télégrammes qui, selon elle, avaient permis d'arrêter l'assaut imminent des militaires pour expulser les femmes réfugiées dans les locaux de l'église avec leurs enfants.

Les membres du Comité ont été invités à parler de la grève à une instance de la CSN. À cette occasion, Marcel Pépin, alors président de la Confédération mondiale

GUSTAVO SAAVEDRA est activiste social et fondateur de l'Atelier de Musique Arawi (La Paz, 1981). Dès son arrivée à Montréal en 1985, il s'engage avec le Comité et poursuit ses études en biologie. Sa voix et sa guitare ont fait entendre la voix des peuples, leurs espoirs et leurs peines.

JAIME DEL CARPIO ZUAZO s'engage avec le CSPB dans les années 1980. Il œuvre en coopération internationale depuis plus de 30 ans (Jeunesse Canada Monde, l'OCSD et OXFAM-Québec). Actuellement, il est gestionnaire de programmes pour l'Amérique latine à l'Œuvre Léger.

ANA MARÍA SEIFERT est fondatrice du CSPB en 1974. Elle a travaillé durant plus de 15 ans en recherche universitaire dans le domaine de la santé au travail, plus spécifiquement pour les femmes. Depuis 4 ans, elle est conseillère syndicale en santé et sécurité au travail à la CSN.

**Couverture du bulletin n° 1 du Comité
de solidarité avec le peuple bolivien,
Montréal, août 1980.**

Courtoisie des auteur-e-s

du travail, réunit le groupe de militant-e-s latino-américain-e-s et nous suggère alors de réunir nos forces. C'est ainsi qu'est née la « Plateforme latino-américaine de solidarité », organisation associant des personnes d'origine argentine, bolivienne, chilienne, haïtienne et uruguayenne.

La Plateforme a permis la coordination des actions avec les autres comités et le développement d'une stratégie au sein du CSPB afin de sensibiliser l'opinion publique à la réalité bolivienne. Ainsi, nous avons pu réaliser :

- une rétrospective à la Cinémathèque québécoise sur le cinéma militant bolivien;
- un diaporama destiné à la sensibilisation des jeunes au secondaire en collaboration avec le Club 2/3 et Développement et Paix;
- un programme d'activités dans différentes instances de la CSN, de la FTQ et de la CEQ avec des dirigeants syndicaux de la Centrale ouvrière bolivienne;
- une tournée auprès des groupes communautaires et des organisations de femmes avec Domitila Chungara, leader du *Comité de amas de casa de las minas*, et deux soirées de solidarité réunissant, chacune, autour de 400 personnes;
- une visite de Jaime Paz Zamora, élu à la vice-présidence en Bolivie et évincé par un coup d'État en 1980. Cette visite visait à sensibiliser la classe politique du Canada et du Québec, et à empêcher la reconnaissance de la dictature de Garcia Meza par le gouvernement canadien. Dans le cadre de ces activités, nous avons obtenu une longue entrevue à l'émission de télévision « Le 60 » diffusée à heure de grande écoute à Radio-Canada.



**L'appui au retour à la démocratie :
construire sur nos acquis**

En 1982, une fois le processus démocratique implanté, les membres du Comité de solidarité ont décidé d'appuyer l'*Asamblea por los derechos humanos de Bolivia*, organisation pluraliste ayant une grande crédibilité internationale.

Pour ce faire, nous avons présenté des projets à plusieurs organismes de coopération internationale et collecté des fonds. L'intense vitalité du Comité entre 1977 et 1982 avait réussi à construire un réseau de contacts facilitant ces activités.

En 1985, le gouvernement émettait un décret mettant de l'avant des réformes structurelles majeures, et permettant, dans les années 1990, la privatisation des entreprises gouvernementales et des ressources naturelles. Ce décret a mené, entre autres, à la mise à pied de vingt-cinq mille mineurs boliviens qui ont répondu en convoquant la « Marche pour la vie » dont le but était de sensibiliser l'opinion publique aux enjeux politiques et économiques de la fermeture des mines et de réclamer la récupération de leurs emplois.

Dans ce contexte, des activités de financement et une panoplie d'activités culturelles ont servi à appuyer les radios des mineurs et la construction de serres permettant de cultiver des légumes.

Peu à peu dans les années 1990, les activités de solidarité avec la Bolivie se sont estompées, le Comité devenait inactif en quelque sorte.

La lutte contre le néolibéralisme en Bolivie : se tourner vers les médias, élargir nos réseaux de solidarité

Les réformes néolibérales des années 1990 ont élargi l'écart entre les riches et les pauvres, et appauvri la population bolivienne. Les principales entreprises étatiques ont été privatisées sans beaucoup de transparence. C'est dans ce contexte qu'a éclaté la « Guerre de l'eau » en l'an 2000, une des plus importantes mobilisations que la Bolivie ait connue, provoquant un état de siège qui a duré 11 jours et qui a fait un mort et 88 personnes blessées.

Le gouvernement bolivien avait signé un contrat avec l'entreprise étrangère Aguas del Tunari pour la gestion du Service municipal d'eau potable et l'exécution d'un projet pour augmenter les réserves d'eau de Cochabamba³. Parallèlement, le gouvernement promulguait une loi qui permettait d'octroyer le monopole de la dotation d'eau, obligeant la connexion au réseau du concessionnaire de toutes les sources fournissant l'eau dans la région.

Le contrat prévoyait une augmentation moyenne de 35 % des tarifs de l'eau, mais en janvier 2000, les tarifs de l'eau avaient augmenté, dans certains cas, de plus de 100 %. Cela a provoqué une vague de protestation généralisée qui a reçu l'appui de l'Église et de larges secteurs de la population. La protestation a été dirigée par la « Coordination pour la défense de l'eau », composée de tous les groupes sociaux, à laquelle se sont ajoutés les paysans. La revendication était claire : modifier la loi afin de se conformer aux us et coutumes de l'utilisation de l'eau à la campagne, et mettre fin à sa privatisation.

En avril, devant l'ampleur de la protestation, le gouvernement décrétait l'état de siège. Au lieu de calmer les esprits, de nouvelles couches de la population se sont jointes au mouvement, et le gouvernement a dû négocier. Toutes les propositions apportées par la Coordination furent acceptées et la compagnie Aguas del Tunari a dû quitter le pays.

CHANGEMENT SOCIAL ET IDENTITÉ AUTOCHTONE EN BOLIVIE

Conférence du cinéaste bolivien JORGE SANJINÉS

Mercredi le 15 juin 2005 à 18 h
Local RM-120, Ecole des Sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal.
Entrée par le 315, rue Ste-Catherine est et le métro Berri-UQAM

Organisé par le Comité de solidarité avec le peuple bolivien et Terres en vues dans le cadre de Présence autochtone 2005

Merci à Développement et Paix, à l'Association facultaire étudiante de sciences humaines de l'UQAM, à Alternatives et à Voyage Acad.

BOLIVIE
RENCONTRE-CONFÉRENCE
"Les défis du processus bolivien "
un regard de la société civile

Avec :
Alejandrina Ibañez. Militante sociale, travaillant depuis plusieurs années à la Ville d'El Alto, Bolivie

Organisée par :
CUSO Québec et le Collectif d'information sur la Bolivie

Lundi le 19 Mars à 19h00
Lieu : Droits et Démocratie
1001, de Maisonneuve est, 10^e étage
Montréal
Métro Berri-UQAM
Information : 514 276-8528

Remerciements à Droit et Démocratie et Alternatives

COLLECTIF D'INFORMATION SUR LA BOLIVIE **CUSO.org** **Alternative**

Événements organisés par le Collectif

Courtoisie des auteur-e-s

Pour réfléchir aux actions et à la stratégie à mettre en œuvre devant cette conjoncture, quelques militant-e-s du CSPB et des personnes solidaires de Montréal se sont concerté-e-s pour créer le « Collectif d'information sur la Bolivie ». Celui-ci s'est concentré sur la diffusion plus large de l'information et l'appui aux mouvements sociaux et autochtones qui luttent contre les réformes néolibérales. Plusieurs activités ont eu lieu en lien avec le Festival autochtone de Montréal. Aussi, à partir de sources sérieuses, le Collectif a rédigé un article bien étoffé qui a été publié par *Le Devoir*. S'ensuivirent plusieurs demandes d'entrevues radiophoniques, et même télévisuelles. Le Collectif a été approché par des organismes qui se battaient pour préserver les droits de l'eau au Québec. Avec eux, nous avons organisé des ateliers au « Sommet des peuples » à Québec sur cet enjeu.

Plus tard, lors d'un autre grand conflit sur la vente du gaz naturel en Bolivie⁴, un autre article du Collectif est paru dans *Le Devoir*; ce qui a aussi généré des demandes pour des articles sur le sujet, et des entretiens à la radio et à la télévision.

En 2006, la Bolivie a élu un gouvernement appuyé par les mouvements sociaux et dirigé par un leader autochtone : Evo Morales. Poursuivant son objectif de diffusion de l'information, le Collectif a organisé des conférences conjointement avec l'Observatoire des Amériques et des organisations de coopération internationale. Des personnalités politiques importantes y ont participé, notamment Alex Contreras, ex-porte-parole du gouvernement Morales⁵, et le délégué du ministère des Affaires extérieures, Jean-Paul Guevara Avila.

En 2008, à la suite des révoltes organisées par la droite, le Collectif a mené une campagne internationale de signatures d'appui au gouvernement d'Evo Morales.

Cette campagne de signatures a notamment eu l'appui de Danielle Mitterrand et de Noam Chomsky, pour ne citer que ceux-là.

Conclusion

L'action du CSPB et du Collectif d'information sur la Bolivie a surtout été centrée sur l'information et la sensibilisation autour des problématiques vécues par notre peuple. Toutefois, nous avons élargi notre champ d'action vers les événements culturels, comme le cinéma et la musique, afin de toucher des publics « non convertis ». Ceci nous a permis, en étant peu nombreux, de toucher un public assez large.

Un regard rétrospectif sur notre travail nous révèle que le choix des alliances avec différents groupes de militant-e-s a été fondamental pour construire et garder une crédibilité qui a été la clé de voûte du succès de nos activités. Nous avons déployé beaucoup d'énergie à comprendre le fonctionnement des institutions, notamment les médias.

L'esprit de solidarité des membres du CSPB – lors de périodes de ralentissement des activités de solidarité avec la Bolivie, ils entretenaient des liens entre eux et avec les autres luttes en cours – a permis de se rajuster au besoin pour restructurer rapidement notre action.

Finalement, nous nous sommes efforcés de relier les enjeux boliviens avec ceux vécus au Québec, particulièrement ceux concernant les ressources naturelles lors des luttes sur l'eau et le gaz.

RÉFÉRENCES

1 Nous voulons remercier Roxana Paniagua, Manuel de La Fuente, Louise Lavallée, Frida Villarreal et Gumerinda Fernandez pour leurs judicieux commentaires. Nos remerciements vont aussi à Josée Desrosiers pour ses suggestions et pour la correction du texte.

2 Mentionnons ici les organisations de travailleurs grecs et portugais qui, dès la première heure, se sont solidarisées avec le Comité.

3 De la Fuente, M., Seifert, A.M., Villarreal, F. (2000). « Bolivie, l'enjeu de l'eau », *Le Devoir*, 17 juillet, p. A6.

4 Villarreal, F., Seifert, A.M., Paniagua, R. (2003). « La Bolivie et le gaz naturel : Une population qui ne veut plus faire de cadeaux », *Le Devoir*, 17 octobre, p. A9.

Paniagua, R., Villarreal, F., Seifert, A.M. (2003). « Raz-le-bol en Bolivie », *À Babord*, no. 2, novembre-décembre, en ligne : <https://www.ababord.org/Raz-le-bol-en-Bolivie>.

5 Le Journal des Alternatives (15 mai 2008). Conférence-débat Bolivie : L'après référendum : <http://journal.alternatives.ca/spip.php?article3749>

UQAM, Chaire C.-A. Poissant de recherche sur la gouvernance et l'aide au développement (2007). Forum social québécois présenté par le Collectif d'information sur la Bolivie : <http://www.poissant.uqam.ca/article47>

Les jumeaux boréal et austral des Amériques

Les « Printemps » chilien (2011) et québécois (2012) dans une perspective historique de solidarité

Par Ricardo Peñafiel

Depuis l'élection de l'Unité populaire, le 4 septembre 1970, le Québec et le Chili ont entrelacé leurs devenirs politiques dans de nombreuses luttes communes qui n'ont cessé de se faire écho, jusqu'aux « Printemps » chilien (2011) et québécois (2012) annonçant de futurs combats qui ne manqueront pas de s'alimenter mutuellement.

Après l'élection de Salvador Allende, de nombreux Québécois et de nombreuses Québécoises ont décidé de se joindre à cette révolution démocratique qui se déroulait dans une société si loin et pourtant si proche de la leur. Bien entendu, le Chili était un pays dit du « Tiers monde » et le Québec, une nation aspirant au premier. Toutefois, comme le montre, entre autres, le documentaire de l'ONF *Richesse des autres* (1973)¹, de nombreux parallèles unissaient les luttes de ces deux peuples aspirant à leur réelle indépendance. Le documentaire s'attardait principalement sur l'exploitation des mines et des mineurs, mais on aurait pu continuer en montrant comment le Québec et le Chili vivaient des situations semblables en ce qui a trait à l'exploitation, à la domination, mais aussi à la résistance et aux formes d'organisation des groupes populaires ainsi que des travailleuses et des travailleurs de la forêt, des pêches ou des manufactures, etc.

Au-delà de ces points de convergence, le Québec et le Chili partagent un héritage catholique commun qui n'a pas été étranger au grand flux de Québécoises et de Québécois vers le Chili, puis à l'accueil de réfugié-e-s, y compris dans les ambassades, dès les premiers jours suivant le coup d'État ou à l'implication de missionnaires québécoises et québécois dans l'action sociale et la

défense des droits humains pendant toute la dictature². Le retour au Québec de plusieurs de ces missionnaires, souvent défroqués, a alimenté et alimente encore le milieu syndical et communautaire de militants et de militantes inépuisables, comme Clotilde Bertrand et Robert Quévillon, Yves Laneuville et Jeannette Pomerleau, ou encore Jean Ménard ou Claude Lacaille (restés prêtres).

Plus subtilement, mais également de manière plus profonde, le parallélisme entre le Chili et le Québec se situe dans les structures sociales et politiques d'une modernité tardive qui a fini par dépasser de manière radicale et accélérée les archaïsmes d'institutions traditionnelles ayant refusé trop longtemps de céder, avant de se faire emporter par des révolutions, tranquilles ou socialistes, de grande ampleur. Ainsi, au cours des années 1960, on a vu surgir dans ces deux sociétés une série de mouvements culturels, populaires, paysans, ouvriers, etc. conquérant des droits sociaux et économiques au même moment où les élites gouvernantes tâchaient d'appliquer diverses formes d'État providence. La solidarité avec les victimes et les persécuté-e-s du coup d'État du 11 septembre 1973 était alors d'autant plus naturelle que les acquis de l'Unité populaire semblaient pouvoir se transposer directement au Québec.

Les chemins parallèles des mouvements étudiants se croisent soudainement

Curieusement, alors que la solidarité entre le Québec et le Chili semble embrasser l'ensemble des mouvements sociaux, les mouvements étudiants de ces deux pays

RICARDO PEÑAFIEL est chilien d'origine, professeur associé au département de Science politique de l'UQAM et membre fondateur du GRIPAL (Groupe de recherche sur les imaginaires politiques en Amérique latine). Il est l'auteur de nombreux articles sur le Chili, l'Amérique latine et le Québec. Militant depuis le début des années 1990 dans des organisations de solidarité avec l'Amérique latine (dont le CDHAL) et membre fondateur de la Revue À bâbord!, il réfléchit depuis toutes ces années aux relations existant entre son pays d'origine et sa société d'accueil et d'adoption.

se sont développés de manière parallèle, sans trop de contacts entre eux. Cela s'explique sans doute par le fait, d'une part, que la solidarité avec le Chili dans les campus québécois se faisait avec les victimes de la dictature en général et non pas en relation au mouvement étudiant en particulier et, d'autre part, que la lutte dans les écoles et les campus chiliens se faisait, elle aussi, contre la dictature davantage que pour des luttes spécifiques aux étudiant-e-s.

Pourtant, cela rend d'autant plus étonnante la similitude des deux mouvements de grèves étudiantes et de protestations citoyennes, de six mois chacun, qui se sont succédé au Chili et au Québec, entre juin 2011 et août 2012. En effet, dans les deux cas, face au déni de reconnaissance et au mépris affiché par les gouvernements, de simples grèves étudiantes ont débordé du cadre strictement éducationnel pour devenir les plus importants mouvements de contestation sociale de leurs histoires respectives, avec des manifestations quotidiennes, atteignant des centaines de milliers de personnes issues d'une multitude de milieux sociopolitiques.

Cette improbable coïncidence s'explique peut-être par le fait que ces deux nations vivent des processus similaires de « marchandisation » de l'éducation, et de la société en général, conduisant à des formes autoritaires, ou du moins bureaucratiques, d'imposition de décisions prises par des « représentant-e-s » élu-e-s ayant davantage à cœur les intérêts du capital apatride que le bien commun. C'est donc sur cette base commune que l'on peut interpréter cette nouvelle syntonisation Québec-Chili inaugurant une nouvelle étape de luttes communes.

Du laboratoire dictatorial du néolibéralisme à la résistance commune contre des « démocraties » austéritaires

Les devenir sociopolitiques du Chili et du Québec se sont éloignés à partir du moment où l'une des deux nations subissait une sanglante dictature et que l'autre prospérait dans l'approfondissement d'un État social. Pourtant, ces destins se croisent à nouveau à partir du moment où l'on applique au Québec, depuis les années 1980, les recettes néolibérales austéritaires testées au Chili pendant la dictature et qu'on instaure au Chili une « démocratie de basse intensité » visant à restreindre, comme ici, la participation politique citoyenne.

Ces deux nations vivent des processus similaires de « marchandisation » de l'éducation, et de la société en général, conduisant à des formes autoritaires, ou du moins bureaucratiques, d'imposition de décisions prises par des « représentant-e-s » élu-e-s.

En effet, après avoir été le laboratoire dictatorial du néolibéralisme, le Chili s'est transformé en modèle de transition « démocratique » réussie. Cependant, le modèle transitologique duquel le Chili est devenu le champion est celui d'une démocratie « stable » (ou restreinte) où la participation des masses en politique est perçue comme la « crise de la démocratie »³. Cette conception schumpetérienne⁴ de la démocratie subvertit le sens premier et fondamental du concept en présentant les décisions oligarchiques (prises par un petit nombre) comme la quintessence de la démocratie et, à l'inverse, réprimant la participation du demos (peuple) aux processus de prise de décision publique comme s'il s'agissait d'une menace contre la démocratie.

C'est cette même conception anti-participationniste de ladite « démocratie » qui s'impose au Québec à partir du moment où l'on cesse de considérer la grève, l'occupation d'édifices publics ou même la manifestation comme des formes légitimes d'expression publique et qu'on entre dans un processus de criminalisation de l'action collective. Cela s'est manifesté de manière patente avec le projet de loi 78 (devenu loi 12) qui limitait explicitement et de manière autoritaire le droit de manifester de même que le droit d'association et d'expression. Par contre, cette loi d'exception était limitée dans le temps et a été abolie par le gouvernement suivant. D'autres lois (comme le règlement P-6 à Montréal⁵) mais aussi et surtout d'autres pratiques et interprétations du droit font en sorte de normaliser l'état d'exception.

Criminalisation de l'action collective et normalisation de l'état d'exception

Comme l'a montré l'arrêt Saskatchewan de la Cour suprême du Canada⁶, le droit de grève est protégé par la Charte canadienne des droits et libertés, en fonction des principes de « la dignité humaine, l'égalité, la liberté, le respect de l'autonomie de la personne et la mise en valeur de la démocratie ». De même, la Cour supérieure du Québec a invalidé deux des principaux articles du règlement P-6, l'un interdisant le port de masques et l'autre obligeant à fournir un itinéraire avant une manifestation spontanée.

Au Chili, le projet de loi « Hinzpeter » ou « Loi du renforcement de l'ordre public » visait à pénaliser sévèrement l'occupation d'édifices, le blocage de la circulation, le manque de respect envers les forces de l'ordre et le port de cagoules. Bien que le projet de loi ait été bloqué par la Chambre des députés en décembre 2013, l'esprit de cette loi s'applique encore dans la démesure de la répression et de la censure de la parole publique du demos que cela implique.

De la même manière, au Québec, on a beau avoir laissé tomber les accusations contre les milliers de personnes arrêtées en 2012 – et par la suite à Montréal, en vertu du règlement P-6 –, cela ne change rien aux effets désastreux que ces arrestations produisent sur le déroulement d'un dialogue démocratique, criminalisant l'expression publique des groupes les plus vulnérables tout en faisant de l'espace public la chasse gardée des groupes les plus riches et puissants.

Démocratie et participation citoyenne

La lutte des étudiant-e-s du Chili en 2011 et du Québec en 2012 ne concerne pas seulement, ni même principalement, des questions relatives à l'éducation ou aux frais de scolarité. Comme l'affirmait l'une des premières banderoles accrochées aux fenêtres de l'Université catholique du Chili occupée par les étudiant-e-s : « La lutte est celle de toute la société ». Ou, comme l'affirmait aussi un slogan très répandu lors du Printemps érable : « La grève est étudiante, la lutte est populaire ». Et les faits ont donné raison à ces aspirations étudiantes récoltant l'immense appui de centaines de milliers de personnes s'engageant dans ces mouvements de protestation sociale devenus parmi les plus importants de l'histoire de ces deux peuples.



«Le Chili n'éduque pas, il s'enrichit», 2008.

*Affiche d'Oscar Scheihing,
Colectivo Mano Alzada*



Impression de l'emblème du Printemps érable par sérigraphie sur une feuille de papier journal, avril 2012.

Design de l'École de la montagne rouge

L'enjeu principal est certainement l'exercice des droits fondamentaux d'association, d'expression et de manifestation. Car, si personne n'ose défier la menace d'une loi spéciale ou la criminalisation d'un droit démocratique, l'état d'exception se normalise sans jamais avoir à se nommer. C'est d'ailleurs au moment où le gouvernement a commis l'odieux de présenter le projet de loi 78 (ratifié ensuite par l'Assemblée nationale!) que la lutte est devenue réellement populaire par l'entrée en scène des casseroles et des associations de quartiers.

Pourtant, la massification du mouvement de protestation s'est faite également sur la base d'une opposition commune à un projet austéritaire qui au nom de l'urgence d'une crise (préfabriquée) des finances publiques impose des restrictions autoritaires aux droits socioéconomiques autant que civiques. En résistant au mépris, aux accusations de violence, aux menaces et aux intimidations de même qu'à la répression démesurée, la lutte des étudiant-e-s du Chili et du Québec s'est transformée en symbole rassembleur pour une série de positions et de luttes subissant un sort analogue.

La rue est devenue une surface d'inscription où s'exprimait la mécontente⁷ entre le pouvoir et une part imposante de la population jusqu'alors laissée pour compte. Surgissant par effraction dans un espace public d'où on l'avait chassé, cette plèbe, sans titre pour gouverner, est venue à exercer la démocratie et à engendrer le politique en vérifiant le postulat d'égalité à la base de celle-ci.

Prélude de solidarités à venir

Le contexte chilien de privatisation totale du système d'éducation postsecondaire (dont les frais de scolarité sont les plus chers au monde en relation au PIB *per capita*) semble aux antipodes du contexte québécois, où les grèves étudiantes ont réussi à préserver une certaine accessibilité à l'éducation supérieure réputée être « la moins chère d'Amérique du Nord » (en excluant, volontairement, le Mexique, où l'éducation supérieure est gratuite).

Pourtant, de la même manière que ces mouvements étudiants ont réussi à interpeller des groupes sociopolitiques relativement éloignés de la condition étudiante, en devenant le symbole des vexations subies par l'ensemble du social; de même, devant les dangers communs subis par nos sociétés en proie à une nouvelle vague austéritaire de la contre-révolution néolibérale, il ne fait aucun doute que liens de solidarité entre nos deux peuples vont se poursuivre et se renforcer dans les années à venir, par l'influence de projets sociaux communs – comme ceux d'une éducation supérieure gratuite et de qualité, d'une Assemblée constituante, d'une réforme de la fiscalité, etc. – ou encore par la reprise de certains répertoires d'action collective telles les casseroles, les *flashmobs* ou les « manifestations ».

RÉFÉRENCES

1 De Maurice Bulbulian et Michel Gauthier, https://www.onf.ca/film/richeesse_des_autres/

2 Voir, par exemple : Del Pozo, José (2009). *Les Chiliens au Québec. Immigrants et réfugiés de 1955 à nos jours*. Montréal : Boréal ; voir également LeGrand, Catherine (2013). « Les réseaux missionnaires et l'action sociale des Québécois en Amérique latine, 1945-1980 », *Études d'histoire religieuse*, vol. 79, n° 1, p. 93-115.

3 Crozier, Michel, Samuel P. Huntington et Joji Watanuki (1975). *The Crisis of Democracy: Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission*. New York: New York University Press.

4 Schumpeter, Joseph (1990). *Capitalisme, socialisme et démocratie*. Paris : Payot.

5 Voté dans le même contexte que le PL 78, le règlement P-6 subordonne explicitement le droit de manifester à celui de circuler, ainsi qu'à la sécurité et à l'ordre public. Jamais invoqué pendant la « crise » étudiante, ce règlement a permis l'arrestation de 1 341 personnes au cours des cinq premières manifestations suivant son application en 2013. Aujourd'hui, la plupart des charges ont été abandonnées et la Cour supérieure du Québec a invalidé ses deux articles les plus controversés concernant l'interdiction de porter des masques et l'obligation de divulguer son itinéraire.

6 Dans l'arrêt « Saskatchewan Federation of Labour » (2015 CSC 4), la Cour suprême du

Canada précise que le droit d'association établi par la Charte canadienne des droits et libertés protège également le droit de grève comme « minimum irréductible » du droit à un véritable processus de négociation collective.

7 Jacques Rancière, *La Mécontente. Politique et Philosophie*, Paris, Gallilée, 1995.

Conflits armés en Amérique centrale

1979 à 1996

*Yo, como tú,
amo el amor, la vida, el dulce encanto
de las cosas, el paisaje
celeste de los días de enero.*

*También mi sangre bulle
y río por los ojos
que han conocido el brote de las lágrimas.*

*Creo que el mundo es bello,
que la poesía es como el pan, de todos.*

*Y que mis venas no terminan en mí
sino en la sangre unánime
de los que luchan por la vida,
el amor,
las cosas,
el paisaje y el pan,
la poesía de todos.*

– Como tú, Roque Dalton



Le contexte historique des crises des années 1980 en Amérique centrale

Par Catherine LeGrand

Traduction par Émilie Noël

Au plus fort de la Guerre froide, dans les années 1980, l'Amérique centrale est soudainement devenue le centre de l'attention sur le plan mondial. Le président des États-Unis, Ronald Reagan, affirma que la venue au pouvoir des Sandinistes au Nicaragua en 1979 représentait un triomphe pour le communisme et que si les mouvements de guérilla salvadorien et guatémaltèque prenaient aussi le pouvoir, les États-Unis et le reste des Amériques seraient gravement menacés.

Dans les années 1960 et 1970, au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala, des étudiant-e-s universitaires, inspiré-e-s par l'exemple de Fidel Castro à Cuba, formèrent des mouvements de guérilla; en même temps, des mouvements sociaux, qui cherchaient à renverser les dictatures militaires qui gouvernaient les trois pays, émergèrent. La rébellion nicaraguayenne produit le premier et le seul groupe de guérilla à prendre le pouvoir en Amérique centrale. Pendant plus de 40 ans, le Nicaragua, qui avait une population de 3 millions d'habitants en 1979, avait été dirigé par la famille Somoza, soit par le père et ses deux fils. Le fondateur de la dynastie des Somoza était devenu le chef de la Garde nationale nicaraguayenne à la suite de l'occupation de la Marine américaine entre 1912 et 1932, puis avait utilisé son pouvoir militaire pour prendre le contrôle politique de la nation.

Au début des années 1960, un petit groupe d'étudiants de Matagalpa forma le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), adoptant ainsi le nom de l'anti-impérialiste Augusto César Sandino, qui avait résisté à l'occupation américaine à la fin des années 1920. Le FSLN avait pour objectif de renverser les Somoza. Le

début de la fin pour le dernier fils Somoza a été le grand tremblement de terre qui dévasta Managua en décembre 1972. Quand « Tachito » Somoza utilisa l'assistance internationale pour son bénéfice personnel, toutes les classes sociales nicaraguayennes, les entrepreneurs, la classe moyenne, les ouvriers, les paysans et les Sandinistes, se retournèrent contre lui. En 1978 et en 1979, presque tous les Nicaraguayens s'étaient rebellés contre la dictature des Somoza, et 50 000 jeunes moururent lors de la révolte. En juillet 1979, le FSLN prit le pouvoir et devint un parti politique; par la suite, le gouvernement révolutionnaire sandiniste dirigea le Nicaragua pour 10 ans.

Le régime sandiniste n'a jamais été communiste puisqu'il n'y a jamais eu d'économie menée par l'État, mais plutôt une « économie mixte » qui était contrôlée à moitié par l'État et à moitié par des entreprises privées. Durant les années 1980, les sandinistes effectuèrent une expérience innovatrice de changements socio-économiques progressistes. Cependant, Ronald Reagan percevait les sandinistes comme des communistes excessivement influencés par Cuba et l'Union soviétique. Pour ébranler les sandinistes, le gouvernement de Reagan imposa un embargo commercial et créa une guérilla anticommuniste, les *Contras*. Le gouvernement sandiniste était en guerre contre les *Contras* au cours des années 1980; par conséquent, 50 000 nicaraguayens de plus moururent.

Pendant ce temps, dans les années 1980, des mouvements similaires, militant pour le changement social, émergèrent au Salvador et au Guatemala. Comme au Nicaragua, le Salvador et le Guatemala produisaient et exportaient du café. Généralement, à l'exception du

CATHERINE LEGRAND est professeure associée en histoire de l'Amérique latine au département d'histoire et d'études classiques de l'Université McGill. Depuis 1982, elle donne le cours intitulé « The Historical Roots of the Crisis of the 1980s in Central America » (Les racines historiques des crises des années 1980 en Amérique centrale). Ses intérêts de recherche sont l'histoire agraire et les relations de l'Amérique latine avec les États-Unis, le Canada et le Québec.

Costa Rica, le café de l'Amérique centrale était cultivé dans de grandes *haciendas* où travaillait une main-d'œuvre pauvre et exploitée. Au Guatemala, beaucoup des paysan-ne-s récoltant le café étaient des autochtones migrants qui vivaient de l'agriculture de subsistance dans les hautes terres, tandis qu'au Salvador, les paysan-ne-s étaient principalement des travailleurs ruraux salariés (prolétaires). Lors des années 1950 et 1960, le Salvador et le Guatemala commencèrent à exporter du coton et du bœuf. Cette nouvelle économie d'exportation se solda par la formation de nouvelles grandes propriétés agricoles et par une augmentation de la concentration des terres; l'écart entre les riches et les pauvres augmenta. Pendant ce temps, dans les villes de San Salvador et de Guatemala, il y avait une augmentation rapide de l'industrialisation due à la création du Marché commun d'Amérique centrale en 1959 qui dura seulement une décennie. L'industrialisation stimula la croissance d'une petite classe moyenne et d'une classe ouvrière urbaine, et augmenta le nombre d'étudiants universitaires. En même temps, l'émergence de la théologie de la libération amena des changements dans les perspectives de l'Église catholique; quelques prêtres et religieuses commencèrent à parler de l'urgence d'un changement structurel afin de vaincre la pauvreté et de prôner la formation de petites communautés chrétiennes locales. Dans ces groupes d'entraide communautaires, dans lesquels les gens lisaient la bible ensemble, beaucoup de leaders locaux émergèrent.

Pendant cette période, le Salvador et le Guatemala étaient sous une dictature militaire. Au Salvador, les militaires avaient le pouvoir depuis 1931 et au Guatemala, depuis 1954. Les nouveaux groupes sociaux commencèrent à demander une ouverture politique et un changement social, pour la démocratie et des politiques de développement économique équitable qui profiteraient à tout le monde. Cependant, ces groupes furent réprimés, et les élections tenues par les gouvernements militaires étaient frauduleuses. Il semblait qu'il n'était pas possible

de changer le système politique de manière pacifique. Les nouvelles organisations sociales, qui incluaient des syndicats de paysan-ne-s, de professeur-e-s et les groupes de voisinage urbains, étaient souvent réprimées par la police et l'armée.

Pendant les années 1970, au Salvador, cinq groupes de guérillas émergèrent et se rassemblèrent pour créer une coalition connue comme le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN). Au Guatemala, des groupes de guérilla apparurent dans la même période grâce à la participation de jeunes hommes et de jeunes femmes. Les gouvernements militaires des deux pays répondirent à cette mobilisation sociale en réprimant la population civile. Au Salvador, où le problème de la concentration des terres était particulièrement grave, la guerre civile entre le gouvernement militaire et les guérillas eut lieu à partir d'environ 1980 et se termina en 1992. La guerre au Salvador fut caractérisée par la formation d'escadrons de la mort d'extrême droite qui attaquaient les chefs de syndicats, les leaders paysans, les journalistes, ainsi que les prêtres et les religieuses progressistes. Au Salvador, les groupes de guérilla étaient plutôt forts et réussirent à établir des « aires libérées » en zone rurale. L'armée salvadorienne était aussi forte, en partie parce qu'elle recevait un important soutien de la part du gouvernement des États-Unis.

À la fin des années 1980, à cause de la guerre, l'économie salvadorienne était en crise, et l'armée et les groupes de guérilla arrivèrent à une impasse : il devint clair qu'aucune des forces ne pouvait défaire l'autre. Des négociations de paix, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, commencèrent et, en 1992, le gouvernement du Salvador, désormais civil, et le FMLN signèrent un accord de paix. Selon cet accord, le FMLN pouvait devenir un parti politique avec le droit de participer aux élections locales et nationales. La guerre des années 1980 au Salvador se solda par 75 000 morts et au moins un demi-million de personnes

Lors des années 1960 et 1970, le Guatemala montrait les mêmes tendances que le Salvador : une concentration croissante de la propriété rurale, un début d'industrialisation, la formation de nouveaux groupes sociaux et le début de mobilisations populaires demandant l'amélioration des conditions de vie des pauvres dans les zones rurales et urbaines.



**Rassemblement lors de la signature
des accords de paix entre le FMLN et le
gouvernement du Salvador, 16 janvier 1992.**

Photographie de Francisco Campos

*Courtoisie de la Communauté ecclésiastique de base
Martyres du Salvador*

déplacées. Beaucoup de Salvadorien-ne-s fuirent le pays et se réfugièrent dans des camps au Honduras, et des milliers d'autres migrèrent aux États-Unis et au Canada en passant par le Mexique.

Quant au Guatemala, ce pays est le plus grand en superficie et le plus peuplé, avec 10 millions d'habitants en 1980, de tous les pays de l'Amérique centrale. Le Guatemala diffère des autres pays de la région à cause de son énorme population autochtone : la moitié des Guatémaltèques sont des Mayas et parlent 23 langues mayas différentes.

Lors des années 1960 et 1970, le Guatemala montrait les mêmes tendances que le Salvador : une concentration croissante de la propriété rurale, un début d'industrialisation, la formation de nouveaux groupes sociaux et le début de mobilisations populaires demandant l'amélioration des conditions de vie des pauvres dans les zones rurales et urbaines. Comme au Salvador, l'armée guatémaltèque intensifia la répression des mouvements sociaux, les étiquetant comme « communistes ». Au cours des années 1970 et 1980, au Guatemala, trois groupes de guérilla émergèrent alors que des étudiant-e-s de gauche essayaient de communiquer avec les autochtones des hautes terres occidentales et de les organiser. Et, comme au Salvador, le gouvernement militaire avait tendance à s'attaquer à la population civile dans cette région parce qu'il la voyait comme abritant les groupes de guérilla. Particulièrement pendant la présidence du général Efraín Ríos Montt, entre 1982 et 1983, l'armée massacra des villages entiers de paysan-ne-s mayas. Le mot « génocide » est parfois appliqué au Guatemala pour la période des années 1980 pour se référer aux effets des politiques répressives des militaires contre la population rurale maya. Le nombre de victimes dans ce pays entre la fin des années 1970 et le début des années

1990 est terriblement élevé : 200 000 Guatémaltèques sont morts, environ un million ont été déplacés de leurs maisons, et beaucoup migrèrent dans des camps de réfugiés dans le sud du Mexique ou aux États-Unis et au Canada. Beaucoup de réfugiés guatémaltèques et salvadoriens sont venus à Montréal pendant les années 1980 et le début des années 1990. La guerre au Guatemala prit fin en 1996 avec la signature d'un accord de paix entre le gouvernement guatémaltèque et les différents groupes de guérilla, qui devinrent un parti politique (bien que ce parti ne soit jamais devenu une force politique importante, contrairement au Salvador où le FMLN est l'un des deux principaux partis aujourd'hui).

Qu'en était-il du Canada et de sa relation avec la crise centraméricaine? Le peuple et le gouvernement canadiens n'étaient pas convaincus par Ronald Reagan que la cause principale de la violence en Amérique centrale était la subversion communiste de Cuba et/ou de l'Union soviétique. Le Canada tentait d'élaborer une politique étrangère différente envers l'Amérique centrale lors de ces années, en dehors de la fixation est-ouest de la Guerre froide, et de porter attention aux causes internes des conflits, qui étaient reliés aux systèmes politiques fermés et aux tensions générées par le développement économique inéquitable. Dans les années 1980, la population du Québec et d'autres régions du Canada était très inquiète des événements ayant lieu en Amérique centrale. En 1987, un sondage d'opinion demandait d'ailleurs « quelle affaire internationale vous préoccupe le plus ? » et la réponse était « l'Amérique centrale ».

Nous avons la chance de pouvoir lire dans les pages qui suivent les expériences personnelles de Québécois-es qui sont allé-e-s en Amérique centrale dans les années 1980 et 1990 et qui ont vécu directement les crises de l'Amérique centrale.

Moi, Mateo Pablo, maya chuj, et l'histoire d'extrêmes violences de mon peuple, à travers celle de ma famille

Par Mateo Pablo

Extraits du livre à paraître de Mateo Pablo, réfugié guatémaltèque vivant à Montréal.

Les passages sélectionnés font état des conditions de vie de la famille de Mateo Pablo et d'événements qui précèdent ceux immensément tragiques de juillet 1982.

L'histoire complète de Mateo Pablo fait l'objet d'un livre entièrement consacré à sa vie et à celle de sa communauté. L'ouvrage est actuellement en processus de fin de rédaction en vue d'une publication ultérieure.

El Tardecer, 2015

Peinture par Mateo Pablo

Mon nom est Mateo Pablo, je suis un Maya du groupe ethnique Chuj. Je suis né en 1958, dans le village de Petanac, dans la municipalité de San Mateo Ixtatan, du département de Huehuetenango, au Guatemala.

En 1982, notre village a été complètement détruit par l'armée du gouvernement de Ríos Montt, et sa population a été massacrée ou dispersée. Mon épouse, mes deux enfants et plusieurs membres de nos familles ont été massacrés.

Cette année-là, l'État guatémaltèque a perpétré un vaste génocide contre des groupes mayas à travers le massacre d'un grand nombre de communautés et la destruction de leurs villages.

Le génocide de 1982 par le gouvernement d'Efraín Ríos Montt est lié, d'une part, à l'arrivée de compagnies forestières et minières dans la région et d'autre part, à la résistance armée des forces de guérilla.

Mon grand-père, la faim et la valeur nutritive de chaque grain de maïs

Un jour, au cours d'une période de grande famine, mon grand-père était allé au Mexique. Après une semaine de recherche, il n'avait pas trouvé de nourriture. Les provisions qu'il avait apportées de chez lui s'étaient vite épuisées. Il avait marché pendant cinq jours, de communauté en communauté, sans en trouver, à part quelques rares grains de maïs qu'il ramassait ici et là et qu'il mangeait immédiatement. Et un jour, il avait remarqué qu'un grain de maïs lui donnait assez de force pour endurer une heure de marche. Depuis ce jour, il avait accordé beaucoup de respect à chaque grain de maïs et à la nature, parce que nous vivons en son sein, parce qu'elle nous donne la vie et la santé [...].

Mon père, Diego Pablo Mateo, était une personne humble qui ne parlait pas l'espagnol. Il n'est pas allé à l'école. À l'âge de 11 ans, mon père avait travaillé comme esclave, conformément à la corvée intitulée *mandamiento*. Chaque fois qu'un groupe de personnes venait de Huehuetenango à Petanac, les enfants de cet âge devaient nourrir les chevaux de toutes les personnes qui arrivaient à la municipalité [...] ramasser du foin et le transporter sur leur dos jusqu'à San Mateo Ixtatan, à trois heures de marche de Petanac.

Comme [ces ordres] émanaient du gouvernement, personne ne pouvait se soustraire à la corvée. Les autorités maintenaient toujours les enfants sous contrôle, mais ironiquement les abandonnaient pour ce qui est de l'éducation durant des centaines d'années et encore aujourd'hui.



06/04/2015

M. Pablo

Je n'ai connu ma mère que très peu de temps, mais je me souviens encore lorsqu'elle demandait du travail à monsieur José Tadeo Gaspar, habitant de notre village de Petanac. Pour sarcler sa plantation de maïs, ce dernier engageait des hommes et les payait 25 centimes par jour. Il payait également 25 centimes par *cuerda* (corde), c'est-à-dire par tâche de sarclage d'une étendue mesurant environ 25 verges carrées. Il acceptait de payer ma mère 20 centimes pour une *cuerda*, mais comme il s'agissait d'un terrain rocailleux et qu'elle s'occupait de mon frère et de moi pendant qu'elle travaillait, elle mettait quatre jours pour terminer sa *cuerda*. Elle gagnait donc 20 centimes pour quatre jours de travail.

J'ai moi-même commencé à travailler à l'âge de six ans, avec toute ma famille, à la plantation de café La Concha dans le département de Suchitepequez. Jusqu'à l'âge de 12 ans, j'ai travaillé à sept récoltes de café.

Ma première saison de récolte a commencé dans la première quinzaine d'août 1964. J'avais 6 ans. Pour signer un contrat avec le *contratista* Pascual José Domingo, mon père avait dû se rendre au village de Chanquejelbe, dans la municipalité de Nenton, Huehuetenango, à cinq ou six heures de marche. Le *contratista* établissait avec le chef de famille un contrat pour chaque membre de la famille pour une saison de 30 jours, mais souvent, si la récolte de café n'était pas finie, la saison durait plus longtemps.

Homme, femmes et enfants, et même les personnes âgées, voulaient avoir un contrat pour avoir droit à la nourriture sinon c'était au chef de famille de payer le maïs et les haricots. Les enfants de 8 à 10 ans recevaient une somme équivalant à quinze journées de travail d'adulte, mais cela dépendait de la taille de l'enfant, car les enfants assez forts étaient considérés comme des adultes. En échange de leur travail, les enfants recevaient une demi-ration de maïs et de haricots.

Notre famille était constituée de nos parents et de deux enfants, mon frère cadet âgé de deux ans, et moi, de six. Notre contrat pour 30 jours était de 60 journées de travail (30 pour chaque parent) et de la nourriture pour deux personnes. Comme nous étions trop jeunes pour travailler, nous ne recevions pas de demi-ration.

Le départ pour la plantation

Les familles mettaient trois jours pour se rendre de chez elles à la plantation. Elles partaient à pied de leurs villages, avec leurs bagages, qui comprenaient des

vêtements, des couvertures pour dormir, des vivres, des ustensiles de cuisine et des outils, tels qu'une hache et une machette pour couper du bois pour cuisiner. Les parents et les enfants marchaient pendant une journée jusqu'à la municipalité de San Mateo. La nuit, ils dormaient chez des amis et des connaissances.

Le lendemain, les camions arrivaient. Je me souviens très bien qu'ils installaient dans chaque camion une dizaine de planches longues et étroites, servant chacune de banc à six adultes. Ils attachaient aussi des cordes pour que les personnes s'y cramponnent le long du chemin. Les planches étaient à un mètre du plancher, et les jambes des travailleurs pendaient. La situation était effarante. Les enfants s'asseyaient sous les bancs, à côté des bagages des familles. Nous étions transportés comme des objets inutiles. Les pauvres femmes arrivaient à la plantation étourdies, secouées et endolories par les secousses du camion dues aux mauvaises conditions de la route. Nous étions transportés dans des conditions pires que des animaux. Nous n'étions que des ordures pour le patron. Lorsqu'on transporte du bétail, on vérifie si tout va bien ou si des mesures sont nécessaires pour assurer leur protection. Quand nous demandions aux chauffeurs d'arrêter en cours de route, ils nous traitaient très mal. Comme les chauffeurs étaient toujours des *ladinos*, nous, autochtones, faisons sans cesse l'objet de discrimination.

Les patrons donnaient aux travailleurs des rations insuffisantes pour les forcer à en acheter et pour les maintenir toujours endettés et les avoir à leur disposition toute leur vie dans la plantation. Les patrons donnaient chaque semaine à chaque adulte entre 2 et 3 kilos de maïs et entre 400 et 500 grammes de haricots, presque pourris, pleins de vers et de *gorgojos*, et se cuisant très mal. Souvent nous jetions les haricots aux ordures et devions manger des herbes de la montagne, qui n'ont aucun goût.

Nous avions envie de manger les fruits délicieux qui poussaient dans la plantation, mais nous n'en avons pas le droit. Les mangues, les goyaves, les mandarines, entre autres fruits, pourrissaient dans la forêt. S'ils nous surprenaient en train de toucher à ces fruits, ils déduisaient un montant de notre salaire à la fin du contrat. Je me souviens quand ma mère mélangeait les bananes avec de la pâte de maïs bouilli pour faire des tortillas. Malgré leur goût désagréable, nous les mangions par nécessité. La majorité des travailleurs essayaient de survivre : ces tortillas leur permettaient de ne pas travailler le ventre vide. Le but était d'éviter de s'endetter en achetant plus de maïs et de haricots.

Il y avait aussi l'absence de latrines. Nous devions faire nos besoins à l'air libre [...]. Et comme nous étions tous sous-alimentés, nous tombions malades. Nous souffrions de fièvre, de diarrhée, de dysenterie et d'autres maladies causées par la mauvaise hygiène.

Les pluies causaient également de nombreuses maladies. De plus, nous ne dormions pas assez pour plusieurs raisons : la faim, l'humidité et la poussière du fait que nous dormions sur le sol, les piqûres des insectes, la fumée de la cuisine tôt le matin dans les logements sans fenêtres et parce que nous devions nous lever très tôt.

Les conditions dans les plantations étaient en général les mêmes. Comme tous ceux qui avaient un compte (un contrat), ils me donnaient ma ration insuffisante de maïs et j'étais obligé d'en demander encore et ils augmentaient ma dette. À la fin du contrat, au moment de faire les comptes, ils ont retiré de mon compte la valeur du maïs et certaines autres choses et ils ne m'ont payé que trois quetzals et cinquante centimes. C'est tout ce qui me restait des dettes de maïs. Un peu de tristesse parce qu'après avoir tant travaillé pendant quarante-cinq jours, ils ne m'ont donné comme salaire que l'équivalent d'un morceau de gomme à mâcher *Chiclets*.

Lors de ma quatrième saison de travail, dans la plantation « Cerro Redondo », nous étions trois : mon père, Isabela, sa seconde épouse et moi. [À la fin du contrat], nous sommes finalement retournés chez nous, sans argent, portant nos vieux vêtements, encore plus raccommodés et en plus mauvais état que lorsque nous étions partis. Nous étions très faibles d'avoir tellement travaillé en ne mangeant que des tortillas avec du sel et, de temps en temps, un peu de fèves. En retournant chez nous, nous avons besoin de nourriture pour récupérer l'énergie perdue, mais nous n'avions pas d'argent pour acheter quoi que ce soit. La seule chose que nous avons gagnée après notre retour au village, ce sont des douleurs, qui ont duré entre 20 et 25 jours. C'est tout ce que nous avons gagné dans la plantation : pauvreté, sous-alimentation, un grand nombre de maladies. Nous sommes déjà pauvres, mais en allant travailler dans les plantations, nous devenons encore plus pauvres parce que nous n'avons pas le temps de travailler sur nos *milpas*¹.

Je me souviens qu'un grand nombre de personnes partageaient travailler à la *costa* (région de plantations) et ne pouvaient semer leur lopin de terre parce que la saison des semailles était déjà terminée. Certaines semaient leur *milpa* malgré tout, mais le maïs ainsi produit était insuffisant. C'est comme cela que nous nous appauvrissons toujours davantage. Car nous n'avions pas d'autres choix que de descendre une ou deux fois par année à la *costa* pour travailler dans les plantations de café, de canne à sucre ou de fruits. Plusieurs ne retournaient plus à leur village pour plusieurs raisons : certains parce qu'ils n'avaient pas terminé leur contrat et restaient jusqu'à la prochaine saison; d'autres parce que l'ensemencement de leur *milpa* était terminé et qu'ils restaient travailler dans la plantation; d'autres encore parce qu'ils n'avaient même pas de terre au village, parce qu'ils vivaient seuls ou étaient allés travailler avec toute leur famille et avaient décidé de vivre dans les plantations toute leur vie pour y survivre avec leur famille.

En 1972, à l'âge de 14 ans, j'ai commencé à travailler en territoire mexicain. J'ai travaillé jusqu'en 1996, à l'âge de 38 ans. J'ai donc vécu la plus grande partie de ma vie dans l'État du Chiapas. Je connais très bien la vie des Chiapanecos. Leur vie est semblable à la nôtre. Ceux qui vivent dans les zones plus montagneuses souffrent autant que nous, Mayas du Guatemala. Il y a des différences entre les plantations de café du Mexique et celles du Guatemala. Dans la zone de Tapachula, par exemple, les patrons engagent des cuisiniers pour les repas des travailleurs. Au Mexique, la nourriture était un peu différente, ni meilleure ni pire, mais, au moins, nous n'avions rien à acheter. Nous avons toujours des tortillas et des fèves, et dans certaines plantations, il y avait même de la viande une fois par semaine. Les dimensions des bacs de mesure du café cueilli étaient les mêmes dans les deux pays, mais les patrons ne nous volaient pas comme le faisaient ceux du Guatemala : s'il y avait une poignée de grains de café de plus, nous pouvions garder celle-ci pour le jour suivant ou la donner à un autre compagnon de travail. Ils mesuraient le café de façon honnête. Dans la zone de Huistla, par exemple, les petits producteurs de café s'occupaient beaucoup mieux de nous que les misérables patrons du Guatemala.

¹ Les *milpas* sont une forme d'agriculture familiale et traditionnelle.

La solidarité internationale et la révolution nicaraguayenne (1979-1990)

Par Pierre Beaucage

Depuis les années 1960, la gauche québécoise a eu un préjugé plus que favorable pour les mouvements révolutionnaires latino-américains. La révolution cubaine qui éclata lorsque les gens de ma génération atteignions la vingtaine, suscita chez nous un enthousiasme un peu brouillon. Nous avons applaudi à la déroute des mercenaires américains à la Baie des Cochons et nous avons retenu notre souffle lors de la crise des missiles. Des voyages, individuels ou par petits groupes, d'étudiant-e-s, de syndicalistes, d'intellectuel-le-s, maintenaient les accointances entre une révolution qu'on trouvait trop tranquille chez nous et le romantisme révolutionnaire des Cubains.

Notre seconde grande expérience de rapprochement fut l'appui donné à la victoire électorale de l'Unité populaire au Chili en 1970. Les trois années qui suivirent virent se mettre en place une solidarité beaucoup plus structurée, dans laquelle des organisations syndicales québécoises extrêmement combattives multipliaient les échanges avec leurs homologues chiliennes. Des prêtres et des religieuses influencé-e-s par la théologie de la libération affirmaient haut et fort que rien, dans ce socialisme ouvert et tolérant, ne contredisait les valeurs chrétiennes. Des protestations massives eurent lieu à Montréal et ailleurs au Québec lors du coup d'État de Pinochet en 1973. Dans les années qui suivirent, l'appui à la résistance chilienne était stimulé par l'arrivée de centaines de réfugié-e-s politiques.

Mais l'expérience chilienne avait échoué et la dictature militaire s'était consolidée dans le pays, comme dans les pays voisins : Brésil, Argentine, Uruguay... C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'enthousiasme qui accueillit, en juillet 1979, enfin, une victoire : celle du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) sur la vieille dictature des Somoza. Cette dernière fut renversée par un véritable soulèvement populaire, dirigé par une large coalition de

marxistes, de chrétien-ne-s de gauche et de bourgeois libéraux. Le nouveau régime acceptait la liberté de presse et d'association. Les partis politiques d'opposition, sauf les tenants du « somozisme », avaient pignon sur rue à Managua tout comme les organisations non-gouvernementales internationales. Les coopérants de retour au Québec témoignaient de l'adhésion spontanée des larges masses de déshérités à la révolution sandiniste qui leur promettait la terre, des logements décents, de l'éducation...

Et pourtant, onze ans plus tard, en février 1990, lors d'élections libres auxquelles j'ai pu assister comme membre d'une délégation d'observateurs des ONG canadiennes, les sandinistes ont été battus et la droite a repris le pouvoir. Comment expliquer cette défaite d'un régime qui avait su gagner et conserver les faveurs de l'opinion internationale progressiste?

Bien sûr, une décennie d'agression des États-Unis contre le Nicaragua sandiniste a eu un gros impact, surtout, le financement et l'entraînement par la CIA de la *Contra*, guérilla antisandiniste qui a mené des attaques incessantes contre les populations frontalières et les infrastructures à partir du Honduras tout au long des années 1980. Cependant, je défends ici que les facteurs externes, même extrêmes, ne peuvent jouer qu'à travers les contradictions internes, en particulier l'erreur initiale majeure dans la gestion du dossier autochtone. À mon avis, cette perspective critique a cruellement fait défaut au sein du mouvement de solidarité avec le Nicaragua, tout comme auparavant dans ceux avec le Chili et Cuba.

La nature de la révolution sandiniste

En premier lieu, le sandinisme était-il un « socialisme » au sens où l'entendaient Marx, Engels et Lénine? Il est certain que, dans ses discours et textes officiels, le

PIERRE BEAUCAGE est professeur émérite au département d'anthropologie de l'Université de Montréal, où il a enseigné de 1970 à 2002 sur les thèmes de l'anthropologie économique, de la problématique du développement, de l'ethnologie de la Mésoamérique et des mouvements paysans et autochtones. Il a obtenu un doctorat en 1970 à la London School of Economics and Political Science. Sa thèse portait sur l'organisation économique des Garifunas du Honduras. Depuis 1970, ses recherches ont porté sur les autochtones du Mexique. En collaboration avec deux organisations nahuas, le Taller de Tradición Oral Totamachilis, et la coopérative régionale Tosepan Totataniske, il a poursuivi ses recherches conjointes sur les connaissances de la nature et le mouvement de résistance face aux entreprises minières et hydroélectriques.

FSLN s'est toujours rapporté premièrement, comme à son inspirateur, non à Marx, Engels ou Lénine, mais à César Augusto Sandino, qui dirigea dans les années 1920 et 1930 une lutte armée contre les forces d'occupation américaines et leurs intérêts. Dans les faits, le « sandinisme » est peu à peu devenu synonyme de « transition au socialisme¹ ».

Une des trois tendances qui se sont unies dans les années 1970 pour former le FSLN appliquait une ligne marxiste « prolétarienne » et cherchait à s'implanter parmi les syndicats industriels. Une autre tendance tentait de développer dans les campagnes – qui regroupaient plus de 50 % de la population – la « guerre populaire prolongée » à la vietnamienne. Les adeptes de la troisième tendance (*terceristas*), proches de la théologie de la libération, travaillaient à développer une conscience révolutionnaire dans les villes², surtout auprès des jeunes et de larges couches paupérisées qui avaient vu leurs conditions se détériorer encore plus suite au tremblement de terre de 1972 qui rasa le centre de Managua. C'est cette approche qui s'avéra finalement la plus fructueuse et déboucha sur l'insurrection générale du printemps 1979. La dictature des Somoza, après un demi-siècle d'exactions et de répression, avait réussi à s'aliéner même de vastes secteurs des classes aisées. La grève générale qui marqua le début de la fin ne fut pas déclenchée par les sandinistes ni par les syndicats, mais par la bourgeoisie de Managua³.

En juillet 1979, ce n'est donc pas une petite armée révolutionnaire qui renversa la dictature (comme pour Batista à Cuba), mais un vaste mouvement social et politique dont les sandinistes devaient conquérir la direction.

L'accession au pouvoir : la « Junte de gouvernement de reconstruction nationale (JGRN) »

Le premier exécutif mis en place, la *Junta de Gobierno de Reconstrucción Nacional*, fit d'abord une place aux divers acteurs qui avaient contribué à la victoire : des membres influents de la bourgeoisie locale siégeaient aux côtés des ex-guerrilleros. On s'entendit pour démanteler la Garde nationale et pour nationaliser les propriétés des « Somoza et de leur clique » mais on garantit la propriété privée des terres et des usines. Le mot d'ordre était : tous unis pour la reconstruction, après deux ans d'une guerre qui avaient fait 50 000 morts, réduit le PNB de 32 % et causé des dégâts pour 480 millions de dollars⁴. Rapidement, grâce à un jeu d'alliances, le FSLN a pu neutraliser les libéraux réformistes au sein de la JGRN, instance où se prenaient toutes les

décisions essentielles. En second lieu, on reconstruisit une armée... sous la direction des sandinistes, les seuls à posséder l'expérience en ce domaine. En outre, ce qui est interprété comme un indice de pluralisme, on ne voyait pas émerger au sein du FSLN, un caudillo concentrant tout le pouvoir dans ses mains, comme en Chine et à Cuba : la direction politique du FSLN était assurée par un conseil de neuf *comandantes*, trois pour chacune des tendances qui ont constitué le Front. À tel point que la Banque interaméricaine de développement (BID) accorda un crédit immédiat de 200 millions de dollars, tandis que l'extrême-gauche, en Amérique latine et ailleurs, était partagée entre l'enthousiasme et la méfiance qu'on veuille « reconstruire une société et un État bourgeois⁵ ».

Un an après la victoire, les sandinistes avaient acquis, sans coup férir, pourrait-on dire, la direction des appareils d'État : armée, police, éducation, et secteurs bancaire et productif public (qui passe de 15 % à 40 % du PIB entre 1978 et 1980), et pouvaient donc mettre en œuvre leur « projet de société ». Ce dernier peut se résumer ainsi : recouvrer l'indépendance nationale, en finir avec la misère du peuple et démocratiser les structures politiques et économiques. À même les terres confisquées à la « clique de Somoza », on lança la réforme agraire et on mobilisa la jeunesse des villes dans une vaste campagne d'alphabétisation. On nationalisa le commerce extérieur, principale source de devises, mais la bourgeoisie conserva toute latitude pour poursuivre ses activités économiques : elle contrôlait 80 % de la production agricole et 75 % de l'industrie⁶. Après son exclusion du pouvoir politique, elle multiplia les réserves, puis les critiques par rapport au gouvernement à partir des médias qu'elle contrôlait (surtout *La Prensa*, le plus influent quotidien du pays) mais accepta, minimalement, de collaborer. Jusqu'en 1981, on pouvait croire que la stratégie adoptée par le FSLN lui permettrait de réussir le fameux *compromiso histórico* (« compromis historique ») pour une transition pacifique au socialisme, qui avait échoué au Chili, six ans auparavant.

Une erreur lourde de conséquences : les sandinistes et la question autochtone

Le pays dont avaient hérité les révolutionnaires n'était pas seulement « inachevé » ou sous-développé, il était également désarticulé. La distance physique, l'appartenance ethnique, la langue et la religion, tout sépare la côte Pacifique et le centre, zones de vallées et de montagnes où vit 90 % de la population, et la côte Atlantique, région de plaines et de lagunes, faiblement

peuplée. Sur la côte Pacifique, le « pays utile », vit une population de métis (*ladinos*) hispanophones. Sur la côte Atlantique (qui ne fut jamais soumise à l'empire espagnol), on retrouve plusieurs groupes autochtones, les Miskitos (la majorité, plus de cinquante mille), et quelques milliers de Sumus, de Ramas et de Garifunas, ainsi qu'une importante minorité noire anglophone, les Créoles, concentrée dans et autour du port méridional de Bluefields. Enfin, les *Ladinos* sont majoritairement catholiques, tandis que les habitants de la côte Atlantique sont pour la plupart protestants de diverses dénominations (morave pour les Miskitos, anglicane et pentecôtistes pour les Noirs). Loin d'être des survivants isolés de cultures précolombiennes, les groupes autochtones de la côte se sont développés dans une interaction constante, souvent belliqueuse, avec les puissances coloniales.

Le FSLN, composé presque exclusivement de *Ladinos* de la côte Pacifique et avant tout préoccupé par l'unité nationale face à une éventuelle agression états-unienne, n'a pas su comprendre la problématique de l'autre moitié du pays où les conditions économiques et sociales étaient fort différentes : au lieu des grands propriétaires terriens, on trouve des villages qui possèdent la terre en commun et pratiquent l'agriculture de subsistance par la pêche ou le salariat migratoire. Dans son premier énoncé de politique, en 1979, le FSLN a caractérisé la région orientale par le « sous-développement économique et le retard culturel » alors que les autochtones, qui n'avaient pas été touchés directement par la guerre révolutionnaire, voulaient continuer leurs activités économiques traditionnelles et préserver leurs langues et leurs cultures.

Une élite de jeunes Miskitos, formée et encadrée par les missionnaires moraves, avait créé une association, la Alianza para el Progreso de miskitos y sumos (Alliance pour le progrès des Miskitos et des Sumos - ALPROMISU) et avait formulé des revendications. Les premiers heurts se sont produits dès 1980, lors de la campagne d'alphabétisation, qui devait se faire en espagnol et qui était centrée sur le personnage de Sandino : « On ne veut pas apprendre en *castilla*, mais dans notre langue, en miskito et aussi en anglais. » Bons princes, les sandinistes acceptèrent que les livres de classe soient rédigés en langue autochtone et reconnurent les titres fonciers traditionnels des communautés. Avec les leaders, on créa l'organisation Miskitu, Sumu, Rama y Sandinistas Unidos (MISURASATA) et on octroya à l'un d'entre eux, Steadman Fagoth, un siège au conseil d'État. À la fin de la campagne d'alphabétisation, en février 1981, les relations devinrent tendues lorsque les sandinistes réalisèrent qu'on y avait évoqué des



La Garde nationale entre à Masaya à la recherche de combattants du FSLN, 1979.

Photographie de Susan Meiselas

thèmes comme l'accord qui garantissait l'autonomie territoriale des Miskitos, accord passé en 1860 entre les Britanniques et le gouvernement nicaraguayen, annulé unilatéralement par ce dernier en 1894. Le FSLN cria au séparatisme et à la trahison, et on emprisonna sur-le-champ trente dirigeants de MISURASATA, dont Steadman Fagoth. Les affrontements firent huit morts. Dans les jours qui suivirent, trois mille jeunes traversèrent le fleuve Wanki (ou Coco), qui marque la frontière avec le Honduras, et annoncèrent aux Miskitos de ce pays que le nouveau gouvernement du Nicaragua avait déclaré la guerre aux autochtones. Libéré, Fagoth, devenu un héros pour les Miskitos, passa à son tour la frontière. Un autre leader, Brooklyn Rivera, qui était demeuré au Nicaragua, présenta au gouvernement un projet d'autonomie pour la côte, qui fut rejeté. Il alla rejoindre Fagoth, ce qui unifia les deux principales factions politiques contre les sandinistes.

En août de la même année, les sandinistes publient une Déclaration de principes sur les peuples autochtones qui réitère : « La nation nicaraguayenne est une (*una sola*), sur le plan territorial et politique, et ne saurait être démembrée, divisée ou lésée [...] Sa langue officielle est l'espagnol⁷ ». Le gouvernement révolutionnaire y réaffirme sa propriété des ressources naturelles et sa responsabilité d'assurer l'amélioration des conditions de vie des communautés de la côte Atlantique par des projets de développement.

Ronald Reagan assumait la présidence des États-Unis en janvier 1981. Dépêchés au Honduras, des agents de la CIA regroupèrent les anciens gardes somozistes et les réfugiés-miskitos dans des camps près de la frontière et les entraînaient : la *Contra* était née⁸. Pendant les trois années qui suivirent, les combattants anti-sandinistes,

qui disposaient de l'appui de la population locale, multiplièrent les raids destructeurs dans une région qu'ils connaissaient beaucoup mieux que les militaires envoyés de Managua. Fin 1981, l'agression armée Navidad Roja, dans la vallée du Wanki, fut interprétée comme le début d'une offensive générale contre le pays. Suivant le principe simpliste qu'« un problème militaire appelle une solution militaire », le *comandante* Tomás Borge, responsable de l'armée, décréta en 1982 qu'étant donné l'appui des riverains à la *Contra*, il fallait évacuer la population des 42 villages autochtones de la vallée du Wanki et les reloger beaucoup plus loin à l'intérieur du Nicaragua.

Les déplacé-e-s refusèrent la politique d'« intégration par le travail » qu'on leur proposait et n'acceptèrent de cultiver la terre que sous la contrainte. Quant à ceux et celles qui étaient demeuré-e-s dans les villages de la côte, ils pratiquèrent pour la plupart la résistance passive face aux sandinistes qui multipliaient les « projets de développement ». En fait, les villageois-es cachaient et approvisionnaient les *alzados* (insurgé-e-s) qui faisaient de nombreuses victimes parmi les jeunes conscrit-e-s, envoyé-e-s au front contre leur gré et entraîné-e-s à la va-vite. Car le FSLN avait dû instaurer le service militaire obligatoire, une de ses dispositions les moins populaires, et consacrer à cette guerre une part croissante de son budget (jusqu'à 50 %, en 1985). Après deux ans de conflit, les Miskitos réalisèrent qu'ils fournissaient la chair à canon dans une guerre qui n'était pas la leur. Beaucoup commencèrent à désertir les camps de la CIA et à se fondre parmi les Miskitos du Honduras. Réalisant son erreur, la direction sandiniste, par la voix de Tomás Borge, offrit aux insurgé-e-s l'armistice et ... l'autonomie régionale⁹! Les reclus de Tasba Pri quittèrent les lieux sur-le-champ pour rejoindre – en camion, cette fois – leurs villages détruits des rives du fleuve Coco. Mais la rupture était consommée entre les Miskitos et le régime¹⁰. Lorsque des dirigeants revenus d'exil formèrent plus tard le parti Yatama, en opposition au FSLN, les bases l'appuyèrent massivement.

Comme on le voit, c'est après l'éclatement de la crise et l'exode de milliers de jeunes au Honduras que la CIA est intervenue. Il est également trop aisé de mettre l'accent sur l'inexpérience de la jeune direction. L'analyse des questions ethniques et nationales a constitué de tout temps un des grands points faibles de l'approche marxiste, qui inspirait manifestement les responsables de l'État nicaraguayen. La lutte des autochtones pour la différence culturelle leur apparut comme un combat réactionnaire dont le seul effet était de diviser les forces face à l'ennemi. On réinterpréta en ce sens les siècles de

résistance miskito. C'est seulement après l'échec flagrant de la « solution militaire » que les sandinistes révisèrent leur politique. Même après cette volte-face, cependant, les sandinistes ne changèrent pas leur analyse politique du mouvement miskito tout au long des années 1980¹¹.

L'élargissement de la guerre : pressions externes et « erreurs économiques »

Après ses succès en pays miskito, la CIA avait ouvert en 1983 un second front de la *Contra* plus au sud, toujours le long de la frontière hondurienne. Les *freedom fighters* provenaient cette fois des agriculteurs et petits éleveurs des montagnes du centre du pays. Propriétaires de fermes moyennes et de ranchs d'élevage, ils étaient sensibles à la propagande de la droite à l'effet que leurs terres seraient expropriées pour être redistribuées (ce qui ne fut jamais dans le programme sandiniste). Encadrés par des vétérans de la garde de Somoza et avec l'appui soutenu de l'armée hondurienne, ils commencèrent à porter des coups de plus en plus durs à l'infrastructure, aux bâtiments publics, aux coopératives dans les régions vitales de la côte Pacifique et prirent la relève des insurgé-e-s autochtones de plus en plus démobilisé-e-s. Les années 1983 et 1984 furent les plus dures pour le Nicaragua en termes de pertes humaines et matérielles. Les sandinistes craignaient une intervention directe des États-Unis, comme à l'île de La Grenade en 1983, et avaient conclu qu'ils ne pourraient compter en ce cas ni sur l'aide soviétique ni sur celle des Cubains. Cependant, l'opinion publique américaine, encore échaudée par l'aventure vietnamienne, n'était pas prête à accepter ce prix et le gouvernement se résigna à poursuivre une guerre d'usure, par *contras* interposés.

Pour le FSLN, il devenait urgent que la population resserre les rangs autour du régime et les sandinistes décidèrent d'organiser en 1984 les élections générales promises après le renversement de Somoza. On incita l'opposition de droite à cesser la lutte armée pour la confrontation politique, mais ses principaux leaders, installés à Miami, soumis à la ligne belliciste des faucons de la Maison-Blanche, refusèrent.

Malgré les conditions matérielles de plus en plus difficiles, les premières élections furent gagnées haut la main par les sandinistes. L'opposition avait perdu une grande part de son prestige en appuyant les agressions de la *Contra*. On lui attribuait la responsabilité principale dans les pénuries qui frappaient le pays, liées, entre autres, au sabotage de l'infrastructure de transport. C'est à l'occasion de cette campagne électorale qu'apparut,

parmi les neuf *comandantes*, un *primus inter pares* qui assumera désormais les fonctions de président : Daniel Ortega. La tendance *tercerista*, à laquelle il appartenait, était la plus populaire en raison de ses affinités historiques avec la théologie de la libération et du style moins militariste de ses leaders.

La *Contra* ne pouvait plus aspirer maintenant à renverser le gouvernement et ce dernier, malgré la poursuite de la guerre à la périphérie, avait les coudées franches pour entreprendre une deuxième reconstruction de l'économie et du pays. C'est alors que les sandinistes commirent un ensemble d'erreurs qui ne firent qu'aggraver la situation au cours de la seconde moitié des années 1980. Sur le plan politique, on assista à une concentration progressive du pouvoir autour du nouveau *presidente*, Daniel Ortega. Il plaça peu à peu ses inconditionnels aux principaux postes de commande, tandis que sa femme, Rosario Murillo, transforma la principale association de femmes en son fanclub. Les défections commencèrent, entre autres, parmi des intellectuels comme Sergio Ramirez et Moisés Hassan, attachés au caractère démocratique de la révolution sandiniste et s'opposant à la militarisation croissante de la société. Face au déclin de la *Contra*, les sandinistes auraient pu supprimer le service militaire obligatoire, la mesure la plus impopulaire, car l'armée professionnelle, plus efficace, pouvait désormais contenir les agressions. Mais pour le groupe dominant (dont Tomás Borge), la conscription constituait une excellente « école pour former la jeunesse ».

En ce sens, la guerre avait servi et servait encore le régime. Or, la jeunesse semblait détester le service militaire, comme me l'apprit une enquête sommaire effectuée lors de mon séjour en 1990. Quant aux Comités de défense sandinistes (CDS) – directement inspirés des Comités de défense révolutionnaires (CDR) cubains – ils se révélaient de plus en plus comme des appareils tatillons de contrôle de la vie quotidienne, après que leur utilité initiale (empêcher les attentats contre-révolutionnaires) apparût révolue à tous. Le contrôle des appareils d'État sur les organismes en principe autonomes comme l'Université, la centrale syndicale unique, les coopératives, loin de se relâcher avec la victoire sur la *Contra*, était maintenu, sinon accru. C'est ce que certains ont appelé la « cubanisation » de la révolution nicaraguayenne.

La réduction des canaux de communication entre la base et la direction sandiniste se traduisit aussi par de coûteuses erreurs économiques. La guerre exacerba les tensions entre les différents volets de la politique économique sandiniste, qui visait un équilibre entre

secteur privé et secteur public, le contrôle de l'inflation, la hausse du niveau de vie des masses, la planification et le libre marché. Les centaines de fermes d'État, constituées sur les grands domaines confisqués à la « clique de Somoza » et regroupées en *Unidades de Producción Estatal* (UPE), présentèrent bientôt les mêmes problèmes de gestion qu'on avait pu observer à Cuba et en Algérie : équipement surabondant et mal utilisé, manque de pièces de rechange, faible productivité du travail, etc. Par ailleurs, des dizaines de milliers de familles paysannes avaient obtenu des terres, certes, à condition de former des Coopératives de crédits et de services (CSS), mais les infrastructures de transport inadéquates et souvent, le manque de bras (20 % de la main-d'œuvre masculine était mobilisée par la guerre) découragea nombre de producteurs et les crédits ne furent remboursés qu'à 50 %¹². Pendant que dans des régions, les récoltes pourrissaient sur pied, l'ENABAS, agence d'État chargée de l'approvisionnement, achetait – à crédit – des vivres à l'étranger. La politique de contrôle des prix déboucha sur le marché noir, celle de contrôle des changes, sur le trafic des devises et l'évasion des capitaux. La conséquence fut une inflation galopante qui vint gruger le pouvoir d'achat des salariés et des masses populaires, atteignant les trois chiffres à la fin des années 1980.

Devant des magasins d'État vides, les pauvres se tournèrent aussi vers le bisné, la débrouille et le marché noir, où ils étaient à la fois consommateurs et fournisseurs¹³. L'exode vers les villes, qu'on avait voulu freiner avec la réforme agraire, s'accéléra. En 1988, le gouvernement adopta des mesures draconiennes pour tenter de contenir l'inflation et de réduire le déficit gouvernemental, par la réduction du personnel de l'État (la *compactación*), et le blocage des salaires bien en dessous du taux d'inflation.

La défaite de 1990

Malgré l'impopularité de ces programmes, à la veille des élections générales de 1990, les sandinistes étaient confiants. Dans la capitale, de grands rassemblements attiraient toujours les foules et les leaders des organisations populaires assuraient la direction de la loyauté des bases. Le premier sondage d'opinion jamais effectué dans le pays (certes limité à la capitale) les donnait gagnants, avec 42 % des intentions de vote, contre seulement 11 % pour l'opposition¹⁴.

Cette opposition, il est vrai, s'était vue contrainte d'abandonner la stratégie armée et de participer au jeu électoral (malgré l'opposition initiale de Bush père), et elle

s'était rassemblée à la hâte dans un parti-parapluie, l'*Unión Nacional Opositora* (UNO). Elle avait choisi comme candidate symbolique Violeta Chamorro, la veuve de Pedro Chamorro, leader libéral éliminé par Somoza en 1978. Même Steadman Fagoth, qui, quelques mois auparavant, organisait des escarmouches à partir de la frontière hondurienne, rentra au pays et demandait à ses guérilleros de s'assurer du bon déroulement du vote en pays miskito.

L'annonce des résultats, le 26 avril, fit l'effet d'une bombe : l'UNO l'emporta avec 54,7 % des suffrages, laissant le FSLN loin derrière avec 40,8 %. Ceux que les sondeurs avaient classés comme « dépolitisés » avaient en fait une opinion bien établie : ils étaient contre ce régime de pénuries et de service militaire obligatoire, mais ils avaient gardé leur opinion pour eux. Les sandinistes reconnurent leur défaite ... après 24 heures de réflexion ! Et commença un laborieux processus de transition politique, au cours duquel la direction sandiniste s'efforça de contrôler ses troupes (plusieurs refusaient d'accepter la défaite) tout en légalisant le transfert de vastes propriétés au profit des coopératives paysannes (et parfois, des dirigeants eux-mêmes¹⁵!).

Le FSLN demeura par la suite dans l'opposition pendant trois mandats, mais ce purgatoire ne lui permit pas de se débarrasser des travers acquis au cours des onze années de pouvoir. Au contraire, il entra dans un long processus de décomposition, marqué par des défections multiples, le contrôle toujours plus grand du couple ex-présidentiel Ortega-Murillo sur l'appareil du parti et les pactes méprisables passés avec le plus corrompu des gouvernements néolibéraux qui lui ont succédé, celui d'Arnoldo Alemán¹⁶. En janvier 2007, le FSLN a repris

le pouvoir avec l'incontournable Ortega, « triomphe » rendu possible grâce à un des pactes passés avec Alemán qui réduisait à 35 % le minimum requis pour passer au premier tour (Ortega a obtenu 38 %), alignant ses pions en vue d'une réélection indéfinie. Sur le plan international, suite à son alliance avec Chávez, qui lui valut durant plusieurs années des crédits pétroliers, il se tourna vers la Chine en lui offrant la mainmise sur un canal interocéanique alternatif.

Une solidarité internationale moins suiviste et plus critique par rapport au régime nicaraguayen n'aurait sans doute pas modifié fondamentalement la trajectoire du régime mis en place après le renversement de Somoza en 1979. Cependant, les organisations non-gouvernementales ont joué un rôle économique de premier plan dans le pays pendant cette période : certains ont évalué leur apport à plus de six milliards de dollars. En utilisant ne serait-ce qu'une partie de cette aide pour développer l'autonomie des organisations paysannes et urbaines, on aurait sans doute pu éviter la débandade générale qu'a connu le mouvement populaire après la défaite électorale de 1990. C'est cet effondrement qui a permis au FSLN d'être vidé de tout contenu social par Daniel Ortega qui poursuit depuis dix ans les politiques néolibérales de ses prédécesseurs.

Triste épilogue : c'est dans l'indifférence générale de la gauche internationale que le FSLN a été reporté au pouvoir lors des élections du 6 novembre dernier. Ce parti, caricature du mouvement qui incarna naguère l'espoir de tout un peuple, a repris à son compte les principales tares du régime qu'il a renversé : népotisme, corruption, marginalisation de toute dissidence. L'« ortégisme » aurait-il remplacé le somozisme ?

RÉFÉRENCES

1 Weber, Henri (1981). *Nicaragua, la révolution sandiniste*. Paris : Maspéro, p. 40-41.

2 Nuñez Soto, Orlando (1981). « The Third Social Force in National Liberation Movements » *Latin American Perspectives*, vol 8, no 2, p. 5-21.

3 Harnecker, Marta (1983). « El gran desafío – Entrevista a Jaime Wheelock » *Punto Final (Suplemento)*, no 207.

4 Ryan, Phil, *op. cit.* p. 41.

5 Petras, James (1979). « Whither the Nicaragua revolution? » *Monthly Review*, vol 31, no 5, octobre.

6 Weber, *op. cit.*, p. 207.

7 Declaración de principios de la revolución sandinista sobre las comunidades indígenas de la Costa Atlántica (12 août 1981), reproduite par Roxanne Dunbar Ortiz dans *La cuestión miskita en*

la revolución nicaragüense. México: Editorial Línea, 1986, p. 133-134.

8 Sur l'idéologie des cadres de la Contra, voir les entrevues dans le livre de Dieter Elch et Carlos Rincón (1984). *The Contras. Interviews with Anti-Sandinistas*. San Francisco : Synthesis Publications.

9 Deux régions autonomes furent formées. Celle du nord, dont la capitale est Puerto Cabezas, correspond à peu près au pays miskito. Celle du sud compte une majorité de Noirs et de Ladinos.

10 Comme j'ai pu le constater en 1990, auprès de survivants de l'aventure, installés à Puerto Cabezas.

11 Comparer Philippe Bourgois, « Class, Ethnicity and the State Among the Miskitu Amerindians of Northeastern Nicaragua » *Latin American Perspectives*, Vol. 8 (No 2), 1981, avec Roxanne Dunbar Ortiz, *op. cit.* p. 124 suiv.

12 Pour un examen de la paysannerie nicaraguayenne à cette époque, voir Pierre

Beaucage (1984). « Prolétaires ou paysans : sandinisme et travailleurs de la campagne », *Travail, capital et société*, vol. 17, no 1, p 2-24.

13 Ryan *op. cit.* 45 et suiv.; Coraggio *op. cit.* 279 et suiv.

14 Marchetti, Peter E. (1989). « Le profil social du sandinisme à Managua. L'État, catalyseur de la polarisation politique. » dans *Nicaragua, An X. Le premier sondage d'opinion des habitants de Managua*. Paris : Éditions du Témoignage Chrétien, p. 82.

15 C'est ce qu'on appela la *piñata*, qu'on pourrait traduire librement par « l'assiette au beurre »!

16 Le mandat d'Alemán (1997-2002) fut marqué par une corruption inouïe. Il évita la prison en proposant à Ortega l'accord suivant : « Si tu abandonnes les poursuites, moi, je ne te poursuivrai pas pour avoir abusé sexuellement de ta belle-fille » (mineure à l'époque).

Participation dans le mouvement syndical et populaire du Salvador

Par *Alejandro Danilo Garcia**

En tant que militant-e-s du Parti communiste salvadorien et du mouvement populaire, nous avons appris à vivre avec la peur, la terreur, les menaces, les exactions, la persécution et les injustices commises par les gouvernements répressifs de l'époque. Les évènements haineux avaient lieu régulièrement, notamment les meurtres de Rafaël Aguiñada Carranza, secrétaire général de la *Federación Unitaria Sindical Salvadoreña* (Fédération unitaire salvadorienne - FUSS), assassiné le 26 septembre 1975, de Víctor Sánchez (« El niño »), de Salvador Sánchez Hidalgo, dirigeant syndical, de Santiago Hernández, secrétaire général de la FUSS, de Feve Elizabeth Velasquez, secrétaire général de *Federación Nacional Sindical de Trabajadores Salvadoreños* (Fédération nationale syndicale des travailleurs salvadoriens - FENASTRAS), de beaucoup de camarades kidnappé-e-s ou disparu-e-s, et de bien d'autres qui ont été assassiné-e-s après avoir été faits prisonnier-ère-s, et dont on ne savait rien pendant une longue période à partir du moment où ils et elles avaient été capturé-e-s. Tout cela a marqué cette période. Des locaux de réunion et des bureaux syndicaux fouillés et détruits de façon violente, en passant par l'installation de charges explosives pour les démolir, même au moment où des travailleurs étaient à leur besogne quotidienne; cela a été la manière brutale dont nous avons appris à vivre et qui a forgé notre conscience pour la défense de notre peuple et pour la construction d'une nouvelle société.

Au milieu de cette conjoncture de répression, de terreur fasciste et en pleine guerre civile, nous travaillions à la consolidation du mouvement social et populaire du Salvador. À ce moment-là, j'étais Secrétaire général de la *Federación de Sindicatos de Trabajadores de la Industria del Alimento, Vestido, Textil, Similares y Conexos de El Salvador* (Fédération des syndicats

des travailleurs de l'industrie de l'alimentation, du vêtement, du textile, similaires et connexes du Salvador – FESTIAVTSCES). Nous avons aussi fait partie, entre autres, de l'organisation et de la direction des organisations que nous construisions au milieu de la terreur fasciste. Je peux nommer, par exemple, le *Movimiento de Unidad Sindical y Gremial de El Salvador* (Comité d'unité syndicale et de rassemblement du Salvador - MUSYGES), fondé dans la clandestinité à l'intérieur des locaux de l'Université nationale (UES), au moment où la répression s'intensifiait. Nous avons fondé aussi le Comité Premier Mai dans le but d'organiser la marche du 1^{er} mai 1983 au cours de laquelle nous avons vaincu la crainte de sortir dans les rues sous les nouvelles mesures d'urgence et les lois contre les protestations imposées par l'État, nommées « nouvelles lois d'exception ».

De même, au milieu de l'année 1985, en étant déjà responsables du fonctionnement de différentes organisations populaires et syndicales, nous avons travaillé dans un effort d'unité avec les différentes centrales syndicales et populaires et les mouvements sociaux déjà fondés à ce moment-là. Tout en œuvrant en lien avec chacun des partis qui composaient le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) historique, nous avons renforcé la lutte sociale et politique de notre pays. C'est de cette façon qu'on a créé, le 6 février 1986, l'*Unión Nacional de Trabajadores Salvadoreños* (Unité nationale des travailleurs salvadoriens - UNTS) dans le centre administratif du gouvernement de la capitale salvadorienne. La *Coordinadora de Solidaridad de los Trabajadores* (Coordination de solidarité des travailleurs - CST) a été une autre des organisations de lutte et de défense des travailleurs et des travailleuses.

* *Nom fictif*

Les lois du travail du Salvador, en particulier le Code du travail, n'ont jamais été favorables aux travailleurs et aux travailleuses. Elles étaient toujours au profit du côté patronal. Beaucoup de syndicats affiliés aux centrales syndicales ont été menacés de voir supprimer leurs statuts légaux ou leur représentation juridique au ministère du Travail. La même décision a été appliquée contre les dirigeants syndicaux.

À ce moment, de nombreux travailleurs et travailleuses faisaient pression sur le gouvernement pour exiger la résolution de conflits de travail. Plusieurs d'entre eux se trouvaient en grève, notamment ceux et celles des usines de Sacs Cuscatlán, la Confiserie Américaine, les Confections Sainte-Mercedes, les Ateliers Sarti, le Cercle Sportif International et plusieurs autres. Après plusieurs semaines de dialogue et de réunions coordonnées par les travailleurs, les travailleuses et leurs dirigeant-e-s syndicaux, ceux et celles travaillant dans des usines et des entreprises ont reçu comme réponse de la partie patronale et du ministère du Travail un refus très clair d'une vraie solution.

Le 10 mars 1988, à la CST, aux côtés de syndicalistes courageux-ses et héroïques, nous avons occupé les installations du ministère du Travail à San Bartolo, Ilopango, qui se trouvaient face à l'entrée principale de la base militaire de la Force aérienne salvadorienne. Nous avons pris en otage le ministre du Travail. Des brigades spéciales de soldats de l'armée de l'air, de la Garde nationale, de la Police nationale et de la Police des finances se sont rassemblées devant le ministère du Travail. Les forces militaires ont lancé des bombes lacrymogènes à l'intérieur du ministère et effectué des tirs dans les airs. Plusieurs camarades se sont évanouis sous l'effet des gaz lacrymogènes. L'objectif des forces armées était de nous faire sortir, de nous capturer et de nous torturer. Grâce à l'intervention de l'évêque Rosa Chávez et de la Croix-Rouge salvadorienne, nous avons été escortés pour pouvoir quitter le bâtiment qui était sous notre contrôle. En quittant l'endroit, nous avons été transférés dans un autre bâtiment où se trouvait le bureau de l'archevêché de San Salvador.

Dans les jours qui ont suivi, le coût à payer pour notre action audacieuse, dans laquelle nous avons mis beaucoup d'efforts, a été lourd de conséquences. Plusieurs de nos compagnons ont été faits prisonniers, ont été portés disparus ou ont été assassinés pendant leur détention dans les différentes prisons du pays. Un grand nombre de ces camarades ont aussi été intégrés dans les rangs des combattants du FMLN historique.

Avec de la chance et grâce à la solidarité, plusieurs d'entre nous avons pu s'exiler dans différents pays à travers le monde. Certains ont été obligés de quitter le Salvador seuls, d'autres ont été accompagnés par les membres de leur famille, eux aussi victimes de la guerre. Nous avons tout abandonné en laissant ce que nous avions. Il ne nous reste que l'histoire de ce moment vécu.

Le travail doit continuer dans la seconde patrie qui nous a accueillis et adoptés. Et nous espérons que les nouvelles générations de dirigeant-e-s syndicaux, sociaux, populaires et politiques honnêtes poursuivent la lutte pour la défense des intérêts sacrés de notre peuple souffrant et pour la construction d'une nouvelle société avec une véritable paix et justice sociale.

J'embrasse tous et toutes mes camarades et je remercie toutes ces personnes qui, à ce moment-là et de façon désintéressée, ont offert leur aide dans ces jours très difficiles, sans aucun intérêt personnel.



**Participation à un congrès
d'ex-combattants du FMLN,
Salvador, avril 2014.**

Photographie de l'auteur

Solidarité avec la guérilla salvadorienne¹

Par Lorraine Guay

Pourquoi appuyer la lutte armée du peuple salvadorien ?

La décision d'appuyer la guérilla salvadorienne s'inscrivait dans un contexte bien précis. On se souviendra que dès l'arrivée des Sandinistes au pouvoir au Nicaragua, le président Reagan leur avait déclaré la guerre. Il avait financé, d'abord en secret puis ouvertement, les *contras* dont le but était d'en finir avec ces « révolutionnaires communistes ». Dans le mouvement de solidarité avec le peuple salvadorien, nous étions très conscient-e-s que le même sort risquait d'affecter les forces révolutionnaires. Nous savions aussi que presque toutes les voies de changement politique pacifique étaient bloquées. Un gouvernement d'extrême droite tenait les rênes du pouvoir appuyé par les terribles « escadrons de la mort ». C'était l'époque de la répression brutale envers le mouvement syndical et les associations de paysans, du règne de la torture et de la terreur, de l'assassinat de M^{gr} Romero, du viol et de l'assassinat de religieuses américaines, etc. Tout cela avec l'appui des États-Unis et la complicité de « notre » gouvernement... Trudeau à l'époque ! Nous avons alors pris la décision d'appuyer ouvertement la guérilla salvadorienne.

Personnellement, habitant un pays occidental « riche et prospère » et qui se targuait d'être le summum de la démocratie, j'avais un sentiment profond qu'on ne pouvait rester ainsi indifférents, assis dans un confort certain, pendant qu'à trois ou quatre heures d'avion, des civils, des militant-e-s mouraient. En toute impunité. J'éprouvais non pas de la culpabilité, mais un vif sentiment de responsabilité et un appel à la solidarité, pas à la pitié ou à la charité. J'ai alors accepté d'aller rejoindre la guérilla en tant que témoin, non pas comme combattante – les Salvadorien-ne-s s'occupaient très bien seul-e-s de leur combat et n'ont d'ailleurs jamais fait appel à des combattants étrangers. Comme j'étais infirmière, je pouvais aussi donner un modeste coup de main, sans plus, leurs « *sanitarios* », pour la plupart de jeunes filles parfois analphabètes formées sur le tas au « *nursing de guerre* », accomplissant un travail extraordinaire.

La clandestinité obligée

D'abord, il a fallu entrer en clandestinité au Salvador, qui était alors presque totalement fermé au tourisme... J'ai obtenu une lettre de l'Église unie, attestant de mon statut de missionnaire religieuse allant rejoindre sa communauté à San Salvador. Tout ce qu'il y avait de plus inoffensif.

Tous les contacts avaient été faits avec la Résistance nationale, une des cinq organisations du Front Farabundo Martí de Libération nationale (FMLN) à partir du Québec et du Mexique avec la Résistance nationale. Chacune de ces organisations contrôlait une partie du territoire. La Résistance nationale était établie dans le Cerro de Guazapa, à une heure environ d'autobus de San Salvador. Alors, vous imaginez, les A-37 de l'aviation salvadorienne, contrôlée par les Américains, étaient à quelques minutes de leur cible !

Je suis donc entrée au pays légalement avec mon passeport canadien. La capitale San Salvador était truffée de policiers et de soldats qui menaient une véritable chasse aux « communistes », c'est-à-dire aux militant-e-s qui luttait pour changer la situation intenable d'inégalités, d'absence de droit et de répression : capturé-e-s, ces militant-e-s étaient torturé-e-s et tué-e-s.

[...] Et la vie en clandestinité a commencé : attente du « contact » plusieurs jours dans une chambre d'hôtel sans pouvoir sortir; transfert dans un appartement de cache, au cœur d'un quartier bourgeois, où je suis restée enfermée environ deux semaines, sans rien d'autre qu'un lit de camp, une radio et ma valise. Quelqu'un que je ne connaissais pas et ne pouvais voir venait me porter de la nourriture de temps en temps.

J'ai réalisé à quel point notre esprit peut basculer quand on est seul – je pensais beaucoup aux prisonniers – quand on est dans un climat de peur, de terreur aussi. Ce n'est pas pour rien que l'isolement est utilisé pour « briser » les personnes. La seule source d'information dont je disposais était la radio... mais contrôlée par le

LORRAINE GUAY, infirmière québécoise et militante du mouvement communautaire, s'est rendue au Salvador de mai à décembre 1983 dans le cadre du mouvement de solidarité québécois avec le peuple salvadorien.

gouvernement salvadorien ou plutôt l'armée elle-même. Et alors, la propagande anticommuniste, antiguérilla, antipaysan pénètre au plus profond de toi, de sorte que tu en viens parfois à douter de tes propres convictions.

Souvent je me demandais : « pourquoi suis-je venue ? » Pourtant je m'étais bien préparée. J'avais appris aussi de la poésie (en français, en espagnol et en anglais) pour être capable de m'en réciter pendant quatre heures. On m'avait avertie : « Il n'y a pas de livres, il n'y a rien là-bas, il faut que tu t'organises avec tes propres ressources ». C'est là que j'ai réalisé l'importance majeure de la pensée libre, de la pensée critique, d'une pensée qui naît de la possibilité de débattre avec d'autres, de te faire une opinion à partir de diverses sources d'information. Sinon, la propagande est très efficace pour tuer toute pensée libre et critique.

[...] Puis au bout de cette attente interminable – qui n'était presque rien comparée à celles et ceux qui passent des dizaines d'années en prison à cause de leurs convictions politiques – les guérilleros sont venus me chercher pour monter dans le Cerro de Guazapa. Parcours en camionnette, la nuit, en zigzag, dans les banlieues populaires de San Salvador, changements multiples de véhicules, fluidité et rapidité des contacts qui sortaient tout à coup de nulle part, transbordement de matériel (mazout pour les générateurs car il n'y avait pas d'électricité dans la montagne, nourriture, médicaments, crayons, piles, etc.). Puis longue marche dans la nuit, à la file indienne, en silence. Ma terreur, n'eut été l'aide constante de plusieurs guérilleros, était de perdre de vue la silhouette devant moi car je n'aurais pas été capable de me retrouver !

Ça donne une idée de l'extraordinaire organisation de cette guérilla dont les membres à San Salvador et dans la montagne communiquaient malgré les pièges des services de communication de l'armée salvadorienne, très bien équipée par les *yankees*. Ceux du Cerro de Guazapa descendaient à pied, ce qui faisait facilement six heures de marche. Ils descendaient nu-pieds dans des sentiers rocaillieux et escarpés durant la nuit, une nuit noire sans lune. Ils passaient ainsi à travers les mailles de l'armée salvadorienne qui savait très bien que les guérilleros venaient jusque dans les faubourgs, jusque dans la banlieue pour chercher leur approvisionnement. Les soldats n'avaient cessé de les rechercher... sans grand succès. La force de la guérilla ne résidait pas dans la quincaillerie militaire, mais dans leur connaissance intime du terrain, dans leurs liens avec la population, dans leur engagement total pour la libération de leur peuple. L'argent américain qui perfusait dans les veines de l'armée salvadorienne n'y pouvait pas grand-chose...

Quelques fragments de vie dans une zone sous contrôle de la guérilla

[...] Mais arrivée en haut, épuisée ou *rendida* comme on dit mieux en espagnol, je ne savais vraiment plus ce que je faisais là ! Parce qu'au petit matin, nous avons été accueillis par l'aviation salvadorienne. Les A-37 quadrillaient la zone et bombardaient systématiquement nos positions. Alors, il a fallu courir se réfugier dans ce qu'ils appelaient des abris souterrains, mais qui n'étaient en réalité que des trous couverts de quelques planches, pleins d'eau, plein de fourmis rouges assez impressionnantes.

Outre les bombardements, il y avait les *guindas*, c'est-à-dire les moments où l'armée salvadorienne pénétrait dans le Cerro de Guazapa de façon massive pour tuer les gens, les traquer, détruire leurs maisons, leurs récoltes, tuer leur bétail, saboter leurs champs. Là aussi, la capacité organisationnelle de la guérilla était impressionnante. Les systèmes de renseignement, les « taupes » au sein de l'armée et de l'administration gouvernementale, fournissaient les informations qui permettaient d'alerter les populations. On savait à quel moment précis l'armée allait entrer de sorte qu'on passait de l'alerte numéro 1, à l'alerte numéro 2, puis à l'alerte numéro 3, chaque alerte correspondant à un type de préparation. Puis de longues files de civils, femmes, enfants, vieillards, prenaient les sentiers de nuit pour aller se réfugier dans des lieux bien identifiés. Ce n'était vraiment pas une partie de plaisir... la peur, la faim, l'épuisement, les pleurs des enfants qu'on tentait d'endormir parfois avec une médication pour éviter de se faire repérer par les soldats. J'en ai vécu deux ou trois de ces *guindas*, littéralement sidérée par le courage tranquille de ces populations.

[...] Un aspect qui m'a particulièrement impressionnée, c'est celui de la construction d'une nouvelle organisation sociale dans les zones sous contrôle de la guérilla. On ne faisait pas que combattre. Par exemple, les paysans avaient commencé à s'entraider à travers des coopératives agricoles, à mettre en place des façons nouvelles de cultiver. Ce n'était pas facile parce que les hélicoptères de l'armée salvadorienne venaient au ras des arbres et tiraient à vue sur les paysans qui osaient continuer à cultiver leurs champs. Des groupes de femmes ont été créés. Des écoles primaires fonctionnaient avec peu de moyens, mais beaucoup d'enthousiasme. Donc, il y avait à la fois la résistance, mais aussi cette volonté, même embryonnaire, de vouloir créer une nouvelle façon de vivre ensemble sans la terreur et la répression.

Huipil in the Sky

Oeuvre de Freda
Guttman



Tout cela a duré sept mois pour moi, mais des années pour la population de ces zones. À travers la vie dure décrite plus haut, il y avait la vie tout court : d'extraordinaires moments de fête à la chandelle, avec danse et victuailles apparues comme par enchantement; d'intenses palabres les soirs de grande chaleur; des cours de formation de toutes sortes; des baignades où j'ai pu donner quelques leçons de natation, la grande majorité des jeunes ne sachant pas nager !; des miracles réalisés par les médecins capables d'opérer de graves blessures de combat, sous un arbre, le soluté accroché à une branche et les points de suture faits avec de la soie dentaire !

La sortie de Guazapa et le retour à Montréal ont été tout aussi « épiques »...mais ce serait trop long à raconter. Ce sera pour une prochaine fois !

Quelques questions en débat

La paix ? Ça discutait fort au sein de la guérilla. D'abord la paix, et ensuite que faire avec la paix ? On était, en 1983, au plus fort des affrontements. Les accords de paix ne

vont venir qu'en 1992. Mais la guérilla était très majoritairement composée de jeunes, beaucoup de jeunes, de paysans, souvent analphabètes. Ils avaient 14 ans, 15 ans quand ils avaient rejoint la guérilla. Donc ils étaient quasiment nés dans la guérilla. Ce qu'ils connaissaient, c'était la culture de la guerre.

Alors, imaginer un processus électoral, imaginer une démocratie qui pouvait naître au Salvador, c'était très difficile. C'était la victoire ou la mort. Tout le monde d'ailleurs était prêt à donner sa vie pour ce but d'autant plus que chacun avait dans sa famille ou son entourage une personne qui avait été brutalisée ou assassinée par l'armée ou les escadrons de la mort. Il n'était pas question de négocier.

Le processus s'est lentement mis en branle devant le fait que les morts s'accumulaient et qu'il n'y aurait pas de solution militaire au conflit, qu'aucun des deux camps armés ne parviendrait à éliminer totalement son adversaire... ce qui était déjà en soi une forme de victoire pour la guérilla et toutes les forces d'opposition au régime en place et à son allié américain. La guérilla a donc décidé de participer aux accords de Chapultepec, signés

le 16 janvier 1992, mettant ainsi fin à une guerre civile qui durait depuis 1979 et avec près de 80 000 morts. Il a donc fallu un changement non seulement d'orientation politique, mais de culture chez les membres de la guérilla... Et c'est toujours ça le plus difficile.

Les violences envers les femmes : Il existait bien sûr cette hiérarchie selon laquelle il faut d'abord gagner la lutte de libération nationale et après s'occuper des problèmes des femmes d'autant plus que c'est cette lutte qui va éliminer les violences envers les femmes... comme par magie ! C'est classique. Ça se discutait aussi dans le cerro, mais avec la différence que la direction de la guérilla avait des règles très sévères sur la question des viols et des violences faites aux femmes. C'était inacceptable, ce n'était pas permis. Il y avait déjà une position politique très solide par rapport à cette situation. Toutefois plusieurs femmes n'osaient pas trop dénoncer, opprimées par une culture de sexisme et de machisme pour la plupart. Pour d'autres, cela relevait de la peur de secondariser la lutte principale. Vieux débat.

Le sectarisme : Une autre réalité qui m'a heurtée douloureusement, c'était le sectarisme entre les organisations salvadoriennes elles-mêmes. Il faut quand même se souvenir que Roque Dalton, un grand poète qui appartenait à une des organisations, a été assassiné par une autre organisation. [...] Ça se discutait aussi beaucoup, parce qu'il y avait plusieurs tenants du « c'est mon organisation qui a la ligne juste ». Avec une telle posture politique, même une coalition devient difficile à maintenir : c'était par les armes qu'on réglait les conflits idéologiques.

Il y a eu beaucoup de rivalités, de difficultés, de tensions qu'on a d'ailleurs vécues ici au Québec, des militant-e-s salvadorien-ne-s reproduisant ici les luttes internes de là-bas. Si le mouvement de solidarité appuyait une organisation et pas l'autre, cela pouvait être considéré comme une trahison par l'autre organisation. Le sectarisme demeure toujours un enjeu majeur dans toutes les luttes et un obstacle important dans les stratégies de concertation. Il nous appartient de travailler autrement, sans renoncer pour autant à nos convictions.

Las orejas (les oreilles) : Une autre situation qui soulevait de la controverse concernait la politique pour neutraliser las orejas, c'est-à-dire les traîtres, les informateurs. [...] Ce sont des réalités tout humaines; souvent des paysans très pauvres se faisaient payer par l'armée salvadorienne pour donner des renseignements. Que faire avec ces gens ? On n'a pas les moyens de les

garder en prison dans la montagne. Alors souvent, ils étaient tués carrément. Cela ne faisait pas l'unanimité. Cela heurtait le sens de la justice chez certains, leurs convictions humanitaires. D'autres pensaient que ce n'était que justice de les tuer, car ils avaient mis la vie de plusieurs personnes en danger ou même contribué à leur mort et que l'état de guerre justifiait de leur appliquer un châtiment approprié. Quand on est contre la peine de mort en toutes circonstances, les nuits de réflexion sont longues...

L'impact du travail de solidarité

L'impact du travail de solidarité avec le peuple salvadorien et plus précisément avec la guérilla armée a été, il me semble, de nous ouvrir à la capacité d'avoir des postures politiques qui tiennent compte de la réalité des personnes concernées, de partir de leurs points de vue, de comprendre leur analyse des situations, et surtout de respecter leurs choix. Quand on parle de répression brutale, d'oppression systématique, de blocage permanent de toute voie politique, l'utilisation des armes comme moyen d'y répondre et de se défendre peut s'avérer être la seule voie possible. Nous n'avons pas à répondre de façon dogmatique que c'est « non » en partant – comme on le fait présentement pour la Palestine. On se fait toujours remettre sous le nez que le Hamas est un groupe terroriste qui utilise les armes pour « attaquer » Israël contraint alors de se défendre avec toute la puissance de sa quinquillerie lourde dans un combat totalement inégal et toujours gagné d'avance par Israël.

Ce travail de solidarité avec la guérilla salvadorienne était certes modeste. Mais il a ouvert de nombreux québécois-es à une réalité qui leur était inconnue ou mal connue, les médias pour la plupart ne rapportant que les aspects négatifs des opposant-e-s au régime d'extrême droite. Nous avons aussi fait beaucoup de travail de lobby auprès des fonctionnaires chargés du « dossier » salvadorien et sans doute contribué à leur soumettre un autre point de vue sur la situation. Mais le travail qui a transformé la situation et mis fin à la guerre civile, ce sont les salvadorien-ne-s qui l'ont fait. La guérilla est devenue une force politique, un acteur incontournable du processus de démocratisation, une tâche au moins aussi ardue que de combattre dans la montagne...

Pour terminer, j'aimerais beaucoup vous transmettre à quel point la guérilla que j'ai connue était composée d'hommes et de femmes d'un courage, d'une générosité, d'une détermination, d'un engagement qui méritent encore aujourd'hui notre admiration et notre appui.

Parcours guatémaltèque

Par Mary Ellen Davis

Du 8 au 20 octobre 1976 eut lieu mon premier séjour au Guatemala, également l'année de la fondation du CDHAL et d'un tremblement de terre causant la mort de 23 000 personnes dans ce pays le 4 février. J'étais à la fois troublée et éblouie. Villages effondrés, Mercedes Benz rutilants neufs en ville, des soldats partout. J'étais consciente du pouvoir policier-militaire et de l'immense fossé entre riches et pauvres (pauvreté chez les Mayas et d'autres groupes).

Me sentant impuissante comme simple touriste, je me disais que j'aimerais y retourner un jour, mais avec un projet, une mission...

Les pires années étaient encore à venir, sous le régime du général Efraín Ríos Montt en particulier : disparitions, massacres, exil forcé de centaines de milliers de personnes – et ce qui s'avérera plus tard un génocide. L'horreur innommable... Et les récits transmis par des professionnels de la santé, des anthropologues, des universitaires et des religieux qui en avaient été témoins, ou qui se consacraient à recueillir les témoignages des survivants.

1986, dix ans après mon premier séjour

Entre-temps, je fais des études de cinéma et je travaille à l'Office national du film (ONF) à forfait. Puis, je reçois une subvention pour aller faire de la recherche au Guatemala. Je fais d'abord une escale dans la ville de Mexico pour rencontrer la diaspora. Plusieurs doutes émergent. Est-ce que dans le cadre d'un soi-disant « retour à la démocratie », des organisations comme le *Comité de Unidad Campesina* (Comité d'unité paysanne - C.U.C.) allaient pouvoir se reconstituer dans le pays? Est-ce que les droits et libertés du peuple guatémaltèque seront garantis? À mon sens, la question de la propriété terrienne demeurait centrale.

J'étais loin de penser que j'allais souvent visiter ce pays terrible et merveilleux lors des 20 années qui allaient suivre, et que j'allais finir par y réaliser trois documentaires : une démarche qui allait me permettre de rencontrer des gens que j'admire et que j'aime profondément.

Le songe du diable (tourné en 1989-90, sorti en 1992)

Rosalina Tuyuc, de CONAVIGUA

El diablo mayor y la muerte, Ciudad Vieja

Guillermo Escalón, caméraman et réalisateur

Octobre 1989. Une caméra Aaton, une enregistreuse Nagra, une centaine de rouleaux de négatif 16 mm Kodak et Fuji, des bobines de ruban magnétique quart de pouce et assez de fonds pour rester un bon bout de temps. Nous sommes prêts à tourner, sans plan précis, sauf attendre qu'il se passe quelque chose d'important. Un ami anthropologue – le regretté Alfonso Porres – nous parle avec enthousiasme de la Danse des 24 diables, à Ciudad Vieja (près d'Antigua). Les répétitions allaient commencer, afin que les protagonistes – des villageois fidèles – soient prêts pour les fêtes de l'Immaculée Conception, en décembre.

Le tournage et le montage du film allaient s'organiser autour de cette danse théâtrale et de ses personnages, qui allaient être nos guides dans la réalité « fin de guerre »



Née à Montréal, MARY ELLEN DAVIS a vécu en France et au Québec. Après des études en cinéma à l'Université Concordia, elle réalise plusieurs documentaires, dont trois tournés au Guatemala, deux au Mexique, et deux en Palestine. Depuis 1997, elle collabore avec le Festival Présence autochtone pour le volet film et vidéo. À partir de 1999, elle enseigne la production cinématographique à l'École de Cinéma Mel Hoppenheim (Beaux-Arts, Univ. Concordia). Elle coorganise Regards palestiniens depuis 2007, et en 2016, La Syrie vous regarde avec le collectif Regards syriens. En 2013, elle a enseigné au Cine-Institute, Jacmel, Haïti. Elle développe maintenant de nouveaux projets documentaires.

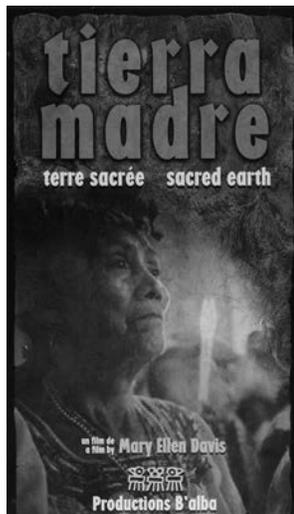
www.maryellendavis.net

guatémaltèque, avec ses horreurs, ses absurdités, ses souffrances, ses moqueries. Les présidents et ex-présidents – Cerezo, Serrano, Ríos Montt – sont autant d’incarnations du diable. Et la danse de la mort, quoi de plus guatémaltèque?

Tierra madre (tourné en 1990 et 1994, sorti en 1996)

Padre Dario Caal, Misioneros de la Preciosa Sangre
Aura Elena Farfán, FAMDEGUA
Ramiro Osorio, de la communauté de Las Dos Erres

De notre tournage précédent, il restait du matériel filmé dans une communauté q’eqchi’, victime de harcèlement de la part d’un propriétaire terrien qui considérait les terres des q’eqchi’ comme les siennes et y cultivait de la cardamome. On avait aussi rencontré Dario Caal, qui venait d’être ordonné prêtre, un brillant jeune homme lié à une Église très avant-gardiste. On allait bientôt signer les accords de paix, sans toutefois promettre la justice. Et il me restait à faire un documentaire sur la question de la terre (les Diablos ayant détourné le premier projet de documentaire).



On tourne avec Padre Dario à La Tinta (Alta Verapaz), où il s’était établi, et dans trois endroits du Petén : le site archéologique El Ceibal, Río de la Pasión; une communauté q’eqchi’ déplacée par la violence (lors de notre rencontre, nous avons failli être touchés par un missile lâché d’un hélicoptère de l’armée guatémaltèque); et les lieux du massacre de Las Dos Erres, en compagnie de survivant-e-s et de témoins, et l’association *Familiares de Detenidos-Desaparecidos de Guatemala* (Familles de détenus et disparus du Guatemala - FAMDEGUA) : dans ce cas et bien d’autres, les exhumations servent de preuve irréfutable aux récits.

Le pays hanté (tourné en 1999-2000, sorti en 2001)

Mateo Pablo, survivant du massacre de Petanac
Daniel Hernández-Salazar, photographe
Gabriela Santos, archéologue qui travaillait pour la ODHA, ensuite pour la FAFG
Ruth Piedrasanta, enseignante et écrivaine
Yolanda Colom, activiste et écrivaine
et bien d’autres...

Dans le cadre des exhumations, je fréquentais l’équipe d’archéologues-juristes de la *Oficina de Derechos Humanos del Arzobispado* (Bureau des droits humains de l’archevêché - ODHA) lorsque cet organisme se consacrait à une enquête en profondeur sur la mémoire historique, publiée en 1996 sous forme d’un rapport historique en quatre volumes, « *Guatemala : Nunca Más* ».



On se souvient de l’assassinat de l’évêque Juan Gerardi qui dirigeait ce projet, deux jours après la publication.

Parallèlement, des amis mexicains me présentaient Mateo Pablo, Maya Chuj, accepté comme réfugié au Canada. Il vit à Montréal et est survivant du massacre de Petanac, hameau situé dans les lointains hauts plateaux de Huehuetenango, près de San Mateo Ixtatán. Après 14 ans d’exil au Chiapas où il avait fondé une deuxième famille, Mateo s’était relocalisé au Canada.

Un troisième projet allait en naître, car l’équipe de la ODHA planifiait justement des fouilles à Petanac. Le financement canadien du documentaire allait se révéler des plus difficiles, malgré un contenu canadien pourtant évident cette fois-ci. Une fois le racisme systémique des politiques de diffusion des chaînes de télévision dénoncé, des fonds allaient se libérer.

Pour le tournage principal, nous avons pu compter sur la participation du photographe guatémaltèque Daniel Hernández-Salazar, auteur des quatre photos emblématiques sur la couverture de chaque volume de « *Nunca Más* ». Sarah Baillargeon se joindra aussi, incarnant le genre de solidarité qu’offre encore à ce jour le Projet Accompagnement Québec-Guatemala. Tous deux accompagnent Mateo vers le site du massacre.

Une histoire de solidarité avec l'Amérique centrale

Par Steven Kaal

Les années 1980 et 1990 étaient une période de grande effervescence autour de l'Amérique centrale, au Québec comme ailleurs dans le monde. La victoire de la révolution sandiniste au Nicaragua en 1979, l'acharnement de l'administration américaine contre les luttes de libération de ces petits pays si près de nous, et la résistance de leurs peuples, avaient allumé l'imaginaire collectif. Nous vivions à la fois ce qu'avaient été pour d'autres générations la guerre civile espagnole et la guerre du Vietnam. Des milliers de personnes partaient pour participer à des brigades de travail au Nicaragua et les pays du Nord pullulaient d'organisations en solidarité avec les peuples de l'Amérique centrale.

En 1978, j'étais parti faire mes études aux États-Unis et j'ai été frappé par la méconnaissance de la population des crimes de guerre perpétrés en leur nom par le gouvernement des États-Unis. Il faut dire que j'ai beaucoup été influencé pendant ma jeunesse par les *peñas* culturelles, les témoignages des années Allende et du désastre qui a suivi, ainsi que la vague de réfugié-e-s chilien-ne-s qui se sont installé-e-s au Québec. Ceci a sans doute motivé mon intégration au *Committee on Central America* (avec son délicieux sigle COCA) qui n'était pas rattaché à l'université mais était plutôt basé dans la communauté de Cambridge, au Massachussets. Notre théâtre de guérilla (nous enfilions des vêtements militaires pour apparaître dans les cafétérias universitaires et séquestrer d'autres membres du groupe dans des simulations de ce qui se passait en Amérique centrale), nos tracts, vigiles, conférences et autres événements nous paraissaient des gouttes dans un océan d'indifférence.

Quelques semaines plus tard, je me faisais arrêter avec le célèbre linguiste et politologue Noam Chomsky. Chomsky, moi et 500 autres personnes avons bloqué l'entrée d'un édifice fédéral à Boston pour protester après

que la CIA ait miné les ports au Nicaragua. Des milliers ont fait de même à travers le pays et des milliers d'autres s'étaient organisés en appui sans toutefois participer eux-mêmes à l'action directe non-violente. La police n'était pas organisée pour emprisonner tant de personnes et a décidé de nous mettre sous écrou dans le sous-sol de l'édifice. Notre consigne était de nous identifier à la police avec notre prénom et avec Sandino comme nom de famille. La police nous a finalement libérés quand nous sommes identifiés avec nos vrais noms.

En 1987, je suis parti au Nicaragua, membre d'une brigade de travail montréalaise. Ma mère s'est intégrée à la même brigade, bien que nous ayons travaillé et vécu à différents endroits une fois rendus sur place. Elle est allée au Nicaragua à plusieurs reprises par la suite comme professeure au Cégep Dawson dans le programme Nord-Sud, amenant des étudiant-e-s chaque année à se conscientiser en vivant une expérience dépaysante et enrichissante. Ce programme existe encore aujourd'hui – mon fils l'a suivi après que ma mère eut pris sa retraite. Des programmes similaires ont déjà existé au Cégep Maisonneuve et ailleurs, mais en bataille constante avec les administrations de leurs collègues, leur survie toujours menacée en ces temps de néolibéralisme et de pensée unique mercantiliste.

Être au Nicaragua à ce moment-là était toute une éducation. C'était inouï de se retrouver dans un pays où le gouvernement était véritablement du côté de son peuple. Et c'était ça le Nicaragua sous les Sandinistes. La fierté et la dignité étaient évidentes. Les jeunes partaient dans tous les coins du pays faire de l'alphabétisation, les livres publiés après la révolution étaient bon marché et disponibles partout, les gens de toutes les strates de la société participaient à des ateliers et écrivaient de la poésie, et les gens s'organisaient dans leurs quartiers. Tout l'avenir était en construction. Pendant

STEVEN KAAL s'est impliqué dans la solidarité avec l'Amérique centrale à travers le Comité d'appui au peuple du Guatemala (CAPG), les Brigades de paix internationales (BPI) et le Projet accompagnement Québec-Guatemala (PAQG). Il a cofondé et dirigé la librairie Abya-Yala de 1994 à 2004. Depuis 2004, Steven travaille comme traducteur et interprète de conférence (en français, anglais et espagnol).

**Arrivage du matériel de coopération au
Nicaragua, été 1987. (haut)**

**Célébration du 8^e anniversaire de la Révolution
sandiniste, juillet 1987. (bas)**

Photographies de l'auteur

qu'ailleurs en Amérique centrale les armées semaient la terreur, séquestraient, torturaient, et assassinaient leurs populations, au Nicaragua les jeunes soldats, hommes et femmes, faisaient de l'autostop pour regagner leurs casernes sur les fronts de bataille et les camions de l'armée laissaient monter les non-combattants pour donner un coup de main et les amener à leur destination. Les commandant-e-s qui formaient le gouvernement étaient omniprésent-e-s et pendant nos quelques mois sur place, je les ai vu-e-s à plusieurs reprises lors d'événements culturels, pour la commémoration de martyrs à l'église et à la grande fête d'anniversaire de la révolution devant une grande foule accompagnée sur scène par l'écrivain Alice Walker et le chanteur et acteur Kris Kristofferson.

Il y avait des projets de toutes sortes et ceux qui n'ont pas été détruits par les *Contras* ont laissé leur marque. Il y avait une énergie, un dynamisme, une volonté d'avancer ensemble, ce qui inspirait les internationaux qui arrivaient et repartaient avec la volonté de répandre le message pour contrecarrer tous les mensonges des grands médias qui diabolisaient les Sandinistes. Au Québec, la solidarité était énorme. À elle seule, l'organisation de base, Outils de paix, envoyait des bateaux remplis de matériel et de centaines de bénévoles. Toutes les grandes organisations, comme Développement et Paix, SUCO, CECI et plusieurs autres faisaient de leur mieux pour fournir une aide dont l'effet pouvait se multiplier par le fait que le gouvernement du pays, pour une fois, était du même bord, aligné sur les besoins de son peuple.

Mais c'était déjà le huitième anniversaire de la Révolution, la fébrilité de la victoire s'estompait et une certaine lassitude s'installait par rapport à la guerre. Les martyrs tués par les *Contras* armés par les États-Unis étaient devenus aussi nombreux que les martyrs de la révolution elle-même. Le pays saignait et les jeunes étaient les plus touchés. Trop de personnes mouraient simplement pour se trouver dans une région où opéraient les *Contras*. Ces derniers faisaient exploser les infrastructures et tous les



nouveaux projets pendant qu'ils assassinaient les civils et les jeunes combattant-e-s inexpérimenté-e-s, surtout les professeur-e-s, les travailleurs et travailleuses de la santé, les étudiant-e-s qui faisaient de l'alphabétisation, et tous ceux et celles qui s'impliquaient pour le bien des autres. Le bilan était terrible et la perte des Sandinistes aux urnes deux ans et demi plus tard, bien que personne n'ait réussi à la prévoir, était une défaite annoncée. Tout subterfuge était bon pour endiguer la révolution selon la vision de la mafia washingtonienne de l'administration Reagan. Les milliards de dollars dédiés à cet effet ont fait scandale (*l'Iragate* ou l'affaire *Iran-Contras*) mais ont aussi semé la mort et la destruction à un tel point que la révolution ne pouvait plus résister.

En 1988, au sommet de la solidarité avec le Nicaragua, et le Salvador où une victoire de l'insurrection semblait imminente, je me suis joint au Comité d'appui au peuple du Guatemala (CAPG), à ce moment-là le parent pauvre de la solidarité avec l'Amérique centrale. Le CAPG avait été formé à Montréal alors que les nouvelles des massacres de 1978-1983 n'étaient que chuchotements et rumeurs. Plus de 200 000 personnes avaient été assassinées, 40 000 portées disparues, 441 villages rayés de la carte sous une politique de terre brûlée. Un septième de la population était devenu des déplacé-e-s internes, un septième était enrôlé de force dans des « Patrouilles d'auto-défense civile » et un septième était en exil à l'extérieur du pays. Personne n'était au courant. C'était aberrant ! À l'université, j'avais travaillé sur l'intervention de la CIA qui voulait renverser le gouvernement populaire et démocratique d'Arbenz au Guatemala en 1954 qui était à la base de ce désastre humain. Cette histoire m'interpellaient.

J'ai été présenté au Comité par une collègue d'Argentine avec qui je lisais des informations en espagnol à Radio Centre-Ville. C'était un petit comité d'une douzaine de personnes qui travaillaient d'arrache-pied dans l'anonymat absolu pour une cause plus qu'incertaine. On avait peur de l'infiltration et il fallait être rencontré et interrogé par deux des membres avant d'être admis. On y retrouvait quelques Guatémaltèques. C'était admirablement dynamique. Jamais depuis ai-je travaillé dans une organisation qui a tant fait avec si peu de moyens. Les réunions mensuelles pouvaient durer des heures. Les absences étaient quasi inexistantes et tout le monde était là pour travailler. La consigne était d'éviter l'institutionnalisation, de rester « maigres », sans bureau, sans employés, sans subventions, juste une boîte postale, un compte de banque et les cotisations des membres. Nos activités étaient souvent des collectes de fonds, ce qui permettait d'avoir une petite caisse de roulement pour d'autres activités et pour envoyer de l'argent à des projets au Guatemala. Souvent, les membres contribuaient eux-mêmes davantage. Les réunions n'étaient pas protocolaires et toutes les tâches étaient rotatives. Un sous-comité préparait l'ordre du jour à l'avance, quelqu'un présidait, un autre prenait des notes qui servaient de procès-verbal et on présentait une analyse de la conjoncture au Guatemala. À la fin de chaque réunion, on décidait qui ferait quoi pour la prochaine. Le calendrier de nos activités de l'année était plein.

Faire connaître la situation au Guatemala pour pouvoir changer les choses était notre champ de bataille. Tous les vendredis, nous faisions des vigiles devant la cathédrale

Christ Church rue Sainte-Catherine : bougies, banderoles, pancartes, dépliants et théâtre guérilla à l'appui. Nous présentions des concerts de Kin Lalat, d'autres groupes guatémaltèques et de Karen Young, entre autres. Nous avons appuyé des expositions d'œuvres comme le travail de Freda Guttman sur le Guatemala et réalisé des encans d'œuvres d'art. Nous avons accompagné des militant-e-s guatémaltèques à travers le Québec : des syndicalistes à la rencontre d'autres syndicalistes, des leaders étudiant-e-s dans les universités, des membres du CUC et du CDA, des groupes de paysan-ne-s qui résistaient à la répression, du Groupe d'appui mutuel (GAM) des membres de familles de personnes portées disparues, de la Confédération des veuves engendrées par le génocide (CONAVIGUA) et de la Représentation unitaire de l'opposition guatémaltèque (RUOG), entre autres. Souvent, nos activités étaient appuyées par ou en collaboration avec certaines ONG comme Développement et Paix et Horizons of Friendship, et avec d'autres groupes solidaires de la base très importants dans le milieu comme le Social Justice Committee, le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine, le Centre de documentation sur l'Amérique latine (CEDAL), le Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM), Carrefour Tiers-Monde à Trois-Rivières, des groupes universitaires, et le Central America Committee de Concordia, le plus actif à cette période. Notre collaboration s'étendait à d'autres groupes de solidarité avec le Guatemala ailleurs au Canada et aux États-Unis.

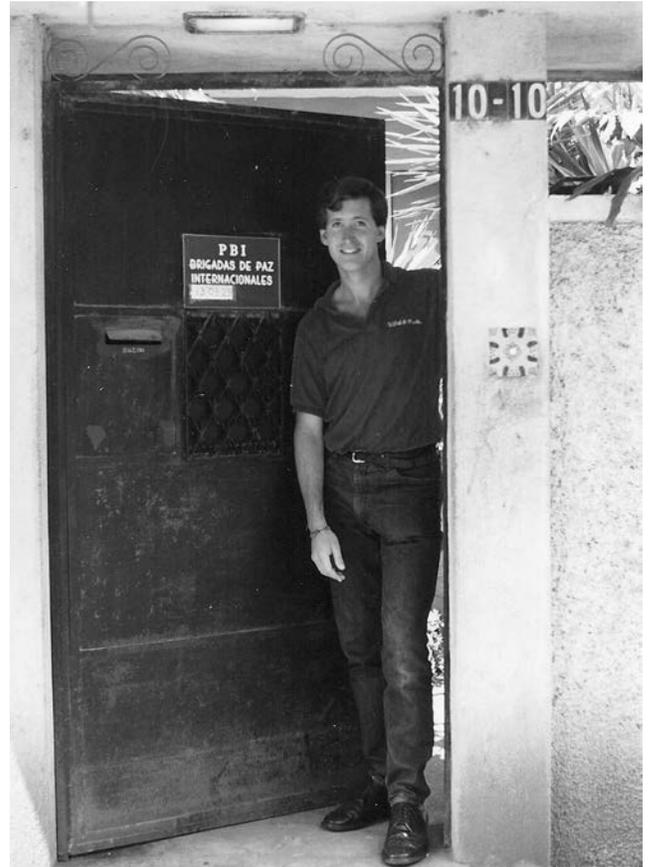
En 1989, nous avons fait venir Rigoberta Menchú Tum. Elle est revenue en 1992 alors qu'elle devenait Prix Nobel de la Paix. C'était, pour moi, un grand bonheur de connaître cette femme. La commémoration de 500 ans de résistance à l'invasion européenne approchait et souvent elle parlait de la rencontre entre cultures qui aurait pu se faire, au lieu de la spoliation, l'évangélisation et la violence qui caractérisaient cette période. Lorsqu'elle parlait de son vécu et de la situation au Guatemala, et les gens l'écoutaient par milliers. Le Comité avait joué son rôle d'entremetteur et Lesvia, ma conjointe de l'époque, faisait partie de la campagne d'appui à la candidature de Rigoberta au Prix Nobel. C'est donc nous qui l'avons accompagnée en 1992 au Québec et Lesvia l'a suivi dans l'Ouest du Canada. Elle nous a invités à la célébration du Prix Nobel au Palais présidentiel du Mexique où elle était en exil et c'est avec joie que nous avons plié bagages pour l'accompagner. Elle avait fait venir tous les leaders du mouvement populaire au Guatemala et c'était la grande fête. Par la suite, nous sommes allés avec elle au Guatemala où elle retournait pour la deuxième fois depuis son exil. Lors de son premier

**Steven Kaal devant la maison des
Brigades de paix internationales
à Guatemala City, été 1989.**

Photographie de l'auteur

retour, son arrestation avait créé un incident international. Il y avait beaucoup de tension, on ne savait pas à quoi s'attendre, mais cette fois-ci, elle a été mieux accueillie et son retour était un grand événement, en direct à la télévision pendant des heures durant tout son séjour au pays, avec des foules qui l'accueillaient partout et des rencontres avec tous les secteurs de la société. Il y avait les visites des sièges sociaux d'organisations comme CONAVIGUA, les rencontres avec des membres de sa famille qu'elle n'avait pas vus pendant des années, des prix à recevoir, un des mains du maire de la capitale, une rencontre plutôt froide (après une longue fouille) avec le président de la république.

J'avais déjà eu l'expérience de l'accompagnement au Guatemala comme membre de l'équipe des Brigades de paix internationales (BPI) en 1989. Ma découverte de ce groupe était fortuite. Le Centre de ressources sur la non-violence, qui aidait à faciliter une formation des BPI dans une communauté de l'Arche à Stanstead, avait invité le CAPG pour intervenir sur l'histoire récente du Guatemala. Sur place, nous avons constaté que ceux qui donnaient la formation avaient passé des mois et des années au Guatemala et étaient donc très au courant de la situation. Ils nous ont quand même cédé une place avec grâce. Notre présentation a été très bien accueillie, et nous avons eu l'occasion de voir le travail des Brigades de paix. J'en étais époustoufflé. J'ai demandé un congé de travail pendant une semaine et je suis resté pour la formation. J'ai été accepté dans l'équipe au Guatemala et quelques semaines plus tard, j'étais à Guatemala City. Les racines des Brigades de paix ne se trouvent pas tant dans le mouvement de solidarité que dans ceux qui militent pour la paix et l'action non-violente. Ce sont des militant-e-s de la paix du monde entier réunis à la collectivité quaker de Grindstone Island en Ontario en 1981 qui les ont fondés. Ce mouvement est basé sur des expériences similaires de Gandhi en Inde et des marches pour la paix entre l'Inde et la Chine et à Chypre dans les années 1960. Les BPI ont déterminé qu'un des endroits les plus violents au monde en 1981 était le Guatemala

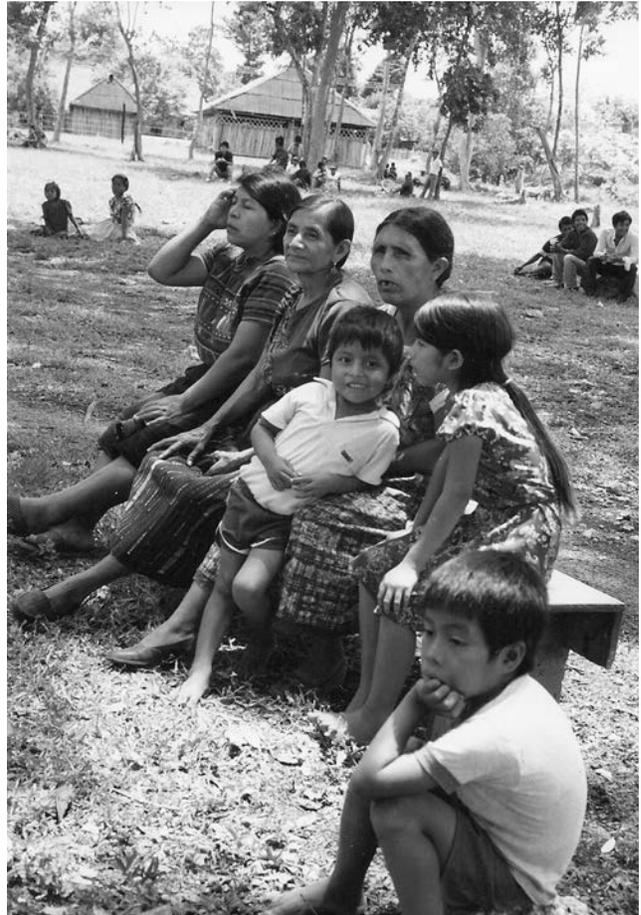


et c'est donc là que leur travail devait commencer. L'accompagnement international s'était révélé comme un moyen de pratiquer la non-violence et la solidarité lors de la mission de la première équipe exploratoire. Le groupe de parents de personnes portées disparues, formé alors que les gens se rencontraient dans les morgues, les postes de police, les casernes à la recherche de leurs êtres chers, avait besoin de se retrouver. Il a eu l'idée de le faire dans la maison qu'occupait l'équipe. Petit à petit, d'autres groupes et individus ont demandé de l'accompagnement. Les BPI ont toujours déclaré leur non-partisannerie, mais il était clair qu'elles étaient partisans de la justice et du respect des droits de la personne. Elles accompagnaient ceux et celles qui étaient menacé-e-s et opprimé-e-s à cause de leur résistance courageuse et non-armée.

Les équipes étaient petites et composées de personnes en provenance d'Espagne, de l'Amérique du Nord, de pays scandinaves et d'ailleurs. La vie était communautaire et tout était décidé par consensus. L'accompagnement était de 24 heures sur 24, comme dans le cas de Nineth Méndez de Montenegro, une des fondatrices du GAM, et de sa fille. Il en était de même pour Amilcar Méndez, fondateur d'une organisation de résistance à l'enrôlement forcé dans les Patrouilles d'autodéfense civile. Les BPI

avaient donc un deuxième bureau dans le département de Quiché où ils vivaient. Parfois, l'accompagnement était plus ponctuel, comme pendant l'occupation d'une *maquiladora* (une usine d'assemblage de vêtements) par les travailleurs et travailleuses. Ils et elles voulaient éviter que le propriétaire, qui avait cadenassé l'usine à l'annonce d'une possible syndicalisation, sorte la machinerie pour abandonner l'endroit. Pendant que certain-e-s étaient à l'intérieur, d'autres s'étaient installés sous des abris de fortune dans la rue à l'extérieur pour la sécurité et pour appuyer ceux et celles qui étaient dedans. Jour et nuit, nous étions avec eux sous la pluie et dans la boue. Un matin alors que j'étais présent, le propriétaire est arrivé dans une décapotable, accompagné de ses hommes de main. Ils sont rentrés sur les lieux de l'usine. Je les ai suivis par une entrée voisine et je les ai vus dégainer leurs révolvers en se précipitant vers l'usine. J'ai crié. En constatant ma présence, appareil photo en main, ils ont abandonné leur plan, rangé les armes et se sont mis à jouer un match de football dans la cour de l'usine. Après le match, ils sont repartis avec leur patron et j'étais convaincu que notre présence comme BPI avait très possiblement évité un bain de sang.

Parfois, l'accompagnement ne suffisait pas. Il fallait aider des personnes à carrément sortir du pays avec l'aide de contacts dans les différentes ambassades, dont l'ambassade du Canada qui jouait à cette époque un rôle très positif, alors que plus récemment les droits de la personne sont oubliés et nos représentant-e-s défendent les intérêts des grandes sociétés minières et leurs pratiques néfastes, au Guatemala comme dans d'autres pays. Peu avant mon départ, alors que l'équipe mangeait, deux grenades ont été lancées en même temps, une dans l'entrée du GAM, où il y avait toujours un membre de l'équipe présent, l'autre par-dessus le mur du jardin de la maison des BPI. Heureusement personne n'a été blessé, mais nous l'avons échappé belle. Toute l'équipe aurait pu périr. Un mois plus tard, deux Canadiens de l'équipe se sont fait poignardés dans un autobus municipal. Il était clair que notre présence dérangeait, mais la réponse des Brigades a été forte. Quelques jours après la première attaque, nous avons convoqué tous les ambassadeurs avec qui nous travaillions pour un 5 à 7 à la maison afin de partager avec eux nos inquiétudes. Tous sont venus. Par la suite, nous avons entamé une campagne de lobbying dans différents pays et j'ai été responsable pour celle d'ici à mon retour. Nous avons réussi à avoir des lettres d'appui d'un bon nombre de députés et de personnalités. Pour pouvoir protéger et agrandir l'espace des personnes et des groupes que nous accompagnions, il fallait



Camp de réfugié-e-s, Campeche, Mexique, autour de 1991.

Photographie de l'auteur

aussi protéger l'espace des accompagnateurs-trices internationaux que nous étions. Une réponse très forte au niveau international a beaucoup aidé.

De retour à Montréal, les activités du CAPG se poursuivaient. Il fallait aussi coordonner les Brigades de paix internationales pour le Québec. Nous essayions de recruter des accompagnateurs-trices non seulement pour l'équipe du Guatemala mais aussi pour les équipes du Salvador, que j'avais visitées, et pour l'équipe du Sri Lanka. Nous organisons des tournées pour les accompagnateurs-trices de retour, des séances d'information pour les intéressé-e-s et des formations pour les personnes qui partaient. Il y avait le travail au niveau international de même qu'un projet dans lequel je me suis impliqué afin d'explorer la possibilité d'accompagner des luttes des Premières Nations au Canada et aux États-Unis. Lorsque des réfugié-e-s guatémaltèques vivant dans les camps au Mexique ont décidé de retourner au

Guatemala, ils et elles ont négocié un accompagnement international. Ce droit a été entériné dans l'accord conclu avec le gouvernement en 1992. Les BPI étaient présentes pour appuyer ce processus. Devant le grand besoin, des organisations se sont créées dans plusieurs pays pour remplir le mandat, dont le plus important était le Projet Accompagnement (PA) au Canada. J'ai participé à une délégation pour visiter les camps avant le Retour. Dès le début, j'ai été impliqué avec la version québécoise du PA, devenu par la suite le PAQG (Projet Accompagnement Québec-Guatemala).

Des Québécois-es ont participé au Retour, un événement spectaculaire avec une caravane composée de centaines d'autobus scolaires remplis de réfugié-e-s. Tout au long de la route, lors d'une marche de plusieurs jours, ils et elles ont été accueillis par des dizaines de milliers de Guatémaltèques avec des fleurs, de l'eau et de la nourriture. Cet amour et cette joie n'étaient pas partagés par tous les Guatémaltèques car les « retournés » étaient signalés par le gouvernement, par l'armée et par la presse jaune guatémaltèque comme des délinquants et des guérillas – on traitait leurs accompagnateurs-trices de drogués et d'agitateurs – et une partie de la population les accueillait d'un œil malveillant. Les militaires faisaient leurs incursions dans les collectivités de « retournés », les opérations militaires se poursuivaient, des hélicoptères les survolaient.

Il est difficile aujourd'hui de comprendre l'incroyable courage des « retournés ». La répression au Guatemala avait été féroce. Ceux et celles qui avaient réussi à s'échapper vers le Mexique, dont 45 000 dans les camps de réfugiés, plus de 100 000 autres sans statut, dispersés dans la population mexicaine et vivant souvent dans la précarité la plus absolue, avaient été témoins des pires massacres, avaient vu leurs proches assassinés, les bébés battus contre les arbres, les femmes violées et torturées, des villages entiers brûlés vivants. Ils avaient passé des jours et des semaines de faim, perdus dans la forêt, accablés par la peur des soldats assassins qui rôdaient autour. Le Retour n'était pas pour tout le monde. Ça prenait un grand amour, le mal du pays, une volonté de rebâtir, un espoir que les choses allaient changer, que le pays pouvait se démilitariser, qu'il y avait un avenir. Surtout il fallait pouvoir faire face aux traumatismes du passé, faire fi des souvenirs d'horreur et agir pour la vie. C'était une décision qui divisait les familles reconstituées dans les camps; ce n'est pas tout le monde qui était prêt. Beaucoup se sont quand-même décidés, et après le premier grand retour en janvier 1993, d'autres retours organisés se sont enchaînés dans les années suivantes.

Au Québec, peu après le Retour, nous avons organisé une nouvelle délégation pour visiter les camps et les communautés de « retournés ». Peu après, la première formation québécoise a eu lieu pour les accompagnateurs-trices qui partaient à plus long terme. Ceux-ci restaient dans les collectivités de retour et accompagnaient les délégations de réfugiés qui préparaient les retours : négociation des terres, rencontres des communautés avoisinantes, règlements de conflits possibles. La solidarité et l'appui continuent d'être essentiels et doivent s'adapter aux réalités. Le travail d'accompagnement du PAQG est en constante évolution, selon les besoins : des victimes qui témoignent contre les militaires auteurs de massacres et des exhumations juridiques des fosses communes créées lors des massacres dans les années 1980. La présence des accompagnateurs-trices augmente l'espace pour une société plus juste et sert de réelle solidarité avec des personnes et des peuples qui luttent avec dignité contre la violence et pour leurs droits les plus fondamentaux.

Les militant-e-s pour les droits humains, sociaux et environnementaux à travers le monde sont une inspiration. Ils et elles sont nos vrai-e-s héros et héroïnes. Leur travail se fait dans l'obscurité, réprimé par le pouvoir, ignoré ou faussé par les médias, méconnu ou méprisé par la population. C'est grâce à leur acharnement cependant que l'humanité tombe parfois sur des pistes de solutions au lieu de sombrer sans cesse dans l'injustice et l'obscurantisme. L'accompagnement, au-delà d'apporter un appui moral, amène une attention internationale à leurs luttes et par ce fait leur donne une certaine protection contre les menaces et la violence auxquelles ils et elles font face. La solidarité entre les peuples est essentielle. La lutte pour la dignité humaine est universelle et il faut se la partager.

L'accompagnement est une forme relativement récente de solidarité. Tout aussi importantes sont les tournées de sensibilisation, tant de militant-e-s des pays du sud qui viennent partager leurs expériences comme de Québécois-es et de Canadien-ne-s qui se sensibilisent directement et sur place avec d'autres réalités. L'appui à des projets est un autre volet important. Les ONG travaillent toujours à sensibiliser et surtout à envoyer des bénévoles du Nord dans les pays du Sud. Mais ce que l'on voit moins c'est toute cette organisation de la société civile qu'on a pu voir en solidarité avec l'Amérique centrale pendant les deux dernières décennies du vingtième siècle. C'est une histoire peu connue mais qui a été centrale dans la vie de dizaines de milliers de personnes.

Le Québec et les Amériques : quatre décennies de solidarité

Par Jean-Pierre Boyer et Jean Desjardins

Mise en page : David Widginton et Audrey Beaulé

À l'invitation du CDHAL, nous avons voulu reconstituer par l'image la trame historique du mouvement de solidarité entre les peuples du Québec et des Amériques.

Depuis l'avènement de l'Unité populaire au Chili en 1969 et son renversement lors du coup d'État militaire de 1973, les mouvements de résistance et les luttes du peuple chilien continuent d'inspirer la solidarité chez plusieurs citoyen-ne-s du Québec.

Au tournant de la décennie 1980, la situation critique et la répression subies par les peuples argentin, bolivien et haïtien ont également suscité un élan de solidarité en faveur de la liberté, de la démocratie et de la paix dans les organisations syndicales, et parmi les groupes populaires et féministes du Québec.

À cette même époque en Amérique centrale, les luttes menées par les forces révolutionnaires au Nicaragua et au Salvador ont trouvé des appuis chez les militant-e-s des droits humains et de l'aide au développement tant au Québec qu'à travers le monde.

Au tournant des années 1990 et au cours des décennies suivantes, la résistance active des populations autochtones du Guatemala, de Colombie, du Pérou et de l'Équateur au néo-colonialisme et à l'extractivisme a marqué durablement le mouvement québécois de solidarité.

Par ailleurs, les situations critiques au Honduras et au Mexique concernant les luttes du mouvement ouvrier et des populations civiles contre la répression et la violence, ainsi que la recherche d'alternatives de développement ont été l'occasion d'actions solidaires au sein de la société civile québécoise.

Enfin, il faut signaler la qualité graphique des affiches réalisées par plusieurs artistes engagés, tout autant solidaires des luttes et des aspirations à la paix, à la justice sociale et au « *buen vivir* » des peuples des Amériques.

1. Présences autochtones, Alternatives, CSN : Conseil Central, ColombieEstrée - impression numérique - 43 x 28 cm - Valencia Hugo - 2014.

Cette mini-expo d'affiches sur le thème de la solidarité entre le Québec et les Amériques a été réalisée par le Centre de recherche en imagerie populaire à l'Université du Québec à Montréal (CRIP-UQÀM).

Actif depuis 1978, le CRIP est un organisme sans but lucratif dont le mandat est de documenter, de mettre en valeur et de diffuser la culture populaire et les pratiques alternatives d'information et de communication. En 1993, le CRIP s'est associé à l'UQÀM et se trouve maintenant rattaché à l'École des médias de la Faculté des communications de l'UQÀM.

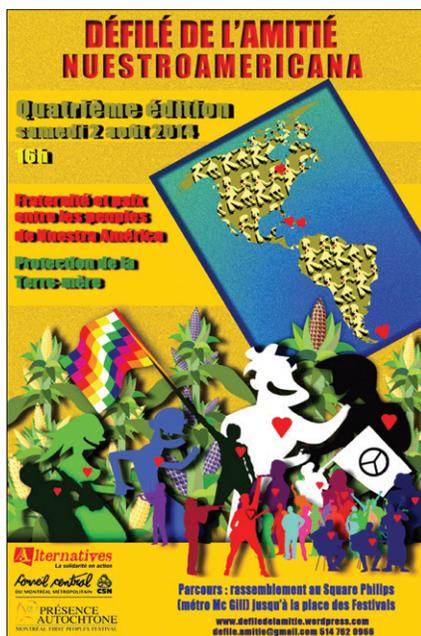
En plus d'avoir réalisé une soixantaine d'expositions d'affiches depuis sa fondation, le CRIP a édité un cédérom intitulé **20 ans d'histoire sociale québécoise et internationale** et mis au point, en 2003, une borne interactive sur les affiches des mouvements sociaux au Québec, pour le compte de l'Écomusée du fier monde.

En février 2008, le CRIP a publié chez Lux éditeur une anthologie intitulée : **Pour changer le monde, Affiches des mouvements sociaux au Québec (1966-2007)**. Cet ouvrage propose un véritable voyage dans l'histoire sociale et l'imaginaire politique du Québec des 40 dernières années. À l'automne 2008, le Centre a réalisé une importante exposition d'affiches militantes intitulée **MANIFESTE !** pour le compte du Théâtre français du Centre national des arts à Ottawa.

À l'automne 2013, le collectif d'édition du CRIP a publié chez Lux éditeur une anthologie iconographique intitulée : **À force d'imaginer, Affiches et artefacts du mouvement étudiant au Québec (1958-2013)**.

Les chercheurs du CRIP travaillent actuellement à l'élaboration d'un nouveau site web qui permettra l'accès public à un répertoire indexé de plusieurs milliers d'affiches des mouvements sociaux québécois et internationaux.

Pour nous rejoindre : crip@uqam.ca

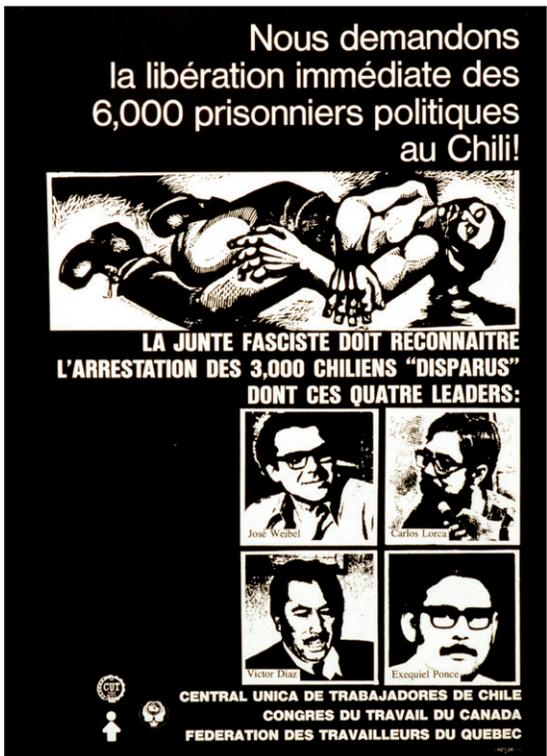




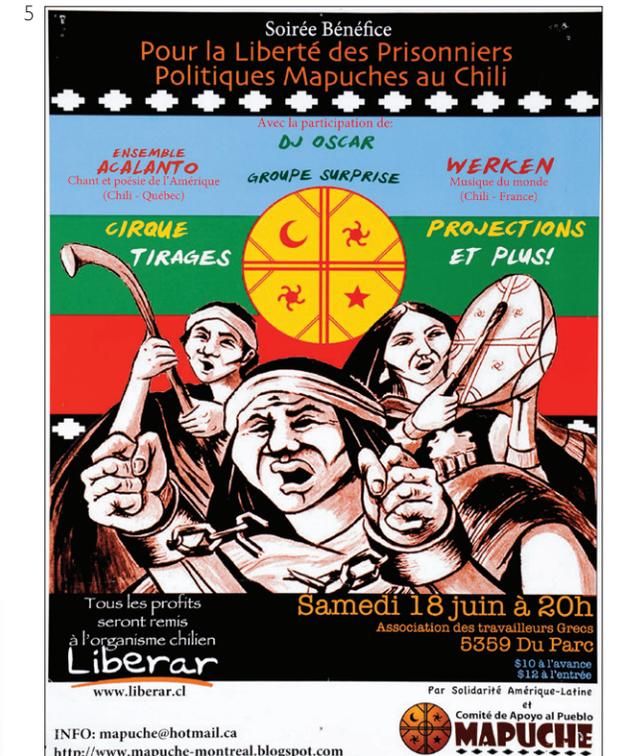
2



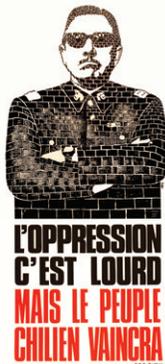
4



3



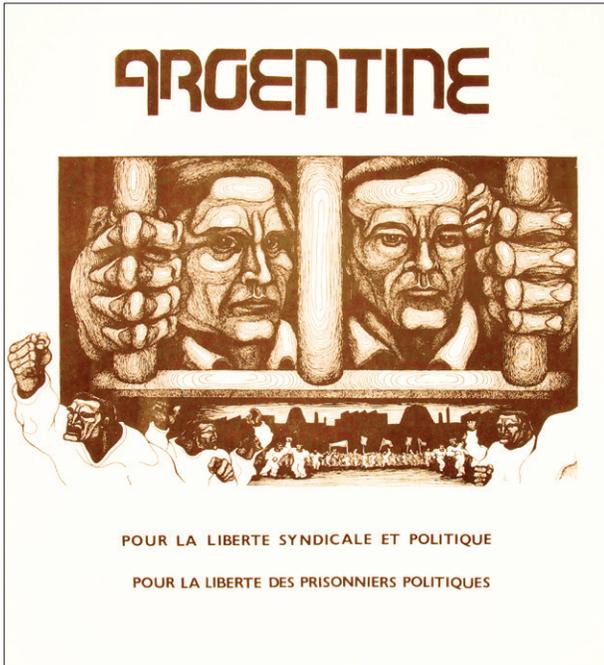
5



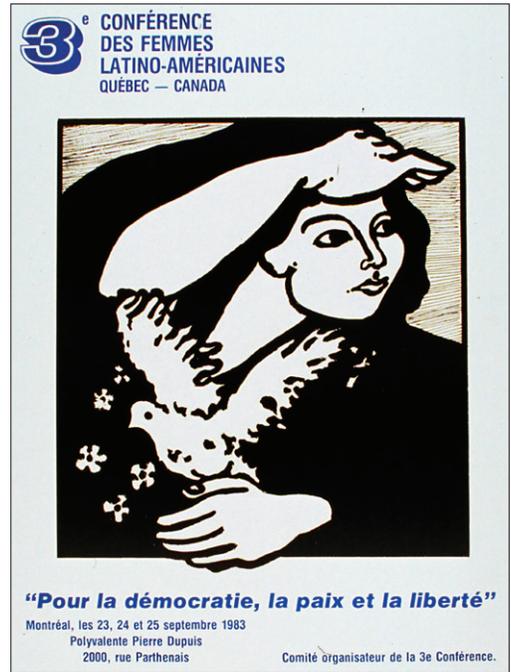
6

2. Association des chiliens de Montréal - sérigraphie - artiste inconnu - circa 1975.
 3. FTQ, CTC, CUTC, Coalition intersyndicale - offset - 30,5 x 22 cm - artiste inconnu - circa 1975.

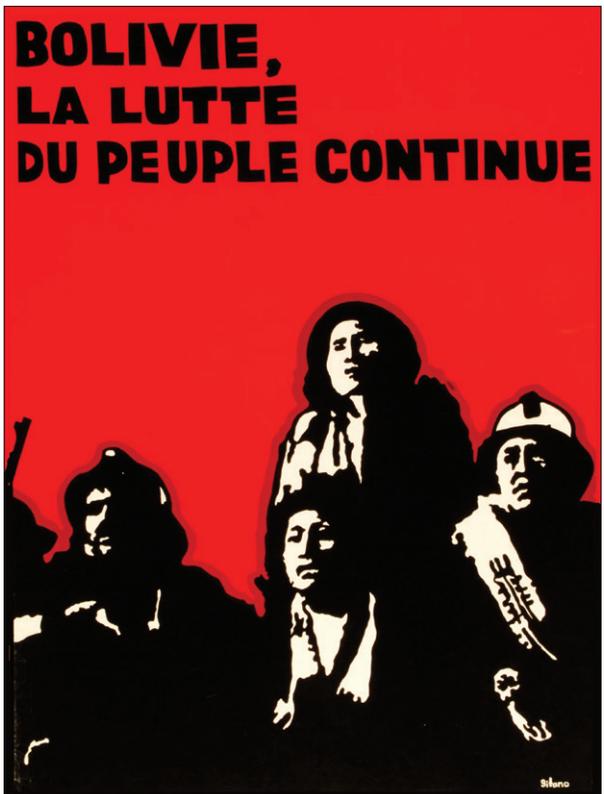
4. Comité Québec-Chili - sérigraphie - 64 x 48 cm - artiste inconnu - circa 1975.
 5. Solidarité Amérique Latine, Comité Apoyo al pueblo Mapuche - photocopie - 40,5 x 31 cm - artiste inconnu - 2011.
 6. CEQ - Centrale de l'enseignement du Québec - offset - 61 x 30,5 cm - artiste inconnu - 1975.



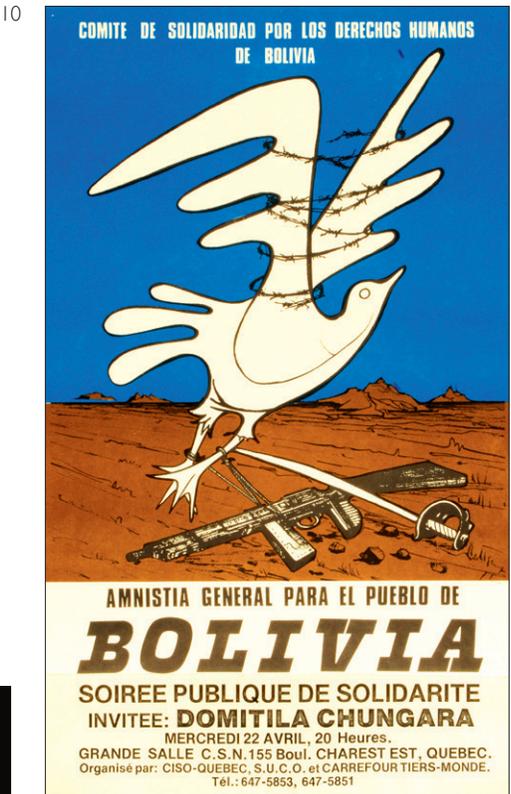
7



9



8



10



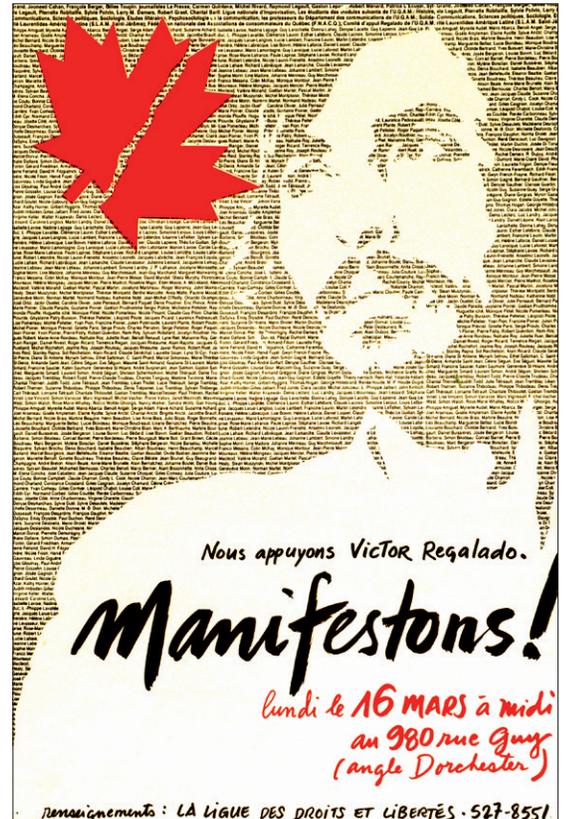
11

7. Emetteur inconnu - offset - 62,5 x 52,5 cm - circa 1975.
 8. Gitano en solidarité avec la COB - sérigraphie 61 x 45,5 cm - circa 1981.

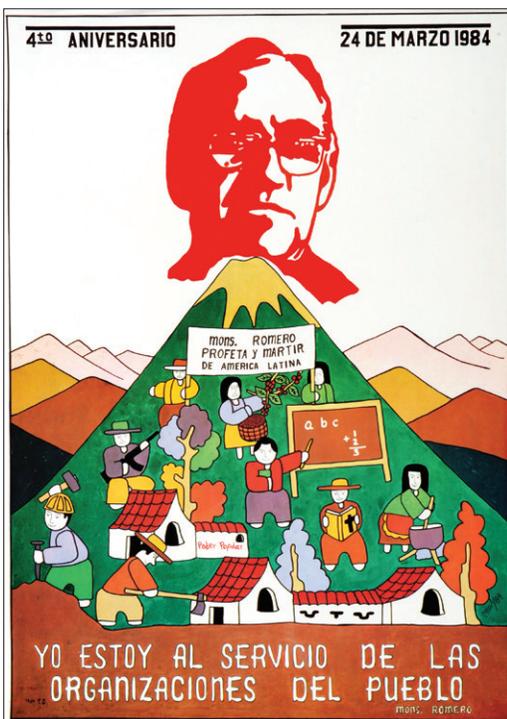
9. Comité organisateur de la 3e Conférence des femmes latino-américaines - offset - 56 x 43 cm - artiste inconnu - 1983.
 10. SUCO - Service universitaire canadien outre-mer, Carrefour Tiers-Monde, CISO-Québec - offset 66 x 38,5 cm - artiste inconnu - 1981.
 11. SUCO - Gitano - sérigraphie - 59 x 44 cm - Gitano circa 1985.



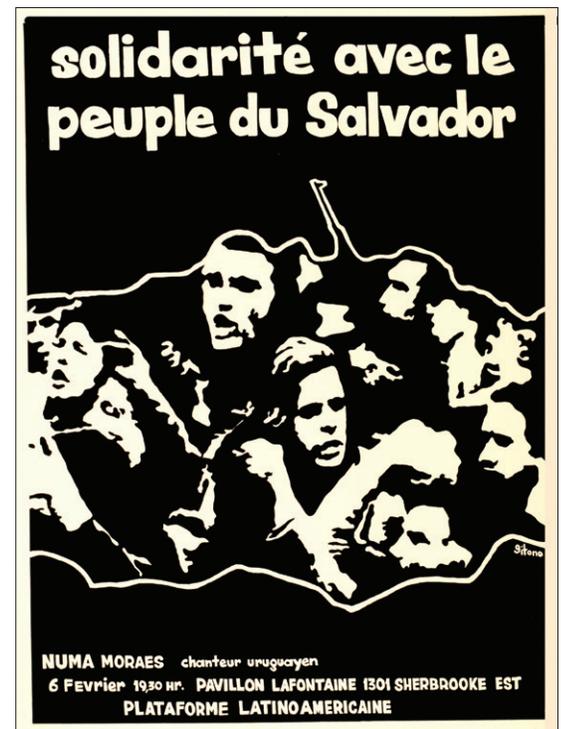
12



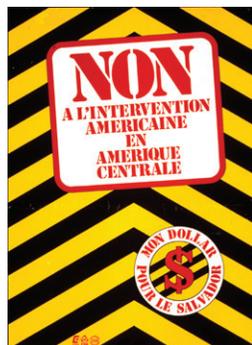
14



13



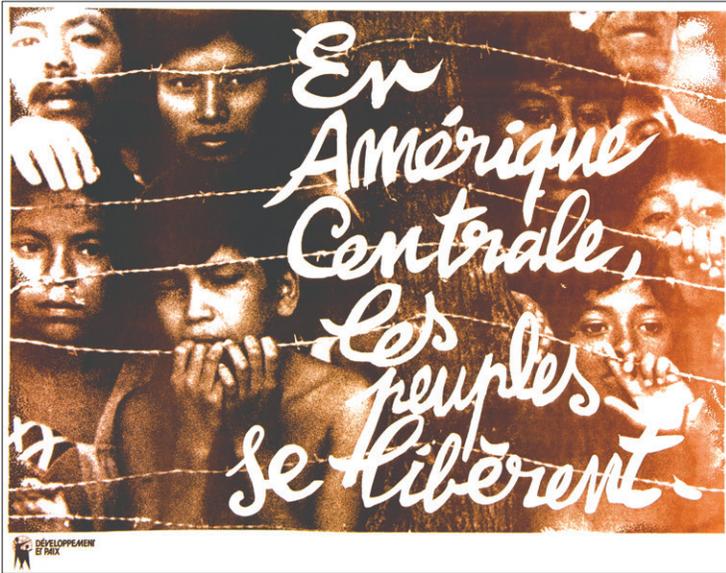
15



16

12. Collectif d'information sur le Nicaragua - sérigraphie - 65 x 38,5 cm - artiste inconnu - circa 1979.
 13. Nicaragua Libre - offset - 57 x 41 cm - artiste inconnu - 1984.

14. Ligue des droits et libertés - offset - 42,5 x 27 cm - artiste inconnu - 1992.
 15. Comité de solidarité avec le Salvador - sérigraphie - Gitano - circa 1978.
 16. CSN, CEQ, CISO - offset - 43 x 26 cm - artiste inconnu - 1982.



17

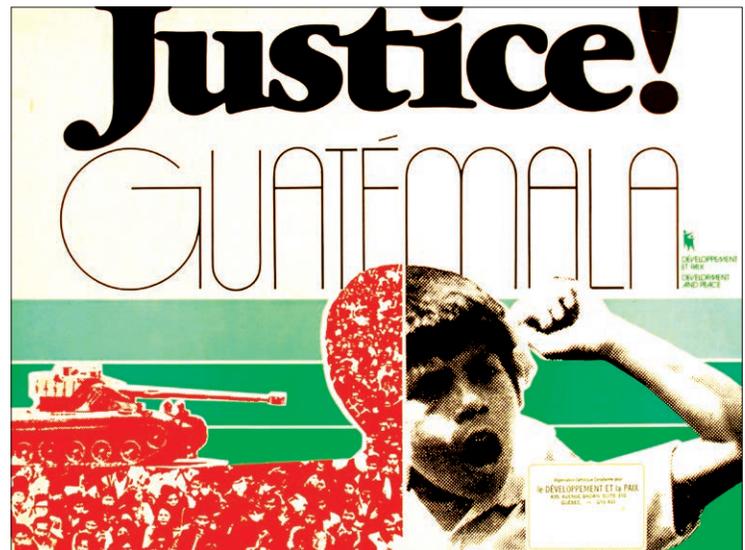


19



18

20



21

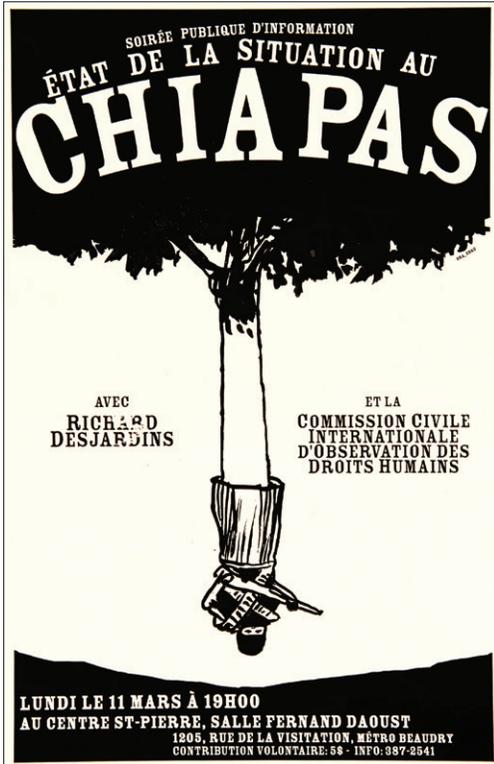
17. Développement et Paix - offset - 44,5 x 57 cm - artiste inconnu - 1979.

18. Comité de Solidarité Québec-Guatemala - offset - 73 x 51,5 cm. - artiste inconnu - circa 1992

19. CCDHAL, SUCO, PASC, Collectif de théâtre Vichama - photocopie - 45,5 30,5 cm - artiste inconnu - 2006.

20. Développement et Paix / Development and Peace - offset - 46 x 61 cm - artiste inconnu - circa 1982.

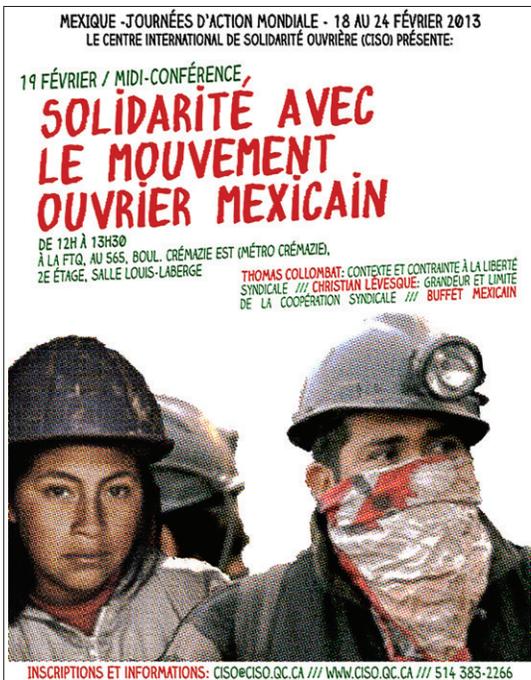
21. Opération SalAMI, Cap-Monde, Équiterre, Alternatives, ASSÉ, SDHP - impression numérique - 28 x 43 cm - artiste inconnu - 2003.



22



24



23

25



- 22. Centre St-Pierre, Commission civile internationale d'observation des droits humains - impression numérique - 28 x 43 cm - Ora Shrü - 2002.
- 23. CISO : Centre international de solidarité ouvrière - impression numérique - 28 x 21,5 cm - artiste inconnu - 2013.



26

- 24. Comité pour les droits humains en Amérique Latine - impression numérique - 28 x 43 cm - artiste inconnu - 2010.
- 25. ViaCampesina - impression numérique - 28 x 43 cm - artiste inconnu - 2016.
- 26. Alfredo López Casanova - numérique - Alfredo López Casanova - 2013.

Expansion néolibérale et accords de libre-échange

1990 à 2005

Durante los últimos años el poder del dinero ha presentado una nueva máscara encima de su rostro criminal. Por encima de fronteras, sin importar razas o colores, el Poder del dinero humilla dignidades, insulta honestidades y asesina esperanzas.

Renombrado como « Neoliberalismo », el crimen histórico de la concentración de privilegios, riquezas e impunidades, democratiza la miseria y la desesperanza.

[...]

Contra la internacional del terror que representa el neoliberalismo, debemos levantar la internacional de la esperanza. La unidad, por encima de fronteras, idiomas, colores, culturas, sexos, estrategias, y pensamientos, de todos aquellos que prefieren a la humanidad viva.

[...]

La internacional de la esperanza. No la burocracia de la esperanza, no la imagen inversa y, por tanto, semejante a lo que nos aniquila. No el poder con nuevo signo o nuevos ropajes. Un aliento así, el aliento de la dignidad. Una flor sí, la flor de la esperanza. Un canto sí, el canto de la vida.

– « Primera Declaración de La Realidad »,
Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), 1996



Solidarité : Amérique latine et libre-échange (1960-2016)

Par Georges leBel

Pour comprendre le mouvement de solidarité des Québécois-es avec l'Amérique latine et leurs réticences au libre-échange, il est nécessaire de remonter aux sources de ce mouvement et aux évènements qui l'ont marqué.

Au Québec, les religieux qui étouffaient sous Duplessis n'allaient pas en Afrique, mais plutôt en Amérique latine. C'est le cas par exemple de Jean Ménard qui, dans les années 1960, est allé vers les communautés de base au Brésil où il rencontre la théologie de la libération. C'est l'époque où le prêtre Camilo Torres dirige une guérilla colombienne et où Paulo Freire fait de l'éducation un instrument révolutionnaire.

Plusieurs de ces prêtres québécois avaient choisi le Chili. Ces « missionnaires » revenaient au Québec pour chercher du financement, et nous informaient de la politisation et des analyses des gens avec lesquels ils travaillaient dans les quartiers populaires.

Le premier choc fut lors du coup d'État des généraux brésiliens, appuyé par la compagnie canadienne BRSCAN (aujourd'hui Brookfield Asset Management Inc. qui a toujours d'importants contrats avec le gouvernement canadien). Dès 1965, on militait d'ailleurs à l'Université de Montréal contre le Centre international de criminologie comparée de Denis Szabo, accusé de participer à la formation de policiers de la dictature militaire avec l'appui financier du Canada.

On suivait alors avec intérêt l'expérience sociale-démocrate au Chili où Allende nationalisait les mines de cuivre. Le sanglant coup d'État de Pinochet en 1973, financé par International Telephone and Telegraph (ITT), une multinationale états-unienne, avec l'appui de Nixon et Kissinger, soulève une immense vague de solidarité. Le Québec accueille soudainement plus de 7 000

réfugié-e-s politiques et plusieurs anciens missionnaires expulsés, grâce à un immense mouvement de solidarité. Le Comité Québec-Chili d'abord, avec Suzanne Chartrand, puis Solidarité Amérique latine avec Jean Ménard, s'activent. Le bulletin Québec-Chili est tiré à 25 000 exemplaires. En 1975, le Québec syndical et populaire réunit 45 invités étrangers et 500 Québécois-e-s pour la Conférence internationale de solidarité ouvrière (CISO). La sauvagerie du coup de 1976 en Argentine, puis la victoire des sandinistes au Nicaragua en 1979, nourrissent la solidarité avec les luttes de l'Amérique latine, très présente pour les militant-e-s québécois-e-s. C'est à ce moment qu'une structure et une tradition de solidarité se sont solidifiées.

Gérald Godin, ministre de l'Immigration en 1980, envoie chercher les membres de l'exécutif du syndicat du secteur public salvadorien emprisonnés par la dictature. Mais ce sera aussi l'époque marxiste-léniniste qui s'attaque aux groupes de solidarité en exigeant leur dissolution et leur ralliement au parti. Au Québec, le référendum de 1980 amène une désillusion. Trudeau en profite pour rapatrier la Constitution sans l'accord du Québec et impose une Charte des droits. Financièrement coincé par les agences de notation, le gouvernement du Parti québécois (PQ) adopte en 1983 la loi 111, qui retire les avantages accordés aux travailleurs avant le référendum, coupe les salaires de 20 % pour trois mois, supprime une année d'ancienneté et marque une rupture brutale avec les syndicats et la position de gauche du PQ. La grande coalition de la solidarité qui se voyait comme une gauche unie éclate.

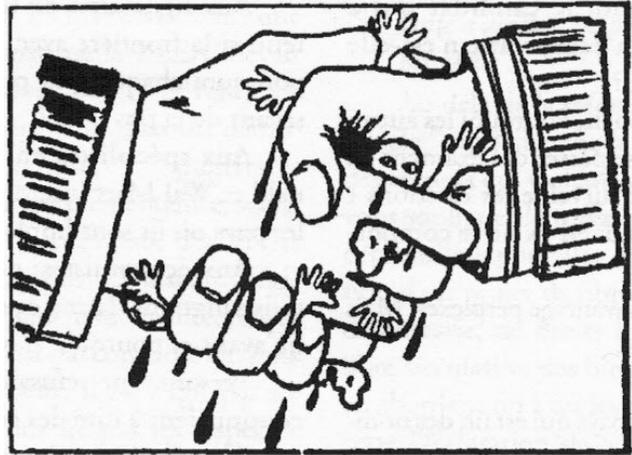
En septembre 1984, lors des élections fédérales, les nationalistes québécois donnent leur appui à Brian Mulroney, président de la compagnie américaine Iron Ore, qui vient de congédier les travailleurs de Fermont et menace ceux de Sept-Îles. En novembre de la même

GEORGES LEBEL fut avocat de droit pénal international impliqué notamment dans la défense de prisonniers politiques en Amérique latine, et professeur de droit, parmi l'équipe de fondateurs du Département des Sciences juridiques de l'UQAM.

année, René Lévesque propose le « beau risque », c'est-à-dire d'appuyer Mulroney et la droite pour défaire les libéraux, responsables du rapatriement. Il avait déjà évoqué cette hypothèse dans une entrevue diffusée en Europe durant la « crise d'octobre » de 1970 : « Nous sommes un peuple autonome et nous n'avons pas besoin de passer par les Canadiens pour négocier et gérer notre économie en accord avec les États-Unis ». Plusieurs têtes d'affiche du gouvernement du PQ démissionnent : Jacques Parizeau, Camille Laurin, Denise Leblanc-Bantey, Gilbert Paquette, Jacques Léonard, Jérôme Proulx, Louise Harel, Denis Lazure et Pierre de Bellefeuille. Un congrès du PQ est alors convoqué. Le 11 janvier 1985, René Lévesque dont le parti va à vau-l'eau est hospitalisé. Il s'échappe et propose au congrès la mise en veilleuse de l'option indépendantiste (le « bon gouvernement »). Il quittera la politique en juin 1985.

Face au libre-échange, on ne peut comprendre le militantisme québécois sans comprendre ces origines de la solidarité. Sous-jacent au « beau risque », il y avait cette hypothèse que l'alliance commerciale avec les États-Unis affaiblirait la domination du Canada accordant ainsi une nouvelle marge de manœuvre aux Québécois-es.

Mulroney, répondant toujours aux desiderata de ses maîtres, les États-Unis, avait proposé de modifier la Charte constitutionnelle canadienne pour y introduire la propriété privée comme droit fondamental, ce qui souleva un tollé citoyen l'obligeant à reculer. C'est alors qu'il revint avec l'idée du libre-échange, qui confère aux transnationales une protection de leurs propriétés contre les politiques sociales des gouvernements. Le projet du libre-échange est tout de suite épousé par la droite nationaliste du PQ (Landry, Johnson et Parizeau), consacrant ainsi la rupture avec les intérêts des travailleurs dont les leaders sont divisés. Dès 1985, au Sommet irlandais de Québec, Mulroney obtient de Reagan l'ouverture de négociations pour un accord de libre-échange. Les négociations traînent, et l'accord de libre-échange sera finalement signé en 1989 et entrera en vigueur en 1990. Pierre-Marc Johnson, après son passage au PQ, fera toute sa carrière sur la promotion



du libre-échange. Robert Bourassa et son Parti libéral étaient également favorables au libre-échange. Les opposants étaient donc bien peu représentés.

Mulroney avait défendu l'accord en affirmant que c'était le seul moyen de se prémunir contre les décisions très défavorables aux industries et entreprises canadiennes rendues par les tribunaux et les instances spécialisées des États-Unis. Dans la foulée, Bill Clinton propose un accord de libre-échange avec le Mexique. Le Canada n'est pas dans le coup, ce qui s'avère être une catastrophe, car l'entente entre le Canada et les États-Unis s'étendra au Mexique sans que nous n'ayons pu en négocier les conditions. Mulroney se traîne à genoux pour prendre part aux négociations. On lui offre finalement un strapontin de négociateur qui est en fait un rôle d'observateur, car les vraies négociations se passent entre avocats du « Business Forum » créé pour l'occasion, qui rédigent et soumettent les propositions aux comités officiels de négociation. Les travailleurs se sont réveillés à partir du moment où les emplois quittèrent le Québec pour le Mexique.

L'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA, TLC en espagnol et NAFTA en anglais) est signé en 1993, une année électorale tant aux États-Unis qu'au Canada. Mulroney, qui mène une campagne pour la ratification de l'ALÉNA, subit une défaite historique; seuls deux de ses députés sont réélus à travers le Canada, dont Jean Charest à Sherbrooke (qui avait quelque temps auparavant dû démissionner de son poste de ministre pour avoir tenté d'influencer un juge). Les deux candidats élus, Bill Clinton et Jean Chrétien, avaient fait campagne contre l'ALÉNA pour obtenir les votes des environnementalistes et des syndicalistes. Élus, ils oublient leur promesse et bricolent deux ententes annexes sur les conditions de travail et l'environnement, tout en annonçant des fonds à ceux qui subiront des pertes suite au libre-échange.

Mais surtout, au lendemain de l'entrée en vigueur de l'ALÉNA, l'économie mexicaine entre en crise et le peso s'effondre. Des dizaines de milliers d'entreprises font faillite. Les États-Unis avec le Fonds monétaire international (FMI) viennent à la rescousse des banques mexicaines (40 milliards de dollars qui en fait iront à rembourser les banques états-uniennes qui avaient prêté de l'argent aux banques mexicaines), mais pas aux centaines de milliers de chômeurs laissés en plan. Le cœur sur la main, Clinton annonce qu'il ouvrira l'Amérique latine au complet au libre-échange : ce sera la ZLÉA (Zone de libre-échange des Amériques, ALCA en espagnol et FTAA en anglais.)

Au moment de l'entrée en vigueur de l'ALÉNA, on assiste à une intense période de négociations commerciales internationales. Les négociations du cycle de l'Uruguay (Uruguay Round) aboutissent et modifient l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (General Agreement on Tariffs and Trade-GATT), créant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dotée d'un organe de règlement des différends qui ressemble à celui de l'ALÉNA. Le reniement des engagements politiques contre l'ALÉNA alimentera la rage des manifestant-e-s contre la conférence ministérielle de l'OMC de Seattle en 1999. C'est dans ce contexte que s'ouvrent à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) des négociations secrètes pour la signature d'un Accord multilatéral sur les investissements (AMI). Au Québec, nous avons vent de ces négociations, et Alternatives lance l'opération SalAMI. Un fonctionnaire divulgue le document qui sera diffusé par le Conseil des Canadiens. La lecture de ce projet provoque un choc, surtout en France où les artistes constatent que l'industrie du cinéma français est directement visée. Le président François Mitterrand demande un rapport qui recommande finalement de ne pas poursuivre les négociations. Il s'agit du premier triomphe du militantisme qui réussit à faire échouer un projet international de traité.

On n'avait pas attendu cette victoire pour lancer l'opération anti-ZLÉA. Dès 1994, Alternatives (sous la direction de Pierre Beaudet) finance une mission avec la Confédération des syndicats nationaux (CSN) pour sensibiliser les mouvements sociaux et syndicaux du Brésil au projet de ZLÉA. Dorval Brunelle qui dirige l'Observatoire des Amériques prend contact avec la *Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio* (Réseau mexicain d'action contre le libre-échange - RMALC), formée initialement d'entrepreneurs poussés à la

faillite par le libre-échange). Les groupes et syndicats québécois créeront le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC). Il en naîtra dans les Amériques l'Alliance sociale continentale qui tiendra des forums parallèles chaque fois que les négociateurs de la ZLÉA se rencontreront et discuteront avec le Business Forum. Après la rencontre de Belo Horizonte au Brésil en 1997, la mobilisation atteindra un point culminant à Québec en 2001 avec le Sommet des peuples pendant le Sommet des 34 chefs d'État des Amériques (à l'exception de Cuba). Cuba convoque contre la ZLÉA une grande conférence latino-américaine annuelle dont Marcela Escribano d'Alternatives sera responsable. Déjà au premier Forum social mondial de Porto Alegre en 2001, on sentait que l'enjeu du libre-échange s'estompait avec le sentiment que la bataille était presque gagnée. Élu à la présidence du Brésil, Lula mettra fin aux négociations et donc au projet de ZLÉA. Il s'agit de la deuxième grande victoire de la mobilisation populaire et de la solidarité contre un projet de traité international économique.

Le sentiment de victoire semble avoir fait baisser la tension lorsque le Canada entreprit de négocier d'autres ententes de libre-échange, toutes avec des gouvernements de droite en Amérique latine, souvent non-démocratiques ou corrompus. Plusieurs accords entrent en vigueur : Chili (1997), Costa-Rica (2002) Pérou (2009), Colombie (2011), Panama (2013) et Honduras (2014).

Ces traités sont devenus avec les années une forme de routine, une espèce de fatalité néolibérale avec laquelle il fallait vivre. En plus, le gouvernement Harper supprimait l'enregistrement fiscal des groupes qui osaient se prononcer sur des enjeux politiques. Et maintenant, c'est dans le quasi-silence que le Canada abandonne sa souveraineté aux investisseurs multinationaux dans un accord avec l'Union européenne (CETA) ou les pays du Pacifique (contre la Chine). Le Brexit empêchera l'Angleterre de donner son approbation, mais l'accord avec le Canada chemine malgré un premier refus par le Parlement européen.

C'est peut-être un constat contemporain que les gouvernements méprisent maintenant la démocratie, limitant ainsi l'impact des groupes de solidarité, alors que les gouvernements du Nord coupent systématiquement leurs ressources financières, et que ceux du Sud interdisent le financement des groupes locaux par des ONG de l'étranger (Inde, Maroc, Russie).

L'urgence est à l'élaboration de nouvelles tactiques!

Participation aux brigades d'observation des droits humains avec les communautés zapatistes

Par Sophie Demers

En juillet 2015, je me suis rendue au Chiapas, dans le sud du Mexique, dans l'intention de prendre part aux Brigades d'observation des droits humains (BriCOs) du *Centro de Derechos humanos Fray Bartolomé de las Casas* (FRAYBA). Les BriCOs sont nées d'une collaboration entre les communautés zapatistes et le FRAYBA et permettent de mettre à profit leurs réseaux de solidarité internationale dans la lutte pour le respect de leurs droits fondamentaux. Ce texte consiste ainsi en un témoignage de mon expérience au sein des BriCOs.

Un mouvement toujours aussi vivant

Le soulèvement zapatiste de 1994 a reçu beaucoup d'attention médiatique et a inspiré plusieurs autres mouvements de lutte pour l'autonomie à travers le monde. Aujourd'hui, le mouvement demeure présent sur la scène politique mexicaine, plus de 20 ans après l'insurrection. À titre d'exemple de la force qui anime encore ce mouvement social, le 21 décembre 2012, près de 40 000 autochtones ont fait irruption dans des lieux importants du pouvoir chiapanèque. Le choix du 21 décembre s'explique par la commémoration du massacre d'Acteal ayant eu lieu le 22 décembre 1997. Dans les mots de Raúl Zibechi, journaliste et écrivain mexicain :

Convaincante, silencieuse, disciplinée, bien plus massive que le soulèvement armé du 1^{er} janvier 1994 qui avait fait connaître au monde l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), cette mobilisation a démontré que le mouvement zapatiste n'est pas à bout de souffle en dépit de sept années sur la défensive¹.

En effet, le mouvement zapatiste est encore en pleine effervescence, comme en témoigne l'expérience de *La Escuelita*, une série de cours offerts dans les cinq

*Caracoles*², ouverts aux allié-e-s solidaires à travers le monde et visant à faire connaître la réalité des communautés zapatistes³. Cela ne signifie toutefois pas que celles-ci ne sont plus victimes d'atteintes à leurs droits fondamentaux. Les déplacements forcés ainsi que l'intimidation du gouvernement, parfois par l'entremise de tiers, sont au nombre des difficultés quotidiennes auxquelles les familles zapatistes doivent faire face. Pour cette raison, les communautés continuent de demander l'appui des BriCOs. Les bénévoles des BriCOs se rendent donc dans les communautés sur la demande de celles-ci et ce sont les familles zapatistes elles-mêmes qui sont derrière cette prise de décision.

La rencontre avec les familles zapatistes

Après avoir suivi une formation dispensée par d'anciennes participantes des BriCOs, je me suis rendue aux locaux du FRAYBA à San Cristobal de Las Casas afin de rencontrer les autres observateurs bénévoles avec qui j'allais passer plusieurs semaines. Deux jours plus tard, je me retrouvais propulsée dans la réalité que j'avais tant étudiée à distance. Les communautés zapatistes sont autonomes, ce qui signifie qu'elles refusent toute aide financière de la part du gouvernement et disposent de leurs propres écoles. Le tout est administré par des *Caracoles*. Notre première destination comportait ainsi un arrêt dans un *Caracol*, afin de s'identifier et d'exprimer nos motivations. À notre arrivée au *Caracol*, j'ai pu constater la vitalité de la lutte zapatiste. Il faut mentionner que tout ce que j'avais appris sur le mouvement zapatiste par le passé m'apparaissait très loin de ma propre réalité. Ayant grandi dans une société où le capitalisme est bien peu souvent mis en doute, je me retrouvais dans une toute nouvelle conception du monde. Ce sentiment de surprise et d'admiration m'a accompagné au cours de mes deux séjours dans les communautés. Au contact

SOPHIE DEMERS a complété un baccalauréat en Relations internationales et droit international de l'UQÀM ainsi qu'un certificat en Études autochtones de l'Université Laval. Elle poursuit des études en droit à l'Université Laval et s'intéresse aux luttes autochtones au Canada et en Amérique latine. Elle a suivi une formation avec le CDHAL avant d'effectuer un séjour d'observation des droits humains avec le FRAYBA en juillet 2015.

Lors de *La Escuelita* en 2013

Photographie
d'Annie Lapalme

des familles zapatistes, j'ai été intimidée de me trouver face à la volonté et la résilience dont j'avais entendu parler. Le contact avec les familles était souvent maladroit puisque notre simple présence était tout ce qui était attendu de nous et que les responsables du FRAYBA nous avaient demandé de nous concentrer sur notre rôle d'observateurs et de demeurer neutres.

Malgré l'obstacle de la langue et la gêne des familles et la nôtre, les familles zapatistes ont réussi à nous communiquer leurs angoisses et leurs craintes, mais surtout leur volonté d'améliorer l'avenir de leur peuple. Les adultes dont nous avons fait la connaissance font beaucoup de sacrifices au quotidien, afin d'assurer aux générations qui viendront après eux un niveau de vie décent. Ils savent combien la terre est précieuse et qu'il vaut mieux la cultiver que la vendre. Les communautés font face à la dépossession de leurs terres par l'État et mettent à profit toutes les méthodes non violentes à leur disposition pour se défendre.

Au total, j'ai séjourné dans deux communautés différentes, l'une d'appartenance zapatiste et l'autre appartenant à l'organisation *Las Abejas*. C'est une organisation qui appuie la lutte zapatiste, mais seulement dans ses activités non violentes, ce qui signifie que ses membres se dissocient de l'EZLN. Dans les deux communautés que j'ai pu découvrir, les principales violations dont sont victimes les familles sont de l'intimidation de la part des familles non-zapatistes qui vivent dans les environs. Notre rôle en tant qu'observateurs-trices consistait à documenter ces violations, par des photos et des témoignages, ainsi qu'à transmettre les préoccupations des familles zapatistes au FRAYBA.

La solidarité internationale et les BriCOs

Malgré ma volonté de participer aux BriCOs, j'ai souvent remis en doute l'utilité de ma présence. Mes privilèges en



tant qu'occidentale peuvent-ils être réellement mis à profit dans cette relation de solidarité avec les Zapatistes ? C'est en quelque sorte le pari que tentent de relever les différents projets d'accompagnement et d'observation des droits humains tels que les BriCOs. Au cours de la formation, on m'a appris que ces projets se veulent une alternative à la coopération internationale traditionnelle, dans laquelle les communautés concernées ont souvent peu de pouvoir décisionnel. La force des BriCOs vient de la reconnaissance des participant-e-s de leurs propres privilèges, ainsi que du fait qu'elles sont mises en place à la demande explicite des communautés⁴. C'est finalement les familles zapatistes qui m'ont elles-mêmes convaincue. Alors qu'elles partageaient leur quotidien avec nous, les familles zapatistes ont à de multiples reprises exposé leurs craintes pour leur sécurité. Elles nous ont exprimé combien la présence des observateurs et observatrices était importante pour elles et s'inscrivait dans leur stratégie de résistance non violente.

Enfin, j'ai beaucoup appris lors de mes deux courts séjours dans les communautés. Au-delà des différences culturelles qui nous séparent, je ne peux qu'admirer la façon dont chaque personne porte en elle le projet de tout un peuple. Je suis finalement convaincue que les BriCOs sont aujourd'hui encore tout aussi pertinentes qu'à leur création et qu'elles le resteront tant que les communautés zapatistes jugeront qu'elles les aident à assurer leur sécurité.

RÉFÉRENCES

1 Zibechi, Raúl (2014). « La révolution décolonisatrice du zapatisme », *Alternatives Sud*, vol. 21, p. 85 à 108.

2 Les *Caracoles* administrent les différentes facettes de l'autonomie zapatiste.

3 Schools for Chiapas. « La Escuelita », en ligne : <http://www.schoolsforchiapas.org/advances/schools/la-escuelita/> (page consultée en septembre 2016).

4 Guénette, Laurence (2015). « L'accompagnement international : La solidarité autrement! », *Projet Accompagnement Québec-Guatemala*, en ligne :

<http://www.paqq.org/node/407> (page consultée en septembre 2016).

Journal d'une observatrice

Par Marie Laberge

Voici un extrait du journal qu'a écrit une participante aux Brigades civiles d'observation (BriCOs), lors d'une première expérience d'observation qu'elle a réalisée au Chiapas en 2015. Nous nous retrouvons ici au troisième jour de son séjour de deux semaines qu'elle a passé en compagnie de zapatistes tseltales.

Vendredi 23 octobre

D'habitude on dit : « C'est fou comme le temps passe vite! ». Aujourd'hui, moi je dis : « C'est étonnant comme le temps ne passe pas vite... ». On se lave, on se fait à manger, on fait la sieste, une courte promenade, les heures passent lentement, lentement. Ça me donne l'occasion, cependant, de tout observer : la végétation, les oiseaux, les insectes, les hommes. Les cinq nouveaux *compas* qui sont arrivés hier ont dormi sur le plancher de la terrasse, pour profiter de la fraîcheur des tuiles. En après-midi, il en arrive sept autres. Puis, encore d'autres vers seize heures trente. Ils sont de corvée pour nettoyer le terrain du *balneario*, c'est-à-dire couper l'herbe et les broussailles à la machette. Ils se démènent dans une chaleur étouffante. [...]

[...] Nous sommes allés voir Lisa pour avoir des tortillas. Il n'y en pas de prêtes parce que l'électricité n'est pas encore revenue. Elle a un moulin électrique et un moulin manuel qu'elle ne peut manipuler, étant donné sa grossesse avancée. Elle est assise sous un auvent avec son mari et ses enfants. Ils égrènent du maïs à l'aide d'une lame de fer. Luis et Flor aussi participent à la tâche. Le maïs moins beau, celui qui est brun ou noir, est jeté dans une brouette, il servira pour les volailles. Rodolfo possède une scie à chaîne de douze kilos, avec une lame assez longue pour abattre les arbres énormes qui poussent tout autour. Ils ont des ruches aussi, pour le miel. Leur chat est attaché sur la réserve d'épis de maïs et dort. Je crois que c'est pour l'habituer à veiller sur le maïs qui attire la vermine.

Une chaloupe fait traverser la rivière aux gens des environs. Sur l'autre rive, des enfants se baignent nus dans l'eau brune et s'amusent comme de petits rois. Il y a des oiseaux de toutes les tailles dans les arbres géants qui poussent sur le terrain. Un gros oiseau brun-noir,

avec des plumes jaunes sur sa longue queue, lance des « couroucoucous, couroucoucous » et autres sons qui nous sortent de notre torpeur. C'est chaud, humide, je suis collante et j'ai hâte que la rivière devienne plus claire pour me baigner.

Ernesto se fait couper les cheveux par Fernando et Miguel. Il est assis sur la terrasse et les deux, avec application et un grand sourire, lui font un « coco » à l'aide d'un rasoir, un « Gillette » comme ils disent, et des ciseaux. [...] Heureusement, l'électricité est revenue. Pour le dîner, j'ai cuisiné sur le feu extérieur une soupe aux lentilles qui, à l'origine, devait être une sauce pour un spaghetti. Les nouilles sont allées rejoindre les lentilles dans le chaudron. Avec trois petits piments séchés, achetés au marché de San Cristobal, le tout était très bon, mais ne manquait pas d'ajouter de la chaleur à notre état.

L'endroit est rempli d'hommes, dix-neuf. Quatre d'entre eux s'en retournent vers la fin de l'après-midi. Nous passons la soirée avec les autres. Il manque de chaises. Un homme, du nom de Lucas, parle aux autres longuement et semble leur expliquer quelque chose de grave, en tseltal. Nous ne comprenons pas. Ernesto demande à Pierre : « *Bixchi a wotan?* » et traduit aussitôt en espagnol : « *¿Qué dice tu corazón?* », c'est-à-dire : « Qu'est-ce que dit ton cœur? ». Pierre lui dit qu'il sent qu'il se passe quelque chose d'important. Ernesto acquiesce de la tête, mais n'en dit pas plus. Puis, Lucas les nomme tous et nous devinons qu'il leur donne des tours de garde. Ça discute encore un peu. Il vient nous voir et nous demande de les accompagner le lendemain matin à cinq heures, pendant qu'ils vont débroussailler les abords du chemin. Il explique qu'ils ont été informés que des *priistes* (partisans du PRI, le parti au pouvoir) vont venir nettoyer le terrain, pour manifester leur refus de reconnaître les droits de propriété des zapatistes sur le *balneario*. Les *compas* veulent partir et commencer tôt pour les prendre

MARIE LABERGE habite à St-Cyrille de L'Islet. Dans la cinquantaine avancée, elle parcourt encore l'Amérique latine avec son sac à dos. Après avoir participé à des projets d'entraide au Guatemala, elle décide, en 2015, de suivre la formation des BriCOs, organisée par le CDHAL. À l'automne 2015, elle entreprend son premier séjour comme observatrice des droits humains au Chiapas.

de vitesse. C'est d'accord, nous les accompagnerons. Pierre est songeur... Lucas lui demande à son tour : « ¿Qué dice tu corazón? ». Quelle gentillesse. Tout à coup, l'électricité est encore interrompue, à la même heure toujours. À la lumière de la chandelle, nous faisons nos préparatifs et nous nous couchons en ne sachant pas trop à quoi nous attendre pour le lendemain. [...]

Samedi 24 octobre

Comme deux bons soldats, nous sommes levés à cinq heures. Mais rien ne bouge ou presque. [...] Sur le plancher, étendus et enroulés comme des momies dans leur couverture, les *compas* dorment tous encore. On se recouche et on attend en somnolant. À six heures trente, on vient nous chercher et on part aussitôt jusqu'à la limite du territoire, en haut de la route. Les hommes marchent vite, ils sont treize, ils ont tous leur machette. Personne n'a déjeuné. Il fait encore à moitié noir, la lumière apparaît peu à peu, c'est très beau et je ne peux m'empêcher de prendre des photos. Arrivés en haut de la côte, les *compas* se mettent aussitôt à couper l'herbe et les broussailles des deux côtés du chemin, ils sont rapides et efficaces. Avec mon bâton, j'éloigne les branches qui sont tombées sur l'asphalte. Puis, des *priistes* commencent à arriver, seuls ou en petits groupes. Les *compas* continuent leur travail. Il arrive de plus en plus d'hommes, j'en compte trente-sept au total. Ils ne se regardent pas. Les *priistes* commencent alors à nettoyer le chemin et le terrain à leur tour. L'ambiance est tendue. Des deux côtés, chacun aiguisé sa machette. Un des *priistes* s'empare d'une bouteille d'eau qu'un *compa* avait laissée en vue sur le bord du chemin, il la lance au loin violemment. C'est toute une atmosphère, mais curieusement je ne suis pas inquiète. Je sens les *compas* calmes, en contrôle et entraînés à bien réagir dans ce genre de situation. Ils sont disciplinés et agissent d'un seul bloc. Je les admire. Après un certain temps, Lucas vient nous voir et nous dit qu'on va tous s'en retourner, que c'est mieux ainsi parce qu'ils sont trop nombreux. Il nous demande de rester en petits groupes, de ne pas les regarder ni les provoquer. Nous nous en retournons donc en passant devant une haie d'honneur de *priistes* assis de chaque côté du pont, sur le garde-fou, en train d'aiguiser leur machette. Malgré leur air intimidant, tout se passe bien.

Aussitôt revenu à la maison, chaque *compa* va se couper un long bâton qu'il aiguisé à l'une des extrémités avec sa machette. Les plus jeunes font le guet tout autour de l'établissement. Les plus vieux, rejoints par Rodolfo, tiennent un conciliabule. Tout le monde parle et tout à

coup, le consensus se fait. Rodolfo vient nous voir et nous demande de faire nos sacs à dos au cas où il y devrait y avoir une évacuation d'urgence. Nous devons donc vider notre chambre et tout ranger dans nos sacs que deux jeunes *compas* vont porter à la maison de Rodolfo. Je ne sais trop quoi penser, je ne souhaite pas que notre séjour prenne fin si abruptement. Nous prenons un dîner froid, notre dernier avocat et nos dernières tomates, du thon et des tortillas de frijoles qu'Ernesto nous a offertes. Soudain, les *compas* prennent chacun leur bâton et courent vers la rivière. Que se passe-t-il? Où est tout le monde? Il ne reste que Fernando avec nous. Une demi-heure plus tard, ils reviennent tous et Ernesto nous informe que les *priistes* sont partis : « *Se marcharon los cabrones* ». Vont-ils revenir? Ernesto dit qu'ils ont un plan, mais qu'on ne le connaît pas... Au bout d'un moment, les hommes repartent nettoyer le terrain, plus détendus et en bavardant entre eux. On nous explique que le *balneario* appartient au *caracol* depuis 2008, mais que les *priistes* du village d'Agua Santa ne l'acceptent pas. Ils essaient de récupérer le territoire pour profiter d'un développement touristique, comme à Agua Azul. Les *compas* tiennent à garder le terrain parce que la terre y est bonne pour la culture.

Nous pouvons aller chercher nos sacs à dos, Pierre y va, accompagné de Pedro [...]. Les hommes sont de retour de leur corvée. Lucas me dit que l'entrée d'eau a été coupée à la machette, pour que je le note dans notre rapport. Il explique que les dernières semaines, il n'y avait pas d'observateurs-trices et que c'est peut-être la raison pour laquelle les *priistes* reviennent en force. L'électricité, qui avait encore été coupée hier, revient vers dix-huit heures.

Ernesto et ses quatre compagnons vont se baigner à la rivière et reviennent de bonne humeur. Ernesto nous montre des cailloux qu'il a trouvés dans l'eau, il y en a un en forme de cœur. [...] Il est tout heureux de ses trouvailles. Nous soupçons d'une soupe de maïs et de tortillas. C'est difficile de faire du feu, le bois est humide, les allumettes aussi. [...]

Je sens que nous nous rapprochons un peu plus chaque jour, malgré la barrière de la langue qui nous maintient dans deux mondes parallèles. Je m'imprègne de plus en plus de cette atmosphère de gentillesse, de douceur et de respect. Les *compas* vivent entre eux unis comme dans une famille heureuse. Ernesto est comme le père, Manuel le grand-père, tranquille et calme, les plus jeunes, enjoués, moqueurs et attachés aux plus âgés. J'adore quand un jeune homme me salue en me disant « *buenos días compañera* ».

L'État mexicain ne respecte toujours pas les droits des peuples autochtones¹

Retour 20 ans plus tard sur les accords de San Andrés

Par le Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de Las Casas (Frayba)

Traduction par Macarena Lara

Communiqué de presse no. 3
San Cristóbal de Las Casas, Chiapas, Mexique
Le 16 février 2016

Il y a 20 ans aujourd'hui, à San Andrés Sakamch'em de los Pobres, l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et le Gouvernement fédéral ont ratifié les accords de San Andrés concernant les droits et la culture autochtones. Déjà 20 ans que le gouvernement du Mexique refuse de les appliquer; 20 ans de leur mise en œuvre sur les territoires zapatistes, et la construction de leur propre manière de se gouverner, tout d'abord par l'entremise des Municipalités autonomes et postérieurement avec les 5 *Caracoles* et leur *Juntas de Buen Gobierno*.

Le *Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de Las Casas* (Frayba) considère que l'État mexicain n'a non seulement pas respecté ses engagements d'honorer, de garantir et de promouvoir les droits des peuples autochtones, mais a également violé ces droits à plusieurs reprises. Cela pour imposer sa politique économique et promouvoir un modèle de développement économique bénéfique aux entreprises nationales et étrangères, au détriment des communautés autochtones à travers le pays.

Les instances fédérales et étatiques ont bafoué les droits autochtones, particulièrement ceux concernant l'autodétermination, l'autonomie et le droit à la terre et au territoire. C'est notamment le cas du village nahua de Xochicuautla, dans l'État de Mexico, qui suite à la menace de la construction de l'autoroute Toluca-Naucaupan sur son territoire, un projet du groupe Higa, dénonce la dévastation de celui-ci. C'est également le cas de la tribu Yaqui du Sonora, qui a gagné un recours

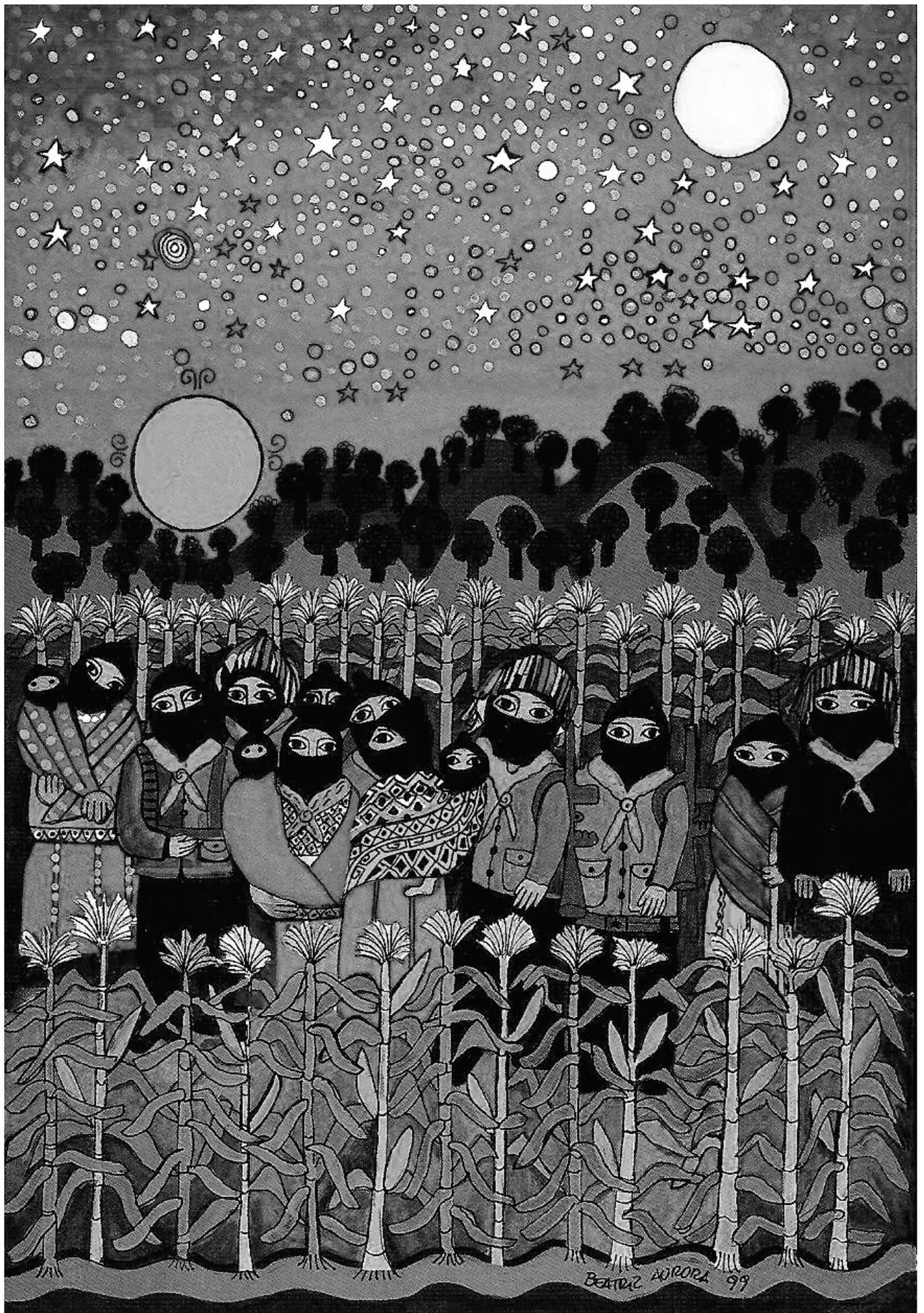
accordé par la Cour suprême de justice de la nation, visant à suspendre l'aqueduc Yaqui, qui les prive de leur source d'eau servant à approvisionner les industries à Hermosillo. Cependant, pas même les autorités ont à ce jour respecté cette décision de la Cour.

Les types de gouvernance que de nombreuses communautés et peuples originaires ont construits ont également été attaqués, comme c'est le cas des communautés autonomes de Santa-Maria Ostula et Cherán dans le Michoacán, agressés par les gouvernements locaux, étatiques et fédéraux qui sont bien souvent complices avec le crime organisé.

Il est important de souligner que les politiques anti-insurrectionnelles menées par l'État mexicain contre l'EZLN et les communautés au Chiapas qui construisent des voies alternatives au capitalisme néolibéral continuent. La militarisation de zones autochtones, la montée des conflits au sein des communautés ayant une présence zapatiste, l'instrumentalisation d'organisations paysannes pour confronter les bases qui appuient l'EZLN et l'utilisation de programmes gouvernementaux d'assistantat pour contrôler et coopter la population qui résiste, sont évidentes. De plus, le déplacement forcé et l'impunité des délits contre l'humanité commis par l'armée mexicaine et les groupes paramilitaires persistent.

Le Frayba revendique le droit inaliénable des peuples autochtones à l'autonomie et à l'autodétermination afin qu'ils définissent leurs propres formes de gouvernance, ainsi que leur droit à la terre et au territoire, élément fondamental de leur conception du monde et essentiel à leur survie.

¹ Cet article a été publié le 16 février 2016, en espagnol, sur : http://www.frayba.org.mx/archivo/boletines/160216_boletin_03_san_andres.pdf.



BEATRIZ WILKINSON '99

16 ans de luttes anticapitalistes à Montréal :

De l'Internationale de la résistance et l'Action mondiale des peuples

Par Tania Hallé

L'appel lancé par les zapatistes, deux ans après leur soulèvement armé dans les montagnes du sud du Mexique, a renouvelé l'idée d'une Internationale dans les années 1990. C'est de cette Première rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme, qui s'est déroulée au Chiapas en 1996, qu'a émergé la « nébuleuse Internationale » se définissant comme : « Un réseau collectif de toutes nos luttes et résistances particulières ». Rappelons que le soulèvement zapatiste a eu lieu le 1^{er} janvier 1994, date d'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Les manifestations de cette Internationale de la résistance prendront dès lors comme cibles les accords économiques et les sommets des élites de ce monde.

Le 22 décembre 1997, en représailles contre le mouvement zapatiste, des paramilitaires financés et formés par le gouvernement mexicain, massacraient 45 autochtones de la communauté appartenant à la Société civile Las Abejas au Chiapas. Ce triste événement a déclenché l'indignation générale sur la scène internationale et n'a fait que renforcer le mouvement de solidarité avec le Chiapas et de lutte contre la mondialisation capitaliste. À Montréal, le Réseau de solidarité avec le Mexique (RSM), dans lequel participaient des individus et des groupes, dont le Comité chrétien pour les droits en Amérique latine (CCDHAL)¹, a dénoncé durant des années avec vigueur ce massacre et la répression contre les communautés en résistance au Chiapas, et a participé activement à ce mouvement.

Dans la foulée de ces événements, on assiste en 1998 à la naissance de l'Action mondiale des peuples (AMP), qui se présente comme « une structure de coordination

horizontale en soutien aux luttes de résistance contre le capitalisme, l'impérialisme et tout système d'oppression ». La première rencontre de l'AMP s'est tenue à Genève avec la participation de 300 délégué-e-s provenant de 70 pays différents. Les participant-e-s y planifient des « journées d'actions décentralisées à l'échelle mondiale » contre les réunions de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et du G8 de mai 1998. C'est aussi de cette rencontre qu'est sorti l'appel pour la perturbation économique de la rencontre de l'OMC à Seattle en 1999. Non seulement la « bataille de Seattle », point d'envol des grandes mobilisations « antimondialisation », s'est-elle déroulée en 1999, mais également la deuxième Conférence de l'AMP, cette fois au Sud, à Bangalore en Inde. Il s'est agi d'un point tournant puisque c'est lors de cette rencontre que cet espace de coordination s'est radicalisé; l'opposition de départ à l'OMC et au libre-échange se redéfinit alors comme une opposition claire au capitalisme. Les participant-e-s se livrent à une grande action directe : à l'instigation d'une organisation paysanne indienne (KRRS), on brûle des champs transgéniques de Monsanto. Puis, un appel est lancé pour une autre journée d'action mondiale lors de la rencontre annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale à Prague en 2000.

Ce nouvel internationalisme se caractérise par le sentiment d'une communauté de combat dans toutes les régions du monde. La naissance de réseaux tels que celui de l'AMP répond à la prise de conscience qu'il ne suffit pas que chacun mène sa lutte chez soi, ni que les peuples du Nord se solidarisent avec ceux du Sud, mais qu'il est indispensable qu'on s'engage et s'articule ensemble dans un mouvement global de résistances contre les mêmes politiques néolibérales appliquées à l'échelle mondiale, c'est-à-dire contre le

TANIA HALLÉ est membre active de la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC); elle y a milité de 2000 à 2004 et de 2010 à aujourd'hui. Elle est également une des membres fondatrices du Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC), où elle a milité de 2003 à 2013. Elle travaille depuis dix ans en défense des droits, éducation populaire et action collective dans les organismes communautaires à Montréal.

système capitaliste. Ce mouvement n'est évidemment pas un bloc unitaire et monolithique; il vise à permettre le réseautage d'une multiplicité d'organisations qui mènent des luttes plurielles et utilisent des moyens variés, dans le respect de la diversité des tactiques. Ainsi, l'AMP n'est pas une organisation, mais plutôt un réseau de communication et de coordination décentralisé. Les groupes et mouvements y participent s'ils sont d'accord avec ses principes de base et son mode de fonctionnement reposant sur l'autonomie des groupes membres du réseau. En plus de participer à des rencontres internationales, les groupes se coordonnent lors de rencontres régionales. Dans chaque région, un ou des groupes jouent le rôle de « convoquants », c'est-à-dire de points de contact pour la région. Ils sont désignés lors des rencontres internationales et ont le mandat de promouvoir le réseau dans leur région et de coordonner l'organisation des rencontres régionales.

En route vers le Sommet des Amériques

À Montréal, c'est au printemps 2000 que la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) prend son envol, en prévision du Sommet des Amériques qui se tiendra du 20 au 22 avril 2001 à Québec, réunissant les 34 chefs d'État des Amériques (à l'exception de Cuba). La CLAC adopte les principes de base de l'AMP comme fondement d'unité et se donne comme objectif principal de perturber le Sommet des Amériques afin d'empêcher la signature de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA). Devenue membre du réseau AMP, elle y joue le rôle de « co-convoquant » pour l'Amérique du Nord de 2000 à 2001, avec le Tampa Bay Action Group, un groupe anticapitaliste de Floride. Ensemble, nous avons organisé une rencontre régionale nord-américaine, qui s'est tenue au Massachusetts et qui a fortement contribué à la mobilisation de militant-e-s américain-e-s, principalement anarchistes, en vue du Sommet à Québec. De plus, des membres de la CLAC se sont rendu-e-s dans plusieurs villes du nord-est des États-Unis afin de participer à des ateliers et des rencontres pour stimuler la mobilisation.

Au niveau local, la CLAC s'est organisée sous forme de convergence d'individus tenant des assemblées générales publiques mensuelles et ayant plusieurs comités de travail. Toutes les décisions importantes étaient prises en assemblée générale et la participation aux assemblées atteignait régulièrement de cinquante à cent personnes. Pendant toute l'année où nous avons travaillé d'arrache-pied à la mobilisation contre le Sommet

des Amériques, la CLAC a été un lieu d'organisation extrêmement dynamique, un lieu de mise à l'essai de principes organisationnels de la démocratie directe et de mise en pratique des principes anti-autoritaires. Nous avons parcouru les routes du Québec pour donner des ateliers sur la ZLÉA et l'anticapitalisme et avons tenu de nombreux débats ô combien houleux sur la diversité des tactiques! Un journal, une troupe de théâtre de rue, un comité d'éducation populaire, un comité média agressif... nous étions déterminé-e-s à passer notre message et à faire de cette mobilisation un succès. Nous avons réussi à faire avancer de façon décisive le principe de « respect de la diversité des tactiques » en tant qu'avenue qui respecte différentes formes de lutte à la mesure des désirs, capacités et réalités de chacun-e. Cette vision a trouvé écho chez des milliers de militant-e-s du Québec, fatigué-e-s de la position dogmatique intransigeante des pacifistes de l'époque qui refusaient de cohabiter avec d'autres visions et formes d'expression de la lutte. Cette avancée de la diversité des tactiques demeure à mon sens, encore aujourd'hui, le principal héritage des mobilisations contre le Sommet des Amériques.

Action directe : La bataille de Québec

La CLAC se chargeait, en coordination avec le Comité d'accueil du Sommet des Amériques (CASA) – nos allié-e-s anticapitalistes de Québec – de la mobilisation et de l'organisation logistique de la manifestation du Carnaval contre le capitalisme qui se dirigerait vers le périmètre de sécurité du Sommet. Dans l'idée du respect de la diversité des tactiques, nous avons planifié l'existence de trois « zones » divisées par couleur, selon le type d'actions que les gens voulaient exercer pour manifester et le degré de risque qu'ils étaient prêts à assumer ou non. La zone verte devait être à risque minimal, plus festive et familiale, la zone jaune représentait un risque de niveau intermédiaire, alors que la zone rouge était à risque élevé.

C'est ainsi que le vendredi 20 avril, s'est mis en branle à partir de l'Université Laval une marche anticapitaliste s'étendant sur plus de quinze coins de rue! À un moment au cours du trajet, les manifestants ont eu la possibilité soit de tourner à gauche pour se rendre à l'Îlot Fleurie pour une fête de rue avec DJ (zone verte), soit de continuer tout droit sur le boulevard René-Lévesque pour aller manifester devant le périmètre (zones jaune et rouge selon l'endroit où les personnes se situaient dans le cortège). Les zones jaune et rouge n'étaient pas clairement délimitées, mais les gens



Carnaval contre le capitalisme, 20 avril 2001.

Convergence des luttes anti-capitalistes (CLAC)

Courtoisie de l'auteure

participant au Sommet. Des centaines de personnes ont tout de même choisi de quitter le trajet du cortège officiel qui se dirigeait vers un terrain vague où les attendaient un spectacle et leurs autobus pour se diriger spontanément vers la Haute-Ville rejoindre sur le front les manifestant-e-s aux alentours du périmètre de sécurité.

Il y eut évidemment beaucoup de répression pendant le sommet. Plus de 5 000 bombes lacrymogènes ont été lancées en deux jours par la police! Les nuages de gaz ont fini par envelopper la Haute-Ville à un point tel que même les dignitaires participant au Sommet ont été affectés; l'odeur des gaz a pénétré jusque dans les hôtels, obligeant les autorités à sceller les édifices où se déroulaient les travaux du Sommet et à en évacuer une partie... Tard dans la nuit du vendredi, la zone verte, pourtant pacifique, a été violemment attaquée par la police. La répression s'accroissait alors que des mini-fourgonnettes blanches non identifiées remplies d'agents en civil ratissaient les rues à la recherche de proies à embarquer. Plusieurs manifestant-e-s ont ainsi été « cueilli-e-s » au cours de la nuit... Au total, 481 personnes furent arrêtées et envoyées à la prison d'Orsainville qui avait été vidée pour l'occasion!

comprenaient que plus ils s'approchaient du périmètre, plus les risques augmentaient puisque nous avions clairement appelé à faire tomber la clôture! La majorité des participant-e-s, environ 6 000 personnes, ont opté pour continuer en direction du périmètre. Un important black bloc de plusieurs centaines de personnes était à la tête de la manifestation. Pendant ce temps, en Basse-Ville, à l'Îlot Fleurie, dans la zone verte, le festival contre le capitalisme s'est mis en branle dans un joyeux tintamarre.

L'arsenal policier déployé pour l'occasion dans la ville de Québec était imposant : 1 500 policiers anti-émeutes sur un total de 6 500 agents de différents corps policiers affectés à l'opération, en plus de 1 200 militaires cachés à l'intérieur de la Citadelle de Québec. Les dépenses extravagantes en mesures de sécurité se sont élevées à plus de 70 millions de dollars! Pourtant, il n'aura fallu que quelques dizaines de camarades déterminés pour abattre en une quinzaine de minutes un pan complet de la clôture du périmètre de sécurité... la foule était en liesse!

Le lendemain, samedi matin, a eu lieu la marche syndicale en Basse-Ville, immense, mais bien loin du lieu de rencontre des chefs d'État et d'entreprises

Du global au local...

Après le Sommet des Amériques, la CLAC a continué d'organiser des manifestations et de mobiliser sur des enjeux globaux. On peut penser au 26 avril 2002, lors de la réunion des ministres du travail du G8 à Montréal, où les policiers du SPVM ont procédé à une arrestation de masse préventive avant le départ de la marche; à la manifestation à Ottawa en juin 2002 contre le G8 réuni à Kananaskis en Alberta, ou encore à la mobilisation contre la réunion mini-ministérielle de l'OMC à Montréal en juillet 2003. Mais graduellement, l'essoufflement se fait sentir. Au sein de la gauche radicale et des groupes anarchistes surtout, de nombreux questionnements

émergent sur le fait d'être constamment « en réaction » à la liste de priorités des gouvernements. On met de l'avant l'importance de construire un travail de terrain au niveau local, travail qu'on met souvent en opposition avec ce qu'on a appelé « la course aux Sommets » et les mobilisations ponctuelles en fonction de la conjoncture. La critique veut qu'on cesse de travailler sur des enjeux globaux, plutôt abstraits pour la majorité de la population, et qu'on se concentre sur des luttes locales spécifiques, sur des enjeux précis qui touchent les gens plus directement au quotidien et sur lesquels on croit pouvoir construire un travail de base à long terme.

Ainsi, à partir de 2003, on voit émerger une panoplie de petits collectifs qui décident de travailler sur des enjeux spécifiques. Tous les thèmes sont à l'ordre du jour : lutte à la pauvreté et droit au logement, environnement et souveraineté alimentaire, lutte contre l'impérialisme et la guerre, les collectifs de solidarité internationale, les batailles pour les droits des immigrants et des personnes sans statut, la lutte contre le profilage et la brutalité policière, les luttes de quartier, les *do it yourself*, espaces autonomes et médias indépendants, les luttes des féministes radicales, celles des communistes libertaires, etc. Parallèlement, cependant, on peut aussi noter qu'après 2003, les militant-e-s anticapitalistes montréalais-es participent de moins en moins à l'organisation de mobilisations de masse concernant des enjeux globaux. La CLAC met d'ailleurs fin à ses activités et à sa première phase d'existence en 2006, après une première tentative de réorienter son action en comités de luttes locales sur divers enjeux et une deuxième tentative infructueuse de se restructurer en convergence de groupes plutôt que d'individus.

À l'international... la « solidarité directe »

Né de la rencontre d'activistes lors des mobilisations continentales contre les accords de libre-échange, le Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC) s'est donné comme mission d'articuler une solidarité directe entre le Nord et le Sud. L'optique consiste à mettre en pratique les principes libertaires en faisant vivre les idées anticapitalistes dans des relations durables entre mouvements de résistance, allant ainsi au-delà de la solidarité internationale et de l'aide humanitaire. Le PASC s'est ainsi formé en 2003 après que des militant-e-s libertaires aient eu l'occasion de travailler auprès de communautés paysannes en résistance civile désirant retourner sur leurs terres ancestrales, volées pour la mise en place d'un projet agro-industriel de palme africaine.

La vision de la solidarité qui a inspiré les militant-e-s du PASC, issu-e-s du mouvement anticapitaliste et libertaire, tire ses racines d'une critique du développement et d'une tradition historique d'internationalisme politique. L'aide humanitaire et la solidarité internationale, telles que pratiquées par la majorité des organisations internationales, gouvernementales ou non, participe en effet du néocolonialisme ambiant en perpétuant la dissymétrie de pouvoir entre le Nord et le Sud et en promouvant le développement et son idéologie de croissance économique. Pour recevoir des appuis, il faut se plier aux priorités du Nord, à ses initiatives et objectifs; et fréquemment, les projets finissent par profiter davantage aux entreprises étrangères qu'à la population locale.

En rupture avec ce paradigme, le PASC propose de sortir de la relation d'aide, d'instaurer un statut d'allié-e et de mettre de l'avant une posture « de solidarité directe », avec l'objectif d'appuyer les initiatives politiques des mouvements alliés et de s'attaquer aux racines des situations de pauvreté et d'oppression. En tenant compte de nos privilèges (richesse, éducation, passeport, etc.) et de notre accès privilégié aux centres de pouvoir et à l'information, il s'agit de tenter de transférer ces mêmes privilèges, au moins en partie, à des mouvements de résistance colombiens. Ainsi, un des objectifs du PASC est de contribuer à augmenter la visibilité et l'impact des dénonciations des allié-e-s colombien-ne-s en lutte concernant les intérêts économiques qui se cachent derrière la violation systématique des droits humains. De plus, envoyer les militant-e-s du Nord en Colombie, et assurer une présence « internationale » auprès des communautés en résistance, contribue à freiner un peu la répression dont elles sont la cible. Enfin, il s'agit aussi de permettre un processus d'échange et d'apprentissage mutuel sur les contextes sociopolitiques et économiques respectifs dans lesquels évoluent nos luttes afin de favoriser la création de ponts et de réseaux de relations entre les mouvements sociaux du Nord et du Sud.

Ainsi, le PASC a découvert en Colombie un mouvement social riche et combatif, mais perpétuellement menacé, ainsi qu'un pays où l'État canadien et de nombreuses entreprises canadiennes ont des intérêts économiques. Ces intérêts se sont manifestés notamment par l'accord de libre-échange signé entre les deux pays. Ainsi, nous avons participé activement avec d'autres alliés à dénoncer l'hypocrisie canadienne dans la signature de l'ALECC², alors que l'État colombien est responsable de nombreux crimes contre l'humanité à l'endroit des

militant-e-s colombien-ne-s. Nous avons aussi mis sur pied une importante campagne contre « les profiteurs canadiens de la guerre en Colombie » afin de confronter le colonialisme canadien et continuons d'appuyer les luttes de diverses organisations sociales colombiennes contre des projets miniers et pétroliers.

La nécessité de converger

Pendant ce temps ici, durant la période qui a suivi la fin de la première CLAC, à l'exception d'importantes manifestations contre la guerre en Irak et en Afghanistan, seuls deux grands efforts de mobilisation sur des enjeux globaux ont lieu : à Montebello en août 2007 contre la signature du Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP) entre le Mexique, le Canada et les États-Unis, mobilisation organisée par un groupe d'individus regroupés sous la bannière du Bloc AMP-Montréal, et la manifestation contre le Sommet du G20 à Toronto en juin 2010 organisée par la CLAC-2010, recréée dans le but spécifique d'organiser cette mobilisation. À certains égards, mais sans affiliation formelle, la CLAC-2010 était une continuation de divers efforts menés au cours des dernières années pour faciliter la collaboration et la coopération entre différentes initiatives anticapitalistes à Montréal, dont le Bloc AMP-Montréal.

Un an après la mobilisation contre le G-20 à Toronto et une fois le travail de support aux personnes arrêtées étant en grande partie terminé ou devenu autonome, la question de la suite des choses s'est posée pour les militant-e-s de la CLAC-2010. Face à la disparition de nombreux collectifs militants au fil des ans et devant le constat d'une certaine dispersion des luttes, s'est fait ressentir la nécessité de maintenir un espace d'organisation dont l'objectif soit de rendre visible et déranger la perspective anticapitaliste. C'est principalement ce qui a motivé l'idée de recréer la CLAC de manière permanente. La CLAC-Montréal fut donc établie en janvier 2011 à l'initiative de certaines personnes ayant été impliquées dans la première mouture de la CLAC (2000-2006) et dans la CLAC-2010. Un de ses principaux objectifs était de réussir à faire converger au moins en partie les luttes de l'extrême gauche sous le chapeau large de l'anticapitalisme et de faire les liens entre les multiples enjeux des luttes locales et globales, en dénonçant de manière combative le système capitaliste et ses différents systèmes d'oppression (impérialisme, colonialisme, patriarcat, racisme, etc.) ainsi qu'en pointant du doigt ceux qui en profitent.

Ainsi, la CLAC s'est donnée le mandat de porter le discours anticapitaliste en organisant des campagnes et des manifestations, dont celle du 1^{er} mai anticapitaliste chaque année. Son travail était désormais davantage orienté dans une perspective de lutte des classes au niveau local que par le passé, tout en gardant une analyse globale. Ainsi, en plus d'organiser les campagnes du 1^{er} mai anticapitaliste, la CLAC-Montréal a organisé dans les dernières années des manifestations et rassemblements de différents ordres : contre le Grand Prix de Montréal, la Conférence de Montréal (aussi appelé Forum économique international des Amériques), le Parti conservateur, le règlement P6, etc. Nous en appelons également de manière fréquente, en solidarité avec le mouvement social plus large, à des contingents anticapitalistes lors de manifestations contre les coupures dans les services publics, contre la destruction de l'environnement ou lors de manifestations étudiantes.

Bien que depuis cinq ans nos efforts pour faire converger différentes tendances de la gauche radicale n'ont pas porté les fruits escomptés, nous avons tout de même contribué de manière significative à faire vivre à Montréal une tradition résolument anticapitaliste et combative, non seulement dans le cadre de la manifestation annuelle du 1^{er} mai, mais également tout au long de l'année par diverses actions et campagnes. Un de nos fers de lance consiste à démasquer les « ostie de crosseurs du système », cette élite politique et économique qui s'engraisse sur notre dos, campagne symbolisée par le fameux slogan « ils sont riches parce que nous sommes pauvres »! Ainsi, nombre de nos campagnes visent à rendre visibles les engrenages du capitalisme qui soutiennent les inégalités sociales et l'appauvrissement systématique de la majorité tout en permettant l'accumulation dégradante de richesse dans les poches d'une poignée de requins qui nous disent de nous serrer la ceinture.

15 ans plus tard... de nombreux défis!

Il est encourageant de voir que les terrains de lutte occupés par des collectifs anarchistes se sont diversifiés. Il faut cependant reconnaître que, de cette multiplication de collectifs, seuls quelques-uns ont réussi à perdurer. L'existence de groupes effectuant réellement un travail de base sur le terrain et se concentrant sur des enjeux locaux est essentielle à l'enrichissement du mouvement anticapitaliste car leur travail permet de dépasser les moments de contestation plus symboliques et ponctuels des grandes mobilisations et de s'enraciner localement.

Cependant, force est de constater que la diversification du milieu anarchiste n'a pas nécessairement mené à la réalisation de ce type de travail, sauf en de rares exceptions. Nous avons plutôt assisté à la naissance d'une multitude de petits collectifs plus ou moins informels qui apparaissent et disparaissent au gré de l'évolution des trajectoires de vie personnelle de ceux et celles qui les composent et nous faisons actuellement face à la dispersion du mouvement libertaire.

Si la mobilisation n'est pas une fin en soi, la construction d'un mouvement anticapitaliste doit nécessairement passer, notamment, par l'organisation et la mobilisation. Pour renforcer le mouvement, il faut des luttes spécifiques qui mobilisent les gens à proximité, mais il faut aussi des mobilisations plus larges pour faire converger toutes ces personnes qui luttent afin qu'elles puissent faire les liens entre leurs réalités respectives; autrement, leurs luttes restent fragmentées. D'autre part, la multiplication de micro-collectifs informels tournés sur eux-mêmes, reniant l'organisation, adoptant une croyance aveugle dans l'insurrection spontanée, et ne croyant pas en la construction d'un mouvement, comprend sa part de risques et de pièges. Il est indispensable de maintenir des organisations visibles et ouvertes auxquelles les personnes puissent s'identifier et se joindre, à défaut de quoi le milieu anarchiste risque de ne devenir qu'une sous-culture marginale. Si nous voulons arriver à créer un mouvement anticapitaliste solide, nous devons choisir des moments et des espaces pour travailler ensemble sur des enjeux plus larges et construire notre rapport de force.

La situation globale actuelle continue d'être dominée par la crise du capitalisme. Partout, les gouvernements adoptent des plans d'austérité qui viennent appauvrir encore plus la grande majorité. Les criminels à cravate continuent de se pavaner de sommet en sommet, alors qu'ils s'entendent en coulisse pour envahir, occuper, dominer et continuer de toujours concentrer davantage le pouvoir et la richesse. Dans ce contexte global, il est nécessaire de faire un effort collectif de réflexion sur l'état des lieux de nos luttes.

Du Sommet des Amériques à aujourd'hui, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts de la gauche radicale montréalaise. Quinze ans plus tard, il serait sain d'avoir

la maturité politique de prendre le temps de faire un bilan et se livrer à des réflexions collectives. Il serait temps d'amorcer une sincère introspection quant à l'évolution de nos organisations et de nos luttes, ainsi qu'à l'état actuel du mouvement anticapitaliste local. Nous devons dépasser la pensée binaire, malheureusement trop souvent présente chez les militant-e-s; opposition entre luttes globales et luttes locales, entre mobilisation et travail de base, entre organisation et insurrection, etc. Il nous faut faire un saut qualitatif qui permette de formuler une stratégie cohérente, où les différentes formes d'organisation et de luttes que nous menons soient comprises comme étant complémentaires et se renforçant mutuellement si, et seulement si, elles sont articulées. D'un autre côté, les batailles menées par le milieu des organismes communautaires et des syndicats doivent absolument gagner en combativité. Une certaine amélioration se fait sentir à ce chapitre depuis l'élection des libéraux de Couillard, mais il est essentiel de dépasser la lutte et le discours contre l'austérité dans la seule perspective défensive de ne pas perdre nos acquis.

Nous croyons sincèrement que la manifestation du 1^{er} mai anticapitaliste, initiée en 2008 et qui grandit année après année depuis déjà huit ans, est un pas important dans la bonne direction bien qu'elle soit évidemment insuffisante à elle seule. Nous devons travailler à diversifier cette mobilisation en allant chercher la participation d'un plus grand nombre de groupes à son organisation et continuer de faire grandir cette belle tradition. Il faut redonner à nos combats une perspective de lutte des classes qui, contrairement à ce que plusieurs veulent nous faire croire, est non seulement loin d'être dépassée, mais demeure d'une actualité qui crève les yeux, si nous nous rappelons que 62 riches « crosseurs » possèdent la même richesse que les 3,5 milliards de personnes qui crèvent de faim sur la planète! Dans un pareil contexte, il nous faut multiplier les occasions de faire front commun malgré nos différences et nous avons le devoir de travailler à consolider un mouvement social plus combatif, qui assume une posture résolument anticapitaliste. Nous avons raison de nous révolter et il devient urgent de le faire!

RÉFÉRENCES

1 Aujourd'hui Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL).

2 Accord de libre-échange Canada-Colombie.

14 février

Par Sarah Charland-Faucher

Il y a des textes qu'on écrit de nuit, ils sont plus obscurs,
mais nécessaires.

14 février

Journée internationale des travailleurs et travailleuses des
fleurs.

Je cherche quoi partager.

J'aurais pu vous parler de pesticides, de féminicides
car c'est bien majoritairement des femmes qu'on exploite
des femmes colombiennes qu'on emboîte
dans une vie prête pour l'exportation.

Travaillez maintenant,
ne profitez jamais.

J'aurais pu vous parler des serres à perte de vue sur des
sols
où le soleil chauffait jadis des pommes de terre et du manioc.
Monocultivez maintenant,
au futur ne pensez jamais.

J'aurais pu vous parler des rivières empoisonnées,
de la biodiversité en danger,
des sols qui s'érodent pour des fleurs toute saison,
de pays vendus pour l'exportation,
pour qu'on consomme pas cher et maintenant
et qu'ils ne se libèrent ni dans 100 ans.

J'aurais pu vous parler de villages entiers qui ne se lèvent
que pour produire ce qu'ils ne consomment jamais.
12 heures, 16 heures, même 18 heures au temps où Cupidon
au Nord fait toutes les vitrines.

Des durs quotidiens en compétition avec des millions
d'autres,
en Chine, au Kenya, en Inde, en Équateur, dans n'importe
quel bled qui se soumet.
Travaillez maintenant,
le progrès ne viendra jamais.

J'aurais pu vous parler des enfants, car c'est souvent eux qui
paient.

Il faut aider maman, elle rentrera tard et fatiguée.

SARAH CHARLAND-FAUCHER a été responsable de la Campagne pour le respect des droits des travailleuses et travailleurs des fleurs du CDHAL de 2006 à 2014. Elle a travaillé dans différentes organisations sociales et réside désormais à Rimouski où elle poursuit son implication et son travail d'éducation populaire avec le Carrefour international bas-laurentien pour l'engagement social.

Et puisque le cauchemar arrive encore,
maman verra sa fille entrer dans la même compagnie,
comme un poignard au ventre lorsqu'on croyait que notre
labeur serait le dernier sacrifice d'une génération.

J'aurais pu vous dire tant de choses pour vous lever le
cœur.
L'indigner face à toutes les fleurs.
Mais à quoi ça sert s'il n'y a pas l'amour de son prochain
pour taire la peur ?
À quoi ça sert si l'autre reste l'Autre ?
Au loin, très loin.

À quoi ça sert si je n'honore pas les rivières qui coulent
dans ma peau
et celles qui au printemps sortent toutes puissantes de
leur lit ?
Si je n'aime pas l'humanité qui jaillit jusqu'en Colombie ?
Si je crois que ma joie du jour est de payer moins cher ?
Si j'ose penser qu'ils doivent passer par là pour sortir du
trou ?
Faire leur chemin de croix pour se développer,
comme nous.
Un développement durable comme rien,
comme les saisons qui passent et me montrent année
après année que l'éducation aux droits humains est
toujours à recommencer.

Depuis 40 ans, et des milliards de profits plus tard, les dés
sont pipés et il n'y a qu'une poignée de commerçants qui
ont gagné.

J'aurais dû vous parler d'équité, de dignité.
Déterrer le germe de la solidarité,
chercher à savoir si, en ce 14 février,
c'est l'amour et la solidarité qui pourrait nous faire
progresser.
Pas le progrès mécanisé, exporté, mondialisé et rédigé en
thèse à l'université.
Juste de la cohérence et des valeurs en action.
Juste l'amour pour ce qui nous entoure, de la vision...

Il y a des textes qu'on écrit de nuit,
mais tout le monde sait qu'après l'obscurité vient le soleil.
La dose de lumière nécessaire pour ne pas voir que la
fatigue dans les yeux de l'ouvrière des roses coupées,
mais toute cette force conjurant le monde entier à se
réveiller.



Les vendeuses de fleurs

Peintures de Diego Rivera

Le CDHAL a mené pendant près de dix ans une campagne pour le respect des droits des travailleuses et travailleurs de l'industrie des fleurs d'exportation en Colombie. En appui à ses deux partenaires colombiens, l'organisme Cactus et le syndicat indépendant UNTRAFLORES, le CDHAL a mis en place différentes actions afin de faire connaître les violations vécues par les travailleuses et travailleurs auprès de la population québécoise. En ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=wWErzbLFqE>

Solidarité avec les femmes de Ciudad Juárez, Mexique

Par Marie France Labrecque

L'origine du Comité québécois de solidarité avec les femmes de Ciudad Juárez

Le 5 février 2004, sept Québécoises entreprenaient une mission de dix jours au Mexique dans le cadre d'une commission mise sur pied par le Comité de solidarité avec les femmes de Ciudad Juárez. J'étais l'une de ces femmes¹. Cette mission avait été organisée bien avant ce séjour et elle aurait également des répercussions bien au-delà des dates du voyage.

C'est au début des années 2000 au Québec que les personnes déjà attentives aux questions de droits humains en Amérique latine découvrirent avec stupeur une nouvelle dimension de la violence à l'égard des femmes au Mexique, et plus précisément à Ciudad Juárez : le féminicide. De mon côté, j'avais séjourné dans cette ville en 1999 dans le cadre d'une recherche sur les *maquiladoras*, ces usines d'assemblage fonctionnant avec des capitaux étrangers et recourant massivement au travail des femmes. En lisant les journaux locaux, j'avais découvert que les cadavres d'un certain nombre de travailleuses de *maquiladoras* avaient été retrouvés sur des terrains vagues ou dans le désert entourant la ville. Sur le plan théorique, cela venait confirmer les liens entre la présence de ces usines dans cette ville, l'intégration des femmes au marché du travail et l'exacerbation du patriarcat devant le changement dans les rapports de genre. Par contre, sur d'autres plans, le fait que les femmes assassinées avaient été pour certaines torturées, violées et que leur corps avait été affreusement mutilé posait d'autres questions qui restaient sans réponse. Et surtout, comment se faisait-il que les meurtres systématiques se produisant depuis au moins 1993 restaient à ce jour largement impunis?

Mon séjour trop bref ne m'avait pas permis d'entrer en contact avec les groupes de femmes qui dénonçaient depuis le milieu des années 1990 la situation d'impunité prévalant dans cette ville. Des organisations internationales telles que la Commission des droits humains de l'ONU et la Commission interaméricaine des droits humains (CIDH) de l'Organisation des États américains (OÉA), de même qu'Amnistie internationale, avaient d'ailleurs déjà réagi sous l'insistance de ces groupes. Des rapports avaient été rédigés et des actions avaient été évoquées sans que l'impunité soit pour autant éradiquée. Les crimes contre les femmes et les disparitions continuaient. Ainsi, entre 1993 et 2002, près de 400 femmes avaient été assassinées dans la seule ville de Ciudad Juárez, et plus de 400 autres étaient portées disparues. Proportionnellement, ces chiffres étaient plus élevés que pour les autres villes situées à la frontière et de même dimension, soit un peu moins de deux millions d'habitants.

Devant la persistance de l'impunité, une campagne internationale a été lancée au Mexique au début des années 2000, sous le thème de « *Ni una muerta más* » (Pas une morte de plus). C'est à la faveur de cette campagne, appuyée par des syndicats et plusieurs groupes de femmes québécois, que fut mis sur pied, en 2003, un comité de coordination composé de femmes provenant des milieux universitaire, journalistique, du mouvement des femmes, du mouvement syndical et de celui de la coopération internationale. Son mandat était l'organisation d'une mission de solidarité avec les femmes de Ciudad Juárez sur le terrain de même que la tenue d'activités de sensibilisation face non seulement au féminicide en tant que tel, mais aussi face à l'impunité dont jouissent les coupables.

MARIE FRANCE LABRECQUE est professeure émérite de l'Université Laval et associée au Département d'anthropologie de cette université. Ses principales recherches se sont déroulées au Mexique sur des questions relatives aux dynamiques de développement, aux conditions de vie des Autochtones, à la justice sociale de même qu'à l'équité de genre. Une de ses plus récentes publications est : *Féminicides et impunité : le cas de Ciudad Juárez*. Montréal : Écosociété, 2012.



La mission à Ciudad Juárez

La collecte de fonds pour rendre possible cette mission a été l'occasion justement de sensibiliser les différents groupes de la société civile sollicités. Plus d'une soixantaine d'entités et de groupes ont répondu à l'appel. Le séjour à Ciudad Juárez et à la ville de Mexico a été effectué du 5 au 15 février 2004. Le déroulement du séjour a été en très grande partie redevable aux liens préalables et parfois très anciens déjà tissés par les syndicats et regroupements solidaires québécois avec des militantes et militants au Mexique, particulièrement avec le *Frente Auténtico del Trabajo* (Front authentique du travail - FAT), une des rares organisations du pays regroupant des syndicats indépendants et dont une des missions est, à travers ses *Centros de Estudios y Talleres Laborales* (Centre d'études et ateliers de travail - CETLAC), la formation des travailleuses et des travailleurs pour la défense de leurs droits.

Ces liens ont permis des rencontres significatives tant avec des représentants des autorités administratives mexicaines comme, par exemple, le maire de Ciudad Juárez, le délégué du bureau du procureur général du Mexique et le Directeur de la sécurité publique municipale, des personnes liées aux organisations non-gouvernementales, syndicales et populaires locales engagées dans la lutte contre le féminicide, sans oublier, bien entendu, des mères de femmes assassinées ou disparues. À la ville de Mexico, les rencontres furent surtout axées autour des représentantes de groupes de défenses des droits humains de même que des membres de groupes féministes. Le séjour s'est terminé avec la participation de membres de la Commission à une grande marche de solidarité le 14 février 2004, le « V-Day », des deux côtés de la frontière, à laquelle se sont jointes des milliers de personnes. Des extraits de la pièce de théâtre emblématique d'Eve Ensler, *Les monologues du vagin*, ont alors été récités.

Des croix ont été plantées sur un des sites où l'on a retrouvé des cadavres de femmes assassinées à Ciudad Juárez, février 2004.

Photographie de l'auteur

Le déroulement du séjour a été en très grande partie redevable aux liens préalables et parfois très anciens déjà tissés par les syndicats et regroupements solidaires québécois avec des militantes et militants au Mexique.

Les rencontres effectuées par la Commission ont confirmé des informations générales dont le Comité disposait déjà. Le séjour à Ciudad Juárez a néanmoins été essentiel. En effet, les visites sur le terrain, que ce soit dans les bureaux des autorités ou des groupes organisés de la société civile, dans les quartiers populaires de Ciudad Juárez d'où proviennent la majorité des femmes assassinées ou disparues, ou encore sur les sites où des cadavres avaient été retrouvés, ont permis aux membres du Comité de saisir de façon concrète l'atmosphère particulière de violence régnant dans cette ville. Des précautions ont même dû être prises lors des quelques rencontres tenues avec les mamans des victimes qui avaient connu des incidents de harcèlement de la part des autorités à la suite de leurs revendications ou simplement de leurs demandes d'informations sur le sort de leurs filles.

Les suites

La Commission québécoise de solidarité avec les femmes de Ciudad Juárez n'était pas le premier groupe international à séjourner dans cette ville, mais elle était le premier en provenance du Canada. Au retour, les membres s'empressèrent de rédiger un rapport de mission en français, en anglais et en espagnol qui fut diffusé le plus largement possible². On y annonçait entre autres les actions à entreprendre et, effectivement, un grand nombre d'entre elles ont été menées tout au long de l'année 2004, immédiatement après le séjour. Il s'agissait non seulement de continuer à faire connaître la situation au Québec, mais aussi d'exprimer concrètement la solidarité avec les proches des victimes. Chaque fois qu'il en a été possible, les membres ont fait des présentations publiques, au nom du Comité ou en leur nom personnel, soit sous forme d'entrevues à la radio ou dans les médias

écrits, de conférences de presse et de participation à des manifestations ou à des actes de solidarité avec des causes similaires dont celle des femmes autochtones du Canada disparues ou assassinées, dénoncée notamment par l'Association des femmes autochtones du Canada. Elles ont interpellé les autorités mexicaines que ce soit par le biais de lettres adressées aux présidents successifs du Mexique, alors qu'ils étaient candidats ou en poste, ou à leurs représentants, particulièrement au Consulat à Montréal. Est-il utile de mentionner qu'elles n'ont eu droit qu'à des réponses déjà formatées à leurs interrogations – lorsqu'on a daigné leur répondre?

Une des actions ayant eu le plus d'écho a été la tenue d'un spectacle de solidarité organisé par le Comité à la salle du Gesù à Montréal le 8 septembre 2004. On a pu, pendant ce spectacle, écouter le témoignage émouvant et courageux de Patricia Cervantes, en tournée au Québec pour dénoncer le féminicide. Résidente de l'État de Chihuahua où se trouve Ciudad Juárez, elle est la mère de Neyra Azucena Cervantes, l'une des victimes du féminicide dans cet État. Des extraits du documentaire de Martine Forand, « Juárez, ville d'impunité », ont aussi été présentés.

Une des motivations fondamentales pour la mise sur pied du Comité de solidarité avait été la conviction selon laquelle notre pays, puisqu'il est partenaire économique du Mexique dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain (l'ALÉNA), serait en mesure d'insister auprès de ce pays pour qu'il respecte les conventions internationales qu'il a signées relativement à l'élimination de la violence faite aux femmes. Ainsi, le 9 décembre 2004, des membres du Comité sont allées témoigner de ce qu'elles avaient appris devant le Sous-comité des droits de la personne et du développement international de la Chambre des communes, au cours d'une séance d'information sur « L'assassinat de femmes à Ciudad Juárez³ ». La motion mise de l'avant en cette occasion par Diane Bourgeois, alors députée du Bloc Québécois, à l'effet que « [...] l'ensemble des représentants du gouvernement du Canada aborde les questions du féminicide dans l'État de Chihuahua, Mexique, des violations des droits humains et de l'impunité dans leurs échanges avec des représentants du gouvernement mexicain » est restée sans suite, entre autres en raison du changement de gouvernement dans les mois suivant cette rencontre.

Tout au long des dix années suivantes, le Comité de solidarité avec les femmes de Ciudad Juárez a continué ses activités même s'il a été impossible, étant donné



Manifestation dénonçant la nomination de l'ancien gouverneur de l'État de Chihuahua, Francisco Barrio Terrazas, peu sensible au féminicide sous son administration (1992-1998), comme ambassadeur du Mexique au Canada.

Photographie de l'auteure

Le manque de ressources financières, de retourner faire un suivi sur le terrain. Il faut dire qu'à partir de 2006, avec la guerre ouverte déclarée par le Président Felipe Calderón aux cartels de la drogue qui se livraient une guerre intestine à Ciudad Juárez même, la violence a redoublé dans cette ville. Le solde de cette opération se déroulant tout au long de son mandat de six ans sera estimé entre 60 000 et 100 000 morts. Non seulement le féminicide n'a pas été éradiqué dans cette ville, mais il s'est intensifié et répandu dans le reste du pays tout en étant occulté par la violence ambiante.

D'ailleurs, c'est à cette même époque, soit à partir de 2006 – et cela mettait fin à toute velléité de retourner à Ciudad Juárez –, que des militantes locales qui dénonçaient le féminicide tombaient désormais sous les balles des assassins. Ainsi, un certain nombre de victimes liées aux violences du Mexique se sont retrouvées au Canada pour demander protection comme

réfugiées. Peu à peu, le Comité de solidarité avec les femmes de Ciudad Juárez s'est donc mobilisé autour des questions relatives aux réfugiées mexicaines cherchant l'asile au Canada pour dénoncer le resserrement des lois sur l'immigration et sur le statut de réfugié. En effet, dans l'intervalle, le Canada était entré dans l'ère Harper et avait déclaré, à l'encontre des arguments de ces personnes, que le Mexique était un pays sûr – une affirmation qui continue d'être contredite par les faits. En effet, dernièrement, l'ONU a estimé qu'entre 2013 et 2015 seulement, quelques 6 488 femmes ont été assassinées dans l'ensemble du Mexique. L'État de Chihuahua reste pratiquement en tête de liste en ce qui concerne l'incidence du féminicide puisqu'il occupe le deuxième rang parmi les dix États les plus touchés (sur les 31 pour l'ensemble du pays)⁴.

Le bilan

Le bilan des actions du Comité québécois de solidarité avec les femmes de Ciudad Juárez reste à faire tout comme la systématisation de ses archives. Cependant, on peut déjà dire que dans le cadre plus global de la solidarité avec les populations de l'Amérique latine, il s'agit d'un groupe original en ce qu'il est résolument féministe. C'est aussi un groupe significatif dans son milieu et qui s'est efforcé tout au long de son existence active de développer des liens avec une panoplie d'autres groupes et organisations solidaires. Il aura contribué, avec des moyens matériels très limités, à sensibiliser son entourage à ce concept nouveau qu'est le féminicide. Surtout développé au Sud, ce concept reconnaît le caractère unique de la violence faite aux femmes et contribue à la réflexion quant aux moyens de l'éradiquer. À l'heure où les travaux de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées s'amorcent au Canada, ce concept, qui commence tout juste à être utilisé ici, tel que combiné à celui de racisme systémique, est très certainement susceptible de consolider les postures des unes et des autres, s'agissant de la violence à l'égard des femmes en raison de leur genre, et d'approfondir les solidarités Sud/Nord.

RÉFÉRENCES

1 Les membres de la Commission et leur appartenance à l'époque étaient : Rita Acosta (Mouvement contre le viol et l'inceste), Diane Bourgeois (députée du Bloc Québécois), Gisèle Bourret (Fédération des femmes du Québec), Claudette Carbonneau (Présidente de la Confédération des syndicats nationaux), Marie-Hélène Côté (Comité chrétien pour les droits

humains en Amérique latine), Martine Forand (cinéaste), Marie France Labrecque (professeure, Université Laval).

2 Ce rapport est toujours disponible à l'adresse suivante : <http://sisyphe.org/spip.php?article1094> (page consultée le 15 août 2016).

3 La transcription complète de cette session est disponible à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=1575590&Language=F&Mode=2>

(page consultée le 15 août 2016).

4 Tel que rapporté dans un article du quotidien *Excelsior*, le 25 avril 2016. <http://www.excelsior.com.mx/de-la-red/2016/04/25/1088685> (page consultée le 4 août 2016).

La résistance des femmes dans les Amériques

Par *Emilia Castro*

Les femmes de partout dans le monde luttent contre les inégalités sociales, économiques et politiques. Elles ont entrepris, depuis des années, un long chemin de dénonciation, d'action et de lutte contre l'oppression qu'elles subissent par des systèmes où se conjuguent le capitalisme, le patriarcat, le colonialisme et le racisme.

Dans ce monde où l'économie est mondialisée, cette résistance de chaque instant s'exerce dans un contexte où la loi du marché règne en détruisant la terre et en s'appropriant nos territoires. Dans les Amériques, les femmes mènent des luttes pour que leurs droits, leurs espoirs, leurs rêves et leur dignité deviennent une réalité. Elles résistent à un ennemi implacable qui a comme seul objectif la concentration du pouvoir et de la richesse. Force est de constater que la majorité de la population, en particulier les femmes et les enfants, s'appauvrissent, et que les droits humains, sociaux et économiques deviennent dans plusieurs pays presque inexistantes.

C'est dans ce contexte que des traités de libre-échange et des traités commerciaux, qui ont comme seuls objectifs le profit, la spéculation et la domination de l'économie en respectant seulement les règles du grand capital, se déploient comme une grande toile d'araignée.

De nombreuses femmes provenant de différentes organisations (syndicats, groupes de femmes, organisations non gouvernementales) créent des alliances et des réseaux afin de mener des actions pour riposter aux impacts négatifs de ces accords. Ces femmes participent activement dans les mouvements

sociaux pour dire « NON » aux traités de libre-échange en dénonçant les effets et les impacts négatifs sur les peuples. Elles ont été de toutes les luttes pour s'opposer, en 2001, au traité de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA). Elles ont continué la mobilisation contre les accords bilatéraux avec les pays d'Amérique latine. Ces traités bilatéraux poursuivent toujours les mêmes objectifs : assurer davantage aux multinationales en se dotant d'un grand capital, de garanties et de privilèges tout en diminuant les droits (libertés citoyennes, les droits humains et la souveraineté des peuples et des États).

Les militant-e-s des Amériques sont persécuté-e-s et vivent au quotidien la répression. C'est le cas, entre autres, de Maxima Acuña de Cajamarca au Pérou qui se bat contre la multinationale minière Yanacocha, qui cherche à imposer son mégaprojet minier à ciel ouvert à Conga. C'est également le cas de Berta Cáceres, leader assassinée du Conseil civique des organisations autochtones et populaires du Honduras (COPINH), qui travaillait à appuyer les communautés autochtones dans leurs luttes pour le respect de leurs droits territoriaux. Voici donc deux exemples de luttes qui reflètent la dure réalité de militantes et de militants sur notre continent.

Actuellement, la région des Amériques est frappée au plus profond de ses valeurs : la conquête de la démocratie pour nos peuples. Une démocratie qui devait nous permettre d'avancer dans le terrain des conquêtes sociales. Adolfo Pérez Esquivel (Prix Nobel de la paix 1980) déclarait en se référant à la situation actuelle au Brésil : « qu'il s'agit d'une situation semblable

EMILIA CASTRO, chilienne d'origine, est arrivée au Québec suite au coup d'État de Pinochet en 1973 au Chili. Militante des droits humains, elle est connue pour son engagement féministe et syndical. Elle est une des coordonnatrices de la Marche mondiale des femmes pour la région des Amériques et Vice-présidente du Conseil central de Québec Chaudières Appalaches.

aux coups d'État « blancs » que nous avons vus au Honduras avec Zelaya et au Paraguay avec Lugo, qui a signifié des procédures illégales pour violenter la volonté populaire, une augmentation de la répression et des politiques de faim contre le peuple ».

Nous continuerons d'appuyer la lutte de nos compagnes de la Marche mondiale des femmes (MMF) qui, dans les différents pays des Amériques, participent au mouvement populaire de résistance de manière combative et féministe pour un véritable retour de la démocratie qui respecte la volonté populaire.

Marche mondiale des femmes au Brésil.

Crédit inconnu

En 2015, les femmes se sont mobilisées dans l'action mondiale de la MMF qui s'est tenue sous le thème « Libérons nos corps, notre Terre, nos territoires » pour contrer le capitalisme, le patriarcat, le colonialisme et le racisme qui sont responsables de l'austérité, de la destruction environnementale et de la militarisation.

Nous avons affirmé dans un texte de réflexion de la Coordination québécoise de la Marche mondiale des femmes (CQMMF), rédigé pour l'action de 2015 :

[qu'] en marchandisant la terre et ses ressources, le capitalisme engendre des guerres et des déplacements. Notre climat se réchauffe dangereusement et la biodiversité en souffre. Nous sommes très inquiètes de l'incapacité des États à agir réellement pour assurer la protection de l'eau, pourtant centrale au maintien de la vie sur Terre.



Nous refusons cette mondialisation qui a accentué les écarts entre les riches et les pauvres, qui détériorent les conditions de vie et de travail. Nous devons devenir des acteurs et des actrices afin de changer cette façon de vouloir gérer le monde.

Dans la déclaration de la MMF émise lors du Forum social mondial tenu à Montréal en août 2016, nous avons affirmé que :

Nous, les femmes de la MMF, participons aux actions de résistance contre l'industrie extractive et l'impunité dont bénéficient les multinationales et parmi elles, un grand nombre d'entreprises canadiennes qui exploitent les ressources naturelles, détruisent la vie, exproprient les communautés et criminalisent les défenseuses et défenseurs de la Terre et des droits humains.

C'est pour ces raisons que nous avons décidé comme MMF, d'appuyer l'appel à la Journée continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme. Cette journée veut souligner :

Qu'après une décennie d'échecs de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), notre continent fait face à une nouvelle offensive néolibérale.

Cette offensive se manifeste à travers le renforcement des différentes formes d'attaques, qui dépouillent de leurs droits les peuples et qui s'en prennent aux peuples autochtones, aux paysans et paysannes, aux travailleurs et travailleuses, aux femmes, aux jeunes de toute race, sexe et culture confondus, qui grâce à leurs luttes et résistances ont récupéré leurs capacités de devenir des protagonistes des processus de changement et de transformation dans la région.

Nous, qui sommes les héritiers et héritières, les participants et participantes des luttes contre les régimes militaires en Amérique du Sud et dans les Caraïbes, et contre la violence institutionnelle d'État. Nous qui nous opposons sur tout le continent à l'agenda du libre-échange, à la privatisation, à l'exclusion et à la pauvreté ce qui s'exprime dans l'échec du projet néocolonial de la ZLÉA.

Nous refusons cette mondialisation qui a accentué les écarts entre les riches et les pauvres, qui détériorent les conditions de vie et de travail. Nous devons devenir des acteurs et des actrices afin de changer cette façon de vouloir gérer le monde.

Nous avons toujours clairement indiqué que nous voulons d'une intégration qui tiendra compte des valeurs de justice sociale, d'égalité, du respect des droits humains et de la démocratie. Nous voulons une intégration des peuples afin de favoriser un réel développement, le respect de l'environnement et l'élimination de la pauvreté sur notre continent. Les mouvements sociaux se mobilisent pour la justice sociale et la solidarité des peuples.

Nous disons que nous voulons bâtir ensemble des Amériques solidaires où les droits des femmes et des peuples seront respectés!

RÉFÉRENCES

Coordination du Québec de la Marche Mondiale des Femmes (novembre 2014). Texte de réflexion pour la MMF 2015. En ligne : <http://www.ffq.qc.ca/wp-content/uploads/2014/12/Texte-de-r%C3%A9flexion-MMF-2015.pdf>.

Solidaires. « Déclaration de la Marche Mondiale des Femmes au Forum social mondial 2016 à Montréal », en ligne : <https://www.solidaires.org/Declaration-de-la-Marche-Mondiale-des-Femmes-au-Forum-social-mondial-2016-a>.

Appel à la Journée continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme (juillet 2016), en ligne : <https://seguimosenlucha.wordpress.com/2016/07/06/apel-a-la-journee-continentale-pour-la-democratie-et-contre-le-neoliberalisme/>.

Nous ne sommes pas les mortes de Juárez¹

Par Itzel González, Red Mesa de Ciudad Juárez

Traduction par Valérie Martel

Je viens d'une ville qui fut l'un des laboratoires du système capitaliste et patriarcal. Une ville qui a subi la guerre. Une guerre que nous n'avons pas voulue. Une guerre qui, en quatre ans, a rempli les rues de sang. Qui, en quatre ans, a tué 11 000 de nos fils et de nos filles. Une ville marquée par la militarisation et la violence extrême contre les femmes, par les féminicides.

Si je dis « Juárez », les gens pensent immédiatement aux croix roses et à la violence. Mais je suis ici pour vous transmettre les paroles de tant de femmes qui ne peuvent être ici physiquement avec moi, mais qui le sont en esprit et en pensée : elles m'accompagnent avec leurs luttes. Je suis ici pour vous dire que nous, les femmes de Ciudad Juárez, valons plus que des croix roses dans le désert. Que nous sommes des combattantes, des créatrices, que nous donnons la vie au milieu de tant de désolation, de tant de morts, de tant de destruction.

Nous sommes des femmes qui allons travailler jour après jour et subvenons aux besoins de notre ville. Nous aimons, nous rêvons, nous recherchons le bonheur et malgré tout, nous rions encore. Nous ne sommes pas les mortes de Juárez comme les systèmes capitalistes et patriarcaux ont voulu nous faire croire, cherchant avec cette image à nous voler notre force, à nous dérober la possibilité de continuer à nous battre et à nous organiser.

Nous ne sommes pas mortes, non. Nous sommes les héritières des luttes de celles qui nous ont précédées, de celles qui nous ont ouvert la voie, pour que nous puissions continuer à cheminer. Nous sommes les héritières des mères qui ont défendu la mémoire de leurs filles contre vents et marées.



Itzel González est défenseure des droits humains et militante féministe depuis 15 ans. Elle coordonne le dossier d'accompagnement et de recherche du Red Mesa de Mujeres, une organisation défenseure des droits des femmes à Ciudad Juárez.

Photographie de l'auteure

Pourquoi ? Pour que nous n'oublions pas leurs visages. Pour que nous n'oublions pas leur histoire, leurs rêves, leurs désirs brisés par les hommes de la mort. Nous suivons les traces de ces femmes qui nous ont donné du courage, qui nous ont montré le chemin, qui nous ont appris à nous battre. Nous ne sommes pas mortes. Nous ne sommes pas les mortes de Juárez. Nous sommes des femmes au combat. Et je vous demande de vous faire entendre, comme moi, pour que nous continuions à dénoncer, mais aussi à rêver... pour que nous puissions continuer d'avancer. Pas une de plus !

¹ Ce texte est la transcription du discours présenté par Itzel González le 10 août 2016 lors du spectacle « Les peuples et la planète avant le profit! Voix des résistances et des alternatives » à Montréal à l'occasion du Forum social mondial 2016. La présentation est disponible en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=hVY573S2V5g>.

Néocolonialisme, extractivisme, violences et criminalisation des luttes sociales

2005 à aujourd'hui

En nuestras cosmovisiones somos seres surgidos de la tierra, el agua y el maíz. De los ríos somos custodios ancestrales, el pueblo Lenca, resguardados además por los espíritus de las niñas que nos enseñan que dar la vida de múltiples formas por la defensa de los ríos es dar la vida para el bien de la humanidad y de este planeta.

El COPINH, caminando con otros pueblos por su emancipación, ratifica el compromiso de seguir defendiendo el agua, los ríos y nuestros bienes comunes y de la naturaleza, así como nuestros derechos como pueblos.

¡Despertemos! ¡Despertemos Humanidad! Ya no hay tiempo.

Nuestras conciencias serán sacudidas por el hecho de solo estar contemplando la autodestrucción basada en la depredación capitalista, racista y patriarcal.

La Madre Tierra militarizada, cercada, envenenada, donde se violan sistemáticamente los derechos elementales, nos exige actuar.

Construyamos entonces sociedades capaces de coexistir de manera justa, digna y por la vida.

Juntémonos y sigamos con esperanza defendiendo y cuidando la sangre de la tierra y los espíritus. (...)

– Extrait du discours de Berta Cáceres lorsqu'elle a reçu le Prix Goldman pour l'Environnement en 2015

La rivière me l'a dit¹

Lettre de Laura Zuniga²

Traduction par Amelia Orellana

Berta Cáceres³, ma mère, ma maman, était la lutte en marche, avec toutes les oppressions sur ses épaules, portant sur son dos les douleurs que le système impose aux pauvres, aux autochtones pauvres, aux femmes autochtones pauvres.

Berta, capable de s'indigner devant chaque injustice du monde, se rebelle et lutte contre elles. Pour cela, elle atteint une intégralité dans sa pensée, elle comprit qu'on doit combattre à la fois le capitalisme, le patriarcat et le racisme ensemble.

Je me souviens comme si je l'avais vécu de la fille aux cheveux longs, avec des douleurs de molaires, qui livrait en cachette les lettres avec l'information qui allait alimenter les luttes en Amérique centrale, plus particulièrement la lutte au Salvador, jadis, dans les années 1970. Je me souviens aussi de la jeune fille, sans rien à manger, qui cherchait du travail dans les *maquilas*, travail qui lui fut refusé parce qu'elle était enceinte. Je me souviens d'elle presque enfant, sans rien à manger, enceinte, dans un quartier marginal d'une ville inconnue, apportant à la lutte ce qu'elle pouvait. Le capitalisme s'exprima dans sa plénitude. Je me

souviens également de la femme qui décida de ne plus avoir de filles, mais le système lui dit qu'elle ne pouvait pas décider de son corps, qu'elle devait accoucher de nouveau. Le patriarcat se fit présent. Je me souviens d'elle avec un bras ecchymosé, ce souvenir-là, je l'ai vécu. La police l'avait frappé. Les autochtones n'ont pas le droit de lutter pour leurs terres. Le racisme se manifestait.

Je me souviens d'elle forte, puissante, immense, infinie, luttant contre les mégaprojets qui s'approprient les territoires autochtones lencas, contre les batteurs et agresseurs de femmes, luttant contre les gouvernements corrompus, contre les coups d'État, en solidarité avec

Murale présentée lors du Forum social mondial en août 2016 à Montréal.

Oeuvre de Fanny Aïshaa



quiconque en avait besoin. Je me souviens d'elle de tant de façons : sans peur, riant, blaguant, humaine, traquant tous ceux qui voulaient l'arrêter.

Dans ce pays si bouleversé, avec des bases militaires étrangères (*gringos*), avec le 30 % du territoire sous concession d'entreprises transnationales, des entreprises qui s'approprient les territoires ancestraux, avec des projets comme celui des zones de développement (ZEDES), qui sont la nouvelle forme de colonialisme, avec la vente d'oxygène-RED PLUS, qui sont la privatisation des forêts, avec les taux les plus élevés de pauvreté, de violence, de féminicides. Dans ce pays, la rage pleut sur la douleur parce qu'ils ont volé les bras de Berta, ils m'ont volé les bras de ma maman. Ce pays, qui est l'humanité même, refuse de se résigner à cet assassinat.

C'est pour ce pays qu'a lutté Berta Cáceres, parce que la maman luttait pour le monde. Elle se passionnait pour sa terre, où se trouve son peuple lenca, ses

racines. Elle était horrifiée devant les agissements sinistres et violents de l'impérialisme ici, devant les expériences (*experimentos*) qu'ils réalisent. Ma maman, ma camarade de lutte, Berta Cáceres, était un obstacle pour le système, car sa clarté politique, le développement constant de son discours et ses constructions ne permettraient pas, ne permettront pas, à l'extractivisme saccageur, au capitalisme exploiteur, au racisme esclavagiste, au patriarcat violent et à l'impérialisme assassin d'agir en toute liberté.

Elle, la maman, la dame (*doña*), la commandante, ma maman, Berta Cáceres, avec toutes les oppressions sur ces épaules, se rebelle à la mort, elle s'insère à l'intérieur du cœur d'un peuple qui n'a pas de frontières. Berta s'est multipliée. Il n'y a pas d'assassins qui puissent la tuer.

Berta la multipliée, Berta la semence, Berta semée, Berta éternelle, Berta immense, maman infinie : la rivière nous l'a déjà dit : NOUS TRIOMPHERONS!



Photographie du Prix Goldman pour l'Environnement

RÉFÉRENCES

1 Lettre publiée le 22 mars 2016, version originale en espagnol sur : <http://hagamosloimposible.com/me-lo-dijo-el-rio-carta-de-laura-zuniga/>

2 Laura Zuniga, fille de Berta Cáceres et militante du *Frente Juvenil Hagamos Lo Imposible* (Front des jeunes Faisons l'impossible)

3 Leader autochtone lenca, féministe et activiste environnementale. Guerrillera à l'adolescence, Berta Cáceres a privilégié la révolution au détriment de sa propre vie, « la rivière le lui a dit » et ainsi,

elle s'est convertie en semence vivante; dénonçant l'impérialisme et le capitalisme, mais également l'ennemi que nous reproduisons dans nos relations quotidiennes, dénonçant le patriarcat.

Avec sa voix du centre du continent, Berta nous a appris que la lutte est intégrale, que lorsque nous luttons pour empêcher qu'ils tuent nos forêts, nous luttons également contre le garçon qui nous violente, nous luttons contre les nations qui nous saccagent. Berta était une de nos meilleures camarades, par son audace, par son féminisme, par sa cohérence. Elle se reconnaissait comme étant Lenca, féministe,

anti-impérialiste et anticapitaliste. Ils l'ont tuée pour avoir voulu accoucher d'un monde nouveau sans oppresseur ni opprimés, ils l'ont tuée parce qu'elle était révolutionnaire, femme et autochtone.

Nous prenons son exemple, nous la faisons brûler dans nos poitrines rouges, dans nos ovaires et dans notre peau. Elle vit dans la lutte de notre peuple, sa dignité se trouve aux premières lignes de notre barricade. Nous ne l'oublierons pas et nous maintiendrons actif son souvenir...

Les mères et la disparition forcée de leurs enfants : plus de 50 ans pour repousser les frontières du droit

Par Adriana Pozos Barcelata

Traduction par Sarah Múnera

Une pensée spéciale pour Hilda Legideño

« Maman, si je disparaissais, où irais-je ?
Je ne sais pas, mon fils.
Je sais seulement que si tu disparaissais, je te
chercherais sur la surface de la Terre et sous elle.
Je frapperais à chaque porte de chaque maison.
J'interpellerai toutes unes et chacune des personnes qui
croiseraient mon chemin.
J'exigerais, chaque jour, que toutes les instances ayant
l'obligation de te chercher le fassent, jusqu'à te retrouver.
Et je voudrais que tu n'aies pas peur, mon fils, car je te
cherche.
Et si l'on ne m'entendait pas, mon fils,
ma voix se ferait forte et je crierais ton nom dans la rue.
Je briserais des vitres et démolirais des portes pour te
chercher.
Je mettrais le feu à des édifices pour que tout le monde
sache combien je t'aime et comment j'ai hâte à ton retour.
Je peindrais des murs avec ton nom et je ne voudrais pas
qu'on t'oublie.
Je chercherais d'autres personnes qui cherchent aussi
leurs enfants pour qu'ensemble nous vous trouvions, toi et
les autres.
Et je voudrais que tu n'aies pas peur, mon fils, car nous
serions nombreux à te chercher.
Si tu ne disparaissais pas, mon fils, tel est mon souhait et
mon vœu.
Je crierais le nom de tous ceux qui ont disparu.
J'écrirais leur nom sur les murs.
Je prendrais dans mes bras, de près ou de loin, tous les
pères et mères, sœurs et frères,
qui cherchent leurs disparus.
Je marcherais par les rues en leur tenant le bras.
Et je ne permettrais pas que leurs noms soient oubliés.
Et je voudrais, mon fils, qu'ils n'aient pas peur, parce que
nous les cherchons tous. »

– Marcela Ibarra Mateos (*La Jornada de Oriente*, 22
octobre 2014)

La disparition forcée consiste à priver une personne de sa liberté, qu'il s'agisse d'une arrestation, d'une détention ou d'un enlèvement, perpétrée par des agents d'un État ou avec leur complicité, puis à la retenir arbitrairement (ceci implique, lorsque c'est directement réalisé par des agents de l'État, le non-respect des procédures juridiques formelles qui régissent les lois du pays), à nier la rétention illégale et enfin à faire disparaître cette personne¹. Rafael Videla, au pouvoir en Argentine par coup d'État entre 1976-1981 et considéré comme dictateur, disait par rapport aux détenus-disparus : « Quant au disparu, tant qu'il demeure tel quel, ce disparu reste une énigme. Si cet homme apparaît, il recevra un traitement X. Et s'il y a une certitude que sa disparition signifie son décès, il aura un traitement Z. Mais tant qu'il est disparu, il ne peut recevoir aucun traitement particulier. C'est une énigme, c'est un disparu. Il n'a pas d'identité. Il n'est pas là. Ni mort ni vivant, il est disparu. » (Question posée à Videla sur les disparus, 1979).

Le premier antécédent de disparitions forcées dans l'histoire apparaît sous le régime nazi, plus précisément dans le plan d'action *Nuit et brouillard. Directives sur la poursuite pour infractions contre le Reich ou contre les forces d'occupation dans les territoires occupés*². Il y était spécifié que toutes les personnes ayant agi à l'encontre du Reich et qui, pour une raison quelconque, ne pouvaient pas être présentées devant un tribunal spécial pour y être jugées, devaient être envoyées à un camp de concentration sans que leurs familles, amis et/ou connaissances soient mis au courant de leur destination. Les personnes retenues dans ces

ADRIANA POZOS BARCELATA est une étudiante mexicaine au doctorat en science politique à l'Université du Québec à Montréal (UQÀM). Elle est également membre du Conseil d'administration du CDHAL.



circonstances, et qui ne devaient avoir aucun contact avec le monde extérieur, étaient identifiées comme *Nacht und Nebel* (NN - Nuit et brouillard en français). Personne ne devait connaître leur sort, même en cas de décès, la famille ne devait pas en être informée³.

Ainsi, le plan *Nuit et brouillard* cherchait à éliminer toute trace de l'existence d'un être humain et de ses documents. Ce dispositif visait à étendre le contrôle sur les proches en leur causant des dommages psychologiques : en l'absence de corps à inhumier, il n'était pas possible de clore le cycle de l'existence de la personne disparue et donc de faire son deuil. En termes de terreur, l'efficacité de cette technique anti-insurrectionnelle a été ensuite corroborée par les puissances occidentales, en particulier par l'Armée française qui l'a reprise et perfectionnée pendant les guerres d'Indochine (1946-1954) et d'Algérie (1954-1962)⁴. En Amérique latine, cette technique est arrivée dans le contexte de la Guerre Froide à travers deux mécanismes. D'une part, par le biais de l'École des Amériques au Panama (Institut de l'Hémisphère Occidental pour la Sécurité et la Coopération) où les

États-Unis enseignaient des méthodes de répression, torture, disparition et assassinat à des forces publiques et militaires de toute l'Amérique latine⁵. D'autre part, et en particulier en Argentine, ce fut à travers des missions d'entraînement des escadrons de la mort de l'École française⁶. Oui, des escadrons de la mort venus du « pays des droits humains ».

Il existe des cas emblématiques du Cône Sud où la technique de disparition forcée a été utilisée comme l'une des stratégies anti-insurrectionnelles. Ce dispositif est généralement associé à l'Argentine et au Chili pendant les dictatures des années 1970, mais des archives récemment déclassifiées aux États-Unis montrent qu'à partir de 1966, Washington soutenait l'armée du Guatemala dans le développement de cette pratique dans ce qui s'appelait alors l'Operación Limpieza (Opération Propreté)⁷. Cependant, cette technique de contrôle de la population au moyen de la terreur n'est pas exclusivement utilisée par les dictatures militaires. Des pays comme la Colombie et le Mexique, qui n'étaient pas officiellement considérés comme des dictatures, car ils avaient élu leurs

Marche des mères de jeunes et d'enfants disparus, ville de Mexico, Mexique.

Photographie d'Acrópolis

dirigeants au suffrage universel, avaient eu recours également, et continuent de le faire, à l'utilisation de ce dispositif de terreur.

Au Mexique, depuis 2006 les disparitions forcées ont considérablement augmenté en conséquence de la stratégie de sécurité nationale mise en place par le président Felipe Calderón Hinojosa (2006-2012). La « guerre contre le trafic de drogue » a été dénoncée par différentes organisations de droits humains (Amnistie internationale, Mines Alerte Canada, le Centre ProDH, entre autres) comme étant une stratégie de criminalisation de la contestation sociale.

En septembre 2014, la disparition forcée de 43 étudiants de l'école normale d'Ayotzinapa, une école rurale d'éducation populaire, perpétrée par des représentants de l'État sur trois niveaux — local, régional et national — a révélé à la communauté internationale la grave crise des droits humains que traverse le Mexique. Selon les chiffres officiels, sur une période de 10 ans, il y aurait eu plus de 250 000 déplacements forcés, 100 000 morts violentes et plus de 27 000 personnes disparues. D'autre part, le flux migratoire vers les États-Unis s'est intensifié ces dernières années à cause des graves crises économiques et de violence que traversent plusieurs pays d'Amérique centrale. Le passage par le Mexique est presque obligatoire et c'est ainsi que les migrant-e-s sont exposés à tous types de violence⁸ dont la disparition forcée. Le mouvement *Migrante Mesoamericano* estime qu'entre 2006 et 2015, il y aurait eu de 70 000 à 120 000 personnes migrantes disparues⁹, à ce nombre s'ajoutent alors les 27 000 personnes disparues citées plus haut. Les motifs de disparition pour ce groupe de personnes en particulier comprennent l'enlèvement, l'extorsion, la traite d'êtres humains, le trafic d'organes ou encore les travaux forcés pour le crime organisé.

Dès les premiers cas de disparitions forcées sur le continent, que ce soit en Argentine (Mères de la place de Mai), au Mexique (Rosario Ibarra de Piedra du Comité Eureka), en Uruguay (Mères et familles de disparus uruguayens), en Colombie (Mères de la Candelaria), au Salvador (Comadres), etc., une image revient toujours : celle des mères qui cherchent leurs enfants. Si la douleur causée par la disparition d'une personne n'est pas exclusive aux mères, l'image l'est. C'est cette image qui traverse le continent, et depuis plus de 50 ans, la recherche de ceux et celles qui ont disparu. De plus, ce sont leurs luttes qui ont fait avancer les législations et permis la création d'organismes spécifiques autour des personnes disparues. C'est le cas par exemple de la Banque nationale de données génétiques impulsée par les Grands-Mères de la place de Mai ou de la Loi d'Amnistie en 1978 au Mexique promue par le Comité Eureka ou encore de la reconnaissance du Droit à la vérité.

En ce qui concerne les migrant-e-s d'Amérique centrale disparu-e-s au Mexique, une caravane regroupant des femmes du Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador traverse le pays tous les ans depuis 2006. Elles recherchent leurs enfants avec qui elles ont perdu contact lors de leur passage par le Mexique. Ces caravanes parcourent en grande partie les routes migratoires dans l'espoir de retrouver la trace de leur fille ou de leur fils disparu. Pour pouvoir traverser le territoire mexicain, ces mères se sont alliées au niveau local à des organisations sensibles à cette problématique, que ce soit l'aide aux migrant-e-s ou la recherche de disparu-e-s. Cette alliance solidaire facilite l'organisation logistique, elle diminue aussi considérablement les coûts et les risques auxquels ces femmes sont confrontées, puisque les organisations locales se chargent de leur fournir les repas et l'hébergement. Lors de leurs premières incursions, les mères centraméricaines devaient faire profil bas,

Les motifs de disparition pour ce groupe de personnes en particulier comprennent l'enlèvement, l'extorsion, la traite d'êtres humains, le trafic d'organes ou encore les travaux forcés pour le crime organisé.

car leur séjour sur place était illégal. Elles dormaient dans des parcs ou des églises où elles demandaient refuge à l'improviste et elles mangeaient grâce à ce qu'elles récoltaient en faisant la quête. De ce fait, même leurs chances d'aboutir les recherches étaient infimes et elles s'exposaient à différentes violences comme des viols, des extorsions ou des sévices physiques et/ou psychologiques, entre autres. Au fil du temps, les alliances établies avec des organisations locales ont aidé de façon significative à leur donner une visibilité et une médiatisation, ainsi que de l'empathie pour leur cause. À tel point que leur traversée du Mexique est suivie par des télévisions nationales, qui ne se posent aucunement la question du « droit » de ces mères à faire valoir leur droit politique sur le territoire national. Ces mêmes médias remettent en question ce droit lorsqu'il s'agit de la participation politique d'autres personnes de nationalité étrangère : ainsi le citoyen chilien Laurence Maxwell a été arrêté et menacé d'expulsion après avoir pris part à une manifestation qui réclamait que les 43 étudiants disparus en septembre 2014 soient retrouvés vivants¹⁰.

Dans ce sens, je voudrais apporter une brève réflexion sur les droits politiques que les mères de cette caravane centraméricaine exercent de facto. Dans un cadre strictement juridique, elles n'auraient pas le droit de ne prendre part à aucune activité politique au Mexique. Le chapitre 3 de l'article 33 de la Constitution mexicaine stipule que « les étrangers ne pourront, d'aucune manière, s'immiscer dans les affaires politiques du pays. » Malgré ce blocage juridique que l'État peut mettre en application de façon arbitraire, ces mères arrivent tous les ans au Mexique et donnent de la légitimité à l'exercice d'actions politiques. Leurs alliés locaux, tout

comme la dimension symbolique de la figure de la mère cherchant ses enfants, ont mené à l'acceptation sociale de l'exercice de leurs droits dans un État-nation auquel elles n'appartiennent pas, mais qui a bafoué leurs droits humains fondamentaux. Jusqu'à présent, aucune organisation juridique internationale existante œuvrant pour la prévention et la condamnation des disparitions forcées n'envisage le droit des membres de la famille des disparus à réaliser des actions directes sur le territoire d'un pays étranger afin de faire valoir leur droit à la vérité. Elles n'envisagent pas non plus leur droit à exercer des droits politiques ailleurs que dans leur propre pays dans des circonstances de lèse-humanité, comme c'est le cas pour les disparitions forcées. Cela malgré le fait que la plupart de ces organisations ont été créées grâce à l'action et la dénonciation des familles de disparus, et principalement des mères. Ces caravanes nous montrent le besoin d'agrandir les limites de la frontière du droit, le sens de l'exercice des droits politiques, le droit de participer à des activités politiques non conventionnelles sans que l'appartenance à l'État en question soit un élément décisif, surtout si l'État-nation interpellé a un devoir envers elles (envers nous) « parce que vivants ils les ont emmenés, vivants nous les voulons ! »

RÉFÉRENCES

1 La Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées donne cette définition de la disparition forcée : « L'arrestation, la détention, l'enlèvement ou toute autre forme de privation de liberté par des agents de l'État ou par des personnes ou des groupes de personnes qui agissent avec l'autorisation, l'appui ou l'acquiescement de l'État, suivi du déni de la reconnaissance de la privation de liberté ou de la dissimulation du sort réservé à la personne disparue ou du lieu où elle se trouve, la soustrayant à la protection de la loi. » (Assemblée générale des Nations Unies 2006)

2 González Villarreal, Roberto (2012). *Historia de la desaparición. Nacimiento de una tecnología represiva*. México: Terracota.

3 Manjón-Cabeza Olmeda, Araceli. (2012). « 2012 : Las posibilidades legales de la memoria

histórica ». *Revista Electrónica de Ciencia Penal y Criminología*, 14, p. 1-42.

4 Drouin, Marc (2012). « La guerre contre-insurrectionnelle guatémaltèque. Sa généalogie, le déni des responsables et les sources historiques ». Montréal : Université de Montréal.; Robin, Marie-Monique (2008). *Escadrons de la mort, l'école française*. Arte-France.

5 Robin, Marie-Monique (2009). *Torture made in USA*.

6 Robin, Marie-Monique (2008). *Escadrons de la mort, l'école française*. Arte-France.

7 Grandin, Greg (2011). *The Last Colonial Massacre: Latin America in the Cold War*, Updated Edition. 2 édition. Chicago; London : University Of Chicago Press.

8 L'Organisation Internationale pour les Migrations de l'ONU estime que chaque année 150 000

personnes entreraient sur le territoire mexicain illégalement. En 2011 la Commission Nationale des Droits Humains (CNDH) du Mexique calculait qu'il y avait alors environ 20 000 migrants de l'Amérique centrale enlevés chaque semestre. CNDH, Rapport spécial sur les enlèvements de migrants au Mexique (22 février 2011).

9 Communiqué de presse Caravane des mères d'Amérique Centrale, Cencos (8 décembre 2015). Mouvement Migrante Mesoamericano (consulté le 8 septembre 2016).

10 Coria, Elba et Martínez, Diana (2014). « Sur l'ingérence politique d'étrangers au Mexique », *Animal Político*, 1er décembre 2014, en ligne : <http://www.animalpolitico.com/blogueros-blog-invitado/2014/12/01/sobre-la-intromision-politica-de-extranjeros-en-mexico/> (page consultée en septembre 2016).



¿Dónde están?

Hier, ce que nous craignons est arrivé

Par Hans Labra

Traduction par Amelia Orellana

Témoignage de Hans Labra, reçu le 15 octobre 2016, dans le cadre du conflit opposant des communautés Mapuche à la compagnie transnationale RP Global, le Groupe Saesa, appartenant au Fonds de pension des enseignant-e-s de l'Ontario (Ontario Teachers' Pension Plan-OTPP) et la compagnie Morgan Stanley.

Hier, ce que nous craignons est arrivé.

7h30. J'avais un feu allumé et je chauffais le lait de mon jeune fils lorsque l'appel que j'aurais aimé ne jamais recevoir est arrivé. « *Peñi* (frère), SAESA est là avec les policiers, elle change les câbles à Tranguil »...

Le paradis de la Cordillère, source de vie, a été envahi par d'obscures forces armées, comme s'il s'agissait d'une saga hollywoodienne où les Orques arrivent et détruisent tout. Je regardais autour et la nature était calme, la rivière suivait son cours, les arbres se berçaient au vent, les oiseaux chantaient... les fourmis marchaient sous nos pas dans leurs paysages microcosmiques, cherchant leur alimentation... mais, qu'est-il arrivé alors ? Comment l'être humain peut-il causer tant de déséquilibre ? Comment puis-je expliquer à mes enfants ce qui est arrivé hier à Tranguil ? Comment puis-je t'expliquer mes sentiments, à toi qui es en train de lire, toi que je ne vois pas, mais que je sens, alors que tu cherches une explication à travers ces mots ? Comment dois-je expliquer à mes enfants que la vie se tisse à chaque instant, d'une façon différente pour chaque être de cette terre... comment puis-je leur raconter que ce sont les vécus de chaque personne qui construisent la réalité de l'être humain ? [...] Aujourd'hui, la force du mal a agi à travers des êtres qui ne se sont même pas rendus compte de ce qui était en train d'arriver, qui n'étaient ni coupables, ni responsables.

Mais ce que nous craignons est arrivé.

Je pourrais dire que mille idées me sont venues à l'esprit, mais ce n'est pas vrai. Je savais seulement qu'il fallait faire quelque chose, mais je ne savais pas quoi, rien ne me faisait penser à une solution. Je pense pendant que je cours à travers les champs, passant par dessus les barrières, me dirigeant à toute vitesse vers la maison du *peñi* qui m'a téléphoné – c'est revivre, renforcer et augmenter les liens territoriaux, rétablir des alliances et être honnête en s'engageant seulement dans ce que l'on croit être capable d'accomplir, mais entrer en relation en toute honnêteté avec les communautés, les groupes, les mouvements humains qui cherchent à s'organiser et à restructurer les réseaux populaires qu'on a détruit si brutalement par le passé.

J'arrive à sa maison, nous nous regardons et dans ses yeux je vois la même impuissance, la même angoisse de sentir qu'un énorme monstre menace non seulement nos familles et nos amis, sinon toutes les familles, toutes les personnes, non seulement notre territoire sinon toute la Terre... pas seulement depuis hier, mais depuis longtemps, et pour longtemps encore.

Je suis le seul à avoir un permis, il me passe ses clés pendant qu'il barre sa maison. Je fais démarrer son véhicule, sa femme et sa belle-sœur arrivent en courant et embarquent, le *peñi* embarque également et nous nous regardons tous durant un instant... on y va ? « Allons-y ! » me disent-ils d'une seule voix, et nous partons dans l'urgence, comme s'il s'agissait de sauver la planète agonisante. D'une façon ou d'une autre, ça l'est. L'équilibre s'était brisé. La rivière continuait de suivre son cours, les fourmis cherchaient leur alimentation... mais un groupe d'êtres avait transgressé la vérité, l'honnêteté et la paix.

La seule chose qui peut générer un changement profond – pensais-je, pendant que nous volions à plus de cent kilomètres à l'heure sur un chemin de gravier,

montant la cordillère – c'est que l'humanité s'unisse et revienne à ce qu'elle est, qu'elle récupère le sacré de la procréation, que les gens admettent que ce qu'ils ont en tête au moment d'engendrer, c'est ce qui constituera la vie psychique-émotionnelle de la nouvelle génération. [...]

La magnifique cordillère, patiente et désireuse, reverdie au printemps et couronnée de neige et de minéraux, nous regardait passer par ses jupes, à toute vitesse. Nous nous sentions prêts et capables d'affronter une autorité immorale qui s'était imposée par la force. Le contrôle territorial que nous avons établi suite aux funérailles de Macarena nous avait donné la sensation d'être des centaines de *peñis* à veiller sur la famille Collio Valdés. Mais ce 13 octobre, ils étaient seuls. Nous sommes arrivés à la Côte Los Añiques et dans un battement de paupière, nous étions à Llonquén. Réétablie l'importance d'engendrer la famille avec amour et conscience – je pense, accroché au volant – qu'il nous resterait à rétablir les liens avec toute la famille humaine, et à sentir comme si c'étaient les nôtres les problèmes de quiconque. Mais toujours revenir au commencement, toujours revenir à essayer d'interconnecter la famille nucléaire à la famille globale. Ce sont uniquement les liens avec les personnes, avec les voisins, avec les pairs, qui nous sauveront. Les institutions ne viendront pas le faire, des superhéros non plus, et peut-être même que nous mourrons en luttant... mais travailler avec honnêteté à renforcer les liens ne sera jamais fait en vain.

Nous ne sommes qu'à deux kilomètres de notre destination et nous nous retrouvons face à un point de contrôle des *Carabineros de Chile* (la police nationale) à 7h50. Ils nous font arrêter et nous demandent les papiers du véhicule et mon permis de conduire. Tout est en règle. Nous passons et arrivons à Tranguil. Des troupes obscures couvrent les chemins et le pont... nous abandonnons le véhicule et nous nous fauflions entre eux comme à travers une ruelle obscure de laquelle nous espérons sortir en vie. [...]

Comment puis-je expliquer à mes enfants ce qui a poussé un groupe de personnes, d'êtres humains, à se coordonner en cachette, à exécuter un processus illégal, avec un usage démesuré de la force et à travailler, finalement, du côté de ce monstre qui dévore et détruit ? Qu'est-ce qui les motive si ce n'est pas la vocation de défendre le peuple de ceux qui abusent de leur autorité ? Nous courrons vers la zone de conflit. La mission est d'éviter qu'ils changent les câbles (d'électricité). Je me pends à un d'eux pendant qu'ils essaient de le monter au

poteau, les autres de notre groupe essaient à d'autres endroits. Je vois le *peñi* Rubén au milieu de la rue qui lutte, entouré de vautours en vert qui tentent de le dévorer, d'autres Orques s'approchent afin de nous faire quitter les lieux, bousculades, clés de bras et menaces de nous arrêter, on me traîne vers le camion lance-gaz pour m'y embarquer, le *peñi* me sauve. Sa femme et sa belle-sœur font face au policier qui semble être en charge de l'opération en soulignant son inconséquence et son injustice. On m'éloigne de la zone de conflit et ils se resserrent comme un mur pour m'éviter de passer, qu'est-ce que je fais ? La lutte continue, je cours à la maison afin de chercher un crayon et une feuille de papier, je m'approche d'un groupe de forces spéciales qui attendent d'agir à environ 20 mètres de distance afin de leur parler. De loin, ils ont l'air féroces avec leurs habits blindés, de près, ils sont autant des humains que nous... c'est quelque chose qui est difficile à expliquer. Ignorance, peur, nécessité... qu'est-ce qui les motive ? Je ne le sais pas, je ne sais vraiment pas... mais quoi qu'il en soit, je sens qu'ils ne sont pas coupables et je leur donne ma bénédiction pendant que les autres les maudissent. Ils me remercient. Je leur demande de l'information sur l'opération, sur les autorisations, sur les noms des officiers en charge, je leur parle de ce qui est en train d'arriver et ils reconnaissent ne rien savoir. Lorsque je leur parle de Macarena, ils semblent déconcertés, lorsque je leur demande d'arrêter leur officier supérieur pour avoir agi en dehors de la loi, ils regardent ailleurs. Certains osent me donner de l'information.

Au milieu de ces irrégularités dignes d'être répudiées, SAESA installe ses câbles de moyenne tension sous la protection de ceux qui devraient s'opposer à leur installation. L'atmosphère est si tendue, on n'entend plus la rivière et les oiseaux se sont envolés. « Les poseurs de câbles, les héros de l'électricité » disait un reportage l'autre jour, ha, les poseurs de câbles travaillent sans arrêt tandis que, face à eux, une poignée de Mapuches tentons l'impossible. Ils terminent leur travail et tout s'arrête là. L'entreprise se retire et les *Carabineros*, au lieu de partir vers Valdivia, se rendent à Liquiñe où ils tenteront une explication face à ce qui s'est passé. Mais, pourront-ils expliquer l'inexplicable ? Existe-t-il une frange de l'État du Chili qui puisse nous expliquer ce qui s'est passé ? J'arrive de nuit chez moi, mes enfants dorment, demain j'aurai l'occasion de leur raconter ce que j'ai vécu...mais comment puis-je leur expliquer ? Je regarde par la fenêtre, un autre jour est arrivé.

Araucanie, Chili, 2016.

« L'avenir, c'est pas les ententes »

*Des-terres-minées!*¹ est un projet qui ouvre des espaces de paroles et de réflexions collectives, à travers des perspectives féministes anticoloniales, sur les thèmes du territoire et des enjeux extractifs.

Durant la tournée de Des-terres-minées!, le Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC) a rencontré et interviewé Denise Jourdain, femme innue de Uashat, une communauté sur la Côte-Nord. Voici quelques extraits...

C'est quoi le territoire pour toi ?

Le territoire pour moi, c'est mes origines, c'est là où se trouve toute mon histoire. C'est là où toute ma famille a grandi, c'est là où mes ancêtres ont vécu, c'est leur chez-eux. Je n'ai pas côtoyé ce territoire-là autant que je l'aurais souhaité, étant donné qu'il y a eu la coupure... Nos parents ont connu la vie sédentaire par la force des choses, à cause des pensionnats indiens, puis du travail rémunéré. Ça a vraiment changé, il y a eu un changement de mode de vie chez nos parents. Puis le territoire, comment je pourrais dire ça... c'est mon identité. Comme je disais, un Innu ne peut pas être divisé du territoire [...].

Pour renforcer notre identité en tant qu'individu, si on n'a pas cette chance-là d'être en contact avec le territoire, on aura beau faire toutes les thérapies du monde que ça viendra pas guérir le cœur. Ça ne viendra pas guérir l'essentiel pour un Innu [...].

Je pense c'est Jean Charest qui avait annoncé le Plan Nord, qui disait, « le territoire québécois »... Ben j'ai dit, je l'amène moi sur le territoire de mon père, on va voir s'il va se perdre ou pas, s'il est capable de retrouver son chemin, on va savoir qui est propriétaire du territoire... Et moi j'aurais juste pris les repères que mon père m'a donnés, [...] mais lui, il aurait peut-être crevé là [...].

Qu'est-ce qui peut menacer le territoire ?

Première des choses, ça menace nos droits ancestraux. Dans leur sens juridique, les droits ancestraux c'est nos pratiques culturelles, nos méthodes de chasse,

les périodes de chasse. Ce que le Plan Nord annonce, c'est toute l'exploitation de la ressource, qu'elle soit hydraulique, forestière, minière. Le Plan Nord a tout ciblé où se trouve la ressource naturelle. Dans le sous-sol, même... Avec la coupe de bois, la foresterie [...].

Là où on avait l'habitude d'aller chasser le caribou, chasser la perdrix blanche au nord de Schefferville, ou chasser, tendre les collets pour le lièvre, on ne pourra probablement plus le faire, parce que ça sera détérioré, contaminé. Puis, peut-être qu'à un moment donné le gibier n'y sera plus comestible [...] Si l'eau n'est plus buvable, et si le gibier n'est plus comestible, avec toutes les maladies que les animaux eux aussi peuvent récolter, avec toute la pollution que font les mines... Qu'est-ce qu'on va devenir, qu'est-ce qu'on va dire à nos enfants ? Un jour nous étions des nomades, nous occupions le territoire, nous mangions...

Est-ce que tu voudrais nous parler de ta bataille pour le territoire ?

Moi, je vous dirais que quand le conseil de bande a signé l'entente SM3², Sainte-Marguerite 3, c'était dans les années 90-94 [...], c'est là que j'ai commencé ma révolte [...].

Après ça, il y a eu une deuxième entente, il y a eu le lac Bloom³, la compagnie minière qui voulait exploiter, c'était dans les années 2008 [...]. Déjà là je me posais la question, de quel droit est-ce qu'ils ont négocié ? Est-ce qu'il y a eu un référendum ? Est-ce qu'ils nous ont posé la question ? [...].

[Puis] il y a eu l'entente de principe⁴ avec Hydro-Québec qui nous a été présentée [...]. Puis là, je te disais ma valeur en tant qu'Innu, la valeur de mes droits ancestraux, pour moi, dans ma tête, c'est de l'or en barre ! Ce n'est pas en termes d'une piasse, deux piasses... Là ils nous offraient 80 millions sur 60 ans. C'est pas gros ça, sur

60 ans ! [...]. Hydro-Québec m'offre 1 piasse 18 par jour pour respirer ? J'ai dit c'est rire de nous autres, ça. L'entente est tombée [...].

Le premier référendum n'a pas passé. Le deuxième référendum, c'est le gouvernement du Québec qui voulait signer l'entente. Je me suis demandé, qu'est-ce qu'il vient faire là lui ? Le gouvernement ne veut même pas reconnaître nos droits, il ne veut même pas reconnaître qu'on est les propriétaires du territoire, puis là, il s'immisce dans l'entente de principe d'Hydro-Québec ! Si on signait là, ça aurait été comme une forme de traité avec le Québec ! Là ça n'a pas passé non plus [...].

Je voudrais être reconnue, que mes droits soient reconnus. Je sais que j'ai de la valeur en tant qu'individu, que mes enfants ont de la valeur, que mes petits-enfants aussi, que les générations qui s'en viennent, ce sont des Innus. Le lien avec le territoire, ils ne l'ont même pas encore connu. Puis là on signe des ententes, puis on ne sait même pas ce qu'ils vont devenir... Qu'est-ce qu'ils vont devenir? Ça a tellement détruit, les pensionnats. Quand les gens se promenaient dans la communauté à consommer, comme des zombies... C'était quand même nos parents. Puis on devrait signer en pensant que c'est pour le bien de nos enfants, quand moi je suis convaincue que s'ils ne sont pas nourris de nos richesses, de nos valeurs, de notre histoire, de nos origines, s'ils ne sont pas nourris de ça, ils sont rien, ils sont plus rien.

C'est là que tu t'es organisée par rapport à des blocages de route aussi ?

Ça c'est une autre histoire. Quand il y a eu le deuxième référendum, quand ça été non, aussi, le camp du non, on voulait s'organiser pour se faire entendre plus fort. On venait de gagner le deuxième référendum, mais le conseil voulait tellement signer, et il avait la police de son côté. On se disait, si on veut bloquer, si on veut ériger des campements pour dénoncer Hydro-Québec, on va se faire ramasser direct par la police, car la police protégeait le conseil de bande. Et puis on n'avait pas les moyens, on n'avait pas les sous pour aller chercher le bois, payer la nourriture pour les gens qui allaient occuper le territoire pour bloquer.

Probablement que le conseil de bande avait comme astuce de prendre de jeunes leaders de la communauté, commanditer leur blocus... Ça, ils ne l'avoueront jamais, mais je l'ai compris sur le terrain. J'ai eu à un moment donné la visite de jeunes leaders à la maison chez nous.



Rencontre avec Denise Jourdain

Photographie du PASC

[...] Ah j'ai dit c'est quoi cette visite-là, c'est rare ces gens-là. Il dit, Denise, qu'est-ce que tu penses, on veut bloquer la route 138. Puis eux autres, ils étaient du camp du oui là ! Ils ont renversé leur position ? [...]. Puis là, une autre visite, là, ce sont de nouvelles personnes, encore des jeunes leaders de la communauté. Ils viennent comme s'ils venaient m'écouter, comme si j'avais un message exceptionnel à transmettre, comme si j'étais, comment je pourrais dire ça, la femme sage de Uashat. J'ai dit, là, il commence à y avoir anguille sous roche. Troisième visite, je me suis dit, je vais en mettre, je vais savoir jusqu'où ils sont prêts à adhérer à mes idées, à adhérer à ma position. J'ai dit, t'es là puis t'as l'air à manger tout ce que je dis, là, tu gobes toutes mes paroles. Il dit, oui je suis avec toi, j'ai compris. J'ai dit, moi, si tu savais jusqu'où je suis prête à aller, j'ai dit, j'suis prête à me faire tirer pour défendre le territoire. Il dit, moi aussi Denise, moi aussi Denise. Es-tu vraiment sûr? Il dit, oui je te jure. C'est là que j'ai compris, ce n'est pas vrai que je me ferais tirer, peut-être dans des cas vraiment extrêmes. Mais j'ai dit, non, il

faut que j'embarque... [...]. Parce que je voulais trouver une faille. Pour comprendre pourquoi qu'eux autres, ils avaient l'autorisation du conseil de bande de bloquer la 138. Puis, quand nous on voulait s'organiser, on savait qu'on allait se faire ramasser [...].

[En parlant du fils de Jeannette Pilot]

[...] il m'appelle, il dit, Denise, ils veulent me rencontrer. Ben je dis, propose de quoi, je ne sais pas, propose quelque chose pour qu'Hydro-Québec refuse. Il dit, ok [...]. Il dit qu'Hydro-Québec mette 10 millions, qu'Hydro-Québec mette 10 millions sur la table [...]. Hydro-Québec a accepté ! 10 millions ! Ils acceptent ça ! [...].

Puis là, quand le 10 millions est venu, les gens qui étaient sur le blocus, ils voulaient le 10 millions. Dans le fond, le blocus là, c'était pour amener la population à dire oui. Puis, j'allais être utilisée pour amener la population à dire oui, mais je tenais mon bout [...]. Celui qui voulait mourir, qui était prêt à se faire tirer avec moi là, avant qu'on tienne la séance d'information, il dit, Denise j'ai à te parler, j'ai dit oui, c'est quoi ? Il dit, Denise, là à un moment donné, il va falloir que tu acceptes la décision de la population. Si la population décide qu'elle veut signer l'entente, il va falloir que tu l'acceptes. J'ai dit oui. Mais j'ai dit, vous autres aussi vous allez devoir accepter si la population dit non, vous allez devoir accepter ça. Il dit ok. J'ai dit, on se donne la main ? Là je venais de découvrir, il venait de se dénoncer pourquoi il faisait le blocus, il voulait qu'on dise oui à l'entente. J'ai dit on se donne la main ? Il dit oui. On s'est donné la main.

Puis là, on commençait la séance d'information, tous les gens qui étaient venus me voir, ils vantaient l'entente Hydro-Québec, le 10 millions comment ça allait servir tout ça. Je n'ai pas encore parlé à ce moment-là. Puis là, je me suis dit, je vais parler en dernier [...]. Ça a été tellement rapide ma réflexion, c'est venu là.... Qu'est-ce que je vais léguer à mon petit-fils, mes luttes, mes combats, est-ce qu'il va devoir se lever lui aussi, faire des barricades, faire des blocus de route, mener les mêmes combats que moi ? Moi j'ai hérité des combats de mon

père, de ma mère, de mes arrière-grands-parents. Ça n'arrêtera pas, ça ? Quand est-ce que ça va arrêter ? Quand est-ce que le Québec va reconnaître qu'on a des droits, puis qu'il doit les respecter ?

Puis, j'ai retransmis le même message aux gens de la place. J'ai dit, je ne suis pas d'accord. J'ai dit non au premier référendum, j'ai dit non au deuxième référendum, [c'est] pourquoi à la troisième fois je dirai non aussi. Le 10 millions, c'est parce qu'Hydro-Québec veut vraiment signer cette entente-là. J'ai dit parce qu'il a d'autres choses en vue lui aussi. Et puis le barrage Romaine, c'est la porte du Plan Nord. Pourquoi un gros barrage à La Romaine ? Pour aller alimenter toutes les minières qui vont occuper, qui vont détruire le territoire. Ça n'a pas passé. Ça a été non. Les gens de la place avaient refusé le 10 millions d'Hydro-Québec, puis ils avaient refusé aussi l'entente. On croyait que c'était fini, qu'on allait pouvoir continuer notre combat contre Hydro-Québec. Là, j'étais sous une injonction de pas nuire à Hydro-Québec, mais j'allais poursuivre, je voulais continuer ma lutte devant la justice. Mais derrière ça, le conseil, c'est lui qui menait les ficelles.

Puis le troisième référendum, les messages du conseil de bande... Il disait Oui à l'entente Hydro-Québec, Non au Plan Nord ! Heille mon œil ! J'ai dit, le monde es-tu assez bête pour gober ça ? [...]. Hydro-Québec là, le barrage Romaine, c'est la porte, c'est ça qui va faire que tout va se développer, toutes les compagnies minières qui aspirent à faire de l'exploitation. J'en revenais pas. Mais ils ont réussi quand même. Là ils l'ont passé [...] Ça a tombé oui [...].

Pourquoi y a-t-il beaucoup de femmes innues qui se lèvent pour le territoire ?

Je pense que c'est le regard... Les femmes là, la position des femmes innues, c'est le regard qu'elles portent sur leurs enfants, sur leurs petits-enfants, le regard qu'elles portent sur la communauté. C'est le lien aussi qu'elles comprennent, elles comprennent le lien qu'il y a avec le territoire, et c'est pour ça qu'elles veulent le protéger.

RÉFÉRENCES

1 Projet coordonné par le Projet Accompagnement Solidarité Colombie, en collaboration avec le Comité pour les droits humains en Amérique latine, la Fédération des femmes du Québec, Femmes autochtones au Québec, Femmes de diverses origines et le Projet Accompagnement Québec-Guatemala.

2 « L'aménagement hydroélectrique de la Sainte-Marguerite-3 est composé d'une centrale hydroélectrique et d'un barrage, le barrage Denis-Perron, érigés sur la rivière Sainte-Marguerite par Hydro-Québec, à Lac-Walker.

3 La mine de fer du Lac Bloom, proche de Fermont, a été exploitée par Cliffs ressources naturelles et fermée en 2014 puis rachetée en janvier 2016

par Champion Iron Limited, avec une promesse d'investissement gouvernemental de 26 millions.

4 En lien avec le barrage La Romaine.



Titre : Entre les cendres et les étoiles, 2006

Artiste : Claudia Bernal

Dimensions : 77 X 57 centimètres

Technique : Gravure. Eau-forte, aquarelle, pointe sèche

Défis et succès du mouvement de défense du territoire au Guatemala

Par Stéphanie Bacher

Les Accords de paix de 1996 visaient à mettre fin, non seulement à 36 ans de conflit armé entre les groupes de la guérilla et la dictature militaire, mais aussi, et surtout à l'exclusion politique et socio-économique de grands pans de la société guatémaltèque. Ces accords prévoyaient notamment une grande variété de mesures pour établir les fondements d'une démocratie consensuelle, basée sur la participation des populations marginalisées et le respect de leurs droits fondamentaux et ainsi, remédier à l'exclusion qui fut à l'origine du déclenchement du conflit armé.

Une fois les Accords de paix signés, ce fut toutefois un tout autre modèle de gouvernance et de développement qui fut promu et appliqué par le gouvernement au pouvoir. 2005 fut une année charnière avec l'adoption de plusieurs politiques qui ont initié un virage néolibéral, dont la *Ley de Minería* (1997) qui incluait une baisse du taux de redevances et d'autres dispositions ayant préparé le terrain pour l'accroissement de l'investissement direct étranger dans le pays.

C'est aussi en 2005 que les citoyens de la région de San Marcos ont pris conscience de la présence du projet minier Marlin, une mine d'or à ciel ouvert sous la propriété de Goldcorp. Des centaines d'habitants des municipalités dans les environs de la mine se sont alors rassemblés dans la rue pour exprimer leur opposition à l'activité extractive sur leur territoire. Ce fut le début du mouvement de défense du territoire face aux projets miniers qui a pris de l'ampleur dans les mois et années qui ont suivi. D'autres mouvements de défense du territoire face aux projets miniers ont émergé aux quatre coins du pays, et notamment dans les régions de Santa Rosa, de Guatemala et d'Isabal. Ces mouvements sont

articulés autour d'un refus net de l'activité minière sur leur territoire. Ce refus est motivé par plusieurs facteurs, mais le facteur principal et le plus souvent cité par les militants rencontrés concerne les impacts de l'exploitation minière sur l'environnement et la *Madre Tierra*. Les expériences vécues dans d'autres pays et même au Guatemala au sujet de la pollution et de la destruction de l'environnement causées par des mines, poussent les militant-e-s à agir publiquement pour empêcher qu'une telle expérience se reproduise dans leur région. Leur militantisme en tant que défenseur-e-s du territoire a connu des hauts et des bas et ce, dans un contexte particulièrement hostile au travail des défenseur-e-s des droits humains. Dans ce texte, il sera question de quelques-uns des défis et des succès rencontrés par le mouvement de défense du territoire en relation avec l'activité minière depuis son émergence.

Diffusion nationale et transnationale du savoir et rôle-clé des ONG : récits de quelques succès

L'apprentissage et la collaboration à l'intérieur et à l'extérieur des frontières

La tenue d'événements régionaux, nationaux et continentaux a été une des occasions importantes pour les divers mouvements de défense du territoire au Guatemala d'apprendre des expériences d'autrui et de tisser des liens de collaboration. Deux exemples de succès à ce niveau se trouvent dans la préparation de consultations communautaires, ainsi que dans le partage d'informations et l'expression d'une forte solidarité lors de l'*Encuentro Continental contra la Minería y por la Soberanía Popular*.

STÉPHANIE BACHER est étudiante au doctorat en science politique à l'Université d'Ottawa. Elle travaille sur la participation des défenseur-e-s des droits humains en Amérique latine et dans les Caraïbes.



Encuentro Continental Contra la Minería

*Photographie de la Red
Nacional de Defensoras de
Derechos Humanos
en Honduras
(redefensorashn.blogspot.ca)*

Les échanges transnationaux du savoir-faire ont été un élément important pour les militants lors de l'organisation des premières consultations communautaires dans la région de San Marcos, contre le projet minier Marlin. Bien que les communautés autochtones aient des formes de consultations qui datent de plusieurs siècles, la structure des consultations communautaires organisées dans la région de San Marcos a été directement inspirée de l'expérience péruvienne où l'opposition exprimée par la population rurale à l'endroit d'un projet minier, lors d'une consultation, a mené à l'annulation dudit projet. Cette expérience vise à organiser une consultation communautaire sur la base de la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT). Elle a donné des outils au mouvement naissant de défense du territoire pour s'organiser et exprimer son refus de l'exploitation minière sur son territoire. Javier De León, militant de la *Asociación para el Desarrollo Integral San Miguelense* (ADISMI), affirme que lorsqu'il a lu dans un journal qu'une mine allait exploiter des métaux précieux dans sa région, « on ne savait rien sur le thème de la mine. On a commencé à connaître l'expérience du Pérou [...]. On a fait un échange au

Pérou [...] [et] l'on a conclu que la mine n'est pas un modèle de développement ». C'est lors de cet échange et de cette transmission de l'expérience péruvienne que la communauté de San Marcos a pu organiser une, puis plusieurs consultations communautaires dans la région, leur donnant une assise juridique.

Une autre réussite des mouvements de défense du territoire au Guatemala a été la tenue d'événements dans le pays pour partager les expériences et établir des stratégies communes de lutte. Un de ces événements a été l'*Encuentro Continental contra la Minería y por la Soberanía Popular* qui a eu lieu en mars 2015 dans la municipalité de Mataquescuintla. Pendant près d'une semaine, des centaines d'activistes venant de différents pays ont échangé sur la problématique minière. Des activistes du Canada comme de l'Afrique du Sud ont pu parler de leurs efforts de mobilisation et des difficultés rencontrées pour influencer les décisions du gouvernement en la matière. Les participants ont également eu l'occasion de se rendre à un endroit, parmi les deux sites proposés, de résistance contre l'activité minière où des militants guatémaltèques ont partagé leur expérience. Cet événement a permis

Les expériences vécues dans d'autres pays et même au Guatemala au sujet de la pollution et de la destruction de l'environnement causées par des mines, poussent les militant-e-s à agir publiquement pour empêcher qu'une telle expérience se reproduise dans leur région.

à ses participants de nouer des liens, de connaître les stratégies utilisées dans des contextes particuliers, ainsi que d'exprimer leur solidarité et de réaffirmer leur conviction en faveur de la défense du territoire.

Le rôle-clé de coordination et d'information des ONG guatémaltèques

Les organisations de la société civile guatémaltèque ont joué un rôle-clé dans la coordination et la transmission d'informations sur l'enjeu minier. Les organisations sociales *Centro de Acción Legal Ambiental y Social de Guatemala* (CALAS) et *Madre Selva* ont joué un rôle de premier plan pour informer la population des nombreux impacts de l'activité minière. Le Conseil du Peuple Maya (CPO) a également été très important pour unifier le mouvement de défense du territoire dans l'Occident du pays, où la lutte est articulée sur la base de l'identité ethnique. Il a grandement contribué à l'organisation des consultations communautaires, à l'établissement des stratégies communes de lutte et à la défense légale des défenseur-e-s du territoire qui ont été victimes d'une politique informelle de criminalisation par l'État et les compagnies minières.

Les succès présentés ci-dessus n'ont pas abouti à la fin de l'activité minière au Guatemala, qui est l'objectif principal et final des militant-e-s. Il ne s'agit pas pour autant d'un échec, car ces échanges d'expérience ont eu un impact fort positif sur l'unification et la force du mouvement de défense du territoire face à l'industrie minière. Toutefois, de grands défis persistent en la matière.

Spécificité autochtone et rapport inégal de force : de grands défis continuent d'exister

L'identité autochtone : entre volonté d'affirmation et source de division

Durant ses premières années, le mouvement de défense du territoire au Guatemala était profondément imprégné de la question identitaire, liée aux droits

collectifs des populations autochtones. Malgré la solidarité exprimée par les militant-e-s autochtones envers les mouvements de défense du territoire qui ont émergé dans des régions à majorité *ladina*¹, ces militant-e-s tiennent à affirmer la spécificité de leur lutte et à différencier les deux types de mouvements sociaux. Comme commenté par un leader du CPO, « nous sommes solidaires de leur lutte, mais c'est différent. Leurs consultations sont faites sur la base d'une loi municipale alors que nos consultations se basent sur les droits humains et la Convention 169 de l'OIT ». Ainsi, selon lui, les consultations communautaires des populations non autochtones n'ont ni la même légitimité ni la même valeur que celles tenues par les communautés autochtones qui sont, elles, reconnues par le droit international.

La création du parti politique *Convergencia* CPO-CRD, comme véhicule du mouvement social pour poursuivre la lutte au sein des institutions représentatives, affirme également cette différence comme le désir de poursuivre la lutte sous le prisme de l'identité autochtone. La création de ce nouveau parti politique, dans un contexte électoral caractérisé par la fragmentation des forces progressistes et par la candidature de leaders du mouvement non autochtone de défense du territoire au sein d'autres partis politiques de gauche, vient diviser le mouvement social et peut constituer un défi majeur à l'unification et à la force du mouvement. La focalisation autour de l'identité autochtone n'est pas une mauvaise stratégie en soi, mais dans le contexte politique actuel du Guatemala, elle représente un défi de plus pour assembler toutes les forces nécessaires afin d'arriver au pouvoir et ainsi, changer les politiques économiques.

Un rapport de force inégal entre les militant-e-s et les entreprises minières

Les pouvoirs économique et politique, intimement liés dans le contexte guatémaltèque, sont répartis de manière très inégale dans la société. On observe

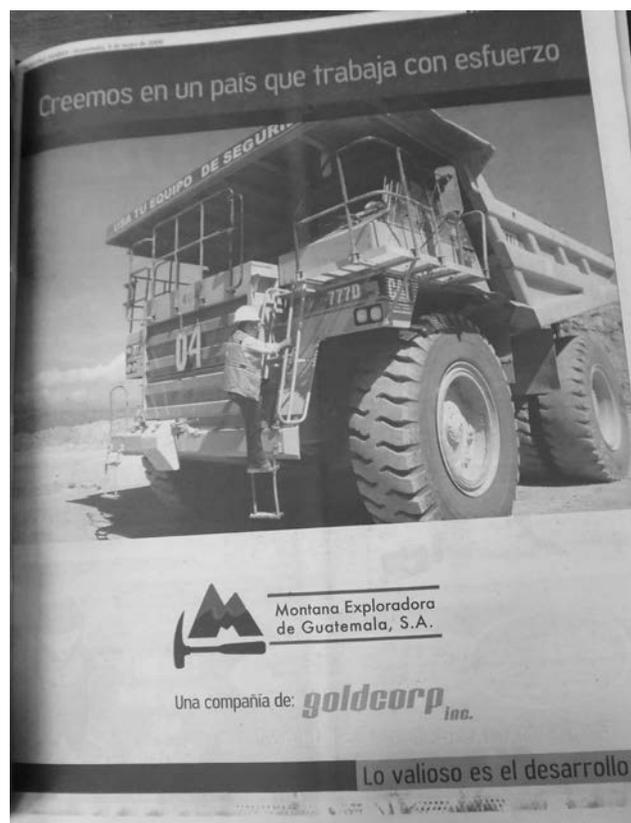
Publicité de Goldcorp dans le journal *Nuestro Diario*

Photographie de l'auteur

une forte inégalité au niveau du revenu, du degré de concentration de la terre et dans tous les indicateurs sociaux du pays². Ces multiples inégalités ne sont pas étrangères à la forte présence, dans tous les rangs, de la corruption dans le pays. Ainsi, seule une minorité a un pouvoir économique et peut jouir des services sociaux³.

Cela se traduit, dans le cas du mouvement de défense du territoire, par une très faible confiance des militant-e-s envers l'État qui souffre d'une crise de légitimité. En raison de la faible transparence et légitimité de l'État, causée en partie par la corruption, les militant-e-s croient fermement que les décideurs politiques sont corrompus par l'entreprise minière. L'acceptation des projets miniers par les maires et le Ministère de l'Énergie et des Mines est interprétée par les militant-e-s comme étant une preuve de la corruption, surtout dans les cas où la population a prononcé son opposition à l'activité minière lors d'une consultation communautaire : « Tout le monde sait qu'il y a un prix à payer pour obtenir le permis d'exploitation. Il y a beaucoup de corruption », affirme Morales, leader de l'organisation *Comité en Defensa de la Vida y de la Paz*.

Les entreprises minières ont également un grand pouvoir de persuasion en achetant de nombreuses publicités qui mettent en valeur les bienfaits de l'activité minière. En parcourant les deux quotidiens les plus distribués dans le pays, *Prensa Libre* et le *Nuestro Diario*, on tombe sur plusieurs publicités des compagnies minières. Les organisations sociales et les militant-e-s ont quant à eux peu de moyens financiers pour pouvoir accéder à un tel espace. Ils ont donc une faible capacité à faire valoir leur position auprès de la population.



Ces deux défis, l'un interne et l'autre externe au mouvement de défense du territoire, ne sont pas insurmontables, mais ils demeurent néanmoins des entraves à l'unification et à la force du mouvement de défense du territoire au Guatemala. Le portrait politique du pays est peu reluisant pour le moment. Cependant, de grandes avancées ont été faites au courant des dix dernières années et certaines opportunités se dessinent, particulièrement sur le plan juridique. Les militant-e-s doivent continuer de bâtir sur leurs apprentissages et consolider leurs liens de solidarité avec les militant-e-s et organisations qui luttent pour la même cause. C'est seulement ainsi qu'il sera possible de faire respecter l'opinion et les droits de la population et mettre un terme à l'exploitation minière.

RÉFÉRENCES

1 Ladina : personne métisse.

2 Banque mondiale (1995). « Guatemala: An Assessment of Poverty », en ligne : [http://web.](http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTPOVERTY/EXTPA/0,,contentMDK:20207581~menuPK:443285~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:430367,00.html)

[worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTPOVERTY/EXTPA/0,,contentMDK:20207581~menuPK:443285~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:430367,00.html](http://www.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTPOVERTY/EXTPA/0,,contentMDK:20207581~menuPK:443285~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:430367,00.html).

3 Bertelsmann Transformation Index (2014). « Guatemala Country Report », en ligne : [http://www.](http://www.bti-project.org/en/reports/country-reports/detail/itc/gtm/ity/2014/itr/lac/)

[bti-project.org/en/reports/country-reports/detail/itc/gtm/ity/2014/itr/lac/](http://www.bti-project.org/en/reports/country-reports/detail/itc/gtm/ity/2014/itr/lac/) (page consultée le 20 juin 2014).



« Le territoire ne nous appartient pas, nous appartenons au territoire, à la terre »¹

Par Viviane Michel, Femmes autochtones du Québec

Je remercie la nation mohawk de nous accueillir dans son vaste territoire non cédé. Qu'as-tu fait de mon pays ? Femmes des Premières Nations des 11 nations du Québec, nous dépendons de ce que la terre nous offre. Le territoire ne nous appartient pas, nous appartenons au territoire, à la terre.

Nous, femmes, hommes, des Premières Nations, avons comme responsabilité de protéger la Terre, de sauvegarder le territoire. Nous sommes des victimes, moi, vous, vous qui venez de l'Est, du Sud, de l'Ouest ou du Nord de la planète, nous sommes des victimes de ces dévastateurs de notre Terre.

Je suis nation, de la nation innu. Dans ma langue, Nitassinan veut tout simplement dire notre Terre, ce n'est pas une propriété privée. Ce mot est inclusif. Vous faites partie de cette Terre, vous avez les mêmes responsabilités que les Premières Nations. La sauvegarde de la Terre et du territoire pour les 7 générations futures.

Nous sommes des victimes de ces dévastateurs. Patriarcat : je resterai toujours debout. Système discriminatoire : je garderai la tête haute. Formes raciales : je vais me battre et me mettre debout encore.

On vit des luttes collectives, des images de peur. On nous maintient dans la peur par un système de justice. Nous luttons pour la Terre. On a besoin de respirer de l'air pur, on a besoin de boire l'eau de nos rivières. On dépend de ce que la terre nous donne, on se nourrit de ce que la terre nous offre. Voilà pourquoi on a la responsabilité de protéger la Terre.

Je remercie le Créateur que les 11 nations du Québec se mettent debout, font des barricades, des blocus, se mettent en action. Nous sommes des activistes, des guerriers et guerrières de la paix, des guerriers et guerrières pour la sauvegarde de la Terre, sans violence. C'est important pour nous, la connexion que nous avons avec le territoire et la Terre. Vous faites partie de ces convictions.



Viviane Michel, femme innu, femme de culture et de tradition, présidente de Femmes autochtones du Québec, porte avec elle la fierté de son peuple.

Photographie du CDHAL

Le système patriarcal essaie de nous maintenir dans la peur. Je n'ai pas peur. Je me suis battue contre Hydro-Québec. Mes sœurs se sont battues contre le Plan Nord. Encore des femmes. Parce que nous, les femmes des Premières Nations, avons une responsabilité de protéger la Terre. Parce que le territoire et l'environnement font partie de notre identité. La langue, la culture, nos rites, nos traditions, on forme qu'un. On a besoin de faire revivre encore pour les 7 générations futures. On a besoin de donner à nos enfants ce que nos ancêtres nous ont légué et l'on a besoin de vous.

J'ai des frissons ce soir, je vis de belles émotions, même si je ne comprends pas les autres langues [qui ont été parlées ce soir, l'anglais, l'espagnol], mais je ressens les gens qui nous ont parlé ce soir. L'espoir d'une lutte collective, mondiale, planétaire m'habite. J'espère que vous ressentez ça aussi, qu'on continue ensemble, peu importe où nous sommes, d'être en action pour justement faire tomber ce patriarcat, pour justement prendre notre place en tant qu'être humain.

¹ Ce texte est la transcription du discours présenté par Viviane Michel le 10 août 2016 lors du spectacle « Les peuples et la planète avant le profit! Voix des résistances et des alternatives » à Montréal à l'occasion du Forum social mondial 2016. La présentation est disponible en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=b3vpdggz0N4>.

Rencontre des femmes des zones rurales et urbaines : anticapitalistes, anti-impérialistes et anti-patriarcales

Par le Front de femmes défenseuses de la Pachamama

Traduction par Alice Doucet

Le 25 juin 2016, une cinquantaine de déléguées ont participé à la « Rencontre des femmes des zones rurales et urbaines » (*Encuentro de Mujeres del Campo y de la Ciudad*) qui avait lieu à La Esperanza, dans une zone où la paysannerie résiste depuis plus d'une décennie au grand projet d'extraction du cuivre Panza-San Carlos (Explorcobres) de la corporation chinoise Tonglong. La rencontre était convoquée à l'initiative du *Frente de Mujeres Defensoras de la Pachamama*, de *Luna Roja*, du *Frente de Mujeres Guardianas de la Amazonía*, *Plataforma PachAntiminera*, *Asociación de Campesinos de Limón Indanza* (ACLI), *Warmi Ambulante* et la *Coordinadora Campesina Popular* (CCP)¹.

La cinquantaine de femmes présentes ont réalisé un Acte symbolique et ont exposé la situation des femmes face au système actuel, abordant les problématiques liées aux villes et celles liées à la campagne. Les femmes des organisations convoquées ont aussi mis en valeur les processus de résistance et d'organisation. Une fois les présentations terminées, des groupes ont travaillé pour établir une plateforme de lutte conjointe et les actions à entreprendre dans le but de déterminer les étapes suivantes dans le processus de convergence des femmes de la campagne et de la ville. En plénière toutes les propositions ont été exposées aux participantes : celles qui ont été validées postérieurement comme des résolutions de la rencontre, et celles qui ont été publiées les jours suivant l'événement.

Résolutions de la Rencontre des femmes des zones rurales et urbaines : anticapitalistes, anti-impérialistes et anti-patriarcales

Nous, les femmes des secteurs populaires de la campagne et de la ville, réunies le 25 juin 2016 à La Esperanza, ayant pour objectif de faire cause commune et de programmer des actions conjointes qui dérivent de l'unification et du développement de la lutte de la femme équatorienne pour son émancipation,

NOUS DÉCLARONS :

Que dans le système actuel capitaliste-impérialiste et patriarcal, les intérêts qui priment sont ceux des groupes de pouvoir nationaux et internationaux qui, dans leur désir de continuer à accumuler de la richesse, violent de façon continue les droits humains, les droits des femmes et la *Pachamama* (Terre-Mère).

Que la domination et la soumission de la femme font partie intégrante de ce système, la reproduction même du capital reposant sur la double exploitation du travail de la femme, aussi bien dans le domaine de la production sociale (travail rémunéré) que dans le domaine domestique (travail gratuit fait par la femme pour la reproduction de la force de travail).

Que la domination et la soumission de la femme impliquent le contrôle de son corps et son esprit, et donc la subsistance de toutes les formes économiques,

Le FRENTE DE MUJERES DEFENSORAS DE LA PACHAMAMA est une organisation formée de femmes paysannes provenant de la région de Cuenca, dans la province de Azuay (au sud de la région andine de l'Équateur), affectées par les mégaprojets miniers Rio Blanco et Quimsacocha. On retrouve également, dans l'organisation, des femmes provenant de la ville de Cuenca, qui sont également affectées par ces mégaprojets miniers. L'organisation, née en 2008, est issue des mobilisations menées par la Coordinadora Nacional por la Defensa de la Vida y la Soberanía, lors desquelles les femmes se sont rencontrées et ont décidé de fonder une organisation qui leur permettrait d'unir leurs forces pour la défense de la Terre-Mère et qui donnerait de la visibilité au rôle qu'elles jouent dans la résistance contre l'extraction minière. Ce rôle demeurerait souvent dans l'ombre, dû à la prédominance du leadership masculin, résultat logique des structures patriarcales et machistes du système actuel.

sociales, politiques, idéologiques et culturelles de discrimination et de violence par lesquelles s'impose le pouvoir capitaliste et patriarcal.

Que les gouvernements et les États sont au service des groupes de pouvoir, et qu'en ce sens toutes leurs politiques, actions et décisions visent à renforcer des groupes dont les intérêts et besoins sont contraires à ceux des peuples, particulièrement des femmes, des classes et secteurs exploités, et de la *Pachamama*.

Que le gouvernement équatorien actuel, qui s'emploie à brader les ressources du pays, a démontré être au service des groupes de pouvoir de toujours, et de ceux qui se sont constitués durant les années de régime de l'*Alianza País*, ainsi que des intérêts de l'impérialisme, notamment chinois.

Que pour imposer ses mesures et politiques contre le peuple, le gouvernement de l'*Alianza País* a eu recours à la criminalisation de la protestation, à la répression et à la persécution des défenseurs et défenseuses des droits humains.

Devant ces faits :

- Nous revendiquons de pouvoir exercer pleinement nos libertés et nos droits, en tant que femmes des classes populaires qui luttons pour un futur fait de bien-être et d'équité entre les êtres humains en harmonie avec la *Pachamama*, dans un monde libre des chaînes du capitalisme, de l'impérialisme et du patriarcat.
- Nous refusons toute forme de violence, de discrimination et d'exploitation des femmes générée par le système actuel afin de soumettre nos corps et nos esprits.
- De même, nous condamnons toute forme d'agression et de violence contre la *Pachamama* visant la concentration et de la centralisation du capital au niveau mondial et local.
- Nous refusons les grands projets miniers et plus particulièrement ceux que le gouvernement actuel définit comme des projets stratégiques : Pananza-San Carlos, Río Blanco, Loma Larga (Quimsacocha), Mirador, Fruta del Norte, ainsi que la nouvelle mise aux enchères du territoire national au profit de l'industrie extractive.
- Nous exigeons que notre territoire national soit libéré de l'industrie minière, des autres industries extractives et de toute activité violant la *Pachamama* au bénéfice des corporations nationales, transnationales, privées et étatiques.
- Nous nous opposons à l'agro-industrie et aux

monopoles locaux, nationaux et internationaux qui détruisent les petits et moyens producteurs des zones rurales et affectent particulièrement les activités traditionnellement réalisées par les femmes pour subvenir aux besoins de leur famille.

- Nous rejetons le gouvernement actuel qui a plongé le pays dans une crise économique et morale au nom d'une supposée « révolution », en adoptant des mesures allant à l'encontre des intérêts du peuple et favorisant les monopoles nationaux et transnationaux, en particulier ceux de la Chine. Cette « révolution » laisse une dette externe qui pèsera non seulement sur les épaules de la génération présente mais aussi sur celles des générations futures, en particulier des femmes des classes populaires.
- Nous continuerons à dénoncer la criminalisation de la protestation, la répression et la persécution des défenseuses et défenseurs des droits humains et de la *Pachamama*.
- Nous rejetons la manipulation, le détournement et l'utilisation des luttes populaires à des fins personnelles et de groupe, en particulier lorsque celles-ci émanent de calculs politiques qui profitent des mobilisations et des demandes populaires comme tremplin électoral vers l'obtention de postes d'État lors des élections.

Nous nous engageons à lutter pour :

- Un monde libre de tout type de violence, discrimination et exploitation envers les femmes et la *Pachamama* ; un monde où priment les intérêts, besoins et aspirations des travailleurs et travailleuses des zones urbaines et rurales, et où les peuples forment des États et des gouvernements qui répondent à leurs intérêts, besoins et aspirations.
- Le plein exercice de nos droits et de ceux de la *Pachamama*.
- L'élimination définitive de toute forme économique, sociale, politique, idéologique et culturelle de discrimination et violence qui soumet les corps et les esprits des femmes.
- La valorisation de notre travail, particulièrement du travail domestique non rémunéré que font les femmes de manière gratuite pour la société.
- La valorisation des savoirs des femmes, ainsi que le droit de produire, diffuser et partager ces savoirs.
- Des territoires libres d'industries et de monopoles violant les droits humains, les droits des femmes et de la *Pachamama* ; des territoires sur lesquels le peuple puisse avoir un pouvoir de décision souveraine pour établir un système permettant le bien-être collectif et la coexistence harmonieuse avec la nature.



Rencontre des femmes des zones rurales et urbaines

Photographie du Front des femmes défenseuses de la Pachamama

- La souveraineté alimentaire et le droit à l'alimentation.
- Le droit à la santé, y compris à la santé sexuelle et reproductive, et la santé psychologique et émotionnelle.
- Le droit de vivre dans un environnement sain et équilibré écologiquement, et le droit de protéger la *Pachamama* pour les générations futures.
- Une démocratie réelle et directe du peuple, où les décisions sont prises par de larges majorités selon les intérêts, les besoins et les aspirations du peuple et de la *Pachamama*.

À cette fin, nous décidons de :

- Continuer à mettre en place des rencontres des femmes urbaines et rurales, ayant pour objectif la réalisation d'une nouvelle rencontre en 2017.
- Réaliser de manière coordonnée des *Jornadas 8M Movilízate Mujer*, le fruit de la mobilisation qui a eu lieu pour la Journée internationale de la femme travailleuse.
- Participer à la mobilisation du 1^{er} mai avec le Bloc prolétaire, en mettant l'accent sur la présence et la valeur des femmes qui construisent, luttent et défendent leur cause en ce jour si important pour les travailleuses et travailleurs du monde.
- Mettre en lien la *Warmi Ambulante*, une école de formation pour l'action, et ses deux projets, « Femmes des campagnes » et « Productrices de connaissances » avec la « *MINGA de Construcción de Saberes de Mujeres* » du *Frente de las Mujeres Defensoras de la Pachamama*, afin de créer un espace permanent d'échange de connaissances.
- Chercher du soutien à la production agricole grâce aux projets de la *Warmi Ambulante* et aux organisations étudiantes de différents programmes et facultés.

- Former les femmes sur des thèmes comme les droits de genre, les inégalités de genre, l'inégalité sociale, les droits du travail, les droits humains, les droits environnementaux, les droits de la nature, la santé, la santé sexuelle et reproductive, la santé psychologique et émotionnelle, la sexualité, et les soins du corps.
- Commencer à changer les pratiques sexistes, de discrimination et de violence envers la femme dans nos foyers, organisations et espaces de vie quotidienne.
- Réaliser dans les secteurs populaires des campagnes de sensibilisation contre le consumérisme, en revendiquant la souveraineté alimentaire et le droit à l'alimentation.
- Mener des campagnes contre la dévalorisation du travail de la femme.
- Coordonner des actions contre les grands projets miniers et la vente du territoire national pour de nouvelles concessions minières.
- Diffuser, par le biais d'activités telles que des débats, forums, ateliers et tables-rondes, notamment, en particulier dans les villes et auprès des femmes, de l'information sur les impacts de l'industrie minière de grande échelle et sur les résistances menées par les femmes pour faire face à l'industrie extractive.
- Réaliser la campagne : « Les femmes contre la farce électorale » dans le cadre des élections bourgeoises de 2017.
- Mettre en place chaque année au moins deux assemblées de déléguées afin de coordonner et concrétiser les décisions prises.
- La participation active dans la Marche pour la défense de l'économie paysanne, convoquée par l'Association de paysans de Limón Indanza (ACLI) et la Coordination paysanne populaire (CCP) le 26 juin à Limón.
- Diffuser le plus largement possible les résolutions adoptées lors de cette rencontre.
- Assurer un suivi de l'accomplissement de ces résolutions.

1 Front des femmes défenseuses de la Pachamama, Luna Roja, Front des femmes gardiennes de l'Amazonie, la Plateforme PachAntiminera, l'Association de paysans de Limón Indanza (ACLI), Warmi Ambulante et la Coordination de Paysanne Populaire (CCP).

Les actions urgentes

Par Anne-Lise Pierre

Depuis les tous débuts du CDHAL, les actions urgentes constituent un pilier majeur du travail de défense et de promotion des droits humains mené face aux menaces et aux violations graves de ces droits qui ébranlent l'Amérique latine. Elles apparaissent, sans nul doute, encore aujourd'hui, comme un moyen d'action rapide et efficace pour appuyer celles et ceux dont les droits les plus fondamentaux sont méprisés, et, par le fait même, pour exprimer sa solidarité avec ces luttes qui remettent en question les différents systèmes d'oppression.

À travers le réseau Solidared, une communication et une coopération étroites s'établissent alors entre les organismes, les collectifs et les mouvements sociaux de base latino-américains et canadiens qui partagent des préoccupations de respect et de défense des droits humains. Les actions urgentes se basent donc sur le contact direct avec les allié-e-s d'Amérique latine, pour la plupart issus des communautés locales, et sur nos liens de confiance. Pour déterminer l'action la plus pertinente à entreprendre, il est essentiel que l'équipe des actions urgentes acquière une solide formation politique et des connaissances sur les luttes sociales en Amérique latine.

Les actions urgentes consistent à interpeller les autorités en Amérique latine, tant au niveau gouvernemental qu'au niveau des instances de droits humains, les ambassades des pays concernés au Canada, ainsi que le gouvernement canadien le cas échéant, le plus souvent en leur adressant des lettres, rédigées sous la forme de communiqués ou pétitions, ou par des appels téléphoniques. Ces actions dénoncent les menaces et violations des droits humains qui ont été observées et, surtout, exigent l'établissement de mesures concrètes, à celles et ceux qui ont une part de responsabilité et qui disposent d'un véritable pouvoir d'action pour mettre un terme aux situations les plus insoutenables.

Si elle ne met pas à risque l'action urgente engagée, la diffusion est assurée sur les plateformes dont dispose le CDHAL, notamment les médias sociaux, le site web, le bulletin mensuel Solidared et la radio communautaire. La sensibilisation de la société civile et de la population

Document de présentation du réseau des actions urgentes du CDHAL

Archives du CDHAL



québécoise s'avèrent alors essentielles pour renforcer la pression internationale, encourager l'adoption et la mise en œuvre de politiques qui favorisent le respect des droits humains, et questionner le rôle du Canada à travers ses traités de libre-échange, ses programmes de développement international et son ingérence dans les pays d'Amérique latine; la force des actions urgentes réside bien souvent dans la capacité à mobiliser la population autour de ces enjeux.

Les actions urgentes nécessitent un suivi afin de consolider les liens qui se sont créés avec les partenaires d'Amérique latine, et se solidariser de façon continue avec les communautés qui sont souvent sous menace constante, même après la dénonciation de violations de leurs droits. En outre, elles viennent guider les campagnes que mène le CDHAL, pour susciter l'engagement des Québécois-es et renforcer la solidarité internationale, puisque la plupart d'entre elles révèlent des enjeux communs aux défenseur-e-s des droits et du territoire tant en Amérique latine qu'au Canada.

Ces dernières années, les actions urgentes ont permis de mettre en lumière les agissements des transnationales qui s'implantent à travers l'Amérique latine pour développer des mégaprojets d'extraction des ressources naturelles, souvent à l'insu des populations et sans leur consentement. La lutte contre les impacts socioenvironnementaux qui en découlent représente désormais le point d'ancrage des activités du CDHAL, porté par sa mission de solidarité à l'endroit des communautés d'Amérique latine.

ANNE-LISE PIERRE est diplômée en droit public et étudie à la maîtrise en environnement et développement durable de l'Université de Montréal, avec une spécialisation en enjeux sociaux et gouvernance. Elle s'implique dans les actions urgentes du CDHAL.

Les invisibles

Par Inti Barrios

Traduction de Jorge Parra

*Nous, les invisibles,
ceux du masque qui cache l'exploitation,
ceux de cinq heures du matin,
ceux de la journée de quatorze heures
esclaves de la sueur,
travailleurs des ateliers de misère,
sweatshop workers
travailleurs aussi de la campagne,
de la campagne devenue usine.*

*Contrat de vie à moitié,
privilège du propriétaire*

*Nous, qui sur le dos portons
un système qui nous efface le visage,
mais qui a besoin de nos mains.*

*Les mains de la femme qui emballe la viande!
Les mains d'une femme qui porte ses propres enfants et
ceux d'autrui
Et qui ne dort pas!*

*Des mains d'homme qui chargent des boîtes de tomates!
et qui prennent soin d'une terre qui ne lui appartient pas.*

*Des mains, partout des mains,
des mains vieilles, usées,
des mains sans visage,
des mains sans nom
des éclats du Mexique exilé
Anciens guerriers perdus à Montréal*

*Nous sommes ici
avec notre « spanglfrench »
et nos rêves suspendus
en attente d'un papier qui n'arrive pas.*

*Nous, les invisibles
nous, les masqués au visage effacé
face voilée*



Illustration de Jenny Galewski

*Nous qui crions anonymes
Et le bruit de fond de la machine
trac, trac, trac
crie la machine
Et je ne peux pas la faire taire,
car sans papiers
ma voix ne résonne pas.*

*Ma voix
Ne résonne pas
Moi, aigle, moi jaguar
moi colibri
moi homme, moi femme
je marche dans la ville
et je rêve
que tu voies mon visage.*

INTI NAXHIELII BARRIOS est une artiste mexicaine, conteuse d'histoires, comédienne, animatrice à la radio, scénariste et directrice de théâtre.

« Je suis affectée par Mariana! »

Par Soniamara Maranhão, Movimento dos Atingidos por Barragens (MAB)¹

Traduction par Éva Mascolo-Fortin

Je viens d'un pays très beau, merveilleux. Je viens du Brésil, un pays où l'on parle portugais, le pays de la Coupe du monde, des Jeux olympiques. Mais je viens aussi d'un pays qui est en train de vivre un coup contre la démocratie, contre les droits humains, contre le peuple, contre les travailleurs et travailleuses.

Je viens d'un pays qui, avec le Venezuela, possède 800 billions de barils de pétrole, d'un pays qui est une Arabie saoudite. Mais je suis affectée par les barrages, par l'industrie minière, par un système capitaliste, impérialiste et patriarcal. Je suis affectée par Mariana². Je vis à deux heures de l'endroit où Vale, BHP Billiton et Samarco ont tué 20 personnes. Parmi elles, une femme, comme nous qui sommes ici ce soir, enceinte, qui a subi un avortement dans l'avalanche de résidus miniers. Elle a été traînée sur plus de mille mètres et quand elle est arrivée à l'hôpital, elle avait perdu son enfant. Elle n'a pas été reconnue comme une personne ayant perdu un proche.

À Mariana, nous vivons aujourd'hui l'un des pires crimes des dernières années. C'est pourquoi nous souhaitons que vous vous sentiez aussi, toutes et tous, affecté-e-s par les barrages. Car nous payons l'énergie le plus cher au monde, et nous nous demandons : Pourquoi le coût de l'énergie est-il si élevé s'il y a tant de barrages ? Pourquoi ont-ils, pour construire un barrage, pris la vie de notre amie Berta, notre compagne de lutte ?

Une compétition est aujourd'hui en marche dans le monde pour savoir qui des États-Unis et de la Chine sera la grande puissance qui contrôlera les États, la force de travail des travailleurs-euses, les ressources naturelles, nos vies. C'est pour cette raison que nous,



Soniamara Maranhão, paysanne, pédagogue et militante, fait partie de la coordination nationale du MAB au Brésil.

Photographie du MAB

les personnes affectées par les barrages du Brésil, nous nous organisons dans tout le pays pour discuter d'un nouveau modèle énergétique pour le Brésil et pour le monde.

Nous souhaitons construire un ordre différent, un autre monde où les hommes et les femmes puissent profiter des fruits de leur travail. Le système le plus corrompu aujourd'hui dans le monde est le système capitaliste, qui ne te donne qu'une partie des fruits de ton travail, alors que le reste est géré par les élites. La tâche qui nous attend est de faire quelque chose pour être à même de survivre et mettre fin à ce système. Au Brésil, nous disons « *Patria libre. Venceremos!* »

¹ Ce texte est la transcription du discours présenté par Soniamara Maranhão le 10 août 2016 lors du spectacle « Les peuples et la planète avant le profit! Voix des résistances et des alternatives » à Montréal à l'occasion du Forum social mondial 2016. La

présentation est disponible en ligne: <https://www.youtube.com/watch?v=XK-jhuJRnHU>.

² Le 5 novembre 2015, la rupture d'une digue de la mine de Vale-BHP Billiton dans la ville de Mariana,

dans l'État de Minas Gerais au Brésil, a libéré 32 millions de mètres cubes de boue et de déchets miniers sur 640 kilomètres. Le désastre de Mariana, véritable catastrophe sociale et écologiste, a inondé plusieurs villages et tué 20 personnes.

Retour sur le Forum social mondial :

initiatives de mobilisation collective et de résistance vis-à-vis des entreprises transnationales d'extraction

Par Mélanie Dufour-Poirier (ÉRIUM-GREPIP), Denise Gagnon (FTQ),

Daniel Mallette (Syndicat des Métallos) et Frédérick Ste-Croix Lévesque (FTQ)

Cet article dresse une synthèse des échanges tenus le 11 août 2016 entre des défenseur-e-s des droits sociaux, environnementaux et du travail de trois régions (Afrique, Amériques et Caraïbes) au sein d'un atelier organisé dans le cadre du Forum social mondial 2016 à Montréal. Cet atelier émane d'un partenariat établi entre le Service de la solidarité internationale de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), le Syndicat des Métallos, l'École de relations industrielles de l'Université de Montréal (ÉRIUM) et le Groupe de recherche sur les espaces publics et les innovations politiques (GREPIP). Luc Martinet, du Secrétariat confédéral de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), Mariama Penda Diallo, syndicaliste et ancienne ministre d'État chargée de la Fonction publique, de la Réforme administrative, du Travail et de l'Emploi sous le gouvernement de transition en 2010 en Guinée Conakry, Nixon Boumba, coordonnateur du Collectif Justice Mines en Haïti (KJM en créole), Jorge Luis Quezada Liñan, syndicaliste et directeur intérimaire du *Centro de Desarrollo y Asesoría Laboral* (CEDAL) du Pérou et Martine Ouellet, ex-ministre des Ressources naturelles du Québec, ont pris part aux discussions.

Grâce au partage de leurs expériences, ces invité-e-s ont dégagé des zones d'apprentissage autour de fronts de résistance qui se sont déployés sous les efforts de différents acteurs de la société civile pour mieux encadrer les activités des sociétés minières canadiennes dans leur région respective. Sur le plan des divergences d'abord, ces témoignages nous ont offert des vignettes contrastées quant aux acteurs ayant mis en branle ces initiatives de résistance collective (tantôt des syndicats, tantôt des groupes marginalisés, à l'instar des femmes, des communautés autochtones et autres groupes d'intérêts) et quant à leurs capacités à instituer des coalitions susceptibles d'impulser des réformes aux niveaux législatif ou normatif. Ensuite, en ce qui a trait aux convergences, plusieurs des cas

évoqués dans le cadre de ces discussions ont eu cours dans un contexte institutionnel très rigide (souvent post-dictature) et ont entraîné des réponses très diversifiées sur le plan des mobilisations collectives face aux sociétés minières.

En première partie d'atelier, les participant-e-s ont été sondés quant aux enjeux soulevés par les activités d'extraction dans leur pays respectif. De manière transversale, ces derniers ont fait état de l'imposition, sur le plan économique, d'un modèle néolibéral fondé sur l'exploitation des ressources naturelles dont les visées en matière de développement ne coïncident pas avec une vision socialement responsable de l'industrie minière. À leurs yeux, cette mondialisation économique a essentiellement contribué à la montée en force de plusieurs phénomènes préjudiciables aux travailleuses, aux travailleurs et aux communautés touchés par les activités des sociétés minières partout dans le monde, à savoir : la privatisation des entreprises d'extraction au profit d'investisseurs étrangers, provenant par ailleurs massivement du Canada; la flexibilisation et la précarisation exacerbées d'une écrasante majorité d'emplois dans le secteur extractif; la création d'enclaves ou de poches de pauvreté ceinturant les sites d'exploitation minière avec son lot de problématiques sous-jacentes (violence faite aux femmes, prostitution, alcoolisme, trafic d'êtres humains, etc.); la perte d'influence de l'État au moment d'exiger le paiement des redevances minières, de veiller à appliquer les lois en vigueur et à assurer leur suivi en ce qui a trait au Code minier, à l'encadrement des rapports collectifs de travail et à la protection de l'environnement, notamment des communautés riveraines; la déforestation et l'absence de délimitation des zones d'exploitation minière et de critères fixes d'évaluation en ce qui a trait aux impacts des projets miniers dans le cas des pays fragiles comme le Pérou, Haïti et la Guinée; l'absence d'exigences de transparence (ex. : reddition de comptes) à l'endroit

des sociétés minières, notamment sur le plan des redevances et de leur diffusion auprès du grand public; l'absence de consultations publiques et citoyennes pour véritablement démasquer les sommes générées par l'industrie minière et préciser l'ampleur de l'exode fiscal grâce à la publication de la liste des sociétés-écrans présentes dans le secteur; et nous en passons.

Dans le même sillage, les intervenantes et intervenants n'ont pas manqué de souligner que les pays du Nord, notamment les organisations syndicales, ont la responsabilité d'adopter une position citoyenne exempte idéalement de toute forme de corporatisme sur l'ensemble de ces enjeux afin que l'exploitation des ressources non renouvelables puisse davantage bénéficier aux populations locales touchées par les activités minières et financer les services publics des pays en cause. À titre d'exemple, toutes et tous ont évoqué la possibilité que les entreprises utilisatrices des produits reposant sur le secteur extractif (ex. : téléphones portables) soient tenues solidairement co-responsables des conséquences sociales, humaines et environnementales liées à l'exploitation minière. Ces choix de société, si jamais ils étaient adoptés, coïncident avec une volonté d'en finir avec l'asymétrie des rapports de force prévalant actuellement entre les acteurs et les pays. Ces déséquilibres se confirment par le renforcement du positionnement des entreprises comme nouvel agent de régulation d'ordre privé et par l'affaiblissement plutôt généralisé des syndicats qui, dans plusieurs pays, ne peuvent plus être considérés comme étant la locomotive des changements sur les plans social et du développement : nous pensons au cas du Pérou, notamment.

En deuxième partie d'atelier, les participants ont été emmenés à prendre position quant aux stratégies pour revamper les capacités d'intervention des acteurs de la protestation sociale et mieux faire face à la conjoncture présente dans le secteur extractif. L'accent a d'abord été mis sur l'importance de renforcer les obligations de transparence et l'imputabilité des sociétés minières au Québec comme à l'étranger. De telles dispositions permettraient de minimiser les risques de corruption et de collusion, et de favoriser l'exercice d'un rapport de force davantage équilibré et plus éclairé entre les acteurs (notamment les syndicats et les citoyens) face aux sociétés minières, peu importe le pays considéré. Il s'agit ici, en somme, de s'assurer que tous les acteurs, dans leur ensemble, puissent disposer d'informations pertinentes pour être en mesure d'intervenir au moment opportun. Ces interventions pourraient prendre des formes diversifiées : procéder à des analyses éclairées des informations rendues accessibles pour ensuite permettre leur vulgarisation; instituer des mécanismes de concertation inter-acteurs aux niveaux local, régional et national; utiliser les médias sociaux pour mettre sur pied des campagnes de mobilisation destinées à sensibiliser le grand public autour d'enjeux inhérents à l'industrie minière au Québec comme ailleurs dans le monde; etc. La transparence apparaît ainsi comme le fondement de la capacité des citoyennes et des citoyens à se doter de leviers de pouvoir novateurs dans leurs efforts de mobilisation et de protestation collective au moment, entre autres, de démystifier l'ampleur du lobbying exercé par les entreprises du secteur et de dénoncer de manière éclairée les menaces posées à l'endroit de leur territoire.



Échanges entre défenseur-e-s des droits sociaux, environnementaux et du travail de trois régions du monde (Afrique, Amériques et Caraïbes)

Photographie des auteur-e-s

Sans grande surprise, pour agir, encore faut-il être au courant! Cela signifie comprendre notamment : l'importance de la solidarité pour développer un rapport de force inclusif, de portée sociétale; les impacts des projets miniers, ainsi que ceux liés à leur fermeture; les lois censées baliser les activités de l'industrie; tout type d'informations susceptibles d'être utiles en ce sens au niveau transnational, et ce, malgré la présence de certaines barrières (ex. : de langue, de culture, médiatiques, etc.); les phénomènes de l'évasion fiscale pour mieux en dénoncer les conséquences; les modes de redistribution des richesses à préconiser pour améliorer les conditions de vie, d'emploi et de travail dans le secteur; etc. Ces points réitèrent donc la nécessité de : former des leaders dans la société civile pour encourager la syndicalisation et diminuer le précaire dans l'industrie; sensibiliser les travailleurs, les communautés locales, les femmes, les jeunes et les groupes d'intérêt, souvent marginalisés, quant à leurs droits et à l'application des lois censées les protéger; enfin, renforcer la collaboration intergroupe pour faire de la société civile un acteur de contre-proposition unifié et porteur de propositions qui concurrencent le modèle de développement néolibéral en place, avec toutes les conséquences qu'on lui connaît.

En concomitance, le rôle de l'État a été souligné à maintes reprises en ce qui a trait à l'amélioration des conditions de vie, de travail et d'emploi, la promotion d'une industrie minière de transformation et l'implantation de diverses mesures de sécurité sociale. Certes, à titre d'exemple, une expertise citoyenne peut être développée pour contrer l'évasion fiscale; veiller à ce que soit publiée la certification indépendante de comptes et protéger les lanceurs d'alerte; et exiger que les ressources collectives (ex. : mines, rives, sols et eau) ne soient pas extraites ou contaminées de manière inconsidérée face au bien commun à protéger. Il incomberait ainsi à l'État d'être plus actif pour que les citoyennes et les citoyens disposent de toutes les informations nécessaires pour qu'ils soient en mesure d'interagir au nom du principe du libre consentement préalable éclairé (LCPE). Il s'agit là d'un passage obligé pour véritablement contribuer au renforcement des capacités d'intervention et de contre-proposition de tous les acteurs de la société civile et amoindrir l'asymétrie des rapports prévalant entre les entreprises et les États. Les débats s'intensifient aujourd'hui au sujet du principe du LCPE dans plusieurs communautés locales et autochtones à travers le monde, ainsi que dans les salles de planification de nombreuses compagnies

minières et pétrolières, de la Banque mondiale, de la Société financière internationale (SFI), comme au sein de plusieurs organes des Nations Unies. D'ailleurs, à ce titre, la Convention 169 relative aux peuples indigènes et tribaux de l'Organisation internationale du Travail (OIT) prévoit que :

Les consultations effectuées en application de la présente convention doivent être menées de bonne foi et sous une forme appropriée aux circonstances, en vue de parvenir à un accord ou d'obtenir un consentement au sujet des mesures envisagées.

Dans cette perspective et si l'on pousse l'analyse un cran plus loin, des réglementations davantage coercitives pourraient également être mises en place au niveau transnational de manière à permettre l'émergence d'une véritable prise en charge par les pays du Nord de leurs responsabilités face aux pays du Sud quant aux conséquences de l'exploitation des ressources non renouvelables et de la pollution qui en découle. À cet effet, il revient notamment aux syndicats du Nord de permettre à leurs alter egos du Sud de se renforcer par la mise en place d'un partage systématique d'informations, de stratégies de collaboration et d'efforts de mobilisation collective d'envergure transnationale, comme ce fut le cas en Guinée-Conakry en 2011 dans le cadre de la révision du régime minier. On voit donc qu'il est possible de faire émerger un véritable rapport de force intersyndical, pour ne pas dire inter-acteurs, convaincant et inclusif.

En somme, cet exercice ne visait pas à prescrire des lignes de conduite précises ou des pistes à suivre de façon absolue, quel que soit le niveau d'action privilégiée. Il cherchait plutôt à dégager dans la pratique des zones d'apprentissage collectif susceptibles d'induire des cadres d'action collective novateurs et féconds en termes de retombées futures, notamment en ce qui a trait au renforcement de l'imputabilité des sociétés minières canadiennes au chapitre de la responsabilité sociale. Aussi, les pistes d'action collective dégagées ont permis d'enrichir les recherches en cours et d'entamer des discussions plus larges sur les stratégies mondiales dans le cadre des Assemblées de convergence au FSM 2016 dans la série « Les peuples et la planète avant le profit ». Le vieil adage *Quand on veut, on peut !* s'est ainsi vu confirmé au sortir de ces discussions... Reste à voir s'il continuera d'inspirer les luttes à venir.

Le droit à la ville dans un site de patrimoine mondial de l'humanité :

le cas du centre historique de Quito (Équateur)

Par Vildan Bahar Tunçay

Introduction

Le *conquistador* espagnol, Sebastián de Benalcázar, a fondé la ville de Quito en 1534 sur les ruines incas à 2 850 mètres d'altitude. Spécialisée dans le commerce du textile durant la période coloniale, la ville est l'actuelle capitale de l'Équateur et se situe dans la région andine du pays.

À partir des années 1940, les secteurs riches de la société ont commencé à abandonner le centre historique de Quito (CHQ) en raison de la détérioration des bâtiments, de l'infrastructure déficiente et de l'insécurité montante. L'état des habitats permettant des loyers à prix modique, les places disponibles ont rapidement été occupées par les groupes paysans et autochtones issus de l'exode rural. Cet exode massif s'explique notamment par la combinaison de trois facteurs :

- la concentration de la propriété terrienne axée sur l'agro-exportation aux mains d'une minorité;
- la basse productivité agricole dans les minuscules parcelles appartenant aux groupes en situation de pauvreté¹;
- les problèmes d'accès aux services publics de qualité dans les régions rurales.

Une forte ségrégation sociospatiale a accompagné ce processus par la densification des quartiers populaires au centre, des quartiers ouvriers au sud et les ghettos de riches au nord de la ville².

Dans ce schéma, les habitants du CHQ cumulaient plusieurs emplois précaires et souvent informels. Ils vivaient dans des petits appartements insalubres ayant



Vue sur la Plaza de la Independencia et le Palais présidentiel, Centre historique de Quito, 2009.

Photographie de l'auteure

une infrastructure déficiente. En plus, les conditions économiques les obligeaient à cohabiter avec plusieurs familles et à utiliser les appartements à la fois comme un habitat et un lieu de travail, ce qui aggravait la dégradation des bâtisses. Également, la concentration d'une très grande majorité des travailleuses du sexe dans le centre historique et l'augmentation de l'insécurité ont contribué à ce que dans les imaginaires urbains, le CHQ soit associé à la pauvreté, à l'informalité et à l'insécurité publique.

VILDAN BAHAR TUNÇAY est docteure en sciences géographiques. Elle détient un baccalauréat en études hispaniques, une maîtrise en science politique et un certificat en anthropologie sociale et culturelle. Ses plus récentes publications concernent le processus de revitalisation des centres historiques des capitales latino-américaines et les programmes de transferts monétaires conditionnés.

Implications du statut de patrimoine mondial de l'humanité et lutte pour le droit à la ville

Reconnu comme un des centres historiques les plus étendus et les mieux conservés de l'Amérique hispanique, le CHQ a été déclaré en 1978 « patrimoine mondial de l'humanité » par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)³. Il s'étale sur 320 hectares dont le noyau central de 54 hectares abrite de nombreux édifices représentatifs de l'architecture coloniale : civile et religieuse. Les 321 hectares restants intègrent quatorze quartiers où vivent 90 % des habitants du CHQ⁴.

À partir des années 80, un changement progressif dans l'utilisation de l'espace du CHQ s'est produit à la suite du déplacement des activités financières et économiques vers le nord de la ville. Sous l'effet du boom pétrolier, une nouvelle conception d'aménagement urbain imprégnée du souci de sécurité individuelle et d'indépendance familiale s'est installée. Dans ce contexte, le pourcentage d'utilisation de l'espace du CHQ dédié aux activités commerciales axées sur le tourisme a augmenté au détriment de l'espace résidentiel. Les plans de revitalisation et la perspective des gains issus des activités touristiques ont généré une spéculation immobilière. Par conséquent, la valeur du marché a commencé à primer sur la valeur d'utilisation et certains habitants ont quitté le secteur en raison de l'augmentation excessive du prix des loyers. D'autres ont été expulsés des édifices détruits et transformés en parcs⁵, cafés, restaurants ou hôtels. Le retour des ambassades⁶ au CHQ qu'elles avaient quitté en raison de l'insécurité^{7,8} demeure une autre cause d'expulsion.

Comme le montre la figure 2, la combinaison de ces réalités s'est traduite par une chute démographique au CHQ depuis le début des années 1990⁹.

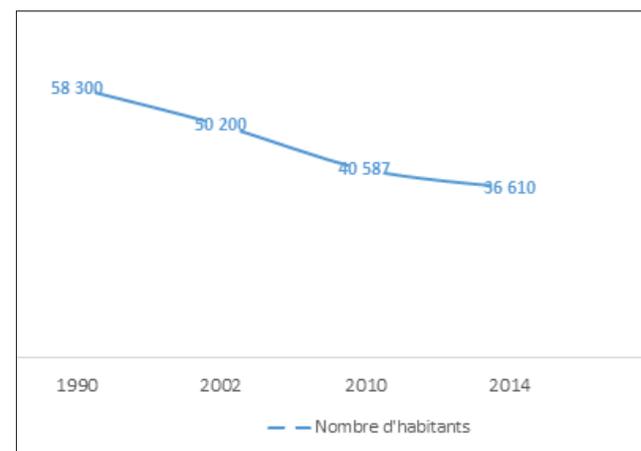
À la problématique de l'habitat s'ajoute celle du commerce informel, lequel occupait 5 % de l'espace du CHQ et 30 % de ses trottoirs avant les expulsions et relocalisations des vendeurs au début des années 2000¹⁰. À cette période, il existait environ 8 000 commerçants informels travaillant de manière à assurer la survie économique de leur famille (40 000 personnes) et à satisfaire les demandes de consommation de 320 000 citoyens à faible revenu¹¹.

En fait, il s'agit d'une occupation de l'espace public qui a des répercussions sur la circulation chaotique, la pollution visuelle et auditive; conséquemment, sur la

Une forte ségrégation sociospatiale a accompagné ce processus par la densification des quartiers populaires au centre, des quartiers ouvriers au sud et les ghettos de riches au nord de la ville

dégradation du centre historique. Cependant, certains vendeurs informels affirment qu'ils sont maltraités par les policiers municipaux et que leur dignité n'est pas respectée. En outre, comme les petits centres commerciaux où ils sont relocalisés se trouvent loin de l'affluence quotidienne des visiteurs nationaux et internationaux¹², les profits restent insuffisants pour la survie économique. Les représentants de ces groupes estiment être « victimes de l'exclusion commerciale par un camouflage du microcommerce informel, de la pauvreté et de la précarité des commerçants »¹³. D'après ces représentants et certains anthropologues et sociologues, l'éloignement du commerce informel du CHQ s'inscrit dans les stratégies actuelles de marketing urbain. Ils pensent que les réalités des groupes exclus sur le plan socio-économique n'ont pas de place dans le décor pittoresque que la ville souhaite présenter aux

Figure 2. Chute démographique au CHQ (1990-2014)



Source : élaboration de l'auteure à partir des données du Proyecto de desarrollo social del Centro histórico de Quito, Situación de salud de la población del Centro histórico (2009) et d'Ortega

touristes. De plus, dans une perspective d'intervention axée sur la muséisation du centre historique, la primauté est donnée au patrimoine matériel au détriment du patrimoine immatériel composé des pratiques socioculturelles de la population locale. En effet, la Banque interaméricaine de développement (BID), qui accorde du soutien financier aux plans de revitalisation, considère le tourisme comme le secteur clé du développement du CHQ. Elle qualifie l'éloignement des vendeurs informels comme une condition pour assurer l'implication du secteur privé et la durabilité économique de la revitalisation¹⁴.

Par ailleurs, parmi les rares initiatives en faveur du développement social figure le programme *En marcha*. Mis en place par la Municipalité de Quito en 2015 grâce à l'appui financier du Programme des Nations unies pour le développement, il vise à soutenir les micro et petites entreprises du CHQ pour moderniser leurs locaux, leurs stratégies de marketing et diversifier leur offre¹⁵. Ce programme cible les commerçants du secteur formel qui ne sont pas nécessairement résidents du CHQ.

Considérations finales

Dans les imaginaires urbains, le CHQ est associé à la pauvreté, à l'informalité et à l'insécurité publique même si ce ne sont pas des réalités intrinsèques au

CHQ. Cette association a facilité la criminalisation de la protestation des groupes marginalisés et la légitimation des stratégies coercitives par les autorités. Ainsi, le processus découlant de la reconnaissance du statut de patrimoine mondial a contribué à ce que l'exclusion des groupes historiquement marginalisés persiste. En revanche, le statut a créé une nouvelle source d'investissement et de profit pour le secteur privé par l'augmentation de la visibilité de Quito sur le marché touristique international.

La mobilisation des associations des habitants a eu peu d'impact sur les décisions des autorités étant donné que leurs demandes sont liées à des problématiques chroniques auxquelles les différents modèles économiques expérimentés n'ont pas donné une solution satisfaisante. Il s'agit de l'informalité due aux difficultés d'accès à l'emploi, de régularisation des titres de propriété, des préjugés et de la violence institutionnalisée envers les commerçants informels et les travailleuses du sexe.

Dans ce contexte, 38 ans après la reconnaissance du statut de patrimoine mondial, le défi reste encore aujourd'hui celui de lutter contre les préjugés sociaux, de répartir équitablement les profits engendrés par les afflux touristiques, d'assurer des conditions de vie dignes et de créer des sources de revenus stables pour les habitants du CHQ.

RÉFÉRENCES

1 North, Liisa (2008). « Neoliberalismo versus programa rural. Temas principales », dans North, Liisa et John Cameron (dir.), *Desarrollo rural y neoliberalismo. Ecuador desde una perspectiva comparada*. Quito : Universidad Andina Simón Bolívar et Corporación Editora Nacional.

2 Ortiz Crespo, Alfonso (2011). « Quito a sus 30 años de su declaración como patrimonio cultural de la humanidad », dans Dammert, Manuel et Fernando Carrión (dir.), *¿Metrópoli mundial?* Quito : Organización Latinoamericana y del Caribe de Centros Históricos.

3 En vertu des critères ii et iv des Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial :

- témoigner d'un échange d'influences considérable pendant une période donnée ou dans une aire culturelle déterminée, sur le développement de l'architecture ou de la technologie, des arts monumentaux, de la planification des villes ou de la création de paysages;
- offrir un exemple éminent d'un type de construction ou d'ensemble architectural ou technologique ou de paysage illustrant une ou des périodes significative(s) de l'histoire humaine.

4 Banque interaméricaine de développement (BID) (2004). « Rehabilitación del Centro Histórico de Quito, Segunda Etapa », en ligne : <http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=384971> (page consultée le 30 juillet 2016).

5 Diario El Telégrafo, « Plazoleta se abriría en febrero », 10 janvier 2014, en ligne : <http://www.eltelegrafo.com.ec/noticias/quito/1/plazoleta-se-abriria-en-febrero> (page consultée le 21 juillet 2016)

6 La Hora, « Moradores se unen contra expropiaciones », 15 septembre 2013, en ligne : http://lahora.com.ec/index.php/noticias/show/1101563269/1/Moradores_se_unen_contra_expropiacion_es_.html#.V5Kml0-cGUk (page consultée le 22 juillet 2016).

7 Bayón, Manuel (2014). « Derecho a la ciudad en el centro histórico de Quito? », *Revista Canelazo de la Ciudad*, (2), p.15-18

8 Agencia pública de noticias del Ecuador y Suramérica, Cuatro embajadas serán trasladadas al Centro Histórico de Quito en 2016, revela presidente Correa, en ligne : <http://www.andes.info.ec/es/noticias/cuatro-embajadas-seran-trasladadas-centro-historico-quito-2016-revela-presidente-correa>, 9 mai 2015 (page consultée le 21 juillet 2016).

9 Selon les données du Secretaría General de Planificación, en ligne : <http://gobiernoabierto.quito.gob.ec/wp-content/uploads/documentos/>

<interactivos/PLAN/files/assets/downloads/page0128.pdf>.

10 *Idem*.

11 *Idem*.

12 Aguilera, María et Miguel Narvaez, Miguel, Documentaire ¡ A un dólar! A un dólar! Una ciudad sin corazón (2014), MM producciones, 54mn.

13 Víctor Sánchez de la Fédération de commerçants autonomes, allocution présentée au cycle de conférences *El derecho a la ciudad en el contexto del Hábitat III. Perspectivas desde la ciudad de cede*, 26 avril 2016, en ligne : <https://observatoriohabit3.org/2016/05/02/jornadas-el-derecho-a-la-ciudad-en-el-contexto-del-habitat-iii-perspectivas-desde-la-ciudad-sede-nota-informativa/>.

14 BID, *op.cit.*

15 Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) (2016). « En Ecuador, el programa 'En Marcha' siembra la semilla del emprendimiento », 29 juin 2016, en ligne : <http://www.undp.org/content/undp/es/home/presscenter/articulos/2016/06/29/en-ecuador-el-programa-en-marcha-siembrala-semilla-del-emprendimiento-.html> (page consultée le 20 juillet 2016).

La violence au Mexique : un mal qui dure depuis longtemps

Par Javier Buenrostro

Traduction par Valérie Martel

Depuis une dizaine d'années, le Mexique est marqué par un taux élevé de violence, laquelle est peu à peu passée d'épidémie à endémie. Le discours général tend à dire que la seule source, ou presque, de cette violence est le trafic de stupéfiants. Les mesures mises en place par le gouvernement de Felipe Calderón en 2006 lorsqu'il déclara la « guerre contre le trafic de stupéfiants » ont eu comme conséquence la fragmentation des cartels, ce qui, en plus des conflits pour le contrôle des territoires, a provoqué une augmentation de la violence. Ce discours semble être l'argument central du gouvernement et des principaux médias lorsqu'ils doivent commenter les causes de cet environnement violent, mais cela ne reflète qu'une minime partie d'un tableau beaucoup plus vaste et complexe.

Lorsqu'il est question de la violence au Mexique, l'élément principal qui est énoncé dans toute conversation est le nombre de morts, parce qu'il est irréfutable. Selon les statistiques de l'ONU, durant les six années où Calderón était au pouvoir (2006-2012), plus de 102 000 personnes ont été assassinées, alors que durant les trois premières années du gouvernement d'Enrique Peña Nieto, les chiffres signalent déjà plus de 94 000 morts. Ces chiffres n'incluent pas les 25 000 à 30 000 personnes portées disparues. Les statistiques indiquent un taux de mortalité semblable à celui de pays qui sont constamment en conflit comme l'Irak, l'Afghanistan ou la Somalie, et à peine inférieur à celui de la Syrie.

L'erreur principale lorsqu'il est question de la violence au Mexique est de présumer que tous les décès sont reliés d'une manière quelconque au trafic de

stupéfiants. Ce discours est celui du gouvernement et des médias qui ne comptent que les cadavres, sans faire de distinction entre victimes et bourreaux. Pour eux, ils sont tous coupables d'une certaine manière. Lorsqu'une personne disparaît ou est assassinée, on dit toujours qu'il « devait y avoir une raison » ou qu'elle « trempait probablement dans de sales affaires », ce qui donne à la victime un certain degré de culpabilité, et même laisse entendre qu'elle méritait son sort. C'est le premier mythe qu'il faut briser : les victimes ne sont pas toutes coupables, elles n'ont pas toutes un lien avec le trafic de stupéfiants et pour celles dont c'est le cas, le droit à la vie prévaut en tant que droit optimal auquel aspire toute nation.

Comment est-il possible d'affirmer que les victimes ne sont pas toutes impliquées dans le narcotrafic ? Certaines sources nous montrent que les causes associées concernent plus que le trafic de stupéfiants et viennent même d'avant la dernière décennie. Il est vrai que depuis les années 1970, le Mexique a vu son taux d'homicides diminuer (ce taux était très élevé pendant la première moitié du XX^e siècle dû à la période révolutionnaire et post-révolutionnaire). Cependant, l'homicide a toujours été une des dix principales causes de décès parmi la population mexicaine. De même, le Mexique a été tristement célèbre sur le plan international en raison des centaines de cas de féminicides qui furent perpétrés pendant les années 1980 dans les villes frontalières, Ciudad Juárez ayant été le cas emblématique. Même si ces féminicides ont été contrôlés et qu'ils ont même diminué à la frontière, ils ont augmenté dans d'autres zones du pays, telles que dans les États de Mexico et de Veracruz. En outre, l'homicide n'est que le

JAVIER BUENROSTRO est historien, diplômé de l'Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM) et de l'Université McGill. Candidat au titre de docteur en sciences politiques à l'École des hautes études en sciences sociales (France), il a collaboré avec l'UNAM, McGill et le Centro de Investigación y Docencia Económicas (CIDE : Centre de recherche et d'enseignement de l'économie). Il collabore actuellement avec Nueva Sociedad, Radio Universidad de Chile et Horizontal.



Photographies prises à Oaxaca, 2016.

Photographies de l'auteur

Les violences de toujours

Avant la dernière décennie (2006-2016), il y avait peu d'écrits à propos de la violence au Mexique. C'était un concept polysémique et ambigu. Hannah Arendt était la référence classique lorsque nous étions confrontés à ce genre de question. « Expedición a la violencia » de l'anthropologue Santiago Genovés a été une lecture importante pour les étudiant-e-s à partir du secondaire (*preparatoria*). Les livres qui ont récemment abordé le sujet de la violence ne comptent souvent que les morts et ne fournissent que des statistiques qui sont certes utiles, mais qui n'approfondissent aucunement les causes et les circonstances précises. Le trafic de stupéfiants n'est pas l'alpha et l'oméga de la violence. Le tout doit être analysé en parallèle avec la souffrance et les expériences de divers groupes vulnérables : enfants, personnes âgées, femmes, migrant-e-s, communauté LGBT, etc. Une grande partie de cette violence se développe au sein même de la famille. Un père de famille exploité et brimé au travail, qui gagne un salaire de miséreux et pour qui l'alcool est un remède temporaire à sa cruelle réalité, aura tendance à reproduire dans la sphère familiale la violence qui lui est infligée par la société. Cela a un impact sur sa conjointe et ses enfants qui, à leur tour, seront susceptibles de reproduire le tableau à la génération suivante. Il y a trop de groupes vulnérables au Mexique, tous susceptibles de subir de la violence pendant une ou plusieurs étapes de leur vie.



dernier maillon d'une chaîne de différents crimes comme le vol et l'enlèvement, réalités très fréquentes dans la société mexicaine.

Pour distinguer la violence liée au trafic de stupéfiants des autres types, nous pouvons utiliser plusieurs catégories d'analyse. Selon moi, l'une des plus utiles est celle proposée par Elena Azaola qui fait une distinction entre la violence criminelle, devenue quotidienne au Mexique, et les autres types qu'elle nomme violences de toujours et violences structurelles¹. Ces deux catégories sont très utiles pour démystifier le discours émergent qui décrit la violence au Mexique comme complètement dépendante du trafic de stupéfiants.

La violence structurelle

La violence structurelle inclut la pauvreté, l'inégalité, l'exclusion sociale et la perte de droits sociaux. Ce sont des violences infligées par un système économique, politique et social qui ne protège pas les droits des citoyen-ne-s. Ces violences sont infligées par les institutions gouvernementales qui ne protègent pas les droits, et qui défendent plutôt les intérêts des secteurs les mieux positionnés. Ces violences se propagent du haut vers le bas et, sans causer de douleur physique, favorisent l'angoisse, le stress et la souffrance de millions de citoyen-ne-s. De même, l'analyse statistique

L'augmentation de la violence au Mexique est postérieure à l'entrée en vigueur de l'ALÉNA, dont le fonctionnement a enrichi quelques familles mexicaines et appauvri des millions de travailleurs et de travailleuses et leurs familles dû aux baisses du coût de la main-d'œuvre.

démontre que la majorité des homicides sont commis par les jeunes. Cela démontre l'incapacité de l'État d'intégrer ses jeunes citoyen-ne-s au marché du travail avec des emplois offrant des salaires et des prestations sociales respectables.

Selon l'argument commun, les jeunes se consacrent au trafic de stupéfiants parce qu'ils et elles sont attiré-e-s par le luxe et l'argent facile. Si l'on considère qu'un tueur à gages a un salaire mensuel fixe inférieur à 400 dollars et qu'un enfant ou un adolescent qui donne de l'information sur les déplacements dans une zone gagne un salaire mensuel d'environ 200 à 250 dollars, la thèse de la richesse facile est inadmissible. Le trafic de stupéfiants offre le minimum : un travail mal rémunéré et sans prestation. Cependant, le gouvernement mexicain a été incapable de garantir ce minimum depuis deux décennies, moment où le « bonus démographique » était le plus élevé. Le pays est incapable de générer ne serait-ce que la moitié des millions d'emplois qu'il devrait créer chaque année. De ceux qu'il a créés, la majorité se trouve dans le secteur informel, ce qui signifie que ce sont des emplois temporaires, mal rémunérés et sans sécurité sociale. Au cours des dernières années, on a tenté de conscientiser de larges groupes de la population au fait que la perte de leurs droits est aussi une forme de violence. Même si cela paraît évident, le concept est souvent omis des discours officiels et dominants au sujet de la violence.

Bien que la distinction puisse sembler claire, il faut insister sur la différence entre pauvreté et inégalité, cette dernière étant celle qui génère le plus grand conflit social. Dans une société où tous et toutes seraient également pauvres ou auraient une quantité de ressources semblable, il y aurait peu de conflits sociaux dérivant de situations violentes. L'augmentation de la violence au Mexique est postérieure à l'entrée en vigueur de l'ALÉNA, dont le fonctionnement a enrichi quelques familles mexicaines et appauvri des millions de travailleurs et de travailleuses et leurs familles dû aux baisses du coût de la main-d'œuvre. C'est l'inégalité

économique, caractéristique principale du capitalisme tardif, qui provoque chaque jour plus de conflits sociaux. En effet, le sentiment d'exclusion, et non la pauvreté, provoque des situations violentes dues à l'angoisse et à la frustration. Par exemple, aux États-Unis, le sentiment d'exclusion que provoque le système de santé semble être une des principales sources de conflit et de violence, comme démontré dans plusieurs productions cinématographiques de la culture populaire comme la populaire série télévisée *Breaking Bad*.

Quel type de justice découle de la corruption et de l'impunité ?

La corruption et l'impunité, responsables de l'augmentation de la violence, sont des éléments structurels du système politique mexicain. En mars dernier, la Commission interaméricaine des droits humains (CIDH) a publié un rapport sur la situation des droits humains au Mexique. Son diagnostic était très précis : la corruption et l'impunité encouragent la violence endémique dans laquelle le pays est plongé. L'impunité est une des raisons principales pour lesquelles la violence se reproduit. Au Mexique, la population a l'impression que le coupable ne sera jamais puni, que ce soit parce que l'autorité est incompétente ou parce que l'État, incluant le système de justice, les corps policiers et ceux qui exercent des fonctions de contrôle, est corrompu².

Les réponses du gouvernement en matière de sécurité et de politiques publiques pourraient constituer un autre problème structurel. En déclarant la « guerre contre le trafic de stupéfiants », le gouvernement de Felipe Calderón a donné à l'armée et à la marine (dont les membres ne sont pas formés pour cela) des fonctions de protection civile et de police, ce qui a laissé des séquelles plus négatives que positives. L'accent a été mis sur ce point depuis quelques années³. L'armée et la marine sont formées pour des situations de guerre où la défense des droits humains, incluant le droit à la vie, n'est pas une priorité. Résultat : un taux très élevé de



Photographie prise à la ville de Mexico, Mexique, 2013.

Photographie de Javier Otaola

létalité lors des activités réalisées par ces deux groupes pour lutter contre le trafic de stupéfiants. En ce sens, le criminel n'a aucun droit, ni même à la vie. Ce mode de pensée a provoqué une série d'exécutions de civils par les forces armées. Tanhuato, Tlatlaya, de même que l'exécution d'étudiants en enseignement à Ayotzinapa sont des exemples du non-respect du droit des civils à la vie (qu'il y ait culpabilité ou non) appliqué par un vaste secteur des forces de l'ordre⁴.

La fragilité institutionnelle est une autre contrainte que l'on trouve dans le système de justice national, une des instances les plus corrompues des institutions mexicaines. Le manque de confiance envers les institutions de justice est tel que seulement 7 % des crimes sont dénoncés et font l'objet d'une enquête sérieuse. Pour 1 000 crimes commis, seulement 1,4 reçoit une sanction quelconque, alors que les 998 restants demeurent impunis. Selon l'Instituto Nacional de Estadística y Geografía (Institut national de statistiques

et de démographie - INEGI)⁵, les citoyen-ne-s ne dénoncent pas les crimes parce que la majorité de la population croit que les policiers, le ministère public, les procureurs et les juges sont corrompus. Ainsi, le cercle vicieux de la violence continue indéfiniment grâce à l'impunité des délinquants et à la corruption des autorités.

Conclusion

La violence au Mexique ne se limite pas au trafic de stupéfiants. C'est un sujet qui entretient un lien direct avec le modèle économique mis en place par les gouvernements précédents et qui touche la majorité de la population et lui porte atteinte. De même, la discrimination envers des groupes vulnérables (femmes, enfants, communauté LGBT, population migrante) ne doit plus être contournée, mais plutôt occuper une place centrale dans la discussion et dans les politiques publiques nationales. Les recommandations en matière de droits humains faites par les organismes nationaux et internationaux sur les infractions et les excès constants des forces armées doivent aussi être prises en compte. Le système de justice doit être complètement repensé, travail qui a été commencé il y a quelques années, mais qui n'a toujours pas abouti sur des réformes législatives. Finalement, le plus important est de comprendre que le discours sur la violence ne doit pas porter exclusivement sur le trafic de stupéfiants, mais que celui-ci a une part plus complexe dans le discours, résultant d'un système imprégné de corruption et d'impunité. Il faut comprendre que, souvent, la violence est exercée par l'État lui-même envers ses citoyen-ne-s à travers les salaires de miséreux, le manque de sécurité sociale, les systèmes de contrôle et de justice corrompus et l'incapacité de créer des politiques d'intégration pour les groupes vulnérables. S'attaquer au phénomène de la violence sans considérer ses causes structurelles et de longue durée serait équivalent à traiter un cancer avec de l'aspirine.

RÉFÉRENCES

1 Azaola, Elena (septembre-décembre 2012). « La violencia de hoy, las violencias de siempre ». *Desacatos*, no 40, p. 13-32.

2 Bataillon, Gilles (janvier-février 2015). « Narcotráfico y corrupción: las formas de la violencia en México en el siglo XXI ». *Nueva Sociedad*, no 255, p. 54-68. Buenrostro, Javier (mai 2016). « Corrupción: Un gran lastre para México ». *Nueva Sociedad*, en ligne : <http://nuso.org/articulo/corruptcion-un-gran-lastre-para-mexico/> (page consultée en août 2016).

3 Silva, Carlos, Catalina Pérez Correa et Rodrigo Gutiérrez. « Índice de letalidad 2008-2014 :

Disminuyen los enfrentamientos, misma letalidad, aumenta la opacidad » Document de travail, en ligne : <http://historico.juridicas.unam.mx/novedades/letalidad.pdf> (page consultée en septembre 2016).

4 Au sujet de ces trois cas, beaucoup d'encre a coulé dans les périodiques, les revues et certains sites Internet. Nous ne retiendrons ici qu'une poignée d'articles parmi cette vaste littérature. À propos de Tlatlaya : Mario Patrón (2015), « Tlatlaya : Recuento, pendientes y un riesgo latente », *Nexos*, en ligne : <http://www.nexos.com.mx/?p=26628> (page consultée en août 2016); à propos de Tanhuato : Raúl Zepeda (2015) « Tanhuato/Ecuandureo: ¿disuasión violenta o descontrol armado? », *Horizontal*, en ligne : <http://horizontal.mx/tanhuato-ecuandureo-disuasion-violenta-o->

[descontrol-armado/](http://horizontal.mx/tanhuato-ecuandureo-disuasion-violenta-o-descontrol-armado/) (page consultée en septembre 2016); à propos d'Ayotzinapa : Javier Buenrostro (2014), « Ayotzinapa: quand la violence de l'État et celle des groupes criminalisés ont les mêmes fins », *Histoire Engagée*, en ligne : <http://histoireengagee.ca/wp-content/uploads/2014/12/BUENROSTRO-Javier-Ayotzinapa-quand-la-...pdf> (page consultée en septembre 2016).

5 Commission interaméricaine des droits humains (2015). *Situación de Derechos Humanos en México*, en ligne : <http://www.oas.org/es/cidh/informes/pdfs/Mexico2016-es.pdf> (page consultée en septembre 2016).

La solidarité internationale et le Mouvement des personnes affectées par les barrages au Brésil : l'histoire d'une pratique sociale¹

Par Esther Vital Garcia, Leonardo Bauer Maggi, Luiz Alencar Dallacosta, Coordination nationale du Movimento de Atingidos/as por Barragens do Brasil (MAB)

Traduction par Ana Carolina Veiga

La lutte contre les barrages au Brésil surgit en réponse à la courante violation des droits par le biais de plans de développement menés par le gouvernement militaire pendant la dictature (1964 - 1985), qui faisaient partie des politiques au sein du soi-disant « miracle économique ».

C'est pendant cette période que l'industrie de l'électricité brésilienne a établi ses fondations, en construisant environ 30 grandes centrales hydroélectriques, des travaux pharaoniques, parmi lesquelles on retrouve : Tucuruí, Solteira, Jupia, Itaipu, Passo Fundo, Sobradinho, Itá, Machadinho et Balbina. Chacune d'entre elles, avec des conséquences sociales et environnementales irréparables.

Ainsi, lutter contre les barrages à cette époque signifiait bien plus que défendre son lopin de terre, cela représentait, avec toutes les conséquences qui en découlent, une forte opposition au projet politique en question. Les entreprises étatiques créées à cette époque comptaient, outre le fort dispositif militaire de l'État, sur des services de consultation spécialisés brésiliens et d'autres pays pour l'espionnage, la répression, les arrestations, les enlèvements et les assassinats de travailleurs-euses, de syndicalistes, de dirigeant-e-s et de personnes affectées par les barrages, tel que l'illustre le cas du barrage d'Itaipu.

Le mouvement social en général et le MAB s'alimentaient de la solidarité internationale pour légitimer politiquement leur lutte, en encourageant les militant-e-s, en plus de l'appui matériel. La venue de différentes délégations de solidarité provenant d'autres pays (Allemagne,

Autriche, Suède, Belgique, etc.) qui ont visité les communautés affectées par les barrages représentait une force supplémentaire pour la résistance locale et avait un impact positif sur les individus et l'organisation communautaire. Le fait que ces personnes avaient le sentiment que la lutte qu'elles menaient était justifiée a influencé des secteurs du pouvoir législatif, exécutif et judiciaire. Pour les personnes affectées par les barrages, ce climat de lutte a été extrêmement riche, puisqu'il a créé des paradigmes dans l'industrie de l'électricité, comme la relocalisation des personnes affectées par les barrages, la reconnaissance de la force de travail des femmes, les négociations collectives, etc., qui ont duré au moins 20 ans (jusqu'au début des privatisations).

Les relations entre les acteurs étaient essentiellement politiques et la solidarité internationale surgit alors comme un pont entre les mouvements organisés qui se consolident dans les deux hémisphères du globe. Dans le Nord, il y a le mouvement citoyen internationaliste des années 80, avec des revendications pour qu'une partie du PIB soit investi dans la coopération. Les efforts de l'OCDE pour formaliser les relations de coopération avec les différents pays bénéficiaires de l'aide ont créé une tendance à l'institutionnalisation de ces expressions de solidarité internationale.

Cet agenda de formalisation de la solidarité internationale est très influencé par le capital transnational présent dans les deux hémisphères. En fait, ces entreprises agissent dans le but de privatiser la solidarité et la coopération internationale, à travers des concepts comme celui

Le MOUVEMENT DES PERSONNES AFFECTÉES PAR LES BARRAGES (MAB) du Brésil est un mouvement national, autonome, populaire et de lutte. Le MAB est dirigé collectivement et sans distinction de genre, de religion, de couleurs de peau, de partis politiques et de niveau d'instruction des personnes. Nous sommes un mouvement revendicateur et politique. Notre pratique militante est guidée par la pédagogie de l'exemple et notre lutte se nourrit du profond sentiment d'amour envers le peuple et la vie.



1 an de lutte! Un an après le pire crime socioenvironnemental de l'histoire du Brésil, la rupture d'une digue de la mine de Vale-BHP Billiton dans la ville de Mariana, dans l'État de Minas Gerais, 5 novembre 2016.

Photographie de Yuri Barichivich/Greenpeace

de la responsabilité sociale ou corporative. Cette construction « patronale » de la solidarité internationale exclut complètement les organisations comme le MAB, car celles-ci réunissent au sein de leur lutte, la force de, justement, s'opposer aux mécanismes d'exclusion pris par ces entreprises, étant donné que ces mécanismes (violation des droits sociaux) contribuent aux super profits qu'ils gagnent dans le Sud. Ce que ces entreprises veulent réellement, c'est d'acheter avec des miettes (la communication sociale et la responsabilité sociale) la subordination de la communauté affectée et de la société locale.

Avec la crise de la reproduction du capital mise en évidence à partir de 2008, le besoin de maximiser les valeurs de solidarité internationale a gagné de la force. Nous voyons que ce sentiment est plus élevé autant dans le Sud que dans le Nord. Nous croyons qu'actuellement, il est fondamental de multiplier les valeurs de solidarité internationale en unissant les luttes sociales de plusieurs territoires, cherchant ainsi à créer une unité entre les travailleurs et travailleuses et les personnes affectées des différents pays.

Nous soulignons dans ce domaine deux efforts majeurs. L'un d'eux est la construction de la Via Campesina, mouvement paysan international, dont le MAB fait partie, une initiative globale qui réunit les paysans et paysannes de partout dans le monde vers la construction de la souveraineté alimentaire pour l'ensemble de la société (rurale et urbaine). Un deuxième effort que nous considérons important et auquel le MAB s'est également dédié est la construction et le renforcement d'organisations de personnes affectées par des barrages sur le territoire latino-américain. Cette initiative naît suite à la constatation que les violations entourant les

communautés affectées, tout comme la cause de ces contradictions, sont généralement les mêmes dans tous les pays de la région. Ainsi, rien n'est plus fondamental qu'entreprendre de nouveaux processus de lutte tout en cherchant leur unification. Comme résultat de cette compréhension et de cette pratique, des organisations de base et des mouvements de personnes affectées par les barrages de plus de dix pays d'Amérique latine ont lancé en septembre de cette année, à travers un effort conjoint, le Mouvement des personnes affectées par les barrages en Amérique latine, appelé MAR, articulant ainsi les forces de ces mouvements et de ces organisations provenant de différents pays de la région.

À noter que dans ces deux exemples, ce sont des valeurs de solidarité internationale, comme l'identité de classe, la fraternité entre les peuples, l'esprit d'engagement, le sens de la justice, qui mobilisent ces initiatives. Cet exercice est en grande partie un moyen de chercher à reproduire ce qu'a appris le MAB au début de ses luttes, tel que mentionné antérieurement.

Pour le MAB, il faut, sans aucun doute, construire des alliances mondiales de classe, construire un nouvel internationalisme, si nous voulons que les gens retrouvent leur souveraineté face aux pouvoirs économiques et financiers des entreprises transnationales. Nous croyons qu'en ce moment historique, alors que les valeurs du capital sont fortement remises en question, la solidarité internationale doit croire de plus en plus dans les luttes populaires, les luttes de masse, celles qui sont capables de transformer les structures injustes de toute société.

Eau et énergie: avec la souveraineté, la distribution de la richesse et le contrôle populaire.

1 Article paru le 11 février 2015 en portugais sur : <https://www.kooperation-brasiliien.org/de/themen/landkonflikte-umwelt/belo-monte/solidariedade-internacional-e-o-movimento-de-atingidos-as-por-barragens-do-brasil-a-historia-de-uma-pratica-social>

« Mes salutations coloniales »

Par le Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG)¹

Il y a plus de 500 ans que le colonialisme occidental fait des ravages à l'échelle globale. Rappelons-nous qu'au début du XX^e siècle, le colonialisme européen s'étendait sur la majeure partie de la planète et reposait autant sur une domination physique et matérielle qu'intellectuelle. Ce système, dont l'objectif premier était de s'approprier les territoires et ressources des terres colonisées, s'appuyait d'une part sur l'occupation par la force et le contrôle des territoires et populations, et d'autre part, sur la construction et la diffusion d'une conception eurocentriste de la connaissance et de la pensée visant à justifier et à rendre légitime le projet colonial. Cette vision du monde s'articulait notamment autour d'une institution très particulière, celle du racisme, qui se fonde sur un système de pensée qui hiérarchise les « races », les cultures et les sociétés de manière systématique selon des normes ethnocentristes – en l'occurrence, « occidentales ».

En tant que personnes travaillant dans le milieu de la solidarité, nous souhaitons penser que nous luttons contre un raisonnement aussi violent et déshumanisant, et que nous y échappons. Pourtant, notre relation avec les pays du Sud global, sur le plan individuel tout comme collectif, est marquée par l'héritage économique, politique, culturel et intellectuel de l'impérialisme occidental. La plupart d'entre nous sommes toujours sous l'emprise de cet appareil idéologique puisque malgré nos meilleures intentions, notre perception du monde est bien souvent façonnée par la société et la culture dans lesquelles nous avons été socialisé-e-s.

De ce fait, une prise de conscience de nos schémas de pensées et des comportements qui en résultent est nécessaire si nous désirons entamer une véritable

remise en question de notre histoire coloniale et une transformation réelle et profonde des relations qui nous unissent aux personnes, communautés et populations racisées, marginalisées et opprimées dont nous souhaitons soutenir les luttes.

Le racisme : pierre angulaire du colonialisme, légitimation de l'exploitation

Le concept même de « race » comme facteur de différenciation et de hiérarchisation entre les peuples a été forgé par le racisme, dans le but de justifier l'hégémonie européenne, puis occidentale. On note d'ailleurs une évolution historique de ce processus de différenciation et de construction de l'autre en opposition avec une norme « dominante » et soi-disant supérieure. À l'origine, cette dichotomie a été fondée sur l'appartenance religieuse, selon l'axe « croyants vs hérétiques ». À partir du 17^e siècle, les théories biologiques racistes, reposant sur une interprétation faussée du darwinisme, ont contribué à alimenter ce processus de différenciation. Cependant, après la Deuxième Guerre mondiale et les horreurs du nazisme, ces théories furent généralement abandonnées, du moins dans le discours dominant. Sous l'impulsion du capitalisme, l'intervention occidentale se conceptualisera désormais plutôt autour de la notion de développement, la distinction se faisant dorénavant entre « développé-e-s » et « sous-développé-e-s ».

Le racisme a donc servi, dès les premières colonies en Amérique du Sud et jusqu'aux formes de néocolonialisme dont on est aujourd'hui témoin, d'outil de légitimation de la domination économique, politique, sociale et culturelle occidentale. En déshumanisant l'autre et en s'arrogeant le pouvoir de le définir,

Ce texte est un extrait du document « Mes salutations coloniales », produit par le Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG), la version complète est disponible sur le site www.paqg.org. Nous espérons contribuer à créer des espaces de dialogue sur ces questions importantes dans le milieu de la solidarité internationale au Québec. Il s'agit d'une invitation à s'ouvrir et à remettre en questions nos perceptions, nos discours intellectuels, nos réactions émotives et nos réflexes afin d'éviter de reproduire les relations de pouvoir contre lesquelles nous luttons; somme toute, c'est un appel à s'engager à confronter le racisme et le colonialisme dans ce qu'ils ont de plus intime et personnel.

on justifiait plus facilement son asservissement et sa dépossession. Ainsi, les pays du Sud global se sont alors vus obligés de produire pour l'économie européenne au détriment de leur propre population. Ce sont les ressources et les richesses de ces colonies qui ont permis, par la suite, l'essor économique et l'industrialisation de l'Europe.

Cet impératif de domination économique s'est réalisé par le biais de l'esclavage, d'évictions, de déplacements forcés, de travaux forcés et d'assassinats de masse, ainsi que par la destruction des structures politiques, religieuses et économiques des sociétés colonisées. Dans plusieurs cas, les occupants originaux des territoires saisis ont été décimés, pour ensuite être dépossédés de leurs terres désormais occupées par des colons et des esclaves amené-e-s de force. Les Occidentaux-ales ont alors commencé à occuper un statut social privilégié dans les colonies, alors que les premiers peuples étaient relégués en marge de la société dominante.

Pour asseoir son pouvoir, l'appareil colonial doit générer et maîtriser les idées permettant de comprendre le monde; il s'accompagne donc d'un système de diffusion des « connaissances ». Selon ce système de pensée, la personne colonisatrice est érigée en porteuse de civilisation et de valeurs « universelles », telles que la modernité, le christianisme, le capitalisme, l'éducation à l'occidentale et la médecine dite « moderne ». La vision du monde que cela sous-entend en est une où l'on déprécie les philosophies, valeurs et systèmes de connaissances des sociétés non occidentales.

Différencier, généraliser, déshumaniser l'autre

Le racisme se base sur la création, par le groupe dominant, d'une division entre ce qu'il considère comme lui étant propre et ce qui lui paraît étranger et différent, ce qui implique une appropriation du pouvoir de se définir et de définir l'autre. Dans ce processus de différenciation, l'Occidental-e s'érige en sujet, alors que l'humanité de l'autre est traitée comme étant moindre.

L'humanité du sujet et son individualité lui sont entièrement reconnues, et on lui attribue la capacité d'agir et de penser de manière autonome sans que ses gestes et ses comportements soient attribués à des caractéristiques morales ou intellectuelles généralisées attribuées à son origine ou à sa race. En revanche, la personne racisée, subissant une objectification, se voit

constamment associée à un groupe quelconque, souvent représenté comme étant homogène et esquissé en traits stéréotypés et essentialisés; elle voit ses paroles et ses actes être systématiquement appropriés et interprétés dans le discours dominant selon des caractéristiques attribuées à ce groupe par le groupe dominant.

Ces caractéristiques, « observées » chez l'autre, servent à « identifier » les collectivités et les individus dans le but de délimiter les différentes sociétés et populations. En niant la capacité des personnes racisées de s'auto-définir et en remplaçant leurs voix et leurs regards sur elles-mêmes et sur le monde par un imaginaire tissé de stéréotypes et de préjugés, ces autres sont réduits à un groupe homogène. La culture dominante associe à ce groupe certaines caractéristiques et comportements sans se soucier ni du contexte, ni des personnalités, ni des histoires personnelles et collectives des personnes affectées. C'est un processus qui nie, d'une part, les identités collectives, et d'autre part, l'individualité et la subjectivité des personnes racisées. En effet, la construction de l'autre prive les communautés de leurs identités collectives en les amalgamant sans distinction en un groupe homogène identifié et défini par sa différence, tout en véhiculant l'idée que tous les individus membres d'une communauté racisée existent en fonction de traits moraux, psychiques et intellectuels essentialisés et généralisés au sein de cette communauté.

Des hiérarchies mondialisées

Ces relations basées sur la différence expriment des hiérarchies et des valeurs créées et reproduites à travers des relations de pouvoir aujourd'hui mondialisées. Trop souvent, les relations internationales sont définies par le regard de l'Occident, qui explique et justifie les inégalités économiques et politiques affligeant les pays du Sud global (ainsi que les interventions continues dans les affaires internes de ces pays) par le fait que ceux-ci ne seraient pas encore tout à fait modernes, progressistes et développés. Par ce discours, l'Occident réussit presque à faire oublier son passé colonial et l'impact de ses pratiques actuelles. Ce faisant, plutôt que d'entreprendre une autoréflexion collective et critique sur les causes profondes de l'inégalité dans le monde, et plutôt que de penser en termes de réparations et de restitution, l'Occident adopte une attitude paternaliste, véhiculée notamment par la mise sur pied de programmes de développement. L'inégalité est ainsi légitimée, du moins aux yeux de l'Occident, et persiste.



Son cosas chiquitas. No acaban con la pobreza, no nos sacan del subdesarrollo, no socializan los medios de producción y de cambio, no expropian las cuevas de Alí Babá. Pero quizá desencadenen la alegría de hacer, y la traduzcan en actos. Y al fin y al cabo, actuar sobre la realidad y cambiarla, aunque sea un poquito, es la única manera de probar que la realidad es transformable

– Eduardo Galeano

Merci aux partenaires financiers et collaborateurs du CDHAL





Courtoisie du Comité chilien pour les droits humains

Cette « arpillera » a été confectionnée par les membres du Comité chilien pour les droits humains dans le cadre du projet collectif « L'Arpillera comme outil de résistance » lors de la Commémoration du 40^e anniversaire du coup d'État au Chili, du 9 au 14 septembre 2013 à Montréal. Cette « arpillera » raconte une histoire en plusieurs étapes : le premier panneau représente un moment où la vie était simple, une famille partageant un repas paisible. Ensuite, le coup d'État, un jour sombre et terrible qui a changé l'histoire. Puis, des maisons vides, la tristesse des femmes en deuil devant les tombes des membres de leur famille. Le dernier panneau représente la lutte pour une éducation libre et égale, un combat toujours en cours. Le dessin a été réalisé par Denise Olivares.

Pendant la dictature au Chili, les « arpilleras » étaient confectionnées par des groupes de femmes. Elles sont devenues un outil de dénonciation des violations des droits humains et de résistance.